

**LE DÉVELOPPEMENT DURABLE COMME SIGNIFIANT VIDE :
L'HÉTÉROGÉNÉITÉ DE LA QUESTION ÉNERGÉTIQUE**

JOSÉE PROVENÇAL

Thèse soumise à l'Université d'Ottawa
dans le cadre des exigences du programme de
Doctorat en études politiques

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

REMERCIEMENTS

Cette thèse émane d'une insatisfaction professionnelle et d'une curiosité universitaire : pourquoi les professionnels du secteur de l'énergie et de l'environnement ont-ils tous des définitions du développement durable qui diffèrent en tout ou en partie? Et qu'est-ce qui se cache derrière cette polysémie? En m'engageant dans ce long périple qui se conclut aujourd'hui, je n'aurais pu demander un meilleur guide que mon directeur Matthew. Il m'a toujours orientée et encouragée, sans jamais chercher à augmenter la pression ou à dénigrer les travaux que j'effectuais. Il s'est montré ouvert et compréhensif devant mon double rôle de doctorante et de maman de deux enfants en bas âge et il a su, malgré mes échéanciers plus ou moins respectés, toujours faire sortir le positif du travail effectué. Je garde en tête une phrase qu'il m'a dite lorsque je me suis inscrite au doctorat alors que j'étais enceinte de mon premier enfant : « *If you want something done, give it to someone busy* ». Cette phrase m'a aidée à garder le cap lorsque je me sentais dépassée par mes tâches de doctorante, de mère et d'épouse. Matthew a été, tout au long de ce périple, un directeur présent, et ce malgré son départ pour Manchester. Il n'a jamais cessé de me faire croire en mes capacités. Je tiens à témoigner de la chance que j'ai eu d'avoir Matthew comme directeur de thèse. Merci pour la confiance que tu as su m'insuffler, Matthew, et j'espère sincèrement que nous aurons l'occasion et le plaisir de poursuivre notre travail ensemble.

Lorsque l'on s'engage dans la rédaction d'une thèse de doctorat, le périple peut s'avérer bien solitaire. En ce sens, je tiens à remercier mes camarades du CGCEEUOMDMVPISDM et notre affectionné leader Pascal. Sans vous je n'aurais pu déverser mes frustrations de doctorante et je me serais sentie bien seule. Je dois aussi souligner l'importance pour moi de l'organisme Thèsez-vous. Alors que je

commençais un travail à temps plein à des fins alimentaires qui s'ajoutait à mes obligations personnelles, Thèsez-vous m'a permis de maintenir le cap et la cadence. Cet organisme qui appuie les étudiants aux cycles supérieurs afin de faciliter la rédaction scientifique et réduire leur isolement a été un acteur essentiel vers l'aboutissement de mon doctorat. Je leur souhaite longue vie et je leur dis merci.

Merci à mes amies de m'avoir sortie et divertie afin que je laisse de côté, de temps en temps, ce travail qui ne me quittait jamais. À mes parents et à mon frère : merci d'avoir été présents pour ma famille et moi, de nous avoir permis de prendre quelques bouffées d'air dans les moments où nous en avons le plus besoin. Je suis chanceuse d'être si bien entourée et aimée.

Cette thèse, bien qu'il n'y ait que mon nom sur la page couverture, est un travail d'équipe que je n'aurais pu mener à terme sans l'appui inconditionnel de mon meilleur ami, mon amoureux, mon mari, Stylianos. Je n'aurai jamais assez de mots pour te remercier de m'avoir encouragée et soutenue durant toutes ces années d'études. Ce ne fut pas un parcours facile pour toi, notre couple et notre famille. Je te serai à jamais reconnaissante de tous les sacrifices que tu as faits pour que je puisse mener à bien ce projet qui me tenait tant à cœur. Nous y sommes arrivés et maintenant, c'est à ton tour. Je serai toujours là pour toi, comme tu le fus pour moi. « *You can do it!* »

Finalement, Leandros et Aspasia, merci d'avoir partagé votre maman avec Laclau et Mouffe ainsi que 231 discours sur le développement durable. Je me suis souvent sentie coupable de ne pas être assez présente pour vous, mais maintenant, ce temps est révolu. Merci, mes petits cocos, d'être des enfants curieux et sensibles. J'espère que j'aurai pu, avec mes travaux de doctorat, vous inculquer la persévérance et la patience. Maintenant, place à la famille.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	xi
RÉSUMÉ	xiv
CHAPITRE I	
Introduction.....	1
1.1 L'invention du développement durable	1
1.2 Question de recherche	9
1.3 Polysémie du développement durable et le rôle de l'énergie au sein de la structure discursive	11
1.4 Contribution et posture normative	15
1.5 Plan	19
CHAPITRE II	
Revue de la littérature	23
2.1 Énergie et développement, un lien naturel.....	26
2.2 Les Nations unies, l'énergie et le développement durable.....	39
2.3 La critique du développement	57
2.4 Une approche discursive du développement durable	64
CHAPITRE III	
Structure sociale et production de sens: théorie et méthodologie.....	73
3.1 L'analyse discursive de Laclau et Mouffe	74
3.1.1 Identité, discours et politique	75

3.1.2	Un ensemble relationnel instigateur de sens.....	77
3.1.3	Hégémonie, antagonisme et dislocation.....	83
3.2	Les Objectifs du développement durable comme corpus	88
3.2.1	Extraction.....	90
3.2.2	Catégorisation.....	93
3.2.3	Codage	94
3.3.	Analyse de réseau et construction de sens	101
3.3	L'analyse des réseaux sociaux	101
3.3.1	L'analyse de réseau appliquée au discours.....	105
3.3.2	L'analyse de réseau comme outil analytique.....	108
3.4	La centralité du discours	109
3.4.1	Le centre et la périphérie dans l'analyse de réseau	112
 CHAPITRE IV		
	L'analyse de réseau du discours sur le développement durable	117
4.1	Truisme du développement durable.....	119
4.1.1	L'énergie : une présence marginale	119
4.1.2	La gouvernance environnementale sans gouvernail	122
4.1.3	Les limites, quelles limites?	127
4.2	Des relations qui donnent du sens.....	131
4.2.1	Le centre.....	135
4.2.2	La semi-périphérie	143
4.2.3	La périphérie.....	148
4.3	Les acteurs porteurs de sens.....	153
4.4	Une mesure d'intermédiarité également porteuse de sens.....	173
4.5	Les regroupements discursifs	179
 CHAPITRE V		
	Une analyse discursive poststructuraliste du développement durable.....	206
5.1	Les chaînes d'équivalences et leurs signifiants flottants.....	207
5.1.1	L'Urgence sociale des pays développés	208
5.1.2	L'importance d'un Changement économique pour les pays émergents 220	
5.1.3	La nécessité d'un Investissement public pour les pays en voie de développement.....	233
5.1.4	La frontière politique du développement durable.....	243
5.2	Le développement durable comme signifiant fixe	252
5.2.1	L'Investissement public comme aide au développement	255

5.2.2	La coopération entre États.....	257
5.2.3	L'Innovation technologique, une solution pour le déploiement d'une croissance verte	258
5.3	L'énergie, une présence fragmentée	260
5.4	À la marge du discours, le champ discursif.....	269
CHAPITRE VI		
CONCLUSION.....		277
6.1	Implication générale	281
6.2	Limitations	286
6.3	Le développement durable est mort, vive la transition.....	287
APPENDICE A		
Glossaire des concepts chez Laclau et Mouffe		291
APPENDICE B		
Regroupement des cooccurrences et des fréquences.....		293
APPENDICE C		
Protocole de codage, discours sur le développement durable.....		295
APPENDICE D		
Discours, Sommet sur les Nations unies sur le développement durable, 25-27 septembre 2015, New York.....		303
APPENDICE E		
Regroupements discursifs des pays en voie de développement, Sommet sur les Nations unies sur le développement durable, 25-27 septembre 2015, New York ..		312
APPENDICE F		
Regroupements discursifs des pays émergents, Sommet sur les Nations unies sur le développement durable, 25-27 septembre 2015, New York		316
APPENDICE G		
Regroupements discursifs des pays développés, Sommet sur les Nations unies sur le développement durable, 25-27 septembre 2015, New York		318
BIBLIOGRAPHIE.....		320

LISTE DES FIGURES

Figure 3.1 Représentation du discours hégémonique, Ernesto Laclau.....	86
Figure 3.2 Chaîne d'équivalences alternatives	88
Figure 3.3 Graphe non dirigé	104
Figure 3.4 Degré de centralité	113
Figure 3.5 Mesure d'intermédiarité.....	114
Figure 4.1 Centre-périphérie, discours sur le développement durable	136
Figure 4.2 Grappes, discours sur le développement durable.....	137
Figure 4.3 Mesure d'intermédiarité, discours développement durable.....	140
Figure 4.4 Degré du nœud, discours développement durable	142
Figure 4.5 Nombre de connexions entre les nœuds a) du centre et de la semi- périphérie et b) de la périphérie.....	149
Figure 4.6 Dendrogramme, pays en voie de développement, discours développement durable	183
Figure 4.7 Dendrogramme, pays émergents, discours développement durable.....	193
Figure 4.8 Dendrogramme, pays développés, discours développement durable ...	199
Figure 5.1 Mesures de centralité, pays développés, discours développement durable	213
Figure 5.2 Chaîne d'équivalences, pays développés, discours développement durable.....	215

Figure 5.3 Mesures de centralité, pays émergents, discours sur le développement durable.....	224
Figure 5.4 Chaîne d'équivalences, pays émergents, discours sur le développement durable.....	227
Figure 5.5 Mesures de centralité, pays en voie de développement, discours sur le développement durable	236
Figure 5.6 Chaîne d'équivalences, pays en voie de développement, discours sur le développement durable	239
Figure 5.7 Chaîne alternative, discours sur le développement durable	249
Figure 5.8 Fragmentation d'un élément du discours	267

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1 Codage, discours sur le développement durable	96
Tableau 3.2 Terminologie, analyse des réseaux sociaux	103
Tableau 3.3 Matrice d'adjacence, graphe non dirigé	105
Tableau 3.4 Équivalences conceptuelles de l'analyse discursive de Laclau et Mouffe et de l'analyse de réseau.....	107
Tableau 3.5 Structure centre-périphérie.....	111
Tableau 3.6 Les différentes étapes de l'analyse de contenu et discursive (adapté de Dany, 2016).....	115
Tableau 4.1 Gouvernance des ODD, % par regroupement	124
Tableau 4.2 Niveau de gouvernance et acteurs de pouvoir du développement durable.....	126
Tableau 4.3 Contingence : gouvernance environnementale ODD, BRIC et G7	127
Tableau 4.4 Évocation des limites physiques de la planète	130
Tableau 4.5 Centre et périphérie du discours sur le développement durable	132
Tableau 4.6 Centre-périphérie, modèle en bloc, discours complet sur le développement durable	134
Tableau 4.7 Centralité du réseau, nœuds centraux	138
Tableau 4.8 Semi-périphérie du discours.....	144
Tableau 4.9 Périphérie du discours.....	151
Tableau 5.1 Éléments privilégiés de la chaîne d'équivalences, pays développés ..	211

Tableau 5.2 Éléments privilégiés de la chaîne d'équivalences, pays émergents ...	223
Tableau 5.3 Éléments privilégiés de la chaîne d'équivalences, pays en voie de développement	235

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AIE	Agence internationale de l'énergie
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BRIC	Brésil, Russie, Inde, Chine
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CDD	Commission sur le développement durable
CMED	Commission mondiale sur l'environnement et le développement
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
CNUDD	Conférence des Nations unies sur le développement durable
CNUED	Conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement
COP21	Conférence de Paris
DD	développement durable
ECOSOC	Conseil économique et social
EnR	énergies renouvelables
ÉPI	Économie politique internationale
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, <i>Food and Agriculture Organization</i> en anglais
FMI	Fonds monétaire international
FoEI	<i>Friends of the Earth International</i>
FVC	Fonds vert pour le climat
GAVI	<i>Global Alliance for Vaccines and Immunization</i>
GDP	<i>gross domestic product</i>
IPIECA	initialement <i>International Petroleum Industry Environmental Conservation Association</i>

IRENA	Agence internationale de l'énergie renouvelable, <i>International Renewable Energy Agency</i> en anglais
MDG	<i>Millennium Development Goal</i> , voir OMD pour l'acronyme français
MIT	<i>Massachusetts Institute of Technology</i>
NPI	nouveaux pays industrialisés
OBNL	organisme à but non lucratif
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif du développement durable, voir SDG pour l'acronyme anglais
OI	organisation internationale intergouvernementale
OMD	Objectif du millénaire pour le développement, voir MDG pour l'acronyme anglais
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OWG	<i>open working group</i>
PEVD	pays émergents et pays en voie de développement
PIED	petit État insulaire en développement
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PPP	partenariat public-privé
PRCD	principe de responsabilités communes mais différenciées
SDG	<i>Sustainable Development Goal</i> , voir ODD pour l'acronyme français
SE4All	Énergie durable pour tous, <i>Sustainable Energy for All</i> en anglais
SNA	<i>social network analysis</i>
ToP	<i>treadmill of production</i>
TWN	<i>Third World Network</i>
UE	Union européenne

UNCSD	<i>United Nations Conference on Sustainable Development</i>
WBCSD	<i>World Business Council for Sustainable Development</i>
WEC	<i>World Energy Council</i>
WSSD	<i>World Summit on Sustainable Development</i>
WWF	<i>World Wildlife Fund</i>

RÉSUMÉ

Largement répandu au sein des populations, le concept de développement durable semble désormais incontestable, tout en étant critiqué pour l'ambiguïté de sa signification. Qu'est-ce qui se trouve exactement derrière le déploiement du discours politique relatif au développement durable ? Comment le discours sur le développement durable est-il devenu si dominant malgré le fait qu'il acquiert de nombreuses significations, parfois divergentes ? L'apport de cette thèse au discours sur le développement durable ne se trouve pas dans la présentation de l'édification et de l'institutionnalisation de ce concept, mais réside plutôt dans sa capacité à rendre visibles les conflits inhérents aux sens à donner au développement durable au sein du discours politique. Notre questionnement sur les sens attribués au développement durable vise dans un premier temps à comprendre si celui-ci est un signifiant vide ou flottant. Dans la présentation des luttes en cours pour le sens à octroyer au développement durable, cette thèse s'attarde au rôle qu'occupe l'énergie au sein de la signification du discours, un rôle souvent tenu pour acquis ou du moins peu énoncé. Ainsi, dans un deuxième temps, nous cherchons à comprendre quel est le rôle occupé par l'énergie quant au cadrage (*framing*) du discours politique relatif au développement durable. La contribution de cette thèse est méthodologique, elle associe l'analyse discursive poststructuraliste d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe à l'analyse quantitative de l'analyse des réseaux sémantiques. La clé de l'analyse discursive de Laclau et Mouffe s'inscrit dans l'importance qu'ils accordent au rôle de l'hégémonie au sein des luttes discursives à travers l'articulation du discours. L'analyse de réseau, pour sa part, rend visibles les agencements centraux à travers une structure centre-périphérie. Cela permet de faire émerger les luttes discursives en cours. Cette thèse cherche à saisir la nature des relations et des conflits qui structurent le sens attribué au développement durable. En faisant entendre les voix exclues et les voix qui en contestent l'articulation hégémonique, il devient possible de percevoir les antagonismes et les possibles recompositions du discours. Cette étude démontre que le sens attribué au développement durable est *fixe* et que l'énergie, bien qu'énoncée par plusieurs acteurs, n'acquiert qu'un caractère fragmenté.

CHAPITRE I

INTRODUCTION

1.1 L'invention du développement durable

Qu'on le veuille ou non, le développement ne peut être différent de ce qu'il a été. Le développement a été l'occidentalisation du monde.

— Serge Latouche, 2005 : 73

Le développement durable est présent au sein des discours politiques locaux, nationaux et internationaux. Des universités ont des départements dédiés au développement durable, les entreprises ont des employés qui se consacrent à cette question, des organismes à but non lucratif (OBNL) s'occupent au quotidien des enjeux associés au développement durable. L'importance qu'occupe le développement durable au XXI^e siècle est indéniable. Tout en étant à la fois largement accepté, il est au même moment largement décrié pour son ambiguïté. Le caractère naturel qu'a acquis le développement durable depuis la publication du rapport Brundtland en 1987 et la possibilité qu'il a d'être largement interprété en fonction de l'acteur qui l'énonce aurait-il participé à sa large acceptation au sein des discours politiques? Le développement durable est en effet progressivement devenu le discours le plus utilisé dans le monde politique afin de cadrer les réponses liées aux défis environnementaux. Ce discours a émergé sur la base d'une histoire, occidentale du moins, de la pensée sur l'environnement et le développement.

Il serait aisé de croire que les préoccupations associées au développement et à l'environnement sont l'apanage de nos sociétés modernes, mais l'on peut aisément

remonter au XVIII^e siècle, si ce n'est plus loin encore, pour voir émerger des réflexions sur les conséquences négatives de l'activité humaine sur l'environnement (R. Grove, 2002; R. H. Grove, 1992; K. Thomas, 1983). En ce sens, « la croissance de la consommation d'énergie [...] est [notamment] liée au développement économique [...], et cette relation semble similaire à travers le temps » (Legault, 2007 : 60). Il n'y a qu'à penser à l'expansion de la production d'acier lors de la révolution industrielle en Angleterre et à l'importante déforestation générée par l'exploitation des forêts pour la fabrication du charbon de bois, combustible nécessaire à la production de l'acier (Smil, 2017 : 215-216). L'énergie, sous toutes ses formes, s'inscrit dans l'histoire comme le « carburant » du processus de production. Dès 1891, le géographe allemand Ratzel publie « l'économie du pillage » qui stipule qu'il est nécessaire de faire un usage « des ressources naturelles de manière durable [et d'] essayer de les améliorer et même de les augmenter » (Veyret, 2004 : 2). C'est à la fin du XIX^e siècle que les enjeux que l'on associe aujourd'hui au développement durable émergent, soit la dégradation et l'épuisement des ressources. Cette conception d'une société ayant une trop forte croissance économique et détruisant son milieu perdurera jusqu'au début du XX^e siècle.

Dans sa thèse publiée en français en 1979 sous le titre *Demain la décroissance. Entropie, écologie, économie* (la deuxième édition de 1995 retire « Demain » du titre), l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen évoque l'idée que le poids démographique et l'avancement technologique précipitent l'espèce humaine à sa fin en accélérant, pour ces deux raisons, un épuisement des ressources. Il souligne aussi que le processus économique matériel ne peut être constamment réitéré ni croître indéfiniment dans un monde où l'énergie et les ressources naturelles sont finies (Giamporcaro-Saunier, Cary, Lacheze et Gabriel, 2005 : 244-245). L'année suivante, en 1972, est publié le rapport Meadows, aussi connu sous le titre *Les limites à la croissance*, qui promeut la « croissance zéro ». Demandé à des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) par le Club de Rome, le rapport se préoccupe de l'épuisement des ressources. Par le biais d'une simulation informatique, l'étude s'interroge sur l'évolution démographique en fonction de l'épuisement des

ressources naturelles. Les conclusions du rapport exposent qu'une poursuite de la croissance économique au rythme où elle était dans les années 1970 engendrerait une chute drastique des populations dues à la pollution, à l'appauvrissement des sols et à l'épuisement des énergies fossiles. L'année même de la publication du rapport Meadows, les États-Unis connaissaient ce que les experts ont appelé le « pic pétrolier » par l'atteinte maximale de leur production pétrolière. La demande de plus en plus importante des États-Unis en énergie engendra une hausse des importations. Conjugée à des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, cela a mis la table à la première crise pétrolière, ce qui a fait exploser l'inflation et, simultanément, se contracter l'ensemble des activités économiques. Ainsi, à cette époque, développement économique, exploitation des ressources et protection de l'environnement se présentent comme étant antinomiques.

Pour la première fois en 1972, à Stockholm, les Nations unies discutent de l'impact de l'industrialisation des pays développés sur l'environnement. Maurice Strong, secrétaire général de la Conférence, introduit le concept d'écodéveloppement qui désigne un développement intégré tenant compte à la fois des contraintes écologiques sur un temps long et d'un développement socio-économique viable d'un point de vue environnemental. Il est donc question, dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain à Stockholm, de réconcilier le développement humain et l'environnement. Bien que la Conférence cherche à remettre en cause les modes de développement des pays du Nord et du Sud qui engendrent la pauvreté et la détérioration de l'environnement, celle-ci se penche exclusivement sur les préoccupations des pays industrialisés. Ce constat entraîna une remise en cause des relations Nord-Sud, notamment par le biais du rapport Founex. Par le biais de ce rapport, les pays en voie de développement remettaient en cause la trop forte présence de la question environnementale. Ils utiliseront par la suite les instances multilatérales des Nations unies pour exiger une plus grande inclusion des questions liées au développement (Bernstein, 2001 : 34). C'est dans le cadre de la Conférence de Stockholm que sera créé le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Les années 1980 connaissent une prise de conscience collective sur l'existence de pollutions n'ayant que faire des frontières et qui engendrent des dérèglements environnementaux mondiaux, tels que les pluies acides, le trou dans la couche d'ozone, l'effet de serre, la biodiversité, la désertification ou encore la déforestation. C'est en 1980 qu'est évoqué pour la première fois le concept de développement durable, dans le rapport de l'Union mondiale pour la conservation de la nature, mais c'est grâce au Rapport Brundtland en 1987 que le concept fut vulgarisé et entama son processus d'institutionnalisation. La Commission mondiale sur l'environnement et le développement, formée de spécialistes de l'environnement, de politiciens de plusieurs pays — dont la présidente norvégienne — et d'anciens hauts fonctionnaires de l'Organisation des Nations unies (ONU) ayant tenu des audiences publiques à travers le monde, accouche du rapport Brundtland, aussi connu sous le titre *Notre avenir à tous*. Il définit le développement durable comme « un développement qui répond aux besoins des générations présentes, et notamment [aux gens les plus pauvres d'entre tous], sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (Commission mondiale sur l'environnement et le développement [CMED], 1987 : 26). Pour certains auteurs critiques, il émane du concept de développement durable une perception incomplète du problème de pauvreté, de la dégradation environnementale et du rôle qu'occupe la croissance économique (Delina, 2018; Lélé, 1991). Selon Wolfgang Sachs (1996 : 20), la définition du développement durable vise à atteindre le consensus le plus large possible, plutôt qu'à définir avec précision son sens. Gilbert Rist renchérit en affirmant que le rapport Brundtland n'est pas parvenu à s'attaquer clairement à l'enjeu de la durabilité :

d'une part, les pays du Nord peuvent prétendre à une croissance économique quasiment illimitée en exploitant les stocks, quitte à mettre en danger la biosphère par les rejets qu'ils provoquent; de l'autre, les pays du Sud ne peuvent assurer leur autonomie alimentaire lorsque la croissance démographique dépasse la capacité de reproduction des ressources vivantes et, lorsqu'ils cherchent à se « développer » en imitant les pays industrialisés, ils doivent emprunter sur le marché des capitaux pour financer ces technologies (2013 : 324)

Le développement durable est compris comme une façon de penser synchroniquement l'environnement, le progrès social et le développement en plus de remettre en question la façon dont les pays riches et pauvres portent atteinte à la planète. Dans cette relation, l'énergie se retrouve intimement liée au développement durable (Delina, 2018 : 1-4).

À Rio, lors du Sommet de la Terre en 1992, le développement durable est consacré et s'inscrit dans un consentement généralisé de la libéralisation qui se veut conséquente avec la protection de l'environnement. Les normes qui en émergent favorisent les mécanismes du marché plutôt qu'une stricte réglementation pour la gestion environnementale (Bernstein, 2001 : 29). La déclaration finale de la Conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement (CNUED) de Rio évoquait le droit pour tout État d'exploiter ses ressources naturelles en fonction de ses propres politiques, le droit au développement et le caractère nécessaire de limiter le mode de consommation allant à l'encontre du développement durable, en plus d'instaurer des politiques démographiques appropriées ainsi qu'un principe de précaution et celui du pollueur-payeur (Rist, 2013 : 331-332). Malgré l'adoption à l'unanimité de la déclaration, des tensions ont persisté entre pays du Nord et du Sud, les premiers reprochant notamment aux seconds de tirer parti de cette Conférence pour obtenir davantage d'aides financières en réaffirmant leur droit au développement (Sachs, 1996 : 26-27). La déclaration de Rio est dite « souple », en ce sens qu'elle n'implique pas d'engagement précis. La Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le PNUE se sont vu octroyer la responsabilité d'amoinrir le déficit entre pays développés et sous-développés, malgré l'opposition de ces derniers, qui y ont vu une « manière pragmatique de confier le "développement durable" à une institution largement contrôlée par les pays du Nord et dont on peut être certain qu'elle ne remettra pas en question leur responsabilité dans le domaine de l'environnement » (Rist, 2013 : 336).

Lors du quatrième Sommet de la Terre à Johannesburg en 2002, les États se sont réengagés vis-à-vis du développement durable en établissant des cibles à atteindre

et en développant des stratégies nationales de développement durable. Les cibles visaient à éliminer la pauvreté, à modifier les modes de consommation et de production non viables ainsi qu'à assurer la protection et la gestion des ressources naturelles. Le Sommet de Johannesburg s'inscrit dans la logique mise de l'avant par les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), qui avaient vu le jour deux ans auparavant. Les OMD sont caractérisés par un éveil des consciences, à l'échelle mondiale, aux enjeux prioritaires que sont la pauvreté, la famine, les maladies, la faible scolarisation, les inégalités de genre et la dégradation de l'environnement. Bien que les résultats soient rétrospectivement concluants, quoique inégaux, Kamau, Chasek et O'Connor (2018 : 28) estiment que plusieurs facteurs ont été laissés de côté par les OMD, tels que la guerre et l'instabilité, la discrimination et les inégalités sociales, la vulnérabilité des populations face aux désastres naturels, la règle de droit, la corruption et, plus largement, l'environnement. Ces oublis ont aggravé certains problèmes comme la perte de biodiversité, les changements climatiques et la pollution, pour ne nommer que ceux-là.

En 2012, lors de la Conférence des Nations unies sur le développement durable, Rio+20, les 193 États membres des Nations unies ont affirmé à l'unanimité que la protection de l'environnement était importante, mais ne devait pas perturber le taux de croissance des économies. Devant au départ traiter de l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, ainsi que d'un cadre institutionnel pour le développement durable, les États n'ont pas su surmonter leurs divergences. Bien que le document final intitulé *Le futur que nous voulons* ait été adopté à l'unanimité, il ne s'agit tout au plus que d'une feuille de route à l'usage de la communauté internationale qui, contrairement au document final du Sommet de 1992, n'a pas résulté en un engagement formel des États. Ce Sommet de la Terre se conclut plutôt par la mise en place d'un processus donnant suite aux OMD et par l'établissement d'une nouvelle série d'objectifs pour les quinze années suivantes, les Objectifs du développement durable (ODD). Lors de la même période, le secrétaire général des Nations unies déploie l'initiative globale « Énergie durable pour tous » (*Sustainable Energy for All, SE4All*) qui vise à mobiliser tous les secteurs pour appuyer

trois objectifs, soit de fournir un accès universel aux services énergétiques modernes, de doubler le taux global d'amélioration de l'efficacité énergétique et de doubler la part des énergies renouvelables dans la matrice énergétique mondiale (Assemblée générale des Nations unies, 2012).

Nous l'avons déjà mentionné, nombreuses sont les interprétations du sens attribué au développement durable. Les énoncés des acteurs qui évoquent le développement durable s'appuient souvent sur deux éléments constitutifs de sa définition. Le premier étant la définition tirée du rapport Brundtland, soit un développement permettant de répondre aux besoins des générations présentes, sans compromettre ceux des générations futures (CMED, 1987 : 26). La seconde composante de cette définition provient « du rapport de l'Union mondiale pour la conservation de la nature [...] qui apparaît dans la Déclaration de Johannesburg [et] qui reprend l'idée de tenir compte à la fois de l'économie, de l'environnement et de la société » (Gendron, 2011 : 135). C'est de ces deux composantes que découlent les divers sens attribués au développement durable, lesquels viennent, dans une certaine mesure, vider le concept de son sens. Certains acteurs, tout dépendant du milieu dans lequel ils gravitent, mettent l'accent soit sur la sphère sociale, économique ou environnementale.

Ces [diverses] interprétations contradictoires illustrent que bien que proposée en premier lieu par des écologistes, l'expression « développement durable » a été en quelque sorte promue au rang d'enjeu objectif sur lequel s'accordent les acteurs sociaux. (Gendron, 2006 : 186)

En septembre 2015 à New York, les ODD et leurs dix-sept objectifs ont été adoptés à l'unanimité par les 193 membres des Nations unies à la suite de deux ans de négociations entre les États, les organisations de la société civile et le secteur privé. Les ODD fixent les cibles à atteindre, qui sont au nombre de 169, à l'horizon 2030. De ces dix-sept objectifs, le septième est entièrement dédié à l'énergie. Il vise à déployer largement l'accès à une énergie abordable, fiable et pour tous d'ici 2030. Découle de

ce septième objectif, et par conséquent des travaux traitant des ODD, l'hypothèse que l'accès à l'énergie mène au développement humain (Delina, 2018 : 41-43).

La gouvernance mondiale de l'environnement est empreinte d'hétérogénéités; seul un construit politique peut faire face à cette ère de non-homogénéité sociale et c'est à partir de la pensée laclauienne de l'hégémonie que nous entendons y faire face (Negri, 2015 : 2). Cette thèse vise à parler plus précisément des éléments conflictuels qui accompagnent le caractère dominant du développement durable. Pour ce faire, nous nous appuyons sur l'analyse discursive poststructuraliste de Laclau et Mouffe, qui nous offre des concepts riches pour comprendre le sens accordé au développement durable, à savoir s'il s'agit d'un signifiant fixe ou flottant.

La relation hégémonique du développement durable au sein du discours politique, soit « la relation par laquelle un contenu particulier devient le signifiant d'une plénitude communautaire absente » (Laclau, 2000 : 37), constitue l'ancrage de cette thèse. Avant de procéder à l'analyse du discours politique sur cette question, il s'avère essentiel d'explorer les conditions qui ont rendu possible l'édification de cette hégémonie. Malgré le caractère indicible de l'hégémonie, il est essentiel de rendre visible l'acte d'origine, soit la façon dont s'est structurée la société, sa formation hégémonique. Le lien hégémonique s'est politiquement structuré : le caractère universel du développement durable résulte invariablement de la dialectique entre des positions d'acteurs divergentes et équivalentes qui se sont structurées dans le temps à travers une multiplicité de pratiques articulatoires.

Cette thèse s'appuie sur les discours ayant été énoncés lors du Sommet sur le développement durable en septembre 2015. Elle s'inscrit dans le débat sur le sens ambigu attribué au développement durable et s'efforce de trouver son sens à partir d'une analyse discursive du rôle qu'y occupe l'énergie. « L'interprétation dominante [...] voit dans le "développement durable" une invitation à faire durer le "développement" c'est-à-dire la croissance. » (Rist, 2013 : 338) Cette thèse cherche à comprendre, malgré la polysémie du terme, le caractère dominant du

développement durable et le potentiel des discours contestataires d'engendrer un changement de paradigme.

1.2 Question de recherche

Le développement durable est un discours largement répandu, pour ne pas dire populaire. Si populaire qu'il a, en quelque sorte, colonisé l'imaginaire et est devenu quelque chose qui semble incontestable (Elgert, 2010), pour ne pas dire naturel. Qu'est-ce qui se trouve exactement derrière le déploiement du discours politique relatif au développement durable ? Le phénomène qui soulève l'attention, au premier abord, est celui du développement, une invention qui positionne l'économie ou plutôt la croissance économique au centre de la société. C'est un concept si fort qu'il a entraîné son lot d'associations qualitatives, telles que le sous-développement, le développement autocentré, le développement local, puis évidemment le développement durable, sans pour autant remettre en question la logique productiviste qui l'accompagne, le concept de développement n'est jamais véritablement remis en question.

Chez certains auteurs, le développement durable est en crise (Theys, 2014); pour d'autres, il s'agit d'un mythe qui donne l'illusion du changement (Rodhain et Llana, 2006). Une critique est généralisée, celle de l'ambiguïté du concept lui-même. Une ambiguïté qui, pour Jacques Theys, était à la base de l'émergence du concept du développement durable et qui l'a rendu si populaire. Il existe plus d'une quarantaine de définitions du développement durable, ce qui fait de ce concept creux ou vide de sens (Rodhain et Llana, 2006 : 42) un objet facile à récupérer par les dirigeants politiques. Le développement durable n'a pas uniquement investi la sphère politique, il a aussi atteint le discours des sciences sociales et naturelles, à un point où il est difficile d'obtenir un aperçu complet des travaux sur la question (Pezzoli, 1997 : 557). Les trois sphères (environnementale, sociale, économique) souvent associées au développement durable ont « rendu possibles des compromis pragmatiques – autour

d'une culture minimale » (Theys, 2014 : 4), ce qui a possiblement favorisé sa dissémination et sa large appropriation.

Qui peut être contre le développement durable? Sans être *de facto* opposé à ce discours, il demeure possible de le questionner. Notre question de recherche se décline en deux temps; en premier lieu, il s'agit de comprendre comment le discours sur le développement durable est devenu si dominant, et ce, malgré le fait qu'il comporte de nombreuses significations parfois divergentes. Nous cherchons ici à savoir si le développement durable est véritablement un signifiant vide ou s'il est plutôt, comme l'affirment certains auteurs (Tregidga et al., 2011), un signifiant flottant. Dans un deuxième temps, nous cherchons à comprendre quel est le rôle occupé par l'énergie quant au cadrage (*framing*) du discours politique relatif au développement durable.

Afin de démontrer ces luttes, la présente étude s'est attardée au rôle que pouvait occuper l'énergie au sein de la signification du discours relatif au développement durable. Étroitement associée à cette invention qu'est le développement, mais souvent tenue pour acquise, se retrouve la question de l'énergie. Le caractère incontestablement physique de l'énergie est pour autant indissociable des diverses facettes de la vie en société. La capacité à exploiter de plus en plus d'énergie pour la production est à la base de l'évolution des sociétés (Rosa, Machlis et Keating, 1988 : 150). Ainsi, l'avancement des sociétés, le progrès — entendre ici le développement — et l'énergie sont intimement liés. De sorte que plus l'on consomme d'énergie, plus l'on « progresse ». Face aux limites écologiques, la gestion des problèmes environnementaux se positionne au coeur des sociétés en pleine évolution dont la trajectoire demeure le développement. Il s'agit d'une trajectoire incontestablement liée à la croissance économique et dans laquelle l'énergie s'est positionnée en moteur tout en ayant pénétré presque toutes les facettes de la vie en société (Rosa, Machlis et Keating, 1988 : 150).

Notre hypothèse se décline donc aussi en deux temps. En premier lieu, elle suggère que le développement durable constitue un *signifiant vide* au sein de l'arène politique des Nations unies et, en deuxième lieu, que la *chaîne d'équivalences* qui l'accompagne a entraîné la naturalisation de son lien avec l'énergie. Si l'on part de la prémisse du lien incontournable qui lie l'énergie au développement économique, nous pourrions nous attendre à ce que l'énergie occupe une place prédominante au sein de la signification du développement durable (voir chapitre II pour davantage de détails).

L'apport de cette thèse au discours sur le développement durable ne se trouve pas dans la démonstration de l'édification et de l'institutionnalisation du concept, mais réside plutôt dans sa contribution à rendre visibles les conflits inhérents aux sens à donner au développement durable au sein du discours politique. Saisir la fonction de l'énergie dans le cadre du discours sur le développement durable délimite le cadre d'analyse tout en permettant de comprendre la nature de la relation qui semble lier le développement durable et l'énergie. L'énergie constitue ainsi la lunette par laquelle on cherchera à comprendre le sens vide ou flottant attribué au développement durable.

1.3 Polysémie du développement durable et le rôle de l'énergie au sein de la structure discursive

Cette thèse soulève donc deux questions. La première portant sur le caractère dominant du développement durable, malgré ses multiples interprétations, et la seconde sur la situation de l'énergie au sein du discours sur le développement durable. Les hypothèses explorées et évaluées dans cette thèse sont, dans un premier temps, que le développement durable est un signifiant vide, dans le sens entendu par Laclau et Mouffe et, dans un deuxième temps, que l'énergie joue un rôle important dans la structuration du sens attribué au développement durable.

Ces deux questions peuvent être situées dans le contexte du débat existant sur le développement durable. Nombreux sont les auteurs à avoir évoqué la multiplicité

d'interprétations, parfois divergentes, liées au développement durable (Rosa et al., 1988; Sovacool, 2014; Spreng, 2014; Tregidga et al., 2011). Nous reviendrons plus en détail sur ce sujet et les auteurs qui l'abordent au chapitre II. Parmi les critiques à l'égard du développement durable, une des plus récurrentes est l'ambiguïté du sens qui lui est attribué. Florence Rudolf et Julie Kosman (2004) qualifient le développement durable « d'attracteur de sens » qui témoigne, selon elles, du succès du concept tout en entraînant une dérive de sens par l'excès de signification qu'il subit. La popularité du concept de développement durable a engendré un foisonnement de projets qui ont favorisé l'évolution de ce qu'il englobe. Alors qu'au Sommet de la Terre à Rio, en 1992, l'environnement était au centre des discussions, à celui de Johannesburg, en 2002, les enjeux ont connu une réorientation vers les enjeux de pauvreté regroupant à la fois l'accès à l'énergie, à l'eau, au partage des ressources, etc. Le caractère attractif du sens attribué au développement durable a entraîné, selon Edwin Zaccai (2002), une « illusion motrice » qui a permis une appropriation du concept à la fois par les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile. Ce qui dans les années 1990 et 2000 constituait un « moteur » à l'action et une force est devenu une faiblesse née de l'ambiguïté du sens attribué au développement durable après la crise économique de 2008, qui a engendré un désenchantement (Theys, 2014 : 4). Chez certains auteurs constructivistes, l'évolution de la norme que constitue le développement durable s'est institutionnalisée au fil des Conférences sur l'environnement. C'est la position qu'entretient Steven Bernstein (2001 : 28-69). Alors que Macharia Kamau, Pamela Chasek et David O'Connor (2018 : xvii) mettent davantage l'accent sur le caractère intersubjectif, la coconstruction des normes par le biais des négociations et de la création de coalitions, comme influençant l'établissement de la norme.

D'une part, nous pensons nécessaire d'explorer plus en détail la dimension politique de ces différentes interprétations du développement durable. Pour ce faire, nous utiliserons Laclau et Mouffe pour établir si le développement durable constitue un signifiant fixe ou flottant. L'étude du sens attribué au développement durable n'a pas pour objet de cerner un quelconque consensus atteint par la norme, mais plutôt de

trouver le sens que les acteurs octroient au discours. À partir de l'analyse discursive, il est donc question de comprendre l'acte de signification. Le discours est, chez Hajer, une construction sociale qui vient représenter un ensemble d'idées et de concepts spécifiques qui sont produits, reproduits puis transformés en pratique, et qui donne un sens à la réalité physique et sociale (Bulkeley, 2000 : 734; Hajer, 1995 : 44). Chez Dryzek (2013), le discours environnemental est une façon partagée d'appréhender, d'interpréter, de discuter et d'analyser les problèmes environnementaux. À l'aide de l'analyse discursive, les deux auteurs cherchent à expliquer pourquoi et comment les pratiques contingentes prennent place et se structurent. Les deux auteurs abordent le discours environnemental dans un sens large qui implique un ensemble d'idées, de concepts et de catégorisations, plutôt que sous une forme textuelle simple ou d'énoncés parlés (Hajer, 1995 : 44).

D'autre part, l'histoire des idées environnementales (voir section 1.1 et chapitre II) nous apprend que l'énergie est au centre des problèmes environnementaux, mais qu'elle est particulièrement circonscrite par la relation énergie-développement. Les sciences sociales n'ont souligné qu'épisodiquement le rôle de l'énergie au sein du développement, et les chercheurs en sciences sociales sont peu nombreux à évoquer l'importance de cette fonction au regard du développement durable. Nous reviendrons sur ce sujet et les auteurs qui l'abordent au début du chapitre II. Bien que la question de l'importance du lien entre le développement et l'énergie soit soulevée, celle-ci est souvent tenue pour acquise, et ce bien qu'elle soit centrale au développement de l'humain (Spreng, 2014 : 65). Ce sujet recoupant plusieurs facettes de l'activité humaine, la présence irrégulière des sciences sociales aurait laissé le champ libre à une perspective technico-économique de l'énergie. L'usage rationnel du système économique (Rosa et al., 1988 : 151) cherche à rendre plus efficace l'usage de l'énergie par le biais de l'innovation technologique, sans pour autant remettre en cause le système dans lequel s'inscrit l'usage de l'énergie. Alors que le « nexus eau-énergie-alimentation » issu des ODD est largement discuté, nombreux sont les auteurs à souligner l'importance d'accroître l'interdisciplinarité, notamment sur les questions de l'énergie, entre les chercheurs en sciences sociales, en sciences naturelles et en

génie (Gallagher et al., 2016; McCollum et al., 2018). Les recherches en sciences sociales qui abordent la question de l'énergie sont, comme nous le démontrerons dans le chapitre II, fragmentaires. Néanmoins, dans plusieurs milieux institutionnels et scientifiques, on indique clairement l'importance de l'énergie au regard du développement durable. Le rapport Brundtland et la Commission sur le développement durable, par exemple, parlent de cette relation explicitement. Nous réviserons ces constats plus en détail au chapitre II.

L'apport de cette thèse au discours sur le développement durable vise, par le biais de l'analyse discursive de Laclau et Mouffe, à exposer la complexité des significations qui lui sont attribuées et des luttes qui ont cours pour renverser l'hégémonie qu'il représente.

Laclau,[...] considère le contexte politique comme une sorte de Janus biface, et pose la tension entre ces deux faces comme s'il s'agissait de l'espace et du lieu, du tissu et de la trame, que toute construction de pouvoir doit parcourir et transcender, résoudre et déterminer. C'est ainsi que naît l'hégémonie/pouvoir. (Negri, 2015 : 2)

Notre analyse discursive ne cherche pas à démontrer la cohésion qui émergerait au sein des institutions au sujet de la question du développement durable, mais compte plutôt comprendre la nature des relations d'équivalences et de différences qui ferait du développement durable un signifiant hégémonique et, par le fait même, soulever les éléments susceptibles d'en faire évoluer le sens ou encore de le renverser. Il sera donc nécessaire de caractériser la mécanique qui préside à l'édification d'un ensemble d'identités politiques conflictuelles, parmi les acteurs ayant énoncé leur vision du développement durable lors du Sommet des ODD en septembre 2015, et d'évaluer si ces identités conflictuelles arrivent à constituer une hégémonie. Le seul lieu symbolique ayant la capacité d'unir la structure sociale, alors qu'elle peut sembler divisée, c'est, selon Laclau et Mouffe, le langage. Le langage a la capacité de fournir une grammaire commune pour passer d'une requête individuelle à un conflit collectif. C'est lorsque cette grammaire en vient à se cristalliser dans une action collective et

dans le politique qu'elle acquiert son statut hégémonique. Elle vient codifier le langage général et permet de se positionner face à des éléments langagiers concurrents.

La structure polysémique du développement durable sera donc démontrée par le biais d'une analyse de réseau sémantique. Cette analyse des réseaux permettra d'exposer, malgré la complexité et la densité du réseau discursif, la nature des relations et conflits langagiers entre les divers éléments du discours qui structurent le développement durable. L'analyse quantitative est mise en œuvre en plusieurs étapes. Elle débute par l'extraction des termes les plus fréquemment énoncés. La fréquence des termes correspond à la valeur qu'ils occupent au sein du jeu discursif et aux relations qu'ils ont les uns par rapport aux autres (pour davantage de détails, voir le chapitre III, section 3.2.1). Cette évaluation de la fréquence des termes permet de replacer ceux-ci au sein de l'ontologie et de l'épistémologie de Laclau et Mouffe, puis de construire le protocole de codage et d'analyser les 231 énoncés. Le codage des discours est traité par le biais de l'analyse de réseau sémantique (chapitre IV) et permet de mettre en relation les équivalences grammaticales liées au développement durable, ainsi que de voir émerger les conflits. C'est le retour à l'analyse discursive de Laclau et Mouffe (chapitre V) qui permet d'approfondir le sens des énoncés et de faire émerger les demandes individuelles et collectives qui viennent démontrer la cristallisation du signifiant qu'est le développement durable et le rôle qu'y occupe l'énergie. L'exposition des relations au sein du discours par le biais de l'analyse des réseaux, combinée à l'analyse discursive de Laclau et Mouffe, permet de rendre visibles les identités des acteurs et la façon dont ces dernières se structurent les unes face aux autres.

1.4 Contribution et posture normative

Saisir le sens attribué au discours sur le développement durable serait impossible sans déterminer ce que ce discours exclut. La démonstration qui sera faite dans les prochaines pages ne cherche pas à expliquer la nature du « consensus » qui semble s'être établi autour du développement durable, mais cherche plutôt à comprendre la nature des relations et des conflits qui structurent le sens attribué au développement

durable. En laissant entendre les voix qui contestent l'articulation dominante du développement durable, il devient possible de percevoir les antagonismes et les possibles recompositions du discours. Cette étude cherche à déterminer si le sens attribué au développement durable est *fixe* ou *flottant*, si l'énergie joue un rôle déterminant dans cette articulation et si les éléments du champ discursif sont suffisamment structurés pour entraîner un renversement des frontières discursives. En somme, il est question de comprendre ce que le discours sur le développement durable dit, à travers la polysémie du développement durable; ce qu'il ne dit pas, à partir de la faible articulation des questions énergétiques; et ce qu'il exclut, à travers les discours contestataires tels que celui sur la décroissance.

Les enjeux associés au développement durable sont multiples. Pauvreté, éducation, santé, action climatique ou, encore, innovation et infrastructures sont autant d'avenues que nous aurions pu emprunter pour étudier la signification du discours. Le choix d'étudier la nature des conflits liés au sens attribué au développement durable au regard de l'énergie s'explique par le lien naturel qui s'est établi entre le développement et l'énergie depuis la révolution industrielle. Cette relation énergie-développement sera davantage explicitée dans la revue de la littérature à ce sujet au chapitre II. Cette thèse contribue au discours sur le développement durable en étudiant, dans un premier temps, l'effet des luttes discursives sur la structuration du sens du discours et, dans un deuxième temps, le rôle joué par l'énergie dans cette structure de sens, qui permet d'évaluer les potentielles sources de déstabilisation du discours.

L'énergie est centrale au développement de nos sociétés modernes, la revue de la littérature le démontrera, mais le lecteur a-t-il vraiment besoin de cette démonstration pour saisir le rôle qu'occupe l'énergie? Normalement, il devrait en être de même pour le développement durable, pourtant il n'en est rien. À la lumière du lien entre l'énergie et le développement, la première supposition envisageait que l'énergie occuperait un rôle important dans le cadrage du discours sur le développement durable, mais au fil du codage des énoncés, force fut de constater la présence épisodique de l'énergie.

La première partie du chapitre IV expose bien ce constat. Cette thèse envisage que l'énergie est très peu présente au sein des discours sur le développement durable et cherche à comprendre, malgré cette absence, le sens que l'énergie acquiert au sein du discours sur le développement durable.

Nombreux sont les détracteurs du développement durable, que ce soit pour sa polysémie ou son caractère non opératoire. Il demeure qu'il était toujours dominant en 2015, lors du Sommet sur les objectifs du développement durable. Cette étude tire son originalité de la façon dont la polysémie du discours sera démontrée. La contribution principale de cette thèse est méthodologique, elle associe l'analyse discursive poststructuraliste d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe à une analyse quantitative de réseau sémantique, ce qui a rarement été fait. Bien que des croisements entre analyses discursives et analyses de réseau aient déjà été faits (Fisher, Leifeld et Iwaki, 2013; Muller, 2015), ils ont été effectués dans l'objectif d'identifier des coalitions discursives et les consensus au sein des discours. Pour sa part, l'hybridation entre l'analyse discursive de Laclau et Mouffe et l'analyse de réseau cherche à comprendre la nature des luttes contestataires du discours dominant qu'est le développement durable et à explorer les potentielles transformations en ne cherchant pas à préalablement identifier des regroupements discursifs. L'analyse sémantique se définit comme une analyse de réseau utilisant des textes écrits pour identifier les mots et concepts saillants afin d'extraire les significations et cadres sous-jacents de la structure des réseaux de concepts (Shim, Park, et Wilding, 2015 : 58). Elle permet d'identifier les propriétés structurelles du discours par l'identification des relations entre les concepts. L'analyse de réseau sémantique permet d'explorer – par l'analyse des mesures de centralité (indique dans quelle mesure les termes sont connectés les uns aux autres) et d'intermédiarité (agit comme un « point-pivot » du flux de communication dans le réseau) – les diverses propriétés structurelles telles que le centre et la périphérie, ou encore les ponts entre concepts, ainsi que les sous-structures des discours, qui viennent structurer le sens attribué au développement durable (l'analyse sémantique est décrite plus en détail au chapitre III).

Au regard des critiques adressées à l'analyse discursive de Laclau et Mouffe, soit de ne pas exposer de modèle empirique dans leurs travaux, l'analyse de réseau permet de mettre en relation les diverses composantes des discours les unes avec les autres. L'analyse de réseau, en faisant ressortir la densité des relations entre les divers éléments du discours, qui sera présenté au chapitre IV, peut aisément être faite à partir, notamment, du concept de chaîne d'équivalences mises de l'avant par Laclau et Mouffe. La combinaison de l'analyse discursive et de celle de réseau permettra de répéter ce travail analytique dans le temps et, ainsi, de comprendre l'évolution de luttes discursives.

Si le sens du développement durable correspond à celui du développement, il est peu probable qu'il soit susceptible d'entraîner un changement dans la position des acteurs et, donc, dans la structure discursive et dans les pratiques sociales. En contribuant à démontrer l'ambiguïté du sens attribué au développement durable, cette étude vise à exposer le sens vide du discours et son impossibilité, même à travers de nombreuses consultations et négociations, à instaurer un changement de paradigme.

Cette étude s'inscrit dans une perspective critique du développement et souhaite apporter une pierre à l'édification des études sur la décroissance. En interrogeant la signification ambiguë du développement durable, cette étude cherche à y lier une perspective ayant maintenu de façon intermittente l'attention des sciences sociales, celle de l'énergie. Sur le plan social et politique, la présente recherche vise à souligner les prémisses qui semblent nuire à la gouvernance environnementale et qui pourraient expliquer, entre autres choses, l'échec des diverses négociations internationales relatives à l'environnement. Le projet de recherche proposé ici pense mener plus loin les critiques relatives à la théorie du développement en la positionnant dans le champ de la politique environnementale.

1.5 Plan

Le chapitre II mettra en contexte le présent projet d'étude avec la littérature sur la question du développement durable, du rôle qu'y joue l'énergie, de sa polysémie et de son caractère discursif. En premier lieu, ce chapitre soulèvera ce qu'expose la littérature en science sociale à propos du lien entre l'énergie et le développement et de l'apparente absence de la question énergétique au sein du développement durable. Subséquemment, les nombreuses critiques quant au caractère ambigu du développement durable seront évoquées et seront spécifiquement associées à son institutionnalisation et au développement d'une norme. La polysémie et l'institutionnalisation du développement durable mettront la table à la section suivante, qui s'intéressera à l'apport de l'analyse discursive environnementale sur cette question. Cette dernière section se consacrera particulièrement à l'apport de Maarten A. Hajer et John S. Dryzek. Le chapitre II présentera les lacunes de la littérature dans l'étude du rôle de l'énergie à propos de la signification du développement durable et de la nécessité d'explorer cette relation sous la lunette d'une analyse discursive poststructuraliste qui s'intéresse aux luttes en cours et non seulement à la construction du consensus qui a émergé à la suite du Sommet des Nations unies sur les Objectifs du développement durable (ODD). Cette revue de la littérature noue quatre sphères de connaissances qui donnent forme aux diverses composantes de la thèse, soit la force qui unit le développement et l'énergie, la continuité de cette union dans le cadre du développement durable, son institutionnalisation, les critiques émanant de cette construction de normes et l'analyse discursive du sens qui lui est véritablement attribué.

Le troisième chapitre exposera le cadre théorique et méthodologique mis de l'avant pour l'étude du rôle de l'énergie au sein du discours sur le développement durable. Ce chapitre est composé de trois sections, dont la première présente les concepts essentiels de l'analyse discursive d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. La clé de leur analyse discursive réside dans l'importance qu'ils accordent au rôle de l'hégémonie au sein des luttes discursives. Cette section présentera aussi les divers concepts mis

de l'avant par Laclau et Mouffe qui permettent de cerner l'articulation dans laquelle s'inscrit le discours sur le développement durable. La section suivante présentera l'apport du cadre méthodologique, soit l'analyse des réseaux sociaux, lorsque jointe à l'analyse discursive de Laclau et Mouffe. Seront alors dépeints les éléments conceptuels de l'analyse de réseau qui permettent de déterminer les composantes centrales du discours et qui rendent visibles les communautés qui prennent part aux luttes discursives. Ce chapitre se conclura par la présentation du corpus qui a été analysé dans le cadre de cette thèse. Ce chapitre constitue le liant de cette thèse, il met en relation deux approches qui pourraient apparaître antinomiques, mais qui, finalement, visent toutes deux à donner du sens aux relations, aux articulations.

Le chapitre IV présente, dans un premier temps, les résultats d'ordre quantitatif qui ont été obtenus par le biais de l'analyse des réseaux sociaux et, dans un second temps, par une analyse qualitative qui, s'appuyant sur les résultats de l'analyse de réseau, expose à travers des extraits de différents discours les acteurs porteurs de sens. Ainsi, la première partie du chapitre évoque les grandes évidences qui ont émergé à la suite de l'analyse des discours, telles que l'absence de la question énergétique, les faibles mentions quant aux questions de gouvernance et le vide presque complet quant aux limites biophysiques de la planète. Ces grands truismes permettent d'introduire les logiques relationnelles qui structurent le sens attribué au développement durable, faisant émerger un centre, composé de deux noyaux, politique et technique, une semi-périphérie et une périphérie. Cette structure, dotée d'un centre, d'une semi-périphérie et d'une périphérie, fait émerger les nœuds dominants et ceux laissés pour compte. La partie qualitative du chapitre prend appui sur les résultats quantitatifs mis de l'avant par l'analyse de réseau et expose, dans un premier temps, les discours des acteurs représentant les nœuds centraux du réseau, ceux de la semi-périphérie et ceux de la périphérie. En second lieu sont présentés les discours des acteurs, qui bien qu'ils ne représentent pas le centre du discours, jouent un rôle d'intermédiaire dans la façon dont se structure le réseau discursif. Finalement, ce chapitre se conclut par la présentation des regroupements discursifs qui, au nombre de trois, représentent les pays développés, les pays émergents et les pays

en voie de développement (PEVD). Ce regroupement permet de voir émerger les dissonances quant au sens attribué au développement durable. L'analyse de réseau du discours sur le développement durable en dévoile les éléments centraux dont les enjeux sont liés à la gouvernance et au caractère technocentré de la solution à l'atteinte des ODD, tout en faisant émerger les éléments périphériques, comme l'énergie ou les limites biophysiques de la planète. Ce chapitre met la table à l'analyse discursive en dévoilant les regroupements discursifs (pays développés, pays émergents et pays en voie de développement) dont les priorités en matière de développement sont parfois équivalentes, mais aussi divergentes.

Le chapitre V procède à partir des logiques relationnelles qui découlent de l'analyse des réseaux sociaux exposés au chapitre précédent. À l'aide des structures relationnelles mises en lumière par l'analyse de réseau, ce chapitre permet dans un premier temps d'examiner l'édification de l'identité des trois regroupements discursifs et ce qui a mené à la construction de leurs discours sur le développement durable et les conflits qui émergent lorsque ces identités sont confrontées les unes aux autres. La confrontation de ces identités permet d'observer les luttes de pouvoir et la structuration d'un discours dominant du développement durable. Une fois le sens hégémonique du développement durable exposé, la section suivante présente les éléments du discours qui participent à sa fixation et qui émanent d'une opération de subversion de sens qui permet aux pays développés de briser l'équivalence discursive entre pays émergents et en voie de développement. De cette fixation du développement durable découle un constat, la question énergétique participe très peu à l'édification du discours et renvoie au caractère hétérogène de son énonciation et à la possibilité que cette hétérogénéité puisse être un vecteur de changements face au discours dominant. Le chapitre se conclut par la démonstration des éléments marginaux du discours, ceux que le discours dominant a exclu du sens attribué au développement durable, et par la possibilité que l'exclusion de ces éléments — telle que les limites de la planète, la décroissance ou la gouvernance locale — ajoute à l'hétérogénéité du sens attribué à l'énergie et ait le potentiel de déstabiliser le discours dominant du développement durable.

Enfin, le chapitre VI reviendra sur les principaux arguments de cette thèse et conclura cette analyse discursive du développement durable en exposant ses implications et ses limites. Cette conclusion traitera de la question de savoir si l'énergie a le potentiel de structurer une chaîne discursive alternative au sein des luttes sociales actuelles, notamment, dans le cadre du mouvement de la décroissance, et de la possibilité de voir émerger une nouvelle hégémonie.

CHAPITRE II

REVUE DE LA LITTÉRATURE

Au moment de la révolution industrielle s'est effectué un couplage entre le développement, entendu comme la croissance économique, et l'énergie. Un approvisionnement adéquat en énergie est ainsi identifié par de nombreux auteurs comme une condition préalable essentielle au développement économique, culturel et social des sociétés (Arto et al. 2016; Cottrell, 2009; White, 1943). Indéniablement, cette relation s'est accrue au fil des siècles, au point de devenir naturelle, voire fusionnelle. Bien qu'aujourd'hui présente dans toutes les sphères de la vie en société, l'énergie a un statut ambivalent au sein des théories des sciences sociales, parfois représentée comme une force ou le résultat de changement social et institutionnel, ou encore comme étant imbriquée dans le tissu social (Shove et Walker, 2014 : 41). La question énergétique a longtemps été réservée aux sciences dites dures ou au champ économique (Hirsh et Jones, 2014 : 110). Et si cette filiation entre l'énergie et le développement était devenue au fil du temps si naturelle qu'elle passerait aujourd'hui inaperçue? Normalement, la teneur de la connexité entre l'énergie et le développement devrait faire partie du cadrage relatif au développement durable, pourtant la présence de l'énergie a toujours été plutôt négligeable au sein des instances de l'ONU (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016 : 115). C'est l'absence de cette présence qui nous intéresse dans le cadre de cette étude. Comment se fait-il que la relation si étroite entre le développement et l'énergie soit si peu évoquée au sein des discours sur le développement durable?

La présente revue de littérature vise à cartographier la façon dont les auteurs traitent du caractère incontournable de l'énergie au sein du développement, pour ensuite exposer les diverses hypothèses avancées quant à la présence marginale de la question énergétique au sein du discours sur le développement durable. Rappelons que cette thèse se décline en deux questions : dans un premier temps, déterminer si le développement durable est un signifiant fixe ou flottant et, dans un deuxième temps, établir le rôle joué par l'énergie au regard du sens attribué au développement durable. Cette revue de littérature présente l'état des savoirs sur ces deux questions. Elle d'aborde la question de l'énergie au sein du développement; elle s'intéresse à l'institutionnalisation du développement durable et à la place qu'y occupe l'énergie; troisièmement elle traite de la littérature critique à l'endroit du développement durable; finalement, elle traite de l'analyse du discours en politique environnementale.

Il s'agit ici de présenter quatre littératures bien distinctes, dont la première s'intéresse à la relation étroite entre l'énergie, le développement et le développement durable, et cherche à comprendre le rôle joué par l'énergie au sein du développement durable. Cela nous permet de positionner les résultats de nos analyses, quantitatives et qualitatives, en relation avec les études sur le sujet et d'apporter une nouvelle perspective sur cette relation étroite, mais peu énoncée.

La seconde section vise à exposer les éléments ayant mené à l'institutionnalisation du développement durable et de l'énergie quant à l'arrangement apparemment unanime au sein des instances de l'ONU. Chez les constructivistes, le développement durable s'inscrit comme une norme qui, par l'interaction de différents agents, s'est progressivement institutionnalisée au sein d'organisations internationales qui maintenant diffusent cette norme et influent sur les identités. Cette section de la revue de littérature s'intéressera à la dimension normative associée au développement durable et à l'énergie. Cette seconde composante de la revue de littérature permet de situer l'hégémonie du discours sur le développement durable par rapport à son édification et à son institutionnalisation tout en le confrontant au « consensus » qui s'est établi autour de l'environnementalisme libéral.

Rappelons que, malgré son institutionnalisation, la notion de développement durable n'est pas exempte de critique. Le développement durable est sévèrement critiqué par les chercheurs du postdéveloppement qui remettent en question ses fondements mêmes. La troisième section de la revue de littérature expose les critiques adressées à l'endroit du développement durable, par le biais d'une approche postdéveloppementaliste, qui rejette le développement durable et qui constitue ici un cadre afin de situer les luttes discursives en cours.

L'apport discursif associé au déploiement du concept de développement durable est indéniable. L'analyse discursive, technique de recherche des sciences sociales, a émergé dans les années 1950 et n'a cessé d'évoluer. Depuis les années 1970, elle s'intéresse à l'articulation des enjeux environnementaux. Deux auteurs retiennent particulièrement l'attention lorsqu'il est question de l'analyse du discours en environnement : Maarten A. Hajer et John S. Dryzek. Ceux-ci s'intéressent particulièrement à la cohérence qu'acquière les discours, plutôt qu'à leurs complexités. Cette dernière partie de la revue de littérature démontrera les visées qu'ont Dryzek et Hajer pour faire ressortir la cohésion et la régularité du discours environnemental, alors que notre intérêt dans le cadre de cette thèse vise plutôt à faire émerger la complexité du discours et les luttes pour la définition du développement durable. La dernière section évoque ainsi quelques méthodes discursives ayant été déployées pour l'étude des politiques environnementales. Ces quatre littératures composent ainsi les pierres angulaires conceptuelles de la présente thèse.

Que disent les auteurs en sciences sociales sur le lien entre l'énergie et le développement? Nous démontrerons ici qu'ils ont longtemps été discrets sur la question (Van de Graaf et al., 2016 : 5) et que cette retenue a des effets sur le rôle qu'occupe l'énergie dans la définition du développement durable. Cette discrétion pourrait-elle avoir structuré la façon dont le développement durable s'est progressivement institutionnalisé, façonnant par le fait même les identités et amenuisant le rôle de l'énergie? Les normes s'appuyant essentiellement sur l'identité ayant remporté la lutte, nous signalerons les lacunes causées par le fait de laisser de

côté une part importante des identités conflictuelles. De même façon, bien que l'analyse discursive environnementale puisse faire émerger l'importance des identités discursives, nous exposerons qu'elle vise à faire émerger la cohésion du discours, sa finalité, plutôt que sa construction à travers les luttes discursives.

2.1 Énergie et développement, un lien naturel

Notre consommation d'énergie est au diapason du développement économique des sociétés, et ce, depuis l'Antiquité. C'est notamment pour cette raison que nous nous intéressons à ce lien si naturel. Ce qui est moins évident, c'est la présence épisodique de la question énergétique lorsqu'il est question de développement durable, notamment au sein des instances de l'ONU. Nous prenons appui, dans un premier temps, sur la dominance du lien énergie et développement et de l'intérêt cyclique des sciences sociales sur cette question, pour ensuite se pencher sur la faible énonciation de l'enjeu énergétique au sein du développement durable. Cette mise en opposition met la table au questionnement qui accompagne cette thèse, soit le rôle de l'énergie au sein du discours sur le développement durable, tout en contribuant à l'étude des enjeux énergétiques au sein des sciences sociales.

Entre 1890 et 1990, la population mondiale a considérablement crû. Elle a été multipliée par quatre. Sur la même période, la consommation mondiale d'énergie, ainsi que le produit intérieur brut (PIB) mondial ont été multipliés par 14 et la production industrielle par 40 (Caradonna, 2017 : 2). Dans la période suivant la Deuxième Guerre mondiale, la consommation s'est considérablement accrue ce qui a entraîné une croissance dans la consommation des énergies fossiles, la production de biens matériels et l'amplification de l'exploitation des ressources naturelles causant de ce fait une variété d'impacts environnementaux (Pfister, 2010; Steffen, Crutzen et McNeill, 2007). Le concept de développement fait son apparition au même moment, dans l'après-guerre, sur fond de décolonisation. Rapidement, il est adopté par les gouvernements et les agences internationales et son sens, synonyme de croissance économique dans un contexte de libre marché international, devient rapidement

dominant. Initialement déployé pour éradiquer la pauvreté, le concept de développement s'est vu intégrer au sein d'un appareil institutionnel issu des accords de Bretton Woods et des agences d'aide au développement. L'émergence du concept de développement concorde avec le retour :

de la préoccupation classique pour l'accumulation du capital, telle que formulée par le modèle de la croissance de Harrod-Domar, selon lequel la croissance est liée à l'épargne et aux investissements (à travers le ratio capital/production) (Escobar, 2015a : 72).

Cette perspective théorique offre une assise au concept de développement en le conjuguant, encore aujourd'hui, à l'idée de croissance. Il a été démontré que l'utilisation de l'énergie est fortement liée à presque tous les aspects du développement, que ce soit la richesse, la santé, la nutrition, l'eau, les infrastructures, l'éducation et même l'espérance de vie, puisqu'ils sont étroitement liés à la consommation d'énergie par habitant (Lloyd, 2017 : 54). La croissance économique va donc de pair avec l'exploitation des ressources et la consommation de l'énergie. Le paradigme de la croissance économique réfère :

to the idea that 'the economy' exists as an identifiable sphere of society, that it possesses an inherent tendency to grow, that its growth is imperative, continuous (even, essentially, limitless), and that growth is an acknowledged social goal and a fundamental social good – even indeed the principal remedy for a catalogue of social ills. (Borowy et Schmelzer, 2017 : 27)

La gouvernance contemporaine et les décisions politiques sont généralement prises à travers le prisme de la croissance économique.

In particular, the gross domestic product (GDP) has become an overarching parameter to gauge the acceptability and feasibility not only of policies, but also of development initiatives, social welfare provisions, infrastructure investment, and the like. GDP is also a benchmark via which the global pecking order is defined. Initially designed as a component of a nation's income, this number has become an all-powerful presence in our economic and political debate, as well as in our collective social psyche. (Fioramonti, 2017 : 91)

Il existe d'autres façons de concevoir le développement : selon des chercheurs, certains gouvernements, des agences de l'ONU ainsi que des représentants de la société civile ou d'ONG le développement est affaire d'enjeux sociaux et culturels plutôt que de croissance du PIB (Dabashi, 2012; Ekins, 1992; Evans, 2011; Stammers, 2009; Thomas, 2000; Wolff et Barsamian, 2012). Cette thèse souscrit à cette perspective. Néanmoins, puisqu'elle s'intéresse au caractère dominant du discours et aux contestations qui émergent à l'encontre de cette dominance et que le sens dominant du développement est encore aujourd'hui intimement lié à la notion de croissance économique, c'est sur cette base qu'il sera traité.

Les problèmes énergétiques sont souvent compris en fonction d'un modèle économique de comportement rationnel (Sovacool et al., 2012 : 48). Cette façon de structurer le sens attribué à l'énergie gagne une telle force que ces hypothèses en viennent à être tenues pour acquises. L'énergie a souvent été interprétée en fonction de problèmes liés à l'économie des États, soit à travers l'approvisionnement (sécurité énergétique) et la consommation (environnementalement soutenable), comme étant principalement technologiques, mais répondant à des besoins de nature économique (efficacité économique), ce qui a mené au développement de la recherche dans une perspective technologique (Sovacool et al., 2012 : 48) et sécuritaire. Cette perspective stato-centrée a mené à la montée de tension attribuable au potentiel conflictuel de ce triangle composé de la sécurité énergétique, de la protection de l'environnement et de l'efficacité économique (Lesage, Van de Graaf et Westphal, 2016 : 37). L'énergie est donc vue à travers le prisme de la sécurité économique, entraînant de ce fait une solution d'ordre technologique, cette perspective ayant pour effet de limiter l'action collective à l'échelle mondiale (Di Muzio et Ovadia, 2016; Karlsson-Vinkhuyzen, 2016; Kuzemko, Keating et Goldthau, 2016; Lesage et al., 2016).

Une méta-analyse de 4 444 recherches portant sur l'énergie, menée par Benjamin K. Sovacool, impliquant 9 549 auteurs et 90 079 références, arrive à démontrer le portrait type du chercheur en énergie. Il s'agit d'un homme provenant d'une institution nord-

américaine qui a reçu une éducation en science, en économie ou en étude de l'énergie, qui est affilié à une université ou à un institut de recherche et y travaille de façon conventionnelle, selon la méthode de sa discipline lorsqu'il soumet ses articles (Sovacool, 2014 : 5-7). Les agendas de recherche sont constitués dans un cadre technico-économique et il en va de même pour les approches et hypothèses (Goldblatt et al., 2012 : 3).

Selon Daniel Spreng, le paradigme classique en science et en économie est devenu si dominant qu'il a créé une sorte d'aveuglement disciplinaire. La science et les concepts qu'elle développe ont pour effet de construire des défenses conceptuelles à l'endroit des autres disciplines créant ainsi leur propre univers linguistique, le rendant imperméable, gardant ainsi les disciplines isolées les unes des autres (Osorio, 2005 : 515) en plus d'influencer le développement des systèmes énergétiques (Shove et Walker, 2014 : 44). Ce constat pourrait expliquer la présence sporadique des sciences sociales face aux enjeux de nature énergétique (Shove et Walker, 2014; Spreng, 2014; Urry, 2014).

Pour les chercheurs en sciences sociales, il s'avère essentiel d'aller au-delà de l'économie et de l'ingénierie pour établir le lien entre la nature et la société, puisque comme l'affirme Vaclav Smil, une lecture économique de l'énergie ne peut garantir un meilleur environnement. En effet, l'environnement n'est pas composé d'un seul élément, il s'agit d'une mosaïque comportant plusieurs dimensions et touchant au domaine social sous diverses facettes (Meadowcroft, 2005; Shove et Walker, 2014; Urry, 2014). Longtemps, les sciences sociales au sein de la recherche sur l'énergie n'ont été utilisées que pour accroître l'acceptabilité sociale des recherches et des avancements technologiques (Sovacool, 2014 : 25; Spreng, 2014 : 65). Pour preuve, dans l'analyse effectuée par Sovacool auprès des 9549 auteurs, ceux ayant rapporté avoir utilisé une méthode de recherche axée sur les sciences sociales, soit 12,6 %, la majorité d'entre eux (7,8 %) avaient utilisé des sondages et très peu de la recherche de terrain, des entrevues ou des *groupes de discussion*. Selon Daniel Spreng, six raisons expliquent la présence épisodique des sciences sociales dans le cadre de

l'étude de l'énergie. D'abord, le champ technico-économique jugeait les sciences sociales non pertinentes et sans application utile pour le sujet d'étude. Les différents champs des sciences sociales auraient pu entrer en opposition avec des paradigmes technico-économiques. Les résultats produits par les sciences sociales pouvaient sembler irréalisables sur le plan politique ou tout simplement politiquement non opportun. Les sciences sociales pouvaient paraître hostiles aux sciences naturelles ou encore elles étaient considérées comme des pseudosciences, pas des sciences naturelles.

Quelques chercheurs en sciences sociales s'intéressent aux questions énergétiques, ils sont de disciplines diverses (anthropologie, sociologie, histoire, science politique, etc.) ce qui leur octroie des perceptions et un langage qui varient, donnant un caractère fragmenté et éclectique à la recherche sur l'énergie au sein des sciences sociales (Meadowcroft, 2005 : 483). Cette caractéristique partielle et irrégulière de la recherche sur l'énergie au cœur des sciences sociales est peut-être un des éléments faisant en sorte qu'elle soit, d'une part, si peu empruntée par les décideurs politiques et, d'autre part, contestée par les porteurs du discours technico-économique de l'énergie. L'énergie a notamment longtemps été négligée au sein de l'économie politique internationale et des études sur le développement. Elle a notamment connu un passage à vide dans les années 1980 et 1990, mais connaît un retour d'intérêt depuis le début des années 2000 (Di Muzio et Ovadia, 2016; Goldthau et Sitter, 2018; Kuzemko et al., 2016). Lorsque les relations internationales, plus particulièrement le champ de l'économie politique internationale, s'intéressent à l'énergie, c'est essentiellement en lien avec des enjeux de sécurité énergétique et de conflits (guerres) et s'inscrivent donc principalement au sein de politiques nationales de sécurité et de collaboration aux frontières entre États, plutôt que de coopération internationale (Di Muzio et Ovadia, 2016; Goldthau et Sitter, 2018; Karlsson-Vinkhuyzen, 2016; Lesage et al., 2016). Pour autant, l'impact de l'énergie sur les sociétés et les conséquences sociales de l'utilisation de l'énergie ont depuis longtemps été l'objet d'études au sein des sciences sociales.

Dès 1865, l'économiste William Jevons expose que l'amélioration des chaudières à vapeur a entraîné un accroissement de la consommation de charbon, ainsi l'amélioration technologique n'engendre pas une réduction de la quantité de ressource utilisée, mais paradoxalement une augmentation de celle-ci. Le « paradoxe de Jevons » est aujourd'hui connu sous l'appellation de « l'effet de rebond » (Borowy et Schmelzer, 2017; Clark et York, 2005; Stern, 2011). En 1880, la vision sociologique de l'énergie, mise de l'avant par Herbert Spencer, fondateur de la sociologie positiviste, considère que le rôle prépondérant de l'énergie au sein des sociétés inclut à la fois le pouvoir social et celui physique (énergie). Ils fonctionnent de pair.

Indeed, Spencer's entire sociology is premised on his understanding of physical power, which he refers to simply as energy, or, more often, as Force, and the metaphors it provides for understanding social evolution.
(McKinnon, 2010 : 440)

Ainsi, la vision déployée par Spencer met l'accent sur la forte association qui unit le progrès des sociétés et la consommation d'énergie, de sorte que l'énergie serait responsable des différences matérielles qui se sont déployées entre les sociétés. Bien que Spencer ait été fortement critiqué quant à la centralité qu'il accorde à l'énergie au sein de l'organisation sociale, notamment par Talcott Parsons (McKinnon, 2010 : 439), il demeure que les flux d'énergie constituent une caractéristique commune à l'ensemble des sociétés.

À la suite de la Deuxième Guerre mondiale, le développement et le progrès sont devenus les pierres d'assise de la modernité, fournissant ainsi une nouvelle grille d'interprétation pour expliquer les inégalités dans le monde, accordant une prépondérance à « la nouveauté », souvent technologique, et au « sophisme développementaliste » expliquant le processus naturel et historique afin de rattraper le retard de développement des nations en cours de modernisation (Escobar, 2015a : 72; Ferguson, 2006 : 167). « *Modernity involved the belief that human progress should be evaluated in terms of the human domination and exploitation of a separate nature* » Les premières critiques à l'égard du progrès technique et scientifique nécessaire au développement des sociétés ne tardèrent pas. En effet, des naturalistes

américains comme Fairfield Osborn et William Vogt, ainsi que des penseurs hétérodoxes comme Lewis Mumford, Aldous Huxley ou Jacques Ellul furent les premiers, dès l'après-guerre, à se faire entendre (Carbonnier et Grinevald, 2011 : 117-118). Cette pensée technocritique devra attendre les années 1970-1980 pour trouver écho au sein des débats sur l'écologie ou encore auprès des économistes du développement.

Bien qu'aux premières heures des théories énergétiques, on attribuait à l'énergie une capacité infinie à influencer le progrès des sociétés, certains auteurs tels que le chimiste Frederick Soddy (1912), le sociologue Fred Cottrell (1955) et l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen (1971), ont évoqué l'idée que l'énergie soit aussi un facteur pouvant limiter les activités des sociétés puisqu'elle ne se recycle pas indéfiniment (Cottrell, 2009 : 6; Georgescu-Roegen, 1995 : 30; Rosa et al., 1988 : 151). Cette position, bien qu'elle constitue une source importante de préoccupations intellectuelles et politiques pour l'avancement des sociétés, n'a pas eu de sérieuses répercussions. En effet, la capacité de l'être humain à développer et à accumuler ses surplus d'énergie a si bien profité à la production économique qu'elle s'est aisément intégrée au système de production. L'usage rationnel du système économique pour maximiser l'usage de l'énergie a entraîné le déploiement technologique faisant de l'énergie une composante vitale de l'évolution sociale (Rosa et al., 1988 : 160) et du développement. Il est alors possible d'évoquer le mépris des théories énergétiques à l'égard des limites du monde naturel tel que soulevé par la seconde loi de la thermodynamique. Pour l'économiste Herman Daly (1977), qui reprit les travaux de Georgescu-Roegen, cette limite évoquée par la seconde loi de la thermodynamique constitue un argument afin de limiter la croissance et sa gourmandise en matière d'énergie et de ressources naturelles. Bien que les théories énergétiques aient été vertement critiquées, notamment parce que trop abstraites ou générales, il demeure néanmoins possible d'évoquer que l'énergie exerce une influence fondamentale sur l'organisation sociale – entendre ici le développement – et que ces théories ont offert un cadre général pour étudier les interactions entre l'humain et son environnement.

D'autres approches se sont penchées sur les conséquences de l'énergie sur les systèmes sociaux dont notamment la macrosociologie. L'anthropologue Clifford Geertz, entre autres, dans son ouvrage sur l'évolution de l'agriculture en Indonésie (1963), a cherché à expliquer la relation entre les flux d'énergie, la structure sociale et le changement. À une échelle plus locale, l'objectif était de démontrer la façon par laquelle le flux d'énergie était conditionné par les circonstances environnementales et arbitré par les pratiques sociales. À partir de démonstrations empiriques détaillées telles que celles mises en pratique par Geertz, il était dorénavant possible pour les chercheurs de procéder à des comparaisons valables entre les sociétés. La macrosociologie n'a pas évacué seulement les grandes généralités, mais aussi la notion de progrès pour la remplacer par une notion ayant une valeur quantitative nettement plus évidente, celle de croissance, devenant par le fait même le baromètre pour juger de la contribution de l'énergie à l'activité sociale (Rosa et al., 1988 : 158) et au développement. Ainsi, un fort parallèle fut fait entre l'utilisation de l'énergie et la croissance économique. Cette dernière constituant un élément essentiel au déploiement du bien-être des sociétés, il n'y a qu'un pas à franchir pour évoquer que la croissance en énergie est essentielle au développement des sociétés. Les auteurs s'accordent pour dire que l'intensité énergétique mondiale a diminué au fil du temps, en raison principalement de la diminution de l'intensité énergétique des pays à mesure qu'ils s'enrichissent (Csereklyei, Rubio-Varas et Stern, 2016; Stern, 2019; van Benthem, 2015). Toutefois, la consommation mondiale par habitant a augmenté au fil du temps, et si l'on tient aussi compte de la croissance démographique, la consommation totale d'énergie a fortement augmenté. Si l'on se réfère à la période allant de 1971 à 2010, l'utilisation totale d'énergie dans le monde a augmenté d'environ 140 %, tandis que le PIB total a augmenté de 270 % et la population de 80 % (Stern, 2019 : 28).

Les travaux en macrosociologie s'accordent avec les hypothèses mises de l'avant par les économistes orthodoxes, mais affirment qu'ils ne se sont pas attaqués aux bonnes questions. Si l'énergie est liée au développement des sociétés, il faut en examiner les relations avec des indicateurs autres qu'économiques (PIB) et donc à partir

d'indicateurs de bien-être social tels que la santé, l'éducation, la culture et autres (Mazur et Rosa, 1974 : 609). Avec les préoccupations relatives à l'environnement au début des années 1970-1980, les sociologues de l'énergie ont progressivement porté leur attention sur la consommation d'énergie des habitants, considérant maintenant l'énergie comme une clé pour comprendre les relations entre l'écosystème humain et le système social et économique (Humphrey, Lewis et Buttell, 2002 : 6) et comme un droit humain.

It is concluded that energy is such a necessary element in development that it should be seen as a basic right. The impact of energy on development is felt strongly up to about 2,000 kg oil equivalent per capita, and is essentially saturated above that level. (Lloyd, 2017 : 54).

La crise pétrolière de 1973 a entraîné l'essor de la microsociologie de l'énergie. En raison de la fin du pétrole à faible coût et de la nécessité d'en réduire la consommation, les chercheurs se sont intéressés à la consommation énergétique des ménages. L'objectif de la microsociologie de l'énergie était d'arriver à une compréhension scientifique des comportements des ménages en matière de consommation d'énergie et de déterminer si une réduction considérable de celle-ci pouvait être réalisée sans altérer l'activité économique et sociale. Dans un premier temps, en plus de chercher à répondre à la crise énergétique, ce sous-champ de la sociologie visait à démontrer l'utilité des sciences sociales dans les analyses politiques et énergétiques. Par la suite, ce sous-champ prit deux tangentes selon deux modèles conceptuels différents, le premier étant celui de la rationalité économique privilégiée par les économistes et les ingénieurs et l'autre basé sur l'attitude et le comportement de l'agent favorisé par les chercheurs au sein des sciences sociales (Rosa et al., 1988 : 162). Les deux écoles de pensées s'opposent et cherchent à démontrer leur préséance sur l'autre.

La perspective défendue par les ingénieurs et les économistes conceptualise les changements subis sur le plan énergétique comme une conséquence de l'évolution des systèmes politiques, économiques et techniques (Shove et Walker, 2014 : 42). Chez Joseph Nye (1999 : 18), les techniques déployées pour l'extraction et l'approvisionnement de l'énergie sont façonnées par des choix sociaux qui eux-

mêmes ont un effet d'entraînement technologique faisant en sorte que les systèmes énergétiques sont socialement construits. Comprendre l'innovation en matière d'énergie est donc lié à une structure complexe et variée qui recoupe les systèmes sociaux, politiques et organisationnels (Shove et Walker, 2014 : 44). Les théoriciens de la modernisation écologique, une école de pensée née aux États-Unis au début des années 1980, suivent aussi ce courant « socio-technico optimiste », voulant que les forces de la modernisation mènent à la dématérialisation de la société et au découplage de l'économie de l'énergie et de la consommation, permettant aux sociétés de transcender la crise environnementale sous le capitalisme (Clark et York, 2005 : 410), ce processus devant mener à l'émergence d'une « rationalité écologique ». Selon Hajer, la modernisation écologique se positionne comme un projet politique qui vise à répondre au dilemme écologique affirmant que la croissance économique et les problèmes écologiques sont irréconciliables (1998 : 148). Dans le cadre d'un manifeste publié en 2015, des écomodernistes déclarent que le déploiement technologique rendra l'accès à des énergies zéro carbone accessibles et permettra le développement de techniques et de technologies en stockage de carbone illimitées (Asafu-Adjaye et al., 2015). Tous ne sont pas aussi enthousiastes face à ce que propose l'écomodernisme.

[E]comodernism is not so much about finding some ideal balance between environmental protection and material well-being, that golden ratio often referred to as 'sustainable development', but rather about highlighting that only through rapidly accelerating global growth – essentially a renewed modernity – will it be possible to harness the technologies necessary to safely navigate the Anthropocene (Karlsson, 2018 : 81). Pour Maarten Hajer, la modernisation écologique pourrait être comprise comme une tentative de réformer le capitalisme sous une perspective écologique, sans pour autant porter atteinte aux postulats de base du système (1995 : 254).

Le développement technologique « *cannot assist in mending the carbon rift until it is free from the dictates of capital relations* » (Clark et York, 2005 : 419), le dictat du développement technologique s'imposant aux nations en « retard » par le biais du

transfert technologique. La thèse du marxiste Andreas Malm (2016), dans son ouvrage *Fossil Capital*, démontre que le capital, incarné par quelques industriels, a entraîné, au tournant du XIX^e siècle, une transition dans l'industrie textile britannique en choisissant de brûler du charbon et de produire de la vapeur plutôt que d'alimenter les usines de textiles à partir de ressources autres telles que l'eau ou la force physique de leurs travailleurs ou des animaux. En déployant un concept préalablement mis de l'avant par Marx (faible métabolique), John Bellamy Foster l'adosse à la crise écologique que fait subir le système capitaliste aux diverses sociétés. En effet, Marx utilisait ce concept pour illustrer la relation entre l'humain et la nature, qui sous le système capitaliste connaissait un éloignement entre l'humain et la matière pourtant essentielle à sa vie sur terre (Foster, 2002 : 6). Selon Polanyi (1983), il s'agit d'un système qui entraîna la séparation de l'homme et de la terre et qui organisa la société de manière à satisfaire les exigences du marché. Afin de soulever une seconde contradiction du système capitaliste, Allan Schnaiberg, David Pellow et Adam Weinberg (2002 : 15) ont développé la théorie du tapis roulant de la production (*treadmill of production, ToP*) pour faire valoir que les sociétés modernes axées sur le marché sont entraînées dans un engrenage sans relâche vers la croissance, et ce, malgré les risques et les coûts écologiques et sociaux (Clark et York, 2005 : 394). Puisque les « lois du développement sont censées être les mêmes pour tous » (Rist, 2013 : 140), cet engrenage se reproduit au sein des pays en voie de développement. Ce processus conduit à un cycle de création nécessitant toujours de plus en plus de production puisque la société dans son ensemble (l'État, les syndicats et les capitaux privés) dépend de cette croissance économique pour régler des problèmes tel le chômage créé par la croissance elle-même. Ainsi, le système de production moderne est dépendant de la croissance (O'Connor, 1988 : 29).

The realization of the collective powers of humans resulted in remarkable increases in the rates of extraction, organization and expropriation of energy, so making possible a modern society (Urry, 2014 : 7).

Cette dépendance engendre une pression accrue sur les ressources puisqu'elle demande toujours plus d'énergie, entraînant de ce fait une augmentation constante des gaz à effet de serre.

La seconde école de pensée de la microsociologie de l'énergie part des mêmes prémisses que la première, soit que l'offre et la demande soient tributaires de processus que nous pourrions qualifier d'artefacts et d'infrastructures qui constituent un milieu complexe et qui sont à leur tour imbriqués dans un cadre complexe de pratiques sociales. À la différence où cette seconde école de pensée, qui s'inspire de la théorie des pratiques¹, positionne l'énergie au sein même des pratiques sociales et perçoit donc la relation entre l'énergie et la société non pas comme étant définie par des facteurs externes (économique, technologique, etc.), mais plutôt compris dans une reproduction et une transformation incessante de la société elle-même (Shove et Walker, 2014 : 42). En introduisant la théorie des pratiques à la question énergétique, Shove et Walker cherchent à positionner le changement en matière de consommation d'énergie au sein des comportements et motivations des sociétés et ainsi explorer la pertinence et le potentiel de conceptualiser l'énergie non pas comme une cause ou une conséquence des systèmes sociaux, mais comme un élément composant les pratiques sociales de sociétés complexes. Il s'agit d'une perspective complètement différente pour analyser et influencer la demande en énergie. Bien que très récente (2000), la théorie des pratiques associée aux défis que suscite la consommation en énergie pourrait constituer une piste de réflexion intéressante pour les décideurs publics qui visent à encadrer les pratiques en la matière. Il est indéniable que les pratiques sociales ont un effet structurant à travers le temps et l'espace et qu'elles influencent la demande en énergie (Hargreaves et Middlemiss, 2020). En tenant pour acquises les pratiques actuelles de développement intimement associées à la croissance économique, nous ne faisons que reproduire dans des zones « sous-

¹ La théorie des pratiques est un courant d'analyse qui s'est développé en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves dans les années 2000. L'analyse de pratiques de consommation est l'un de ses domaines de prédilection. Se réclamant de Bourdieu et de Giddens, elle s'oppose à la fois aux analyses de la consommation reposant sur un individu rationnel et sur des approches théoriques centrées sur la dimension symbolique de la consommation.

développées » ce qui pourrait être remis en question de sorte que lorsqu'il y a changement ou transition, c'est souvent et presque exclusivement réfléchi en lien avec la technologie et la création de richesse. Les analystes devraient porter davantage attention aux dimensions sociales de la transition énergétique afin de compléter les analyses conventionnelles technico-économiques (Jasanoff et Kim, 2013 : 189).

Pour Sovacool (2014 : 11), incorporer une dimension humaine à l'étude de l'énergie offre un bénéfice descriptif, explicatif et prédictif. Le rôle véritable des sciences sociales est, selon Spreng, de faire une contribution sur la façon dont le système énergétique devrait être institutionnalisé, guidé et adapté au contexte social et environnemental. Il estime que les défis relatifs à l'énergie tel l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique, les changements climatiques et autres impacts environnementaux, en plus du développement économique et social peuvent obtenir un traitement éclairant de la part des sciences sociales (Spreng, 2014 : 65).

Il est possible d'affirmer que l'ensemble des auteurs s'accordent sur le lien incontestable qui unit l'énergie et le développement, bien que certains chercheurs issus des sciences sociales avancent que l'énergie ne peut être étudiée que comme une conséquence des systèmes sociaux, mais surtout comme un élément composant l'ensemble complexe des pratiques sociales (Boyer, 2020; Love et Isenhour, 2016; Shove et Walker, 2014; Urry, 2014; Van de Graaf et al., 2016; White, 1943). La nature interdisciplinaire et multifacétique de l'énergie fait aussi consensus auprès des chercheurs, puisque l'énergie recoupe plusieurs sphères de l'activité humaine, tout en constituant un enjeu important dans l'avancement de la recherche (Lutzenhiser et Shove, 1999; Spreng, 2014; Van de Graaf et al., 2016). Malgré le caractère multiple attribué à l'énergie, les sciences sociales ont longtemps été laissées à l'écart des questions d'ordre énergétique. En réalité, les sciences sociales ont pris part aux échanges scientifiques sur la question énergétique au fil des ans, mais uniquement de façon sporadique, lorsqu'une crise se faisait sentir (Goldthau et Sitter, 2018; Rosa et al., 1988; Van de Graaf et al., 2016).

L'espace laissé vacant par les sciences sociales pourrait en partie expliquer la domination de la perspective technico-économique de l'énergie comme appareil discursif dominant au sein des questions relatives au développement (Love et Isenhour, 2016; Sovacool, 2014; Van de Graaf et al., 2016). Et ce, bien que l'ensemble des auteurs s'entende sur le rôle primordial que joue la science, sociale ou naturelle, d'influer sur les institutions publiques et les décideurs politiques (Karlsson et Symons, 2015; Langhelle, Meadowcroft et Rosenbloom, 2019; Sovacool et Geels, 2016).

La question générale qui guide cette première partie de la revue de littérature vise à comprendre le rôle qu'occupe l'énergie au sein du développement durable. Les textes précédemment exposés ne relèvent pas directement du développement durable, ils font plutôt ressortir les bases sur lesquelles le développement durable s'est édifié.

2.2 Les Nations unies, l'énergie et le développement durable

Le parcours de l'institutionnalisation du développement est jalonné de nombreux enjeux multidimensionnels, dont l'énergie n'est qu'une composante. Il demeure que l'énergie est intimement liée au processus de développement puisqu'elle soutient et stimule les capacités de production essentielles à la société mondiale et constitue un enjeu de premier ordre pour les pays en voie de développement. L'extraction, la production et l'utilisation de l'énergie sont à la base de la vie économique, et tenter d'en modifier la structure – par une réduction de la consommation d'énergie, par exemple – aurait des implications fondamentales au sein des politiques sociales et politiques (Mak et Soltau, 2005 : 205). Cette section de la revue de littérature décrit comment s'inscrit l'énergie dans le processus d'institutionnalisation du développement durable au sein des instances onusiennes.

Le développement durable a officiellement fait son entrée au sein de la gouvernance environnementale mondiale en 1987 lors de la publication du rapport Brundtland. Depuis, de nombreuses instances internationales, nationales et locales ont adopté ce concept. L'énergie, pour sa part, a timidement fait son entrée au sein de l'ONU après

la Deuxième Guerre mondiale et, bien que cet enjeu ait sporadiquement été discuté, spécifiquement sous l'angle de la sécurité nationale, les États membres n'ont jamais utilisé cette arène internationale pour négocier un traité directement lié à l'énergie (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016 : 117). Cette section revient sur l'institutionnalisation du développement durable et de l'énergie, de leur implantation comme norme au sein des instances de l'ONU, tout en tentant d'établir si le développement durable constitue véritablement un arrangement unanime comme semble le laisser penser la ratification des ODD.

La littérature sur le développement durable s'appuie sur diverses définitions du concept et leur façon d'être mises en œuvre. Il est possible de distinguer deux approches, l'institutionnalisme et le structuralisme, qui s'intéressent aux problèmes liés au développement durable (Bruyninckx, 2006 : 275). Cette section de la revue de littérature se penchera exclusivement sur le sens attribué aux normes chez les institutionnalistes. L'édification de la norme et l'institutionnalisation de l'énergie au sein de l'ONU seront elles aussi traitées à partir de la perspective institutionnaliste.

Les institutionnalistes croient que l'adaptation institutionnelle progressive d'une norme, comme le développement durable, et sa capacité à résoudre les problèmes, devrait à terme mener à un changement social (Gupta, 2002 : 364-365). L'étude des normes a considérablement occupé les chercheurs en relations internationales au fil de la dernière décennie. Il existe une multitude de définitions de ce qui est considéré comme une norme et il n'existe pas à ce jour de définition universellement acceptée quant à son sens. La perspective constructiviste a introduit un élément social à la politique internationale en mettant l'accent sur l'importance d'un caractère normatif aussi bien que matériel de la structure internationale, tout en introduisant le rôle de l'identité et de l'élaboration des intérêts et actions en plus d'établir un lien de codétermination entre l'agent et la structure (Wendt, 1992). Chez Steven Bernstein, les normes :

condition the possibilities of action by defining the range of meaningful if not of conceivable behavior, and by pre/proscribing the types of

appropriate or legitimate behavior that can be performed in particular social contexts. (2001 : 24)

La réalité étant socialement construite, les normes sont donc chez les constructivistes comprises comme des croyances fondées sur des principes, des valeurs collectives et une compréhension partagée (Jung, 2019 : 2). Elles participent à l'édification de l'identité des acteurs et jouent un rôle crucial dans la perception de leur intérêt. L'identité et les intérêts sont à la fois définis et limités par les normes (Jepperson, Wendt et Katzenstein, 1996 : 54). Ces dernières ne sont donc pas perçues comme une simple structure matérielle, puisqu'elles aident à créer et à définir les agents (Macleod, 2004 : 4). Le caractère normatif ou idéationnel de la structure a donc pour effet de modeler ou structurer l'identité de l'acteur et vice versa, l'agent et la structure sont, chez les constructivistes, mutuellement constitués.

Chez ces derniers, une organisation internationale ne constitue pas uniquement une structure, mais aussi un agent porteur de pouvoir qui est autonome face aux États. Les organisations internationales ont ainsi une volonté propre qui ne dépend pas de celles des États.

Sustainable development governance refers to the interactive network of regimes at international level that try and integrate the various elements of sustainable development. (Gupta, 2002 :363)

Le cadre autonome qui émane des organisations internationales a pour effet de développer une socialisation au sein de sa bureaucratie ayant la capacité, à travers l'institutionnalisation de normes, de créer et de changer des identités pouvant alors influencer sur les États (Chayes et Chayes, 1995; Raustiala, 2000). La non-conformité à une norme globalement acceptée peut engendrer des conséquences allant de la perte d'influence, au rejet. Les acteurs se conforment aux normes, non pas parce qu'ils y sont obligés, mais parce qu'ils les perçoivent comme légitimes (Finnemore et Sikkink, 1998 : 895).

La Conférence des parties s'étant tenue à Madrid en décembre 2019 (COP25) est la plus récente d'une série de tentatives visant à traiter, à l'échelle mondiale, les changements climatiques. Depuis près de 50 ans, au sein des instances de l'ONU, ce type de Sommet a non seulement donné lieu à une expansion rapide du programme environnemental mondial, mais a également été témoin d'une évolution notable dans l'élaboration de politiques relatives aux questions environnementales (Najam et Cleveland, 2003 : 117-118). L'évolution des enjeux énergétiques n'a néanmoins pas connu la même progression (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016; Schechter, 2005). Au moment même où avait lieu la CNUED, à Stockholm, en juillet 1972, était publié le rapport *Halte à la croissance*, mandaté par le Club de Rome. Au début des années 1970, non seulement les effets secondaires imprévus de la croissance économique, sous la forme d'une pollution généralisée, sont devenus un sujet de préoccupation politique important, mais la certitude et la logique de la croissance économique en sont venues à être considérées comme le moteur même de cette préoccupation (Lane, 2014 : 38). Lors du Sommet de Stockholm, les États ont fait le tout premier constat des conséquences de l'activité humaine sur l'environnement et ont jeté les premières bases communes visant la protection de l'environnement tout en ne faisant que des références indirectes à l'énergie (Najam et Cleveland, 2003 : 126). La Déclaration de Stockholm, comprenant 109 recommandations, renferme essentiellement des objectifs généraux et non des arrangements normatifs précis, les intérêts nationaux étant clairement en jeu (Schechter, 2005 : 35). La même année fut créé le PNUE, qui poursuivit les travaux de la Conférence de Stockholm visant à concilier environnement et développement (Bernstein, 2001 : 56).

La première Conférence intergouvernementale des Nations unies dédiée exclusivement à l'énergie s'est tenue à Nairobi en 1981. Suivant les deux chocs pétroliers des années 1970 (1973 et 1979), deux résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies (résolutions 33/148 en 1978 et 34/190 en 1979) en appelaient aux États afin qu'ils explorent de nouvelles sources d'énergie et ainsi réduire la dépendance des PEVD à l'exportation d'énergies fossiles et qu'ils empêchent l'épuisement du bois comme source d'énergie (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016;

Schechter, 2005). Plusieurs avenues de transition ont été discutées : énergies renouvelables, gaz de schiste et sables bitumineux. Peu de progrès ont été réalisés lors de cette conférence. Le conflit naissant entre Israël et la Palestine, combiné à une proposition ambitieuse de la Banque mondiale visant à ce que les gouvernements augmentent leur aide aux PEVD afin qu'ils puissent considérablement accroître leurs investissements en matière d'énergie, a essuyé un refus de l'administration Reagan (Van de Graaf, 2013 : 21), freinant de ce fait la mise en œuvre du Programme d'action de Nairobi pour le développement et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables. La résolution de la Conférence de Nairobi invitait les gouvernements à examiner la relation étroite entre l'énergie et l'environnement, en particulier en ce qui concerne les politiques relatives au sol, à l'eau et aux forêts. Par ailleurs, c'est la série de Conférences des Nations Unies sur l'environnement et le développement durable qui, au fil du temps, accordera une plus grande importance à cette relation. Une décennie après la Conférence de Stockholm et les faibles résultats qu'elle avait engendrés, l'Assemblée générale (1983, résolution 38/161) a établi une commission indépendante spéciale, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, pilotée par la première ministre norvégienne Gro Harlem Brundtland, qui mènera à la publication du rapport *Notre avenir à tous* (CMED, 1987).

Le développement durable, comme norme, émerge lors de la publication du Rapport Brundtland en 1987 qui cherche à amalgamer deux concepts, celui du développement et celui de l'environnement (Bernstein, 2001; Kuzemko et al., 2016; Schechter, 2005), et à établir un compromis ou un équilibre entre les deux pour tenter de résorber la fracture qui s'était instaurée entre les pays du Nord et du Sud lors de la Conférence de Stockholm en 1972. Selon Steven Bernstein, dans son ouvrage *The Compromise of Liberal Environmentalism* (2001), l'émergence du Consensus de Washington en 1990, liée aux normes du marché libéral, a permis au développement durable d'acquiescer ses lettres de noblesse et de gagner en légitimité, sans pour autant constituer, selon sa propre définition, une norme.

Yet, the attempts by states, international organizations, and nongovernmental actors to put sustainable development into action,

programs, or treaty commitments started to coalesce around an identifiable set of norms by the early 1990s. That process culminated in the Earth Summit conference, [...]. Whereas many observers wonder if the Earth Summit succeeded in actually shifting international and local activities in a more sustainable or environmentally-friendly direction, it did succeed in defining how global environmental problems should be understood. (70)

Bernstein s'intéresse à l'évolution de ce qu'il qualifie de complexe de normes (*norm-complex*), soit un ensemble de normes institutionnalisées qui viennent définir et réglementer les comportements appropriés en attribuant des droits et responsabilités concernant les enjeux associés à la gouvernance environnementale (28). Pour Bernstein, le compromis de l'environnementalisme libéral tient ses racines de la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain à Stockholm en 1972. Là où les pays du Nord se confrontaient aux enjeux de conservation, les pays du Sud étaient davantage soucieux d'enjeux liés à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. La publication du rapport Brundtland ne diffère guère des conclusions de la Conférence de Stockholm. Dans son chapitre dédié à l'énergie, le rapport Brundtland considère l'énergie comme un élément essentiel à la survie et annonce que :

Le développement des années à venir est en grande partie conditionné par la disponibilité à long terme de sources d'énergie fiables, sûres et non polluantes. À l'heure actuelle, il n'existe aucune source unique - ni même de combinaison de sources - en mesure de répondre à ces conditions. (CMED, 1987 : 211)

Le rapport Brundtland reconnaissait alors qu'une voie énergétique sûre et durable était cruciale pour un développement durable. Le rapport mettait l'accent sur quatre éléments clés : une croissance suffisante de l'approvisionnement en énergie, la conservation et l'efficacité énergétique, la santé des populations face aux risques inhérents aux ressources énergétiques et la protection de l'environnement vu la pollution engendrée par l'énergie (Baker, 2006 : 23). Le rapport Brundtland mettait l'accent sur l'efficacité énergétique dans l'espoir de prolonger la durée de vie des combustibles fossiles et des énergies renouvelables, bien que celles-ci aient, dans les

années 1980, un apport négligeable au mix énergétique mondial (Goldemberg, 2007 : 9). Selon José Goldemberg (2007 : 15), le rapport Brundtland est particulièrement évasif sur la question des économies d'énergie, essentiellement fossile, et reste vague quant aux coûts d'une transition durable. Ainsi, le rapport Brundtland fournit un ensemble de lignes directrices, mais il n'est pas suffisamment détaillé pour établir des politiques tangibles.

Entre 1987 et 1992 à Rio, l'idéologie environnementale a évolué selon ce que Bernstein qualifie d'environnementalisme libéral, en mettant l'accent sur les éléments associés au développement durable qui s'inscrivent au sein des mécanismes du marché, minimisant à la fois la capacité de régulation des États et les mesures devant réduire les inégalités à l'échelle internationale. En 1989, lorsque l'Assemblée générale des Nations unies convient (résolution 44/228) de la tenue de la CNUED, l'objectif était de recommander des stratégies pour arrêter et inverser la dégradation de l'environnement dans le cadre d'efforts accrus pour promouvoir un développement durable et respectueux de l'environnement dans le monde entier (Schechter, 2005 : 117). La Déclaration de Rio a énoncé explicitement la notion de responsabilités communes, mais différenciées, qui reconnaît que chaque nation doit jouer un rôle dans la mise en place du développement durable (Redclift, 2005 : 220), dont le concept, s'appuyant sur le développement social, la croissance économique et la protection de l'environnement, s'impose lors du Sommet de Rio.

Bien que l'approvisionnement universel de l'énergie ait été reconnu pour la première fois au sein du rapport Brundtland, l'énergie ne figure pas explicitement à l'ordre du jour de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 (Lesage et al., 2016 : 54). Il demeure que le lien entre l'énergie et le développement est beaucoup plus fort que dans les conférences précédentes, notamment quant à sa relation avec les changements climatiques (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016 : 122-123). L'échec de traiter explicitement la question énergétique est tributaire, selon Mak et Soltau, des sensibilités nationales (2005). En effet, le traitement des enjeux énergétiques à travers le prisme de la sécurité nationale

(extraction, exploitation, approvisionnement) rend d'autant plus complexe la coopération à l'échelle internationale (Chester, 2010; Karlsson-Vinkhuyzen, 2016; Mohapatra, 2017; Van de Graaf et al., 2016). Conséquemment, l'énergie n'a pas obtenu son propre chapitre dans l'Agenda 21, le principal résultat de la Conférence de Rio devant assurer la mise en œuvre de plus de 1 000 recommandations spécifiques. Néanmoins, plusieurs des 40 chapitres de l'Agenda 21 touchaient directement aux questions d'ordre énergétique à travers les enjeux de l'amélioration de l'efficacité énergétique, de la réduction de la demande et du développement de technologies propres (Najam et Cleveland, 2003; Schechter, 2005 : 120).

Afin d'assurer un suivi continu sur les enjeux soulevés lors de la CNUED, l'Assemblée générale des Nations unies a mis sur pied, en décembre 1992, la Commission du développement durable, ou CDD (résolution 47/191). La révision en 1997 de la mise en oeuvre de l'Agenda 21, à la demande de l'Assemblée générale des Nations unies, « *suggested that energy was one of the most important issues to be adressed in a comprehensive manner by the [Commission on Sustainable Development]* » (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016 : 120). C'est lors de la neuvième session de la CDD que les questions énergétiques étaient traitées pour la première fois de manière globale et intégrée au sein du système des Nations unies (Lesage et al., 2016 : 54). Bien que le texte final inclut des thèmes très généraux (accessibilité à l'énergie, efficacité énergétique, énergies renouvelables, etc.) sans fixer de cible ou de plan d'action, c'était la première fois qu'on affirmait clairement l'importance de l'énergie pour le développement durable (Mak et Soltau, 2005 : 209).

La Conférence de Rio (1992) a joué un rôle important dans la dynamique internationale par l'essor de forums de discussion intergouvernemental ou international, nous n'avons qu'à penser à la Convention sur la biodiversité biologique (1992) ou à la Convention sur la lutte contre la désertification (1994) qui permettent de démontrer la dynamique institutionnelle du système se mettant en place. Cela illustre selon Hans Bruyninckx « *that the sustainability paradigm has entered global policy-making dynamics and are labelled as post-Rio regimes* » (2006 : 277).

Néanmoins, force est de constater qu'en 2002 au Sommet sur le développement durable à Johannesburg le manque d'entente et l'absence d'une ébauche de déclaration précédant le Sommet a engendré une approche du :

free for all and drawn-out agenda-setting process worked to the benefit of those governments which had low ambitions for the WSSD [World Summit on Sustainable Development] and viewed it essentially as an 'implementation summit' rather than as a forum for the formulation of new political commitments. (Pallemaerts, 2003 : 277)

Le climat politique lors du Sommet de Johannesburg a été fortement influencé par des enjeux de développement au sein d'autres forums tels que la Conférence de Monterrey sur le financement du développement, ainsi que la Conférence ministérielle à Doha (2001) qui s'inscrivent dans le cycle de Doha (Pallemaerts, 2003 : 278). Ainsi, à travers ce processus de négociation, une forme particulière de gouvernance s'institutionnalise. Les caractéristiques qui se dégagent de la gouvernance de ces étapes institutionnelles engagent différentes parties prenantes, telles que les organisations internationales privées, les entreprises privées, les organisations issues de la société civile, qui viennent positionner les éléments d'un système de gouvernance mondiale pour le développement durable (Gupta, 2002; Von Moltke, 2002).

Rappelons que les OMD, adoptés en 2000, ne faisaient aucune référence à l'énergie (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016 : 124; Kuzemko et al., 2016 : 131). C'est ce qui a poussé certains acteurs, dont l'Union européenne (UE), à faire pression afin que soit inclus lors du Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg en 2002, un plan d'action financier et d'assistance technique afin d'améliorer l'accès à l'énergie, particulièrement l'énergie renouvelable (International Institute for Sustainable Development [IISD], 2002 : 3). La résistance du G77 et de la Chine, qui trouvaient ce plan d'action trop ambitieux et prématuré, combinée à la réticence des États-Unis, qui mettaient de l'avant des considérations d'ordre national, ont fait en sorte que les pressions exercées par l'UE, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, l'Islande, les Tuvalu et l'Europe de l'Est n'ont réussi à intégrer au texte final que des objectifs qualitatifs.

En ayant conscience de l'urgence, augmenter significativement la part mondiale des sources d'énergie renouvelables, avec pour objectif d'accroître leur apport à l'offre globale d'énergie, en faisant la part des objectifs nationaux et des objectifs volontaires régionaux ainsi que des initiatives, là où elles existent, et en s'assurant que les politiques énergétiques appuient les efforts déployés par les pays en développement pour éradiquer la pauvreté, et examiner régulièrement les données disponibles pour évaluer les progrès réalisés. (Nations unies, 2002 : 18)

La portion du texte final sur l'énergie demeurait à l'époque une avancée dans le développement de normes mondiales sur l'énergie, car jamais auparavant la communauté internationale n'avait établi de cadre si imposant et ni de références aussi claires à l'égard des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (Steiner et al., 2006 : 154). Bien que le résultat des négociations soit plutôt mince, les États s'accordent pour :

Agir conjointement et s'efforcer davantage de collaborer à tous les niveaux pour élargir l'accès à des services énergétiques fiables et abordables pour le développement durable, suffisamment pour faciliter la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, y compris celui qui consiste à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion d'êtres humains vivant dans la pauvreté, sachant que l'accès à l'énergie facilite l'éradication de la pauvreté en permettant la production d'autres services importants. (Nations unies, 2002 : 12)

Ce léger progrès a fait en sorte de positionner l'accès à l'énergie comme un enjeu autour duquel l'ensemble des pays pouvaient s'unir. Cet enjeu s'est durablement inscrit lors des Conférences 14 et 15 de la CDD, alors que fut considérée la relation entre l'énergie et le développement durable, la pollution atmosphérique, le développement industriel et les changements climatiques (Mak et Soltau, 2005 : 221).

Cette entente naissante a été rendue possible par l'apparition, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, « d'entrepreneurs de normes » (le PNUD et l'Organisation mondiale de la Santé ou OMS) et d'une plateforme organisationnelle (la CDD) que Finnemore et Sikkink (1998) considèrent comme les conditions préalables à l'édification de nouvelles normes internationales (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016 : 124). Pour sa part, c'est à partir des années 1980 que le développement

Le développement durable a progressivement été accepté comme cadre politique conciliant les principes de la croissance et du développement économiques avec la nécessité de protéger l'environnement. Selon Bernstein (2001 : 211), les idées économiques sont à la source des développements les plus significatifs dans l'évolution des normes au sein de la gouvernance environnementale. Le développement durable a bénéficié du soutien de puissants entrepreneurs de normes, dont notamment l'OCDE et ses États membres, qui ont fait inscrire cette question à l'ordre du jour dès le Sommet de la Terre de Rio en 1992 (Bernstein, 2001; Hadden et Seybert, 2016). Le développement durable s'est alors progressivement institutionnalisé par le biais notamment de trois accords non contraignants (Rio en 1992, Johannesburg en 2002 et Rio+20 en 2012) qui ont été adoptés par plus de 150 États. Hadden et Seybert (2016) affirment que, malgré la trajectoire empruntée par le développement durable depuis l'édification de sa norme en 1987, il n'aurait jamais réussi à véritablement prendre de l'essor (*failure to launch*) et à véritablement contraindre le comportement des acteurs. La force du concept, sa flexibilité ou son ambiguïté seraient aussi sa plus grande faiblesse, faisant en sorte qu'il se soit largement diffusé et institutionnalisé, sans avoir véritablement été intégré au sein de politiques. Azizi, Biermann et Kim se sont penchés sur la fragmentation des ententes environnementales multilatérales et affirment que :

If policy integration is a key mission of the Sustainable Development Goals, overcoming these shortcomings by improving interinstitutional relationships is of vital importance. (2019 : 464)

La gouvernance mondiale de l'énergie est aussi qualifiée de complexe et fragmentée (Kuzemko et al., 2016; Van de Graaf, 2013) en raison du manque de cadre normatif fort sur l'énergie, notamment parce que chaque institution des Nations unies ayant des activités opérationnelles en lien avec l'énergie (l'OMS, l'Agence internationale de l'énergie atomique ou AIEA, la CDD, le PNUE, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ou *Food and Agriculture Organization* en anglais [FAO], SE4ALL, etc.) a promu des sources d'énergie et des formes de services énergétiques en fonction de ses mandats et priorités (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016 : 125). La complexité des enjeux associés à l'énergie, souvent traitée sous l'angle de la sécurité

énergétique, a entraîné une multiplication des lieux de gouvernance : l'AIE, l'IRENA, l'ONU, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ou OPEP, etc. (Chester, 2010 : 892). Ces mécanismes institutionnels, dominés par les pays développés, ont engendré des normes pour répondre aux enjeux énergétiques qui ignorent largement les perspectives des pays du Sud (Mohapatra, 2017 : 695). Ainsi, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États ont créé des institutions liées à l'énergie qui se chevauchent, faisant alors progresser à l'échelle mondiale le degré de fragmentation (Van de Graaf, 2013 : 29). L'institutionnalisation de l'énergie au sein de l'ONU a toujours été un sujet hautement sensible, mais de nouveaux développements normatifs et institutionnels sont apparus dans la lutte contre les changements climatiques par le biais de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et dans le développement durable par le biais des ODD (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016; Le Blanc, 2015).

Les négociations liées au développement durable ont pris un sens bien différent au sein des priorités internationales lors de la Conférence des Nations unies sur le développement durable à Rio en 2012 (Rio+20), puisque l'énergie a été associée non seulement à l'environnement, mais aussi à l'économie et au bien-être des populations (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016 : 128-129). Quelques mois avant la tenue de la Conférence à Rio, l'Assemblée générale des Nations unies déclarait l'année 2012 « *International Year of Sustainable Energy for All* », soit l'année internationale des énergies renouvelables pour tous, et créait dans la foulée l'initiative SE4ALL. Lors du lancement de cette initiative, le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon déclarait :

Energy poverty is a threat to the achievement of the Millennium Development Goals. At the same time, we must move very rapidly toward a clean energy economy to prevent the dangerous warming of our planet.
(Vezzoli et al., 2018 : 4)

L'initiative SE4ALL vise à atteindre trois objectifs identifiés comme interreliés d'ici 2030, soit de garantir l'accès universel à des services énergétiques modernes, de doubler le taux global d'amélioration de l'efficacité énergétique et de doubler la part

des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial (Kuzemko et al., 2016 : 112). Cette initiative, qui se veut un partenariat entre les gouvernements, les entreprises et la société civile, n'a pas reçu l'accueil escompté à Rio. Les gouvernements ne l'ont ni endossé ni soutenu, la Chine ne voulant aucune référence à l'initiative SE4ALL, alors que les États-Unis souhaitaient un langage encore plus fort du secteur privé comme facilitateur au sein de cette initiative. Selon Sylvia I. Karlsson-Vinkhuyzen (2016 : 129), cette réticence des États « *could either be a reflection of resistance to institutionalize energy in UN based global governance or the resistance to the means of doing it through a partnership with non-state actors rather than as responsibility by states alone* ».

La Conférence de Rio+20 fut envisagée comme une tentative de remettre le développement durable à l'avant-plan, puisqu'il était largement admis que les objectifs environnementaux devaient jouir d'une plus grande visibilité parallèlement aux objectifs de réduction de la pauvreté. Les gouvernements se sont donc entendus pour que soit adoptée une nouvelle série d'objectifs mondiaux devant donner suite aux OMD (Sachs, 2012 : 2206). Ces nouveaux objectifs devaient s'appliquer à la fois aux pays en voie de développement et aux pays développés. Plusieurs pays, dont la Colombie et le Guatemala, appuyés par plusieurs groupes scientifiques et politiques internationaux, ont promu l'idée de lancer les ODD, qui devaient établir un cadre devant définir les liens entre les besoins humains fondamentaux, l'équité sociale et les outils de gouvernance (Ivanova, 2013 : 7). Le document final de Rio+20, « L'avenir que nous voulons », affirme la mise en place d'un processus intergouvernemental, le Groupe de travail ouvert (*open working group* ou OWG), qui sera chargé d'élaborer un ensemble d'objectifs mondiaux pour le développement durable, lesquels seront approuvés à l'unanimité par l'Assemblée générale en septembre 2015 (Tosun et Leininger, 2017 : 2). Bien que la question de l'énergie ait été l'une des plus sensibles à l'ordre du jour, la résolution lançant cette nouvelle ère souligne l'importance « d'accorder l'attention voulue aux questions énergétiques » au sein du programme de développement pour l'après-2015 (Assemblée générale des Nations unies, 21 décembre 2012, résolution 67/215).

Cette approche consistant à fixer des objectifs mondiaux par l'intermédiaire de l'ONU n'est pas sans précédent et a déjà fait ses preuves, notamment avec les OMD. Néanmoins, les ODD innove à bien des égards, notamment en s'adressant à la fois aux pays développés et aux PEVD, en englobant une très grande variété d'activités et de préoccupations humaines en plus de prendre assise sur la légitimité d'un processus multilatéral complexe qui inclut les points de vue de nombreux acteurs gouvernementaux, privés et de la société civile. De nombreux observateurs s'accordent à dire qu'avec les ODD, l'ONU s'est engagée dans une nouvelle approche consistant à gouverner par des objectifs ou *governing through goals* (Kanie et Biermann, 2017; Le Blanc, 2015; Tosun et Leininger, 2017).

Macharia Kamau, Pamela Chasek et David O'Connor, dans leur ouvrage *Transforming multilateral diplomacy: the inside story of the Sustainable Development Goals* (2018), ne cherchent donc pas à expliquer la façon dont le développement durable s'est institutionnalisé, mais plutôt quels ont été les processus de négociations ayant mené à l'instauration des normes liées aux objectifs du développement durable (ODD). Tirant son expérience des objectifs du millénaire pour le développement, qui étaient le résultat d'un processus découlant directement des instances de l'ONU et des États cherchant à défendre leurs intérêts, nombreuses sont les critiques à avoir émergé, notamment concernant le cadre inadéquat des négociations qui prenaient trop peu en compte l'ensemble des parties prenantes, laissant trop d'espace aux acteurs issus du secteur privé (Von Moltke, 2002 : 341). Les ODD sont pour leur part présentés comme étant le résultat de négociations prenant en compte les pays développés, les pays en voie de développement, ainsi que l'ensemble des parties prenantes telles que les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé, la société civile et les organisations internationales. Une contribution clé de leur ouvrage est de décrire une transformation de la diplomatie multilatérale.

La nature du processus intergouvernemental ayant mené à la ratification des ODD s'appuie, selon Kamau, Chasek et O'Connor, sur l'ouverture et son caractère inclusif.

En effet, le processus des ODD est unique et bénéficie de deux innovations, soit d'un leadership fort, par l'instauration d'une coprésidence représentée par un ressortissant de l'UE, un du groupe du G7, la Chine et un élément peu fréquent dans ce type de processus, du temps. Selon les auteurs, c'est le rapport issu de la Conférence de Rio+20 qui a donné l'impulsion à ce processus.

We resolve to establish an inclusive and transparent intergovernmental process on sustainable development goals that is open to all stakeholders, with a view to developing global sustainable development goals to be agreed by the General Assembly. (United Nations, 2012 : 63)

Plusieurs auteurs soulignent que l'un des défis majeurs qui se dressent face à l'implantation du développement durable est la mondialisation. Que ce soit d'arriver à établir une balance au niveau international entre les intérêts privés et le bien commun (Von Moltke, 2002 : 342), à assurer une équité entre les besoins des pays du Nord et ceux du Sud (Bruyninckx, 2006 : 272) ou à offrir une coopération multilatérale qui répond aux besoins de tous (Pallemaerts, 2003 : 294), le caractère ouvert et inclusif du processus de négociation des ODD associé à un leadership partagé entre des représentants de l'UE et du G7 et de la Chine a eu pour effet de renforcer la neutralité et la position d'ouverture et d'inclusion, ce qui a souvent manqué, selon les auteurs, au processus de négociation intergouvernemental au sein des instances de l'ONU (Kamau, Chasek et O'Connor, 2018). Bien que les acteurs participants au OWG s'inquiétaient que ce processus ne s'effondre sous son propre poids, les huit séances qui ont précédé les groupes de travail ouverts ont permis de faire un inventaire des sujets, permettant l'édification d'une compréhension partagée des enjeux, ainsi que le partage des priorités de chacun des participants. Cette façon de faire rend possible, selon les auteurs, d'établir la confiance entre les délégués et les coprésidents en plus de renforcer la légitimité quant aux processus et aux résultats.

So by the time the OWG began actual negotiations in 2014, there was a high level of cohesion, a common sense of purpose, a shared understanding of the issues, and receptiveness to new ideas. (Kamau, Chasek et O'Connor, 2018 : 261)

Les huit séances préliminaires ont aussi permis une plus grande participation des ONG, de la communauté d'affaires et de la société civile, faisant en sorte d'établir une confiance entre les délégués et ces observateurs qui ont finalement participé aux négociations. Ainsi, ces séances justifiaient d'instaurer une plus grande compréhension de l'interdépendance des enjeux et donc d'établir une plateforme intellectuelle commune afin de commencer les négociations.

Plusieurs délégués au sein des Groupes de travail ouverts en ont appelé à la création d'un ODD spécifique à l'énergie (Kamau et al., 2018; Karlsson-Vinkhuyzen, 2016). Ce groupe reconnaissait la nécessité d'un équivalent des ODD dédié à l'énergie qui pourrait contribuer « *to poverty eradication, food security, clean water, public health, education, inclusive and equitable economic growth, and tackling climate change* » (Kamau et al., 2018 : 175). Certains États étaient d'accord pour reconnaître la nécessité de créer un équivalent des ODD spécifique à l'énergie, mais une majorité d'États ont plutôt exprimé leur support à un objectif, au sein des ODD, dédié à l'énergie (Objectif 7) qui incorporerait les cibles de l'initiative SE4ALL (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016 : 131).

Le processus exposé par Kamau, Chasek et O'Connor donne la possibilité de voir au-delà des salles de Conférence où avaient lieu les négociations, puisque les coprésidents ne se contentaient pas d'observer ce qui se passait à l'intérieur de ces salles, mais prenaient aussi en compte ce qui se passait à l'extérieur de celles-ci (événements spécial, ponctuel ou de hauts niveaux, ou encore l'actualité du jour, ainsi que les négociations ayant lieu en parallèle telles que la CCNUCC et la Conférence d'Addis-Abeba). Les coprésidents ont aussi visité les capitales des divers pays engagés afin de rencontrer les hauts officiels et s'assurer qu'ils soient au fait des négociations et confortables avec l'idée des ODD. Ces visites ont aussi permis d'établir la confiance des pays africains en leur assurant que les travaux n'ayant pas été exécutés par les objectifs du millénaire le seraient avec les ODD. Ces visites de terrain ont rassuré nombre de parties prenantes. Les Européens ont notamment vu leurs craintes dissipées quant à la véritable mise en application des ODD. Ils ont été

convaincus que les objectifs ne constitueraient pas uniquement des aspirations, mais des objectifs clairs devant mener à un arrangement unanime quant au déploiement d'un véritable développement durable. Ces visites ont aussi rassuré les représentants des programmes et agences de l'ONU, ainsi que les ONG et la société civile qui redoutaient que les négociations s'appuient uniquement sur l'impulsion des États et que la mise en place des objectifs ne tienne en compte que leur perspective stato-centrée.

Les coprésidents ayant été en contrôle des négociations tout au long du processus, ils ont réussi à imposer la négociation d'un seul texte, et à travers une stratégie d'itération qui a permis l'atteinte d'un consensus. Le contrôle exercé par les coprésidents (*held the pen*) rendait l'usage des groupes de contact, petit groupe se rencontrant en parallèle pour atteindre une entente sur des sujets sensibles (Kamau et al., 2018 : 158) au minimum. Cette stratégie a ainsi évité que les négociations ne soient torpillées, tout en évitant d'en perdre le contrôle. Seuls quatre groupes de contacts ont eu lieu, et uniquement pour démontrer que tout avait été fait pour en arriver à une entente. Une fois les groupes de travail ouverts terminés, il était important de s'assurer que la prochaine phase du processus, soit les négociations intergouvernementales sur l'agenda de développement post-2015, arrive à une entente avec les ODD en son cœur et ainsi assure la continuité, sans possibilité de rouvrir les ODD.

Malgré l'optimisme affiché par Kamau, Chasek et O'Connor, de nombreux auteurs soulèvent l'incapacité du développement durable comme norme à se déployer véritablement (Bruyninckx, 2006; Gupta, 2002; Hadden et Seybert, 2014; Pallemarts, 2003; Von Moltke, 2002). Selon les institutionnalistes, les actions guidées par les normes s'intègrent aux relations sociales et mènent les membres d'une communauté à s'y conformer, ce qui constitue leur identité commune. Évidemment, l'impact d'une norme s'avère plus important lorsque les acteurs se sentent contraints de la respecter, dans la mesure où ils en ont une compréhension commune et ainsi peuvent l'appliquer (Bruyninckx, 2006 : 275). Dans le cycle régulier d'une norme, celle-ci doit passer à

travers trois phases, la première étant celle de son émergence, la seconde l'acceptation, qui a été rapidement atteinte puisqu'il n'a fallu que 10 ans pour que le développement durable soit largement accepté (Bruyninckx, 2006 : 265). La troisième est celle de l'internalisation, où la norme « *acquire a taken-for-granted quality and are no longer a matter of broad public debate* » (Finnemore et Sikkink, 1998 : 895). Néanmoins, certains auteurs reconnaissent que toutes les normes n'atteignent pas la phase finale de l'internalisation (Hadden et Seybert, 2014: 3).

Il est donc possible qu'une norme, à la suite de son articulation première, puisse prendre des chemins autres que ceux préalablement énoncés, puisqu'elle peut voir ses sens glissés, reformulés ou tout simplement dissous (Hadden et Seybert, 2014 : 2). C'est la position qu'amènent Hadden et Seybert (2014 : 2) en affirmant que la norme du développement durable « *as a failure to launch* », puisqu'elle n'est jamais arrivée à contraindre le comportement des acteurs. Pour Marc Pallemmaerts (2003 : 277), avec un centre d'intérêt aussi large devant assurer une balance entre le développement économique, le développement social et la protection environnementale, il n'est pas étonnant que le processus associé au développement durable ne soit pas arrivé à se déployer complètement. Cela explique donc le fait que les critiques associées au développement durable dénoncent que cette norme soit demeurée à l'étape des discours et qu'elle soit difficile à mettre en oeuvre. Ainsi, les politiques associées au développement durable sont bien loin de fournir les changements fondamentaux nécessaires (Bruyninckx, 2006; Lightfoot et Burchell, 2004). Selon Bruyninckx, des éléments essentiels doivent être pris en compte afin de véritablement opérationnaliser le développement durable. Il mentionne la nécessité de prendre en compte les systèmes énergétiques qui doivent se détourner des énergies fossiles, les disparités entre pays riches et pauvres, ainsi que la répartition inégale des richesses (Bruyninckx, 2006; Von Moltke, 2002). Selon les auteurs préalablement cités, l'incapacité à intégrer ces éléments et à les institutionnaliser convenablement rend improbable que les gouvernements puissent arriver à promouvoir le développement durable. Selon Gupta, la fragmentation et la multiplication des diverses organisations environnementales qui se sont déployées

depuis la Conférence de Stockholm en 1972 (le PNUE, la CDD, Agenda 21, SE4All ...) est un enjeu de taille pour l'internalisation du développement durable.

The problem with all these organizations and regimes were their individual narrow and fragmented mandates and small budgets, the poor coordination mechanisms, lack of leadership, the promotion of the status quo and incremental decisions since this is less risky and lack of financial independence. (Gupta, 2002 : 369)

Toutes les thèses que nous avons préalablement présentées s'entendent sur le fait que la structure sociale internationale est un ensemble de pratiques en évolution au sein desquelles les idées et les nouvelles formes de gouvernance doivent faire des progrès pour gagner en légitimité (Bernstein, 2001 : 214). Chez Bernstein, il s'agit de la norme. Chez Kamau, Chasek et O'Connor, on parle du caractère intersubjectif menant à l'instauration de la norme. Nous avons néanmoins démontré que certains auteurs reconnaissent l'inefficacité du développement durable à se déployer concrètement.

2.3 La critique du développement

L'économie et sa croissance occupent aujourd'hui une place prépondérante dans les préoccupations quotidiennes des individus et des États. Il n'est donc pas surprenant qu'il semble en être de même pour les questions d'ordre énergétique et de développement durable. Il apparaît néanmoins important de remettre en question les raisons qui expliquent pourquoi les signifiants associés au développement durable sont partiellement constitués par un contenu relevant de préoccupations d'ordre économique. Certaines des controverses qui ont eu lieu dans le débat théorique sur le développement durable ont opposé des économistes et des écologistes. Cette controverse entre économistes et écologistes pourrait être résumée en disant que les écologistes ont estimé que les modes de consommation actuels étaient excessifs ou déficients par rapport au développement durable, alors que les économistes se sont plutôt concentrés sur la capacité de l'économie à maintenir le niveau de vie des sociétés modernes (Arrow et al., 2004; Halsnæs et Garg, 2011).

La compréhension du développement durable se trouve largement influencée par le paradigme de la croissance, dû à la prédominance de cette ressource discursive, elle produit la lentille à travers laquelle les concepts sont vus et exprimés au sein du contexte organisationnel (Tregidga, Zealand, Milne et Kearins, 2011 : 3). L'argumentaire discursif déployé prend le devant de la lutte hégémonique dans la définition du développement durable notamment, car il arrive à répondre à trois critères clés que sont la crédibilité, l'acceptabilité et la confiance (Hajer, 1995 : 59). Une perspective positiviste du développement durable et de l'énergie s'est ainsi imposée (Osorio, 2005 : 507) en plus de fréquentes tentatives de trouver des modèles généraux offrant de grandes synthèses de perspectives aussi diverses que la physique ou l'économie historique (Smil, 2008 : 2)

There is a growing sense amongst both historians and sustainability advocates that the ambivalence toward economic growth that characterized the early formation of sustainable development (circa 1980 to 1992) ended up benefitting the status quo and essentially failed to change the course of unsustainable global development. (Caradonna, 2017 : 154)

Ce qui semblait être un point de départ radical lors du lancement du rapport Brundtland dans les années 1980, face au *statu quo* de la croissance industrielle, s'est plutôt avérée être une forme adoucie de l'économie néoclassique issue du modèle de développement occidental, conservant ses assises au sein de la croissance du PIB (Caradonna, 2017 : 154). Des auteurs de la décroissance affirment que :

in the context of increased global environmental problems, the 'sustainable development' discourse [...] has been unable to produce the overarching policies and radical change of behavior needed at individual and collective scales. (Martínez-Alier, Pascual, Vivien et Zaccai, 2010 : 1741)

Ces mêmes économistes poursuivent en attestant que la croissance économique, même déguisée en développement durable, mènera à un effondrement social et écologique. Le rapport Brundtland n'indique pas comment les sociétés sont censées atteindre le double objectif de croissance et d'intégrité environnementale qu'implique le développement durable. Il demeure que les acteurs ayant participé au cadrage du

développement durable ont « choisi » de l'insérer dans celui de la croissance « *and in doing so created a core identity for this philosophy that lacked the ability to truly redress conventional forms of development* » (Caradonna, 2017 : 167). La croissance est si fortement ancrée au sein des identités des sociétés industrialisées que la simple idée de la critiquer relève de l'hérésie, et le déploiement du développement durable ne semble pas suffisamment radical pour défier le *statu quo* de la croissance industrielle (Escobar, 2015b; Latouche, 2005a; Schneider, Kallis et Martínez-Alier, 2010; Schneider, Martínez-Alier et Kallis, 2011).

Bien que certains auteurs considèrent que le développement durable se soit institué en norme (Bernstein, 2001; Kamau et al., 2018), nous avons aussi démontré que d'autres auteurs doutent que le concept ne soit véritablement arrivé à décoller (Hadden et Seybert, 2014b), à contraindre le comportement des États. Une approche s'inscrit pour sa part en faux face au concept lui-même, les études en postdéveloppement ou en décroissance remettent en question les fondements mêmes du développement durable, soit le développement. Le survol de cette école de pensée et de ses critiques à l'endroit du développement durable constitue les assises qui permettent de situer les luttes discursives associées au développement durable.

La structure explicative qui compose l'approche théorique de ce projet de thèse a pour fondement les critiques à l'égard du développement telles que mises de l'avant par la théorie du postdéveloppement qui vise à déployer différents discours et diverses représentations qui ne sont pas intimement liés par la construction (idéologies, métaphores, langue, etc.) du développement. En cherchant une solution de rechange au développement, cette théorie cherche à multiplier les centres et les agents de production de connaissances en plus de changer les pratiques de savoir liées à « l'économie politique » qui définit le régime de vérité du développement (Ziai, 2007 : 5).

À la suite de la Deuxième Guerre mondiale, le développement s'est constitué tel un phare éclairant la voie de la prospérité économique des pays développés. Alors qu'au Sud l'ambition première était de se libérer du joug du colonialisme, le point IV de Truman a introduit l'idée du développement ou plutôt du retard de celui-ci et les pays du Sud se sont donc vu offrir une carte indiquant la voie du développement. Le caractère technique de l'aide au développement (Rist, 2013 : 134) introduit la conception occidentale qui orientera les relations Nord-Sud en fonction d'un cadre de référence devenu aujourd'hui incontournable, celui du développement. Selon Rist, la nouvelle perspective du développement aurait effacé le conflit et poserait dorénavant le développement en termes d'étapes se voulant universelles, de sorte que les retards des uns ne sont pas liés avec des problèmes politiques associés à l'histoire comme l'esclavage ou l'exploitation des ressources (Rist, 2013 : 173-197). Les théoriciens du postdéveloppement affirment la banqueroute du développement et cherchent une autre solution à celui-ci plutôt qu'une forme de développement alternatif (D'Alisa, Demaria et Kallis, 2015; Kothari et al., 2019; Latouche, 2003). Comme l'exprime si bien Wolfgang Sachs, le modèle a beau s'être fissuré, il a si fortement marqué les esprits qu'il reste debout :

Today, the lighthouse shows cracks and is starting to crumble. The idea of development stands like a ruin in the intellectual landscape. Delusion and disappointment, failures and crimes, have been the steady companions of development and they tell a common story: it did not work. Moreover, the historical conditions which catapulted the idea into prominence have vanished: development has become outdated. But, above all, the hopes and desires which made the idea fly are now exhausted: development has grown obsolete. (2010 : xv)

Peut-être est-il obsolète, mais son fort caractère sémantique s'est si fortement incrusté dans les sociétés modernes qu'il demeure un guide, un phare. Le mythe du développement a des racines très profondes qui prennent assise au sein de la biologie. Associé aux sciences sociales, ce mythe s'est déployé à travers une approche positiviste de l'histoire, de sorte que le développement s'est vu irrémédiablement lié à la croissance, au progrès et à la modernisation (Esteva, 1992 : 3-4). Les théoriciens du postdéveloppement s'opposent ainsi au fait que le développement et la croissance

qui l'accompagne soient naturellement bons. Ils évoquent la nécessité de distinguer le mythe et la réalité historique (READ, 2002 : 91). Le postdéveloppement peut être considéré comme une réaction radicale aux problèmes engendrés par le développement et s'appuie sur les critiques antérieures de la modernité industrielle telles qu'élaborées par Ivan Illich (1974) et Jacques Ellul (1980). Le développement est ainsi rejeté par les théoriciens étant donné la désillusion qu'il a engendrée, soit son incapacité à livrer ce qu'il promettait et les contrecoups qui en ont découlé (Matthews, 2010; Nustad, 2001; Pieterse, 2000; Sachs, 2010; Ziai, 2015). Les théoriciens du postdéveloppement insistent sur le fait que les initiatives de développement ont fait plus de mal que de bien (Matthews, 2010 : 2010), que le processus planifié pour éradiquer la pauvreté, qui était à la base du concept de développement, ait rapidement cédé le pas à l'accumulation du capital et à l'idée de croissance (Escobar, 2015a : 72). Le postdéveloppement expose les limites de la croissance, qui est non soutenable sur le plan écologique. Il présente l'étroite relation de cause à effet entre la croissance du PIB et l'augmentation des émissions de carbone qui engendrent les changements climatiques et diminuent le bien-être des populations (D'Alisa et al., 2015 : 34-35).

Dans ce cas, quel que soit l'adjectif accolé, le contenu implicite ou explicite du développement c'est la croissance économique, l'accumulation du capital avec tous les effets positifs et négatifs que l'on connaît. Or, précisément, ce noyau dur que tous les développements ont en commun avec cette expérience-là est lié à ce qu'à la suite de Castoriadis on peut appeler des « significations imaginaires sociales » occidentales. (Latouche, 2005a : 71)

Le postdéveloppement émerge à la même période que les critiques de la modernité et du progrès technoscientifique à l'occidentale telles que les théories critiques, le poststructuralisme et les mouvements écologistes (Andrews et Bawa, 2014 : 929). Bien que le postdéveloppement soit une approche plutôt jeune, elle apporte des fondements essentiels au présent projet de thèse. En effet, en mettant l'accent sur les postulats qui supportent le développement, notamment la construction mentale qui a constitué le social dans son ordre politique et économique, tout en cherchant à donner plus d'importance à un autre type de vie sociale, le postdéveloppement s'arrime

aisément à l'analyse discursive de Laclau et Mouffe. Le développement n'est pas neutre, au même titre que le social lui-même n'a pas d'essence propre (Laclau et Mouffe, 2001 : 143). Ainsi, le développement est une idéologie, un projet qui s'articule au sein d'un discours qui n'est pas neutre, puisqu'organisé autour d'une chaîne de signifiants différents.

De prime abord, la critique des théoriciens du postdéveloppement par rapport à la conception hégémonique du développement se positionne au sein de la logique conflictuelle entre le Nord et le Sud. Cette critique est bien résumée par Escobar dans le passage suivant :

Development was – and continues to be for the most part – a top-down, ethnocentric and technocratic approach, which treated people and culture as abstract concepts, statistical figures to be moved up and down in the charts of 'progress' [...] It comes as no surprise that development became a force so destructive to Third World cultures, ironically in the name of people's interests. (Escobar, 1994 : 44)

En s'inspirant de Foucault, les postdéveloppementistes cherchent à différencier le mythe de la réalité, ainsi que la théorie de l'idéologie. La démythification du développement entamée par les postdéveloppementistes vise à mettre en lumière les termes (différences) entourant le discours dominant. Selon les membres du READ (2002 : 91), le développement se définit comme « une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines ». Le postdéveloppement n'est pas le seul courant à contester le développement, nous n'avons qu'à penser aux approches critiques ou au féminisme, mais le refus du développement des postdéveloppementistes s'inscrit notamment contre l'idée d'une intervention extérieure visant à transformer les conditions de vie d'une société donnée (Matthews, 2004; Pieterse, 2000), alors que les autres courants critiques acceptent l'idée d'une intervention au sein même du développement (Escobar, 2015b; Latouche, 1993; Pieterse, 2010). Le postdéveloppement n'est pas contre l'idée qu'une population cherche à améliorer ses conditions de vie, mais l'usage

intentionnel qu'ils font du postdéveloppement, afin de ne pas être récupéré par le discours dominant comme l'a été selon eux le développement durable, s'inscrit dans une recherche de solution de rechange au paradigme de la modernité. Ainsi, les trois thèmes importants qui attirent l'attention des postdéveloppementistes sont ceux de la pauvreté, de l'occidentalisation du monde et de la modernité.

Comme l'affirme Vandana Shiva (1999), la pauvreté ne doit pas être tenue pour acquise. En effet, la pauvreté est dans l'œil de celui qui regarde, il faut savoir distinguer entre plusieurs formes de « pauvreté » (la frugalité, la destitution et la rareté [Sachs, 1990 : 7]). La pauvreté n'est pas uniquement un déficit tel qu'elle est conçue au Nord et dans le discours hégémonique rattaché au développement. La diversité étant un thème cher aux postdéveloppementistes, ils la valorisent ainsi que les diverses façons qu'ont les sociétés de s'organiser et de se transformer pour déployer leur autonomie. Il n'est donc pas étonnant qu'ils remettent aussi en question l'occidentalisation du monde, qui, selon eux, remonte aux Lumières et à l'idée de la modernité (Harribey, 2007; Latouche, 2007). Les pays en voie de développement sont aussi touchés par cette folie de la modernité « [sachant] que la modernité est un projet global qui fait une large place à l'économie, tandis que le développement n'est pas seulement une politique économique, mais aussi une réforme de toute la société » (Latouche, 2007 : 103). Il n'est pas étonnant que ces États soient obsédés par leur retard face au Nord. Devant cette « schizophrénie collective » (Latouche, 2007 : 105), le postdéveloppement accorde beaucoup d'attention aux sociétés traditionnelles afin de mettre de l'avant les valeurs non occidentales porteuses de solutions à la fois pour le Sud, mais surtout pour le Nord.

Une critique souvent adressée à la théorie du postdéveloppement est l'absence d'une description concrète de la solution de rechange au développement. Malgré cela, Knut Nustad affirme que la faiblesse de cette théorie encore naissante ne justifie pas pour autant son rejet. Les postdéveloppementistes proposent tout de même un projet visant à dépasser le développement et son mythe, il s'agit de la décroissance. Bien qu'étant aussi en phase d'amorçage, les partisans de la décroissance, qui se situe à cheval

entre l'économie et la philosophie politique, s'accordent sur deux points. D'abord que si l'on poursuit sous la tutelle du modèle occidental, le monde court à sa perte, mais aussi qu'il est souhaitable d'intervenir. C'est sur la façon de décroître qu'il y a divergence (Abraham, Marion, et Philippe, 2011 : 10). Faire l'inventaire des interventions n'est pas le propos de la présente recherche, mais il demeure que le manque d'emprise opérationnelle attribué au postdéveloppementalisme ne constitue pas pour autant un frein à l'analyse de la problématique portée par ce projet. En expliquant pourquoi tant de projets de développement semblent avoir échoué, les postdéveloppementalistes soulignent que la transformation par le développement est liée au rôle des élites et des institutions, ainsi qu'aux contraintes techniques imposées aux « développeurs », quant à la façon dont ils conçoivent le problème auquel ils font face (Nustad, 2001 : 479).

2.4 Une approche discursive du développement durable

Plusieurs philosophes, dont René Descartes, ont défini l'être humain comme un animal essentiellement linguistique, alors qu'Aristote définissait l'humain comme un animal politique, il n'est donc pas étonnant que la politique ne puisse pas être produite sans le langage et que l'usage du langage ait permis la constitution de groupes sociaux qui ont mené au politique (Chilton et Schäffner, 2011 : 303). L'étude des discours en science politique n'a donc rien de bien nouveau, mais le sens des mots, des concepts, a toujours posé problème, nous n'avons qu'à penser au sens attribué à la démocratie ou tout simplement au discours. Lorsque nous parlons de discours, est-il question de textes, d'énoncés, de sens, d'idées, ou encore d'actions? Le discours a lui-même plusieurs sens sur lesquels les chercheurs ne s'accordent pas nécessairement.

But, in many cases, underlying the word 'discourse' is the general idea that language is structured according to different patterns that people's utterances follow when they take part in different domains of social life, familiar examples being 'medical discourse' and 'political discourse'. 'Discourse analysis' is the analysis of these patterns. (Jorgensen et Phillips, 2002 : 1)

Le discours n'indique pas tant un champ d'investigation circonscrit qu'une façon de comprendre le langage, il n'est donc pas envisagé comme une structure arbitraire « mais comme l'activité de sujets inscrits dans des contextes déterminés » (Maingueneau, 1996 : 28). Ces définitions ne sont pas suffisantes pour clarifier ce qu'est un discours, comment il fonctionne ou encore comment on l'analyse. Le sens que l'on attribue au discours est multiple, il va de l'analyse des régularités linguistiques à la qualité normative des discussions (Hajer et Versteeg, 2005 : 175). On peut donc distinguer au sein des sciences sociales plusieurs approches du discours et il en va de même pour l'analyse discursive environnementale. Ce qui constitue le discours est aussi contesté entre les analystes du discours environnemental, le principal clivage se situe entre les concepts du discours foucauldien et non foucauldien. Puisque cette thèse s'intéresse aux relations de pouvoir, et aux luttes que cela engendre au sein du discours, nous nous concentrerons, dans le cadre de cette revue de littérature, sur les auteurs s'étant inspirés de Michel Foucault. Étant donné la réelle contribution de l'approche discursive de Foucault « *is not to be found in its prescriptive force, but in the ability to trace the discursive power struggles* » (Hajer & Versteeg, 2005 : 181).

Foucault s'avère être un incontournable lorsqu'il est question d'analyse discursive puisqu'il a influencé grand nombre de chercheurs quant à leur approche de l'analyse discursive (Alexander, 2009; Feindt et Oels, 2005; Hajer et Versteeg, 2005; Sharp et Richardson, 2001). En effet, dans son ouvrage *L'archéologie du savoir*, il s'intéresse aux circonstances liées à l'émergence des discours ou plutôt « selon quelles règles une pratique discursive peut former des groupes d'objets, des ensembles d'énonciations, des jeux de concepts, des séries de choix théorique » (Foucault, 1969 : 237). Il vise, à travers l'élaboration d'une méthode, à caractériser les conditions par lesquelles les discours se constituent. L'archéologie, telle qu'il l'évoque, vise à mettre en lumière diverses strates d'un savoir que l'on juge fondé sur un sujet, alors qu'il est pourtant un champ historique, de sorte que constitué à travers un régime de pensée ayant un schéma plutôt anonyme, il remet en question la fonction du sujet de la connaissance dans l'arrimage de la vérité. Foucault énonce que le savoir et le pouvoir n'ont pas un caractère transcendantal, mais qu'ils servent plutôt à organiser et à

structurer ce qui, à une certaine époque, peut être acceptable et accepté. Ayant l'habitude de chercher les origines, de reconstituer l'histoire et ses évolutions, il apparaît normal que nous ayons du mal à penser les différences, les écarts ou les dispersions (Foucault, 1969 : 172-173). Ainsi Foucault interroge les conjonctures historiques et discursives où s'établissent les systèmes de savoir. Le discours est de ce fait objet de construction et c'est en ces quelques lignes qu'il le définit :

On appellera discours un ensemble d'énoncés en tant qu'ils relèvent de la même formation discursive [...] il est constitué d'un nombre limité d'énoncés pour lesquels on peut définir un ensemble de conditions d'existence. Le discours ainsi entendu n'est pas une forme idéale et intemporelle qui aurait, de plus, une histoire [...], il est de part en part, historique, fragment d'histoire, posant le problème de ses propres limites, de ses coupures, de ses transformations, des modes spécifiques de sa temporalité. (Foucault, 1969 : 153)

Le discours n'est donc pas autonome, le « régime de vérité » (savoir), notamment celui présent au sein du discours scientifique, définit les règles de production d'un énoncé se voulant vrai (Foucault, 2001 : 161). De sorte que « la vérité est liée circulairement à des systèmes de pouvoir qui la produisent et la soutiennent, et à des effets de pouvoir qu'elle induit et qui la reconduisent » (Foucault, 2001 : 160). Il faut comprendre la notion de pouvoir telle que l'évoque Foucault non pas comme l'exercice d'un rapport de force d'une personne sur une autre, mais plutôt comme étant le produit du social, le pouvoir est donc « toujours là », « coextensif au corps social », et donne à entendre « qu'on est jamais "dehors" »; en d'autres mots, nous ne nous situons jamais à l'extérieur du pouvoir (Foucault, 1994 : 424-425). La connaissance n'est pas pour Foucault le simple reflet de la réalité, puisqu'elle est selon lui une édification discursive de différents objets de connaissance pouvant déterminer ce qui est vrai ou faux (Jorgensen et Phillips, 2002).

Malgré la diversité des approches discursives s'inspirant de Foucault, il demeure possible de leur trouver suffisamment de points communs pour mettre en évidence sept points forts de l'analyse discursive :

(i) a particular awareness of the role of language in constituting policies, polities and politics; (ii) a sceptical attitude toward claims of a single rationality and objective truth; (iii) an inclination to regard knowledge as contingent and principally contestable; (iv) an interest in bias effects of dominant types of language and knowledge; (v) a shared understanding that language and knowledge need to be understood as an aspect of power and as exerting power effects; (vi) an interest in practices (i.e. professional and everyday practices) as constitutive of power relations and knowledge systems; and (vii) a strong emancipatory motive and an interest in democratizing knowledge production and policy making. (Feindt et Oels, 2005 : 163)

L'analyse du discours est l'étude de l'activité langagière, mais pas exclusivement. Elle vise à comprendre le sens du discours, sa cohérence, ou encore son caractère performatif. Au-delà de l'étude de textes (tradition philologique) ou du langage descriptif d'une phrase comme unité de communication qui fait du discours un objet clos, l'analyse discursive s'intéresse à l'articulation du langage, le contexte dans lequel il a été énoncé et l'effet qu'il produit sur le locuteur. Il existe de nombreuses approches d'analyse du discours, chacune prenant appui sur les différents aspects de ce dernier.

L'adoption d'une perspective discursive à la politique environnementale est une façon de comprendre comment la « nature » et l'« environnement » sont continuellement produits et reproduits à travers les politiques, la recherche académique ou encore notre contact régulier avec la nature, ce qui a pour effet de configurer des relations de pouvoir au nom de l'environnement (Feindt et Oels, 2005 : 163). La question environnementale se présente sous différents angles et ne peut donc pas être abordée comme un tout uniforme. Les enjeux environnementaux sont multiples et interreliés. En somme, ils sont complexes. Cette complexité associée à la question environnementale engendre un nombre important de perspectives, étant donné la complexité de nos sociétés. D'une société à l'autre, la façon d'énoncer, d'interpréter, de discuter et d'analyser les enjeux environnementaux varie et occasionne des conséquences variées (Dryzek, 2013 : 11). De nombreuses études ont examiné la question environnementale sous un aspect bien particulier, comme la qualité de l'air, les changements climatiques, les substances toxiques ou encore la protection des

écosystèmes. Les années 1970 ont vu émerger les enjeux associés à l'épuisement des ressources (*Halte à la croissance* en 1972). Les années 1980, ont laissé la place aux enjeux associés à la prolifération du nucléaire, suite de l'accident de Tchernobyl, les analyses se sont ralliées aux enjeux d'ordre sécuritaire et ont vu émerger la modernisation écologique, qui a été décrite comme étant un « projet technocratique », puisqu'il était poussé par une élite de décideurs politiques, d'experts et de scientifiques qui imposaient leur définition des problèmes et des solutions (Hajer, 1996 : 253). Les années 1990 ont vu émerger, à la suite du rapport Brundtland et du Sommet de Rio (1992), le discours sur le développement durable (Feindt et Oels, 2005: 164), suivi par l'augmentation des gaz à effet de serre (Protocole de Kyoto en 1997) et l'impact des changements climatiques.

Les auteurs ayant le plus contribué à l'analyse du discours environnemental sont sans contredit Maarten Hajer et John Dryzek. Ces auteurs entendent le discours dans un sens large et le qualifient comme un ensemble indépendant d'idées, de concepts et de catégories plutôt que de le considérer à travers un prisme plus traditionnel qui comprendrait le discours sous de simples interactions textuelles ou orales. Hajer définit le discours ainsi :

Discourse is here defined as a specific ensemble of ideas, concepts, and categorizations that are produced, reproduced and transformed into a particular set of practices and through which meaning is given to physical and social realities. (1995 : 44)

Similairement, Dryzek en parle en ces termes :

A shared way of apprehending the world. Embedded in language, it enables those who subscribe to it to interpret bits of information and put them together into coherent stories or accounts. Each discourse rests on assumptions, judgments, and contentions that provide the basic terms for analysis, debates, and disagreements, in the environmental area no less than elsewhere. (2013 : 9-10)

Le discours environnemental est conséquemment la façon dont on construit, interprète, discute et analyse les problèmes environnementaux. Les deux auteurs

attribuent les racines de leur définition du discours à celle de Foucault, bien qu'il y ait quelques divergences entre eux. Dryzek refuse en particulier de considérer les individus comme des sujets impuissants face au discours dominant et donc incapables de faire des choix entre des discours concurrents (Novikau, 2016 : 13). Dryzek, comme Hajer, ne considère pas le discours simplement comme une performance langagière, mais l'aborde dans un sens plus large en y adjoignant les pratiques sociales dans lesquelles il est produit. Leur approche discursive de l'environnement s'inscrit dans la tradition postpositiviste. L'analyse discursive de la nature est ainsi sociologiquement et culturellement produite et tire ses racines du constructivisme social (Feindt et Oels, 2005 : 165). Chez Hajer, l'objectif de l'analyse discursive est d'expliquer les régularités linguistiques (Hajer et Versteeg, 2005 : 181). Hajer comme Dryzek cherchent, à partir de leur analyse discursive, à expliquer pourquoi et comment les pratiques contingentes prennent place, par des coalitions discursives, chez Hajer, et chez Dryzek, par la représentation discursive. Cette perspective du changement social, qui découle de la pensée foucauldienne, est fondée sur un modèle selon lequel différents systèmes de signification ou de discours se disputent l'influence dans la société, et donc les possibles changements structurels au sein de celle-ci dépendent de l'influence relative de différents discours (Sharp et Richardson, 2001 : 196). Hajer définit une coalition discursive ainsi :

A discourse coalition is the ensemble of a set of story lines, the actors that utters these story lines, and the practices that conform to these story lines, all organized around a discourse. (1993 : 47)

Une coalition discursive domine un champ politique donné si elle remplit deux conditions. D'abord, elle doit dominer l'espace discursif, donc venir structurer le discours, c'est-à-dire que les acteurs centraux sont persuadés, ou forcés d'accepter, par le pouvoir rhétorique, un nouveau discours (Hajer, 1993 : 43-67). Ensuite, elle doit se refléter dans les pratiques institutionnelles (institutionnalisation du discours), c'est-à-dire que le processus d'élaboration de la politique est mené conformément aux idées d'un discours donné (Hajer, 1993 : 43-67). Dryzek, pour sa part, plaide pour une approche de la démocratie délibérative qui met l'accent sur la contestation des

discours. Dryzek (2010 : 35) affirme qu'une légitimité discursive est obtenue dans la mesure où une décision collective est compatible avec la constellation de discours présents dans la sphère publique. Une légitimité discursive est donc jugée en fonction de sa conformité avec les discours. « *Representing discourses in transnational political action is actually more straightforward than representing persons* » (Dryzek et Niemeyer, 2008 : 491). Dans le cadre des négociations transnationales liées au développement durable, les acteurs ne représentent pas des gens, mais des discours. Cette représentation discursive, bien qu'informelle, génère une validation démocratique, notamment pour les actions des organisations non gouvernementales (Dryzek et Niemeyer, 2008 : 491).

La perspective foucauldienne permet de mettre l'accent sur l'importance du discours dans la construction et le maintien de normes sociales pouvant façonner les identités en délimitant et formatant les pensées et actions (Sharp et Richardson, 2001 : 197). L'analyse discursive permet donc de répondre à la question du comment, en expliquant la façon dont certaines définitions s'intègrent ou non, en plus d'expliquer les mécanismes par lesquels une politique se réalise ou non (Hajer et Versteeg, 2005 : 177). L'analyse discursive de Hajer en est un bon exemple, puisqu'il ne s'intéresse pas uniquement aux textes et communications, mais aussi aux actions et aux pratiques. Son analyse de la controverse sur les pluies acides au Royaume-Uni et aux Pays-Bas l'expose bien (Hajer, 1995). Il utilise les pluies acides pour démontrer dans quelle mesure une approche pragmatique de la politique environnementale a cédé le pas à la modernisation écologique au cours des années 1980. La narration qu'il fait quant à la façon dont la politique sur les pluies acides a été infléchie par le travail argumentatif d'une coalition discursive composée d'experts, d'industriels et de politiciens souligne la nature construite, normative et politique des connaissances qui décrit bien la perspective de Foucault puisqu'elle met de l'avant une ligne narrative permettant d'infléchir les politiques publiques par le biais d'un discours plus technique.

Il [Hajer] considère [...] que certaines constructions discursives (ou lignes narratives) influent sur la fabrication des problèmes environnementaux et sur leur articulation à des solutions, en produisant du sens commun parmi des

acteurs qui se mobilisent autour de ces lignes narratives, sans nécessairement partager les mêmes intérêts. (Baillat, 2015 : 182)

Les relations de pouvoir spécifiques, où savoir et vérité sont contestés, influencent et orientent les politiques publiques, permettant au discours de s'imposer. Un autre exemple est décrit par Karen Litfin dans son ouvrage *Ozone Discourses* (1994). Elle explique le rôle des agents de savoir dans la formation de la coopération internationale en exposant l'évolution du Protocole de Montréal. Elle expose comment certains joueurs clés de la négociation sont arrivés à cadrer le discours et à offrir les preuves scientifiques pour encourager l'adoption d'actions préventives. Les régimes internationaux se constituent alors en des lieux de pouvoir/connaissances qui permettent un espace de contestation entre les discours qui s'opposent. L'analyse du discours permet ici de se questionner sur la façon dont fonctionnent les régimes et ce qu'ils font. Cette approche permet d'aborder les problèmes environnementaux pour lesquels la définition de l'information est décisive, ce qui est souvent le cas des problèmes environnementaux (Litfin, 1994 : 190).

Autant un discours peut entraîner l'élaboration et l'implantation de normes et entraîner des changements sociaux, autant ces effets sont issus de compétitions discursives qui émanent de relations de pouvoir. En ce sens, Vandana Asthana, dans son ouvrage *Water Policy Processes in India* (2009), souligne que la façon dont le concept d'eau est défini a une influence importante sur la manière dont les réformes politiques liées à l'eau sont construites. « *What appears as knowledge is structured by the aim to which it is directed* » (Nustad et Sending, 2000 : 52). Malgré l'ouverture du gouvernement indien et sa volonté d'en arriver à un consensus, la réforme est établie de façon à permettre l'intervention et la promotion d'approches techniques particulières conférant un effet persuasif aux discours politiques (Asthana, 2009 : 99). Cela est accentué par l'intervention d'acteurs dominants (Banque mondiale, PricewaterhouseCoopers, gouvernement de Delhi et le Delhi Jal Board) qui viennent définir leurs concepts de l'eau en l'opposant à des groupes issus de la société civile et à certains politiciens qui contestent leurs visions technologiques s'inscrivant au sein de l'économie libérale mondiale. Cette situation reflète grandement le concept de

coalition discursive de Hajer et s'inscrit en « régime de vérité » appuyé par un système de pouvoir (Foucault, 1969). Il en va de même pour Richard Alexander, dans son ouvrage *Framing Discourse on the Environment* (2009), qui affirme que le discours de l'économie de marché colonise et sert à encadrer étroitement le discours contestataire sur l'environnement et l'écologie. En analysant le discours de John Browne (1997), président-directeur général de BP, il étudie, au moyen d'un modèle spécifique d'économie de marché, la façon dont les actions sur les questions écologiques et environnementales sont linguistiquement encadrées. L'analyse du discours soutiendrait ici le sens attribué au principe politique qui n'est jamais pleinement fixe puisqu'il est constamment l'objet de contestation.

L'attention de l'analyse discursive est portée sur la création, les perturbations et les transformations de la structure qui ont pour effet d'organiser la vie sociale (Howarth et Stavrakakis, 2009 : 6). Les agents et systèmes, qui sont socialement construits, subissent constamment des changements sociaux et historiques résultant de pratiques politiques. Il revient donc aux théoriciens du discours de tracer et d'expliquer ces changements en ayant recours aux facteurs et aux logiques d'ordre politique. La méthode mise en place est donc celle d'une enquête interprétative de nature sociale où le but est de comprendre et d'expliquer l'émergence et la logique du discours, ainsi que la construction sociale des identités qu'il confère aux agents sociaux (Howarth et Stavrakakis, 2009 : 7).

Tel qu'énoncé précédemment, l'intérêt de la présente analyse discursive du développement durable s'intéresse au flou discursif et non à sa cohérence. Il n'est pas question, comme chez Dryzek et Hajer de l'expliquer, mais plutôt de comprendre l'articulation hégémonique qui vient lier les différents éléments du discours qui composent le sens attribué au développement durable. L'analyse discursive de Laclau et Mouffe cherche à comprendre les relations qui peuvent être établies entre les éléments du discours, comme Foucault (1969) avant eux l'a démontré.

CHAPITRE III

STRUCTURE SOCIALE ET PRODUCTION DE SENS: THÉORIE ET MÉTHODOLOGIE

L'originalité de cette thèse repose sur l'imbrication de deux approches qui, au premier abord, peuvent sembler bien éloignées, mais qui au final sont très complémentaires. L'analyse discursive, mise de l'avant par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, cherche à comprendre le sens du discours à partir de sa nature relationnelle, souvent conflictuelle, d'une société en constante mouvance. L'analyse de réseau sémantique se définit pour cette thèse comme une analyse de réseau utilisant des énoncés pour identifier les mots et concepts saillants et extraire les significations et cadres sous-jacents de la structure des réseaux de concepts (Shim, Park et Wilding, 2015 : 58). Lier l'analyse discursive de Laclau et Mouffe à l'analyse de réseau sémantique permet d'exposer le caractère relationnel et conflictuel du discours, en plus d'afficher ce qui compose le discours hégémonique et, par le fait même, ce qui permet de penser les possibles transitions hégémoniques.

Cette section exposera les éléments et concepts clés de la théorie discursive de Laclau et Mouffe. Cette étape, qui pourra sembler lourde pour le lecteur, est essentielle à une bonne compréhension de l'imbrication que nous faisons entre l'analyse des réseaux sociaux et l'analyse discursive du développement durable, basée sur l'approche de Laclau et Mouffe. Nous exposerons aussi les concepts de l'analyse de réseau sémantique qui permettront d'établir les relations et les degrés qui viennent structurer le discours sur le développement durable. Nous concluons ce chapitre en présentant et en expliquant le choix de notre corpus, essentiellement basé

sur les discours énoncés lors du Sommet des Nations unies sur les Objectifs du développement durable (ODD) qui s'est tenu à New York, du 25 au 27 septembre 2015.

3.1 L'analyse discursive de Laclau et Mouffe

Le travail de Laclau et Mouffe s'inscrit dans le cadre d'une théorie discursive poststructuraliste et anti-essentialiste. Les deux auteurs empruntent plusieurs concepts (voir Appendice A), notamment à Foucault, qu'ils transposent au domaine politique. Nous présenterons les fondements de la théorie discursive de Laclau et Mouffe en trois temps. D'abord, nous exposerons l'importance qu'acquiert la construction de sens et l'identification des sujets par rapport à d'autres sujets, pour ensuite présenter les éléments conceptuels qui permettent la création, la transformation et finalement, la fixation du sens à partir du discours au sein d'une structure relationnelle et contingente. Nous terminerons cette section avec le caractère politique du discours, qui permettra de comprendre le sens et le rôle octroyés à l'hégémonie par Laclau et Mouffe et les façons d'envisager le changement.

Avant d'exposer ce qui compose l'analyse discursive de Laclau et Mouffe, il est primordial de bien saisir l'importance qu'acquiert, pour ces auteurs, la notion de signifiant. En linguistique, le signifiant est une unité porteuse de sens. Ainsi, chez Laclau et Mouffe le signifiant représente « *nothing other than the defining characteristic of the symbol* » (Laclau et Mouffe, 2001 : 11). Le politique étant chez ces auteurs une lutte pour l'assignation de sens, le signifiant acquiert donc le rôle d'unité centrale de l'analyse au sein de l'appareil discursif (M. Müller, 2010 : 11). L'identité politique des acteurs est, comme nous allons le voir dans les prochaines pages, relationnelle et contingente, elle n'est donc pas une image objective, mais la résultante instable du sens qui lui est assignée à un moment donné. Chez Laclau et Mouffe, comme chez les poststructuralistes en général, le sens qui constitue le social est discursivement construit, mais ce discours n'est qu'une fixation temporaire du sens, il est appelé à changer à tout moment.

3.1.1 Identité, discours et politique

Ernesto Laclau et Chantal Mouffe ont développé leur théorie discursive autour de trois axes: l'identité, le discours et le politique. La conceptualisation du discours se positionne autour de la création, la subversion et la fixation de son sens au sein d'une structure relationnelle et contingente (Müller, 2010 : 10). Laclau et Mouffe exposent leur définition du discours ainsi:

*We call **articulation** any practice establishing a relation among elements such that their identity is modified as a result of articulatory practise. The structured totality resulting from the articulatory practise, we will call **discourse**. The differential positions, insofar as they appear articulated within a discourse, we will call **moments**. By contrast, we will call **element** any difference that is not discursively articulated (2001: 105).*

Laclau et Mouffe perçoivent donc la société et les sujets comme étant le résultat de structures discursives issues des pratiques articulatoires (Laclau et Mouffe, 2019 : 172). En effet, selon eux, il n'existe pas de sens ultime, toute identité n'est que partielle. Lorsqu'ils évoquent les sujets, ce n'est que dans le sens de « positions de sujets » qui s'inscrivent au sein d'une structure discursive (Laclau et Mouffe, 2001 : 115). Leur définition du discours contient des concepts qui représentent des composantes essentielles du discours qui sont résumées dans l'Appendice A. Un *élément* est un signe dont le sens est multiple et n'a pas encore été défini par rapport à ses différences aux autres signes, de sorte que le sens qu'on lui attribue est toujours ambigu. Le *moment*, pour sa part, est partiellement fixé à travers l'*articulation*, donc son sens est défini par sa position différentielle. Un discours se compose à travers ses relations de différences et d'équivalences entre les *éléments* qui réduisent sa polysémie et deviennent des *moments* (Müller, 2010 : 12), tout discours constitue une tentative d'arrêter le flux de différences. (Laclau et Mouffe, 2001 : 112) Le discours chez Laclau et Mouffe n'est jamais complètement clos, il s'agit d'une structure incomplète qui laisse constamment place à la lutte pour son sens. L'*articulation* se retrouve donc au sein de toute pratique qui organise une relation entre *éléments* de sorte que l'identité des *éléments* se trouve modifiés. (Jorgensen et Phillips, 2002 : 28) L'*articulation* est le liant des *éléments* qui permet la production de sens. Le *moment* est pour sa part, dans une

position différentielle, mais prend néanmoins part au discours, alors que l'*élément* n'est pas articulé au sein du discours vu la nature multiple du sens qui lui est attribué.

Chez Laclau et Mouffe le discours est un ensemble relationnel de pratiques de signification et s'applique à l'ensemble de l'espace social. Un discours est nécessairement temporaire et est appelé à changer, à se transformer. Chaque position de sujet est alors par nature ouverte et incomplète, donc surdéterminée, et s'avère politiquement négociable (Laclau et Mouffe, 2001 : 104). Chez Laclau, deux dimensions indissociables sont essentielles à la fabrication des identités politiques, l'universalisme et le particularisme. Le particularisme et l'universalisme sont les éléments conjoints d'une même dynamique, « l'universel n'est rien d'autre qu'un particulier devenu à un certain moment dominant, et [il] n'existe aucun moyen d'atteindre la société réconciliée » (Laclau, 2000b : 79). Une identité est par nature incomplète et est constamment forcée de s'inscrire dans un tout. Le particularisme, en soi, ne constitue pas un tout, il nécessite invariablement une extériorité, un étranger pour se signifier. Le caractère ouvert, non fixe, du social et, donc, la présence de différences dans le discours entraînent une logique d'interpénétration (Laclau et Mouffe, 2001 : 117). De sorte qu'une identité différente, particulière, ne peut être dissociée du contexte dans lequel elle émerge. Cette dernière s'inscrit immuablement au sein du discours universel.

Cette position laisse en effet un espace pour les luttes de sens. La structure discursive, à travers sa pratique articulatoire, prend part à l'organisation des relations sociales (Laclau et Mouffe, 2001 : 96). Ainsi, différents discours représentent différentes façons de comprendre les différentes luttes sociales. La structure discursive est alors une pratique articulatoire qui vient instaurer et organiser la société. Nos sociétés modernes sont aux prises avec un niveau de complexité et de fragmentation important, puisqu'elles sont fondamentalement asymétriques (Laclau et Mouffe, 2001 : 96). Cette asymétrie est intimement associée à la multiplication des différences qui émergent de ces diverses volontés de structurer le social, ce surplus de sens attribué au social, et ouvre le champ de la lutte discursive. L'analyse discursive vise alors à comprendre la

nature de ces luttes, à évaluer ce qui est exclu du discours. Tout ce qui se retrouve à l'extérieur du discours est appelé le *champ discursif*. Puisque le discours tente toujours de réduire les possibilités de signification, soit le glissement d'un signe vers un autre, il se constitue inmanquablement en relation avec le *champ discursif* (Jorgensen et Phillips, 2002 : 27).

3.1.2 Un ensemble relationnel instigateur de sens

Tout discours se positionne comme un effort de dominer le *champ discursif*, afin de mettre un frein au flux de différences et ainsi, de consolider le centre (Laclau et Mouffe, 2001 : 112). C'est ce que Laclau et Mouffe appelle le *point nodal*, un point discursif privilégié autour duquel se construit une fixation partielle du discours. L'avantage accordé à ce signifiant démontre que d'autres sens au sein de l'*articulation* sont structurés autour du *point nodal* et que leurs significations s'articulent en relation avec celui-ci. Par exemple, au sein de la gouvernance environnementale mondiale, « l'énergie renouvelable » est un point nodal qui acquiert un sens particulier uniquement lorsque d'autres signifiants y sont adjoints, tels que « solaire », « géothermique » ou « éolien ».

Un discours se compose comme une totalité au sein de laquelle chaque signe se positionne en moments par la nature de ses relations avec les autres signes (Jorgensen et Phillips, 2002 : 26). La composition d'un discours autour d'un signifiant privilégié s'effectue nécessairement par l'exclusion de d'autres sens possibles qu'il aurait pu se voir attribuer. Le discours se trouve dans une dynamique qui cherche à réduire les possibilités de signification, une façon d'empêcher l'altération des signes les uns par les autres et ainsi, de préserver la fixité du sens. Le *champ discursif* renvoie donc à toutes autres possibilités de sens que pourrait avoir un discours. Le surplus de sens, le *champ discursif*, réfère à l'irrésoluble tension entre l'intériorité et l'extériorité qui est une condition *sine qua non* des pratiques sociales (Laclau et Mouffe, 2001 : 111). Alors que la logique de l'équivalence vient diviser un système de différences en créant une frontière politique entre deux camps opposés, la logique de la différence fait exactement le contraire « *and attempts to weaken and displace a*

sharp antagonistic polarity, endeavouring to relegate that division to the margins of society » (Howarth et Stavrakakis, 2009 : 11). Relégué à la frontière du discours, cet extérieur est une façon de se protéger face à la menace.

La présence d'une extériorité « menaçante » la prétention à la totalité des formations discursives génère la nécessité pour chaque formation d'essayer d'éliminer cette extériorité en la nommant, en la définissant, ce qui, en conséquence, la réintroduit dans le système de positions différentielles en rétablissant le site de ses frontières, même si ce dernier constitue le lieu d'un conflit potentiel (Doran, 2016 : 52)

Cette prétention d'éliminer l'extériorité « menaçante » renvoie à la relation entre la logique de différence et d'équivalence qui s'inscrit au sein de chaque société. Cette logique tend à rejeter à ses limites tout surplus de sens potentiel subversif. Puisque chaque discours vise à dominer le champ discursif, il cherche à mettre un terme au flot de différences, ce qui lui permet, ainsi, d'inscrire son sens (Laclau et Mouffe, 2001 : 112). En reconnaissant la primauté du politique, Laclau et Mouffe reprennent l'idée de « la guerre des positions et insist[ent] beaucoup plus sur le positionnement que sur le sujet, [contrairement à Gramsci], le premier étant plus flexible » (Iveković, 2009 : 129).

The practice of articulation therefore, consists in the construction of nodal points which partially fix meaning; and the partial character of this fixation proceeds from the openness of the social, a result, in its turn, of the constant overflowing of every discourse by the infinitude of the field of discursivity. (Laclau et Mouffe, 2001 : 113)

Le point nodal et le signifiant flottant sont deux concepts utilisés pour évoquer le même signe. Néanmoins, là où le point nodal vient cristalliser le discours autour de signifiants privilégiés, le signifiant flottant, lui, est toujours sujet aux luttes entre différents discours pour fixer le sens de signes importants (Jorgensen et Phillips, 2002 : 28). Les luttes toujours en cours, causées par l'effet subversif du *champ discursif*, entraînent un surplus de sens, une surdétermination ou une sous-détermination de signifiés qui entrave la fixation complète du sens. Le signifiant flottant est donc ouvert à plusieurs attributions de sens. Les signifiants flottants démontrent l'existence de plusieurs luttes pour prendre part au sens à attribuer, de sorte que la dimension « flottante » du

signifiant devient plus visible en période de crise organique, quand le système symbolique a besoin d'une sérieuse refonte (Laclau, 2005 : 132).

Une crise n'implique pas forcément la faillite du social. Ses frontières n'étant pas aussi nettes que celles d'un territoire, la société n'est jamais complètement définitive, puisqu'elle est constamment confrontée à ses limites, ce qui la garde de se composer en réalité objective (Laclau et Mouffe, 2001 : 127). Les signifiants existent au sein d'un réseau de relations qui présente des degrés variés d'agencement, de sorte qu'il est possible de caractériser les relations entre les différents éléments discursifs sous deux dimensions, l'équivalence et la différence, qui composent la chaîne de signification.

Dans une chaîne d'équivalences, il existe une adéquation entre le signifiant flottant et les significations qui lui sont attribuées. Dans une chaîne de différences, les significations décrivent en quoi le signifiant flottant est différent. La logique de différence et celle d'équivalence ne peuvent ni l'une ni l'autre atteindre une pleine objectivité différentielle, mais là où la logique de différence tend à multiplier le nombre de positions qui entrent en relations de combinaison les unes avec les autres, la logique d'équivalence tend plutôt à réduire le nombre de positions avec lesquelles elle peut être combinée (Laclau et Mouffe, 2001 : 129-130). Ainsi, une articulation hégémonique, soit le déploiement d'une chaîne d'équivalences qui crée une nouvelle signification en subvertissant la première, en remettant en question « l'objectivité structurale dominante », s'établit nécessairement à partir de relations d'équivalence (Laclau et Mouffe, 2001 : 127-129). Tout discours représente alors une tentative de dominer le champ discursif afin de mettre un terme au flot de différences et, ainsi, construire un centre (Laclau et Mouffe, 2001 : 112). Un discours, lorsqu'il s'ancre temporairement et entraîne la cessation temporaire du flux de différences, est appelé une *fermeture (closure)*. Celle-ci est constamment menacée de glisser au sein d'une autre *articulation*. Une fermeture n'est jamais permanente, un événement peut déstabiliser cette fermeture, modifier sa structure et menacer son intégrité. Cet effritement ouvre la possibilité d'engendrer une transformation du discours et du sens qui le constitue. La structuration et la restructuration du discours compose notre réalité

sociale (Stephan, 2012 : 624). Les limites d'un système de signification ne sont donc pas neutres et impliquent nécessairement des exclusions. Puisqu'« une totalité signifiante est précisément un système de différences, cela revient à dire que les deux côtés font partie du même système et que les limites qui les séparent ne peuvent pas être les limites du système » (Laclau, 2000b : 95). Cette continuelle redéfinition du social et de l'espace politique entraîne un déplacement fréquent des limites qui composent les divisions du social, faisant en sorte que les « limites sont toujours de nature antagoniste » (Laclau, 2000b : 95). Ce sont ces limites exclusives qui mènent à l'émergence d'un signifiant vide.

L'effet des limites exclusives d'un système de significations enchâsse une ambivalence au sein du système de différences. Un élément n'acquière son identité que dans la mesure où il diffère des autres, mais puisque chaque signifiant est en relation différentielle avec les autres signifiants, la logique de différence n'est pas à même de constituer la société, puisque celle-ci serait marquée par une dispersion généralisée, sans aucune structure (Methmann, 2010 : 353). « Pour être les signifiants de ce qui est exclu, les diverses catégories exclues doivent annuler leurs différences en établissant une chaîne d'équivalences à ce que le système diabolise de façon à se signifier lui-même. » (Laclau, 2000b : 97) La construction de frontières est impossible à partir de la logique de différences, puisqu'un signifiant acquiert son sens lorsqu'il se lie à un signifié particulier et lorsqu'il se positionne en différence au cœur du processus de signification. En arrêtant momentanément les flots de différences, en privilégiant la dimension d'équivalence, le système peut se signifier lui-même comme un tout. La logique de différences fonctionne de pair avec celle des équivalences et sont donc indissociables. Elles sont les composantes d'un système de représentation issu de compromis, qui est donc par nature instable (Laclau, 2000b : 98). En somme, là où la logique d'équivalences suppose une simplification du jeu de significations, la logique de différences suppose son expansion et sa complexification (Glynos et Howarth, 2007 : 144).

Les signifiants s'inscrivent dans un réseau de relations qui expose des degrés variables de structuration, ce réseau de signifiants s'intègre à la logique de différences et d'équivalences. La logique d'équivalence fonctionne en créant des identités équivalentes qui s'identifient quant à leur commun rejet de l'identité exclue, en plus d'avoir pour effet de subvertir la différence. Ainsi, toute identité est relationnelle et se construit à partir de cette tension entre la logique d'équivalences et de différences. En mettant de l'avant les similarités de ses éléments, la logique d'équivalence entraîne une combinaison de signes clés, qui, ensemble, donnent du sens, ce que Laclau et Mouffe appellent la chaîne d'équivalences. La chaîne d'équivalences est utilisée pour désigner un groupe de points nodaux s'appuyant sur une identité particulière d'un signifiant flottant (Walton et Boon, 2014 : 355). La valeur de chaque signe dans la chaîne est façonnée par ses relations avec les autres. Si l'on considère une chaîne d'équivalences comme un tout, il est possible d'affirmer que son identité est constituée par la différence qui la lie à une autre chaîne (Smith, 2003 : 89).

La formation de l'identité s'effectue par la réduction des identités possibles. Ainsi, « *people are constituted as groups through a process by which some possibilities of identification are put forward as relevant while others are ignored* » (Jorgensen et Phillips, 2002 : 44). Le discours se structure toujours par l'exclusion de d'autres significations possibles et il en va de même pour la création des identités de groupe. Un groupe se forme lorsqu'il est énoncé ou qu'on parle en son nom, donc quand il est représenté. La formation et la représentation du groupe s'effectuent simultanément, il ne peut être créé, puis représenté. La représentation est primordiale dans le processus de formation du groupe (Laclau, 1993 : 290). Ainsi, un groupe se représente en articulant un *mythe* spécifique de la société qu'il représente. Laclau entend le *mythe* comme un espace de représentation sans relation de continuité avec l'objectivité structurelle dominante, il est un principe de lecture d'une situation donnée, dont les termes sont extérieurs à ce qui est représentable dans la spatialité objective constituée par la structure donnée (Laclau, 1990 : 61). Il n'y a donc pas de groupes objectifs, ils sont forcément créés par des structures d'équivalences relationnelles contingentes.

Un autre concept important associé au rôle des chaînes d'équivalences au sein du discours est celui de *signifiant vide ou fixe (empty signifier)*.

Pour qu'apparaisse un signifiant vide, il faut donc que la signification comme telle comporte une impossibilité structurelle, et que cette impossibilité puisse se signifier en tant qu'interruption (subversion, distorsion, etc.) de la structure du signe. Autrement dit, les limites de la signification ne peuvent se manifester comme l'impossibilité de réaliser ce qui est contenu à l'intérieur de ces limites – si les limites pouvaient être signifiées sur un mode direct, elles seraient internes à la signification, *ergo*, ce ne seraient pas des limites. (Laclau, 2000b : 94)

C'est à ce stade que le signifiant privilégié (point nodal), adéquatement vidé de sa différence, est mobilisé pour représenter l'ensemble de la chaîne de signifiants équivalents. Puisque la différence n'est rien d'autre que du sens, il en découle que le signifiant privilégié est délesté de tout contenu. Il se retrouve aplani, il est un *signifiant vide* qui ne représente que « l'être pur » et met un terme au jeu des logiques différentielles, le « non-être » se retrouve exclu du système de signification (Methmann, 2010 : 353). La présence d'un signifiant vide est possible dans le domaine de la signification puisque « tout système de signification est structuré autour d'un lieu vide » (Laclau, 2000b: 98), dont résulte l'incapacité d'élaborer un objet et ce, même s'il s'avère nécessaire en raison du caractère organisé du système. Dépourvu de moyens appropriés pour se signifier, le signifiant est nécessairement vidé afin d'endosser la charge de représentation qui sera toujours, par nature, inadéquate.

À ce stade, il est possible d'affirmer que les signifiants vides et flottants sont structurellement différents. Le signifiant vidé de son sens s'appuie sur l'édification d'une identité populaire où la frontière serait prise pour acquise, alors que le signifiant flottant vise à saisir la logique derrière le déplacement de la frontière (Laclau, 2005 : 133). La distance qui oppose les deux signifiants n'est pas si grande puisque les deux découlent d'une intervention hégémonique. Il serait impensable d'envisager que seul le signifiant vide ait de l'importance. L'analyse doit investiguer par quelle stratégie les signifiants flottants développent des relations d'équivalence entre les éléments d'un

discours et des relations d'opposition avec les éléments exclus. L'exclusion pleine et entière des signifiants flottants serait une erreur, cela impliquerait l'existence d'une frontière immobile, ce qui est difficile à concevoir. Il en va de même pour un système de signification « psychotique » qui serait purement flottant (Laclau, 2005 : 133). Les signifiants flottants et vides sont les deux dimensions d'une même réalité, de sorte que sans équivalences, ni limites, il est impossible de parler d'hégémonie. La contestation qui prend place pour établir un nouveau sens au sein d'un système de signification « fixe », hégémonique, est ce que Laclau et Mouffe appelle le *politique*. Pour ces derniers, le politique se caractérise par des relations antagonistes entre les acteurs qui tentent de structurer le social (Stephan, 2012 : 624).

3.1.3 Hégémonie, antagonisme et dislocation

La lutte pour la création de sens, soit le face à face entre identités contingentes, peut se voir effacer par une intervention hégémonique. L'essentielle fonction de l'hégémonie vise à réduire le niveau indécidable d'ouverture totale à un niveau de discours décidable afin de permettre l'*articulation* d'un sens d'un *élément* et d'en exclure un autre (Torfing, 1999 : 102). Chez Laclau et Mouffe, le concept d'*hégémonie* ne correspond pas à la position d'un groupe privilégié de la société, mais détermine surtout l'élaboration d'une formation discursive dominante. Les *antagonismes* se retrouvent absorbés par une intervention hégémonique. Tout discours hégémonique est *politique*, en ce sens où il n'admet qu'une fixation contingente de sens, excluant tous les autres sens possibles (Müller, 2010 : 13). Un discours hégémonique peut être transformé par un autre, dans la mesure où un autre discours arrive à réarticuler les éléments du vieux discours. Ainsi, un discours est considéré hégémonique lorsqu'il n'y a plus qu'un seul discours qui intervient dans la sphère sociale, reléguant les antagonismes à la frontière du discours.

Il ne s'agit donc pas ici d'une simple opposition, l'*antagonisme* nous expose à un cas de figure bien différent qui implique que la présence de « l'autre » m'empêche d'être « moi-même », donc entraîne une impossibilité de me représenter (Laclau et Mouffe, 2001 : 125). L'antagonisme provoque une multitude de sens, ce qui nuit à une pleine

fixation. L'antagonisme est donc la limite à toute objectivité, ce qui met en exergue l'objectivation comme incomplète et précaire. L'objectivation, c'est cette propension qu'a un discours à être apparemment naturel et incontesté grâce à une intervention hégémonique (Müller, 2010 : 11). Ainsi, l'antagonisme, loin d'être une relation objective, est une relation où les limites de toute objectivité sont mises en lumière.

The social only exists as a partial effort for constructing society – that is, an objective and closed system of differences – antagonism, as a witness of the impossibility of a final suture, is the « experience » of the limit of the social. (Laclau et Mouffe, 2001 : 125)

Le concept d'*antagonisme* est intimement associé à celui de la *dislocation*, qui doit être conçu comme un résultat de l'*antagonisme*. La *dislocation* représente des perturbations à l'intérieur d'un *champ discursif* et, par conséquent, les possibilités de signification d'un discours. Chez Laclau, il existe trois dimensions à la dislocation qui sont intimement imbriquées. La dislocation est la forme même de la temporalité, de la possibilité et de la liberté.

Through dislocation time is overcome by space. But while we can speak of the hegemonization of time by space (through repetition), it must be emphasized that the opposite is not possible : time cannot hegemonize anything, since it is a pure effect of dislocation. The ultimate failure of all hegemonization, then, means that the real – including physical space – is in the ultimate instance temporal. (Laclau, 1990 : 42)

Laclau définit la *dislocation* comme la parfaite forme de temporalité, « [o]nly an event which is of essentially temporal nature will dislocate the spatial arrangements of the social » (Marchart, 2014 : 278). La notion de dislocation renvoie à l'échec de la structure à se fermer en tant que telle et à sa dimension temporelle où le *sujet* est par essence corrompu par de nombreux passés et plusieurs futurs (Nabers, 2017 : 421). La *dislocation* incarne ainsi le changement social. La dislocation représente aussi l'essence de la possibilité, il n'y a pas de cause finale (telos) qui gouverne le changement, la possibilité constitue un changement véritable, au sens le plus radical du terme (Laclau, 1990 : 42). Il existe immanquablement d'autres possibilités, puisque l'idée même d'une possibilité unique exclu *de facto* le concept même de possibilité.

Une structure disloquée ouvre les possibilités de réarticulations multiples et indéterminées pour ceux qui sont libérés de sa force coercitive et qui sont par conséquent en dehors de celle-ci (Laclau, 1990 : 42). La dernière composante de la *dislocation* est la forme même de la liberté, qui exclut toute forme de déterminisme.

Dislocation is the source of freedom. But this is not the freedom of a subject with a positive identity – in which case it would just be a structural locus – rather it is a freedom of a structural fault which can only construct an identity through acts of identification. (Laclau, 1990 : 60)

Ainsi, la structure est préalablement disloquée et c'est ce qui compose la liberté, puisqu'il n'y a pas de déterminisme structurel pour le sujet. En l'absence d'identité positive, le sujet ne peut avoir accès à quelque chose rappelant l'identité qu'à travers l'identification (Biglieri et Perelló, 2011 : 55). Toute identité se trouve disloquée en tant que telle parce qu'elle dépend d'un extérieur qui la nie, mais constitue en même temps la condition qui la rend possible. Encore une fois, Ernesto Laclau nous renvoie au paradoxe qui selon lui domine l'ensemble des actions sociales :

freedom exists because society does not achieve constitution as a structural objective order; but any social action tends towards the constitution of that impossible object and thus towards the elimination of the conditions of liberty itself. (Laclau, 1990 : 44)

Ce paradoxe n'a pas de solution selon Laclau et c'est la raison pour laquelle la *dislocation* est le fondement ontologique du social. C'est la dislocation des lois structurelles qui crée la possibilité de politiques révolutionnaires. L'unicité du système est a priori impossible, puisque plusieurs demandes refoulées sont tributaires d'une dislocation systémique. L'impossible unicité du système entraîne invariablement des tentatives de briser le *statu quo* et, d'autre part, une volonté de constituer un ordre où il y aurait dislocation (Laclau, 2005 : 122).

C'est à ce stade que la chaîne d'équivalences vient jouer un rôle, un double rôle, soit de rendre possible l'émergence de demandes particulières, tout en les subordonnant à de nécessaires symboles populaires. Laclau précise que l'universalisme et le

particulier ne sont pas des notions opposées, elles sont plutôt deux composantes qui instaurent une articulation hégémonique totale :

So there is no room for conceiving totality as a frame within which hegemonic practices operate: the frame itself has to be constituted through hegemonic practices. (Laclau, 2000a : 302)

Ce mouvement hégémonique s'instaure lorsqu'une particularité assure la fonction de représentation universelle. Pour exposer cette logique, deux schémas développés par Laclau seront reproduits (Figure 3.1 et Figure 3.2).

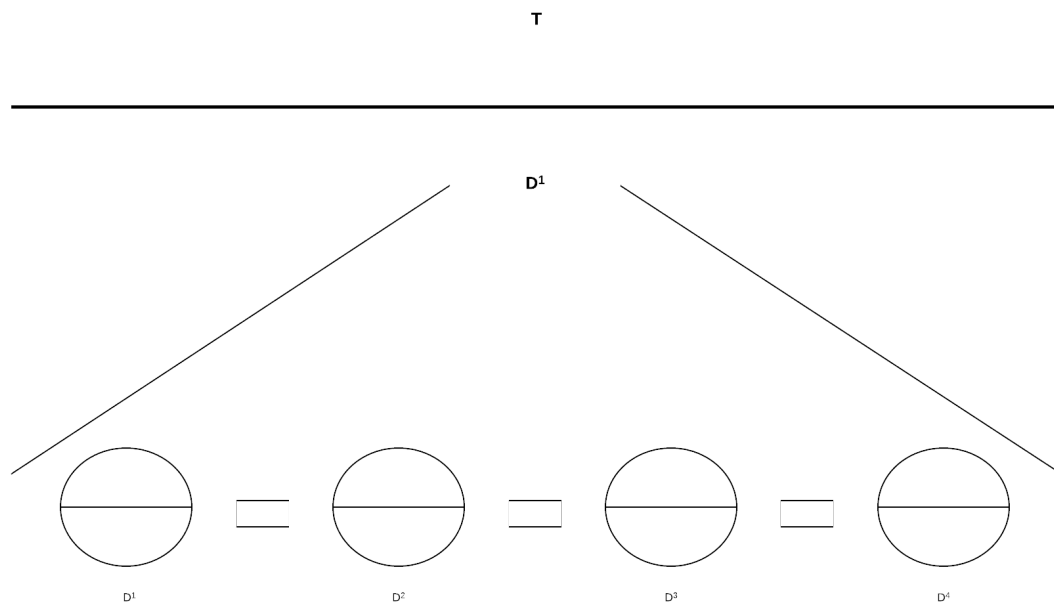


Figure 3.1 Représentation du discours hégémonique, Ernesto Laclau

La représentation universelle ci-dessus est dépeinte selon un schéma (Figure 3.1) développé par Laclau dans l'ouvrage *Contingency, Hegemony, Universality: Contemporary Dialogues on the Left* (2000a : 303). Laclau prend pour exemple les contestations au régime autoritaire du Tsar (T) qui sont séparées par la ligne

horizontale qui constitue la frontière du discours à l'égard des demandes de plusieurs secteurs de la société (D^1 , D^2 , D^3 , ...). Les demandes sont toutes différentes les unes des autres, celles-ci sont représentées par le demi-cercle inférieur, mais sont aussi équivalentes en ce sens où elles s'opposent toutes au Tsar, équivalence représentée par le demi-cercle supérieur : « *This [...] leads to one of the demands stepping in and becoming the signifier of the whole chain* » (Laclau, 2005 : 131). Ce signifiant, qui est représenté par D^1 , est pour l'instant un signifiant vide.

Le discours sur le développement durable, qui s'inscrit dans le cadre de la gouvernance environnementale mondiale, ne détient pas de forme d'autorité qui puisse être personnifié de la même façon que sous un régime tsariste, de sorte que dans le cadre du discours qui nous intéresse ici, le schéma exposé par Laclau sera légèrement modifié. Notre intérêt se portera essentiellement sur la chaîne d'équivalences (D^1 , D^2 , D^3 , ...) des acteurs et le signifiant vide (D^1) qui en découle. L'abstraction que nous faisons du régime autoritaire (T) n'implique pas l'absence d'un hégémon, mais simplement l'absence du caractère répressif du discours hégémonique. De sorte, nous ne déterminons pas à l'avance la nature du signifiant (vide ou flottant) qu'est le développement durable.

Face à une menace extérieure, il est possible que le régime oppressif s'engage dans une opération hégémonique afin d'absorber certaines des demandes contestataires (Figure 3.2). Cette opération aurait pour effet de déstabiliser la frontière, qui jusqu'à maintenant l'opposait au reste de la société, cette opération vise donc à mettre un frein à la chaîne d'équivalences qui s'était établie entre les demandes contestataires. Il s'agit alors de couper le lien entre une demande particulière et sa relation d'équivalence avec les autres. D^1 est donc soumis aux pressions de deux chaînes d'équivalences concurrentes représentées par les lignes pointillées, d'abord celle associée au camp contestataire opposé au Tsar comme dans le schéma précédent, alors que la ligne diagonale inscrit une équivalence entre le discours dominant et les demandes qui étaient, au départ, contestataires. « *The way in which the meaning of D^1 is going to be fixed will depend on the result of a hegemonic struggle.* » (Laclau,

2005 : 132) La dimension flottante d'un signifiant devient toujours plus évidente en période de crise et cette notion acquiert toute son essence dans le cadre de la gouvernance environnementale mondiale. Il s'avère donc essentiel de bien comprendre les structures relationnelles présentes au sein du discours sur le développement durable.

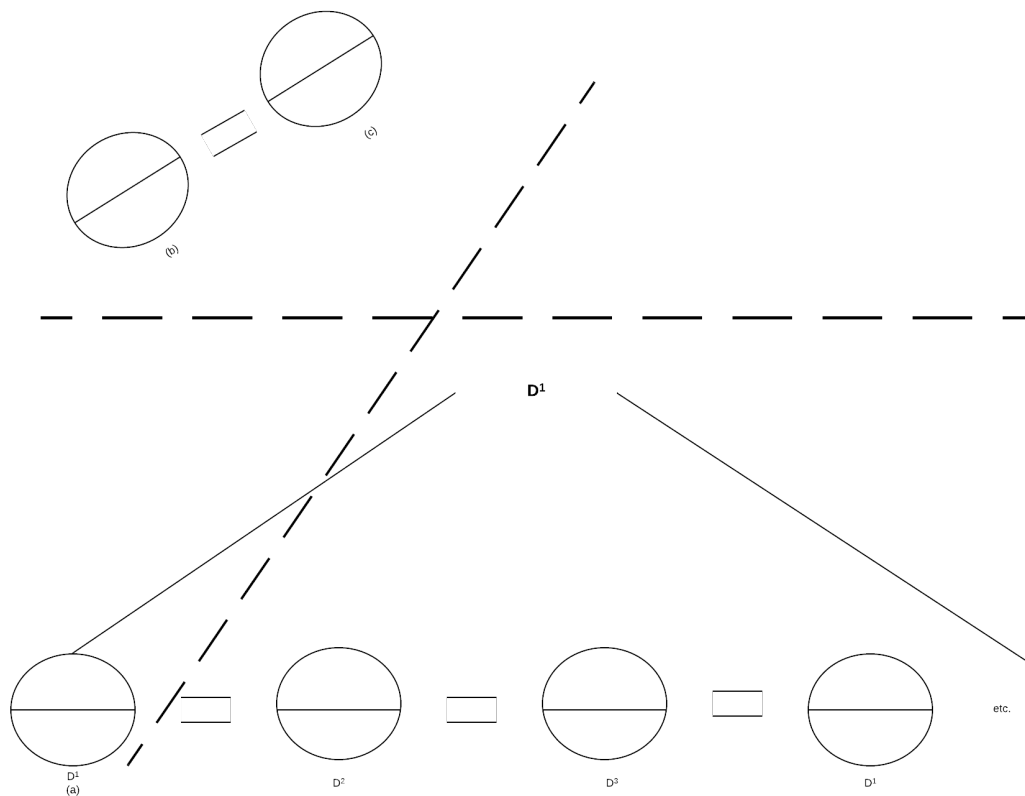


Figure 3.2 Chaîne d'équivalences alternatives

3.2 Les Objectifs du développement durable comme corpus

L'analyse discursive chez Laclau et Mouffe ne se limite pas aux discours énoncés devant une foule ou à des textes écrits. Tout symbole porteur de sens constitue à leurs yeux un discours (Laclau et Mouffe, 2001 : 107). L'analyse discursive mise de l'avant ici s'appuie sur les discours énoncés devant l'Assemblée générale des Nations

unies lors du Sommet sur les ODD. La section qui suit présente les étapes de l'analyse de contenu préalable à l'analyse de réseau sémantique, qui sera exposée dans les sections suivantes (Sections 3.3 et 3.4). L'analyse de contenu s'inscrit dans un processus qui allie l'analyse quantitative à l'analyse qualitative, afin de saisir le sens des mots prononcés. L'analyse de contenu demeure étroitement inscrite dans le contexte linguistique et politique dans lequel ces discours ont été énoncés. La première étape vise à extraire les concepts les plus fréquemment énoncés au sein des discours, pour ensuite procéder à une analyse de contenu catégorielle lexicale visant à classer les éléments constitutifs du corpus en fonction de caractères communs (Bardin, 2013 : 150), pour finalement replacer la technique dans le cadre théorique en procédant à l'édification du protocole de codage en fonction de l'ontologie et de l'épistémologie de Laclau et Mouffe.

En septembre 2015 s'est tenu à l'ONU le Sommet sur l'adoption de l'agenda post-2015 sur le développement qui a mené à un vote à l'unanimité par l'assemblée des ODD qui ont ainsi pris le relais des Objectifs du millénaire (OMD). Plus de 231 discours ont été prononcés au Sommet entre le 25 et le 27 septembre 2015. Ces discours constituent le corpus principal de la présente analyse discursive.

Les discours qui ont été énoncés lors du Sommet sur les ODD et qui ont été retenus pour la présente analyse ne comprennent que ceux qui ont été formulés par des représentants gouvernementaux, chefs d'État, ou encore les participants qui représentaient les divers groupes de travail ouverts ayant œuvré à l'élaboration du texte final (voir section 1.2). Les prises de paroles liées à la logistique de la séance n'ont pas été prises en compte dans le codage du discours². Les énoncés choisis, formulés par des représentants gouvernementaux de haut niveau et des représentants des groupes travail institués par l'ONU, constituent une matière

² Un total de 245 discours ont été énoncés lors du Sommet sur les ODD. Ils sont tous disponibles en ligne : <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/summit> (Consulté le 27/04/2020). Pour les fins de l'analyse, nous en avons retenu 231. Lorsque l'énoncé était disponible en français, en anglais, en espagnol ou en portugais, le texte a été codé dans la langue d'origine. Sinon, les énoncés ont été codés à partir des documents traduits en anglais par l'ONU.

première qui se prête parfaitement à la volonté de comprendre les structures de pouvoir en cours dans l'articulation du discours sur le développement durable.

3.2.1 Extraction

Aborder le discours politique à partir des mots utilisés permet de découvrir un univers idéologique tout comme il peut exposer les conflits politiques (Gobin et Deroubaix, 2009). L'analyse de contenu débute donc par l'extraction lexicale des termes les plus souvent énoncés au sein du corpus. L'ensemble des discours énoncés dans le cadre du Sommet par les groupes de travail ouverts a été soumis collectivement à un processus d'extraction terminologique à partir du logiciel CorText Manager³. L'extraction terminologique a pour objectif d'extraire automatiquement les termes pertinents d'un corpus donné. Le logiciel, à partir du corpus soumis, fait le tri des mots, il extrait le contexte pour chacun des mots et génère une liste de fréquence. Cette liste permet d'avoir une vue d'ensemble du vocabulaire utilisé et constitue un indicateur qui permet une première évaluation grossière des termes à l'œuvre au sein du discours. Le traitement des discours par CorText Manager a permis d'obtenir une liste de fréquences, un index des mots présents dans le corpus puis leur collocation, soit l'analyse du contexte d'un mot donné et l'identification des mots qui s'y trouvent de façon récurrente, ce qu'on appelle aussi des syntagmes ou groupes de mots clés. Cette liste de fréquences n'est évidemment pas une fin en soi, elle constitue un point de départ afin de construire le protocole de codage.

Dans le champ lexical, la mesure de la fréquence est souvent évoquée pour le caractère performatif d'un mot. Les mots « doivent leur existence au temps », par exemple par la répétition, ou pour évaluer le degré de codification d'un signifié ce « qui fait d'un mot construit conformément au système une unité codée, c'est son usage dans les échanges nombreux » (Rey-Debove, 1971 : 65).

³ CorText est la plateforme numérique de l'Institut francilien recherche, innovation, société (IFRIS) qui comprend un accès direct aux outils informatiques de réseau nommé le CorText Manager.

Entre tous les individus ainsi reliés par le langage, il s'établira une sorte de moyenne : tous reproduiront, - non exactement sans doute, mais approximativement - Les mêmes signes unis aux mêmes concepts. (Saussure, 1972 : 29)

La dimension synchronique du langage se constitue par les liens entre les divers signes à un moment donné dans le temps, ce qui permet de mobiliser « cette dimension empirique des faits langagiers, sans en faire pour autant un critère définitoire central » (Loiseau, 2015 : 6). La fréquence pragmatique, qui « concerne l'étude de l'usage du langage » (Bardière, 2016 : 2), s'intéresse à la situation dans laquelle un énoncé est employé, « qui s'attache aux formules routinisées ou préfabriquées » (Loiseau, 2015 : 7). Des situations récurrentes, comme les négociations entre États au sein de l'ONU constituent la charpente de cette routine communicationnelle, de sorte que ces négociations entraînent un nombre limité d'énoncés.

The successful performance of many speech acts depends on the usage of highly recurrent expressions which have thus a comparatively high frequency of occurrence –so much so that many of them have become standardized to the degree of idiomatization. (Coulmas, 1979 : 239)

Ainsi, les signifiants énoncés par les acteurs, dans le cadre du Sommet des ODD, acquièrent un caractère performatif et la mesure de leur fréquence peut être transformée, par le biais d'un codage, en un accord d'équivalence pour rassembler et compter en un réseau le sens attribué au développement durable.

Laclau et Mouffe s'appuient, sur le plan linguistique, sur le principe de valeur de Saussure, principe qu'ils associent à leur propre conception de l'identité relationnelle. Saussure considérait la langue comme un système de valeurs relatives, « [!]es phonèmes sont avant tout des entités oppositives, relatives et négatives » (Saussure, 1972 : 164). Ainsi, il analyse la valeur sous deux angles, les liens entre les éléments au sein et à l'extérieur du système linguistique, ainsi que les relations entre les éléments mêmes du système. Saussure considère une unité linguistique comme le résultat des relations que cette unité maintient avec d'autres unités du système

linguistique, de sorte que le sens d'un mot dépend de l'intégralité du langage, dans le cas qui nous concerne celui du développement durable. Ici, on s'appuie sur la synchronie du développement durable, soit l'état du langage sur le développement durable au moment du Sommet des ODD, faisant abstraction de son évolution. Saussure (1972 : 126) compare le processus du langage à un jeu d'échecs, de sorte que la valeur respective des pièces découle de leur position sur l'échiquier. Alors que la fréquence du signifiant correspond à la valeur de la pièce au sein de l'ensemble du langage associé au développement durable, il acquiert sa valeur par son opposition avec tous les autres termes, opposition qui sera relevée dans les chapitres IV et V.

Prise hors contexte, l'analyse des fréquences pourrait être porteuse d'inférences hasardeuses. Elle s'inscrit ici dans une lecture attentive de textes produits par le milieu académique, politique et de parties prenantes – organisations internationales (le PNUE, l'AIE), les organisations privées (le WEC, le WBCSD) ou encore les organisations de la société civile (Greenpeace, le WWF) – en lien avec le contexte social et culturel dans lequel s'inscrit l'édification du concept de développement durable (Nulty, 2017 : 2). La fréquence des mots comptés visait à identifier les mots ayant un intérêt potentiel, tout en gardant en tête que ces fréquences puissent être porteuses de biais, comme des mots avec des sens multiples, par exemple « état / État » ou comme des enjeux n'ayant pas le même intérêt d'une société à l'autre, tels que l'accès à l'eau potable pour un pays développé ou un pays en voie de développement. La fréquence des énoncés est révélatrice de la signification globale du discours sur le développement durable, mais celle-ci peut être biaisée par les préoccupations exprimées par les acteurs les plus vocaux et souvent les plus dominants.

Frequency is an important parameter for detecting recurrent patterns defined by the co-occurrence of words. Frequency is thus an essential feature for making general claims about the discourse. However, statistical 'significance' is never enough. Lexical items also have to be semantically relevant (Teubert, 2005 : 5).

D'où l'importance d'un retour constant au texte afin de tenir compte du contexte dans lequel est utilisé, au sein de la phrase, le terme dont la fréquence a été calculée (Cointet et Parasie, 2018 : 5). En effet, « le mot ne fait sens que replacé dans son environnement lexical immédiat et dans les liens qu'ils tissent [sic] avec d'autres mots-pivots [sic] qu'il accompagne » (Gobin et Deroubaix, 2009 : 1). Comme l'affirme Laclau : la signification d'un objet est constituée non seulement par la façon dont nous le désignons linguistiquement, mais aussi par la façon dont nous l'utilisons, ainsi que le contexte dans lequel il s'incère (Laclau, 1990 : 100-103).

L'extraction des concepts les plus dominants du corpus renvoie à l'hypothèse que plus la fréquence d'un concept est importante, plus celui-ci est dominant au sein du discours politique. L'importance de la fréquence des mots renvoie à la composition du discours qui cherche à se consolider autour de signifiants privilégiés, donc ceux les plus souvent énoncés, afin de s'établir en signifiant fixe. La fréquence des mots énoncés constitue une étape préparatoire qui traite le corpus afin qu'il puisse être utilisé pour des analyses lexicales.

3.2.2 Catégorisation

Les résultats de l'analyse des fréquences sont par la suite combinés à une analyse qualitative qui vise l'interprétation de ces données « par un processus de classification systématique de codage et l'identification de thèmes ou « *patterns* » (Dany, 2016 : 9). La classification des termes issue du processus d'extraction des fréquences est une opération qui détermine les différences et les ressemblances au sein du corpus et les inscrits au sein de catégories.

Les catégories sont des rubriques ou classes qui rassemblent un groupe d'éléments (unités d'enregistrement dans le cas de l'analyse de contenu) sous un titre générique, rassemblement effectué en raison des caractères communs de ces éléments (Bardin, 2013 : 150).

L'analyse de contenu catégorielle lexicale n'est pas un processus linéaire, il nécessite de nombreux allers-retours entre le processus de hiérarchisation de la fréquence des

termes énoncés, le corpus lui-même et les catégories. La capacité du codeur de lire entre les lignes permet de surpasser les limites de l'extraction automatique des fréquences, laquelle ne permet pas de saisir le caractère implicite d'une affirmation au sein d'un discours (Bardin, 2013; Van Atteveldt, 2008).

Le tri effectué par le biais de CorText Manager a rendu possible le regroupement de certains termes, tels que « *democratic governance, global partnership, good governance, multilateralism* », qui ont été regroupés au sein de la catégorie « *governance* », et « *human well-being, reproductive health and rights, sanitation and hygiene, public health* », qui l'ont été sous l'appellation « *health* » (Appendice B). « La catégorie correspond à une notion générale représentant un ensemble ou une classe de signifiés, elle est un regroupement d'unités de sens » (Dany, 2016 : 16).

L'analyse quantitative telle qu'évoquée précédemment recherche la fréquence des termes, des mots, des symboles retenus, alors que l'analyse qualitative s'intéresse à la présence ou à l'absence de caractéristique données. Ce qui importe alors, c'est la valeur du terme, même si cette catégorisation peut s'avérer subjective. Les catégories permettent de représenter le discours de façon condensée et synthétique. Le discours n'est pas un objet neutre puisqu'il s'établit à l'aide d'une chaîne de signifiants variés. L'édification d'un cadre rigide visant à codifier le discours politique liant le développement durable et le rôle qu'y occupe l'énergie pourrait apparaître hasardeuse. Il est alors essentiel de repositionner la technique (analyse quantitative et qualitative de contenu) au sein du cadre théorique.

3.2.3 Codage

Le codage doit être organisé en fonction des relations de représentations hégémoniques de sorte que la conception relationnelle attribuée au discours par Laclau et Mouffe puisse saillir. Le caractère relationnel du discours comporte plusieurs points de rupture rendant la structure sociale imprévisible. La nature changeante de celle-ci nous oblige à accorder une attention spéciale à son articulation (Hansen et Sonnichsen, 2014 : 259). Ce qui retient notre attention dans l'édification de ce codage

(Tableau 3.1), ce n'est pas tant ce qui compose le centre du discours, plutôt que le résultat contingent des interventions articulatoires.

La constance de ce codage s'appuie sur un outil fondamental d'analyse : l'hégémonie. L'espace politique [n'est] « jamais un "jeu à somme nulle" [...] les règles et les joueurs ne sont jamais pleinement explicites » (Laclau et Mouffe, 2019 : 319), ce qui justifie de tenir compte des éléments souvent et clairement énoncés (fréquence), mais aussi de ceux ayant été volontairement omis ou peu énoncés (catégorisation et codage). Le caractère ouvert du social permettra d'identifier les luttes pour la fixation du sens du développement durable et du rôle qu'y occupe l'énergie. C'est en identifiant la logique d'équivalences et de différences, qui essaie de se structurer en totalité partielle, que nous pourrions révéler les luttes en cours.

Le premier thème de codage (colonnes G et H – Tableau 3.1) cherche à évaluer la part qu'occupe la croissance des énergies renouvelables au sein des discours. Le caractère vertueux (éthique) bien que coûteux (technologie) des énergies renouvelables (EnR) les place dans une relation conflictuelle, puisque prise en état entre la poursuite de la croissance économique et la protection de l'environnement. Le codage a donc cherché à déterminer les énoncés dont la croissance des EnR favorise la protection de l'environnement et donc qui justifient une croissance rapide des énergies renouvelables; et ceux pour qui la protection du développement économique justifie une progression lente des EnR. Cet élément de codage ne pourrait être exhaustif sans l'accroissement ou non de l'utilisation des énergies fossiles. Le rôle des énergies fossiles est le pilier du développement des économies libérales, de sorte que pour certains acteurs, la poursuite de leur extraction est nécessaire à la bonne santé économique, alors que pour d'autres, elle est synonyme de dépendance et de vulnérabilité (santé, environnement, prix ...). Les acteurs expriment l'importance de sortir de cette dépendance aux énergies fossiles. L'analyse des textes cherchait donc à déterminer si le discours appuyait la poursuite de la croissance des énergies fossiles ou non (colonnes I et J).

Tableau 3.1 Codage, discours sur le développement durable

Colonne	Titre
G	Croissance rapide des énergies renouvelables
H	Croissance lente des énergies renouvelables
I	Croissance rapide des énergies fossiles
J	Croissance lente des énergies fossiles
K	Changement de nature énergétique
L	Changement de nature économique
M	Changement de nature politique
N	Changement de nature sociale
O	Action à prendre : la transition
P	Action à prendre : la transformation
Q	Action à prendre : l'adaptation
R	Investissement public
S	Investissement privé
T	Urgence climatique
U	Urgence économique
V	Urgence sociale
W	Résilience environnementale
X	Résilience économique
Y	Résilience sociale
Z	Coopération public-privé
AA	Coopération public-privé-société civile
AB	Coopération public-société civile
AC	Gouvernance locale
AD	Gouvernance nationale
AE	Gouvernance internationale
AF	Accès à l'énergie est bénéfique pour la croissance économique
AG	Accès à l'énergie est bénéfique pour la réduction de la pauvreté et des inégalités
AH	Accès à l'énergie est bénéfique pour l'amélioration de la santé
AI	La solution au développement durable est l'innovation technologique.
AJ	La solution au développement durable est la décentralisation de la production d'énergie.
AK	La solution au développement durable est la sortie des énergies fossiles.
AL	La solution au développement durable est la coopération.
AM	La solution au développement durable est la décroissance.
AN	Les ODD constituent le <i>statu quo</i> .
AO	Les ODD constituent une transformation.
AP	Les ODD constituent une transition.
AQ	Acteur de pouvoir : les gouvernements nationaux
AR	Acteur de pouvoir : les organisations internationales
AS	Acteur de pouvoir : les entreprises privées
AT	Acteur de pouvoir : la société civile
AU	Mention des limites biophysiques de la planète
AV	Contradiction entre le modèle économique actuel et les ODD
AW	Utilisation efficace de l'énergie
AX	Usage suffisant de l'énergie

Les Objectifs du développement durable (ODD) visent, à travers leurs 17 objectifs, à mettre un terme à toutes formes de pauvreté, à lutter contre les inégalités et à mener le combat contre les changements climatiques. Cet appel à l'action s'articule différemment selon l'acteur qui l'énonce. Les priorités varient tout autant, mais elles peuvent aussi s'additionner. L'analyse visait donc à déterminer la nature du changement (colonnes K et N), donc à savoir si le changement s'articulait ou non autour de quatre éléments : l'énergie, l'économie, le politique et l'ordre social. L'essence du changement ne saurait être complète sans qu'on précise l'action à prendre (colonnes O à Q) pour y parvenir. Puisque les ODD constituent un plan d'action pour « les peuples, la planète et la prospérité », il s'avère important de déterminer la façon dont les acteurs envisagent ce passage aux actes. Pour certains, il n'est question que d'adapter le modèle économique actuel afin qu'il soit plus « durable », pour d'autres, il s'agit d'assurer une transition vers un modèle plus viable, alors que pour d'autres encore, il faut carrément transformer la nature du système économique actuel.

Les gestes à poser pour parvenir à l'atteinte des ODD sont nombreux et nécessiteront inévitablement un investissement de la part des différents acteurs. Le financement des ODD est une préoccupation centrale et alors que certains considèrent que les risques associés au développement durable doivent être partagés par tous, souvent sous la forme de partenariats public-privé (PPP), d'autres suggèrent que les gouvernements se portent garants du financement des ODD, souvent par méfiance à l'égard du secteur privé, mais pas exclusivement. Le codage prend donc en compte la provenance de l'investissement (colonnes R et S) nécessaire, doit-il être de nature publique, privée, ou les deux? Lorsqu'il est question d'investissement ou de financement, la question d'aller au plus urgent revient souvent. Les nombreuses interventions relatives au développement durable font mention de l'urgence d'agir, mais d'un acteur à l'autre, cette urgence varie. Parfois, elle concerne davantage le caractère économique, ou encore le changement climatique, ou plus largement la dégradation de l'environnement, mais elle touche aussi les sujets d'ordre social, tels que la justice, l'égalité, les disparités, etc. Il arrive aussi que ces divers enjeux

associés à ce sentiment d'urgence soient joints (colonnes T et V). Le sentiment d'urgence se rattache bien souvent à la capacité des individus ou des sociétés à faire face au stress intense que l'urgence engendre. La résilience (colonnes W à Y) est souvent présentée comme une façon dont les individus peuvent s'adapter aux divers changements, qu'ils soient d'ordres environnemental, économique ou social. D'autres acteurs, enfin, critiquent le transfert de responsabilité du risque des pouvoirs publics aux individus par une extension d'une rationalité de marché à l'ensemble de la vie sociale.

Dans la mise en place du plan d'action lié aux ODD, la solidarité et la coopération (colonnes Z à AB) constituent une pièce maîtresse. Le caractère universel des ODD justifie pour plusieurs un large partenariat regroupant chacun des intervenants, soit les instances publiques, privées ainsi que celles de la société civile. En fonction des acteurs, l'articulation de ce partenariat varie et certains acteurs prennent plus ou moins d'importance. La complexité relative au concept de gouvernance (colonnes AC et AE) est particulièrement évocatrice en ce qui a trait au développement durable. La réalisation des objectifs organisationnels et sociétaux liés au développement durable — soit la façon de déterminer qui détient le pouvoir, qui prend les décisions et qui en est responsable — varie d'un acteur à l'autre. Pour certains, cette gouvernance s'effectue à un seul niveau, alors que pour d'autres, les niveaux sont multiples.

L'accès à l'énergie (colonnes AF et AH) est défini par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) comme étant « un accès fiable et peu cher ». Le caractère général de cette définition prend un sens différent en fonction du locuteur. Les pays développés font référence à la sécurité énergétique devant assurer la poursuite de la croissance économique, alors que les pays en voie de développement considèrent l'accès à l'énergie comme un moyen devant assurer la sécurité alimentaire, permettre la réduction de la pauvreté et des inégalités grâce au développement économique, tout en rendant possible un meilleur déploiement des services de santé. Cet élément d'analyse permet d'examiner si l'accès à l'énergie est bénéfique ou non pour la croissance économique, la réduction de la pauvreté et des inégalités et pour

l'amélioration des conditions de santé des populations. Les problèmes liés au développement durable sont multiples et il en va de même pour les solutions (colonnes AI à AM) mises de l'avant par les différents locuteurs. Une majorité semble s'entendre sur l'importance de la coopération⁴ et de l'apport des technologies⁵ pour y parvenir, certains font référence à l'énergie et, à l'extrémité des spectres de solution, il y a ceux qui en appellent à la décroissance.

Les ODD (colonnes AN à AP) et les diverses Conférences de l'ONU sur l'environnement revêtent une importance qui varie selon l'acteur qui y prend part. Chez plusieurs acteurs, les ODD ne sont que le *statu quo* du système actuel; pour d'autres, les ODD ont le potentiel d'engendrer un changement au sein du système actuel; alors que pour certains, les ODD peuvent engendrer une transition vers un autre système. Qui dit transformation ou transition suppose un porteur de changement. L'élément de codage qui suit vise à cerner qui sont, selon les porteurs du discours sur le développement durable, les acteurs ayant le pouvoir (colonnes AQ et AT) d'engendrer ce changement. Il n'est pas question ici de gouvernance, mais plutôt de la légitimité à agir que détiennent les acteurs concernés par les ODD. Cet acteur semble jouir d'une autorité reconnue, d'une certaine reconnaissance explicite ou tacite de la part des autres acteurs, ce qui lui confère un certain pouvoir.

Le codage a aussi cherché à cadrer la perception que se font les acteurs des limites (colonne AU) de la planète. Les acteurs énoncent-ils les limites ou non? Les acteurs font-ils mention de contradictions (colonne AV) entre le modèle économique actuel et ce que proposent les ODD? Et pour terminer, puisque la présente étude cherche à situer le rôle occupé par la question énergétique, il était essentiel d'évaluer quel type d'utilisation de l'énergie (colonnes AW et AX) était prôné par les acteurs. Lorsqu'il est question de la réduction en matière de consommation énergétique, une vaste majorité

⁴ Le codage « Solution coopération » a été utilisé lorsque les acteurs faisaient mention de coopération interétatique, qu'elle soit de nature multilatérale, bilatérale, régionale, Nord-Sud ou Sud-Sud.

⁵ Le codage « Solution innovation technologique » pourrait constituer un moyen « caché » de parler de l'énergie. Nous avons donc testé ce codage à même les énoncés et, en pratique, nous ne l'avons pas vu.

d'acteurs prônent l'efficacité énergétique, soit la réduction de l'énergie nécessaire pour la production de produits et services, alors que d'autres font référence à la suffisance énergétique qui vise à revoir les structures sociales qui sont gourmandes en énergie (Fawcett et Darby, 2019; Hayden, 2014; Princen, 2003; Spengler, 2016; Toulouse et al., 2017).

Le présent protocole de codage permet d'établir le caractère relationnel du discours sur le développement durable et de faire ressortir son caractère contingent. Chacun des 231 énoncés qui ont été retenus dans le cadre de l'analyse discursive du développement durable a été analysé en fonction de la grille d'analyse préalablement citée. Lorsqu'un énoncé faisait référence, par exemple, au niveau de gouvernance (colonnes AC et AE) nécessaire pour implanter les ODD comme étant d'ordre national, un « 1 » était inscrit dans la case appropriée. Si l'élément « gouvernance nationale » était énoncé à plusieurs reprises, cette répétition n'était pas inscrite dans le codage. Ainsi, même si un acteur évoquait à trois reprises la question de la gouvernance nationale, il n'était codé que par un « 1 ». L'intérêt du codage ne vise pas à quantifier le nombre de répétitions, mais plutôt à déterminer le sens véhiculé par le discours. L'extrait suivant du discours du Premier ministre du Lesotho en constitue un bon exemple :

*In conclusion, allow me to reiterate the need to translate the ambitious Agenda we have just adopted into pragmatic, sustainable **national development plans**. Furthermore, we need to ensure that adequate institutional, human and financial capacities are in place at the **national level**, in order for us to achieve these goals. (D – Mosisili, 2015 : 3)*

Bien que le premier ministre Mosisili ait précédemment énoncé l'importance de la gouvernance nationale dans l'implantation des ODD et qu'il l'énonce à deux reprises dans le présent extrait, l'élément de gouvernance nationale n'a été codé qu'une seule fois (Appendice D). Puisque dans le cadre de son discours, il n'a pas évoqué l'importance ou le rôle de la gouvernance internationale et/ou locale, les cases qui y sont associées, soit la ligne 105 qui va de pair avec les colonnes AC et AE, sont restées vides.

Une fois l'ensemble des 231 discours codés, les données ont été ajoutées dans un nouveau tableau au sein du logiciel UCInet, un logiciel d'analyse des réseaux sociaux. L'importation des données tirées des éléments codés et qui composent le discours du développement durable vers le logiciel UCInet permet d'exposer les relations entre les divers discours. L'analyse via UCInet cherche à établir les schémas relationnels entre les divers éléments du discours et, surtout, vise à découvrir les structures de symétrie et d'asymétrie, ainsi qu'à identifier les relations de pouvoir.

3.3. Analyse de réseau et construction de sens

L'analyse de réseau fascine les chercheurs en science politique. Cette fascination s'appuie sur l'attrait descriptif des réseaux, qui permettent de considérer la réalité observée non pas en termes de catégories prédéfinies, mais en fonction de la position des sujets qui en composent la structure. Il est à noter, que dans le cadre de la présente étude, il n'est pas question de s'intéresser à la position des sujets, mais plutôt à ce que les sujets ont énoncé, à l'analyse du sens des mots qu'ils énoncent et aux relations de sens. Ce qui s'harmonise avec la position de Laclau et Mouffe, puisque cette position structurale permet de déterminer les logiques de différences et d'équivalences jouant de fait sur l'uniformisation du social grâce à l'*élément* ayant acquis, par le biais de l'articulation, une certaine hégémonie. Cette section vise à présenter, dans un premier temps, ce dont il est question lorsque nous parlons d'analyse de réseaux sociaux pour ensuite démontrer les liens qui unissent l'analyse de réseau à l'analyse discursive. D'abord, nous exposerons en quoi l'analyse de réseau s'inscrit comme une méthode d'intérêt pour l'étude du discours en plus d'exposer les principaux termes de l'analyse de réseau qui seront utilisés au sein de cette thèse. Ensuite, nous présenterons le type de graphe qui sera exploité dans le cadre de l'analyse de réseau sémantique qui sera opérationnalisé au chapitre IV.

3.3 L'analyse des réseaux sociaux

L'analyse des réseaux sociaux a été développée à partir de la théorie des réseaux sociaux, elle-même issue d'une approche interdisciplinaire qui découle de la

psychologie, de la sociologie et de l'anthropologie, en plus d'y adjoindre des méthodologies issues des mathématiques et de la statistique. L'analyse des réseaux sociaux repose sur la structure d'un réseau et la position des acteurs qui le composent (Borgatti, Everett et Johnson, 2013 : 10). L'analyse des réseaux sociaux est une approche qui cherche à comprendre le monde social par le biais d'une analyse des structures sociales, en se penchant particulièrement sur les aspects relationnels de ces structures (Scott, 2013 : 41). Il s'agit donc d'une stratégie d'investigation des degrés d'influence (degré du nœud) de chacun des acteurs au sein d'un réseau, mais surtout de la façon dont chacun peut influencer sur le comportement de l'autre, en plus d'évaluer à quel point ils sont interreliés, cohérents et qu'ils arrivent à former des grappes. Notons que cette section traite de l'analyse des réseaux sociaux et non d'analyse sémantique, analyse qui s'intéresse aux relations de sens et qui sera appliquée à cette thèse, mais dont nous présenterons les grandes lignes à la section suivante. L'analyse de la structure du réseau s'effectue suivant la théorie des graphes (mathématique et statistique) et les notions des réseaux sociaux (Tableau 3.2).

L'analyse des réseaux sociaux est une méthode des sciences sociales qui étudie les relations, qui sont en règle générale interpersonnelles, et la formation de regroupements, à partir de la méthode de la théorie des graphes (Scott, 2013 : 11) normalement utilisée pour l'étude de relations entre acteurs ou organisations. L'analyse de réseau emprunte à une branche de la mathématique la théorie des graphes, qui est une façon de concevoir un réseau mathématiquement parlant à partir de graphes. Un graphe représente une structure d'éléments dans laquelle certains nœuds sont regroupés par paires, en relation. Un graphe est une série de nœuds et de liens. Les liens relient les nœuds en paire, le réseau vise donc à représenter les relations entre individus ou, dans le cas présent, entre les éléments d'un discours. Ainsi, un « *graph is simply a set of lines connecting points, and graph theory consists of a body of mathematical axioms and formulæ that describe the properties of the patterns formed by the lines* » (Scott, 2013 : 17).

Un graphe peut être dirigé⁶ ou non dirigé. Les graphes non dirigés sont utilisés dans le cadre de relations où la direction dans laquelle l'information circule n'a pas de sens et où, logiquement, les paires de nœuds doivent toujours avoir des liens réciproques, en ce sens qu'ils sont impliqués dans la même activité articulatoire. L'utilisation de l'analyse de réseau sémantique (Figure 3.3) pour débusquer le sens attribué au développement durable utilise un graphe non dirigé qui permet de voir la réciprocité entre les divers éléments du discours.

Tableau 3.2 Terminologie, analyse des réseaux sociaux

<i>Nœud</i>	<i>Unité fondamentale d'un réseau (ex : la coopération est un nœud du réseau.)</i>
Arêtes / liens	La ligne reliant deux nœuds. Chaque direction peut avoir un poids (importance, distance, etc.) et peut être soit dirigé (dans une direction) ou non dirigé (dans les deux directions).
Densité	Le nombre de liens présents, divisé par le nombre maximal de liens possibles. La densité est toujours comprise entre 0 et 1. Lorsque le nombre de liens présents est proche du maximum de liens possibles, le graphe est considéré comme dense.
Degré du nœud	Le nombre d'arêtes incises à un certain nœud (les éléments du discours avec un degré élevé — plus de connexions avec d'autres — sont plus susceptibles d'être en contact avec l'information et de lier les éléments d'un discours).
Mesure d'intermédiarité	Le nombre d'autres nœuds devant passer par un nœud spécifique pour atteindre le chemin le plus court, soit des éléments du discours avec une centralité élevée qui agissent comme des « point pivots » du flux des communications dans le réseau. Il s'y connecte différents éléments ensemble, ce qui engendre des chaînes d'équivalences).
Grappe	Formation de groupes homogènes, dont certains nœuds ont tendance à se lier à des nœuds ayant une caractéristique similaire.

(Borgatti et al., 2013; Scott, 2013)

⁶ Le graphe dirigé, composé de liens dont l'extrémité est une flèche, est souvent utilisé pour analyser la structure d'un groupe. En effet, la flèche indique la direction de la relation entre 1 et 2, il est ainsi possible de savoir qui a contacté qui. Lorsqu'il est question d'un graphe non dirigé, les paires de nœuds ne sont pas ordonnées.

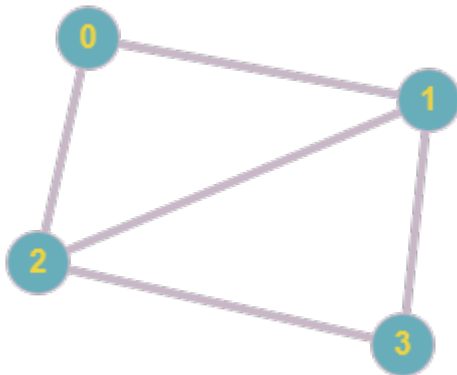


Figure 3.3 Graphe non dirigé

La première étape d'une analyse de réseau vise à identifier les nœuds qui composent le réseau. Ensuite, puisqu'un réseau se compose de nœuds, il y a aussi des liens qui représentent la relation entre les divers nœuds. Les types de relation sont variables et peuvent se voir attribuer différents sens selon la solidité de leur lien. Il peut être difficile de construire un graphe à partir d'un large réseau sémantique comme celui du discours sur le développement durable, de sorte qu'en établissant une matrice d'adjacence, il est possible de représenter, mathématiquement, le fait que « *two agents represented by points are directly related or connected with one another* » (Scott, 2013 : 67). Dans un graphe non dirigé, un nœud est donc dit adjacent à un autre dans une matrice d'adjacence s'il existe un chemin de longueur n entre eux (Tableau 3.3). Un graphe non dirigé est approprié lorsque la recherche est d'ordre exploratoire (Carley, 1993 : 96) et constitue un point de repère important pour la comparaison (Steyvers et Tenenbaum, 2005 : 50).

La matrice peut par la suite être visualisée par le biais de NetDraw, logiciel de visualisation des graphes. La théorie des graphes rend possible la modélisation des chemins que constitue le déplacement par le biais des arêtes dans un graphe donné.

Tableau 3.3 Matrice d'adjacence, graphe non dirigé

	1	2	3	4
1	-	1	1	0
2	1	-	1	1
3	1	1	-	1
4	0	1	1	-

L'utilisation qui sera faite de l'analyse des réseaux sociaux est à la fois qualitative et quantitative. L'utilisation combinée de catégories qualitatives associées au protocole de codage, et l'analyse de réseau sémantique, de nature quantitative, permet une standardisation des mesures afin d'identifier les articulations discursives. L'analyse de réseau permet de délimiter les relations entre les données.

Social network analysis (SNA) means analyzing various characteristics of the pattern of distribution of relational ties [...] and drawing inferences about network as a whole or about those belonging to it considered individually or in groups (Koskinen, 2008 : 4)

Ces liens relationnels sont donc des variables qui fournissent de l'information sur la nature des relations entre les pairs qui, elles-mêmes, génèrent la structure du réseau.

3.3.1 L'analyse de réseau appliquée au discours

La présente étude analyse les relations entre les unités lexicales qui composent le discours sur le développement durable plutôt que les relations entre les acteurs. Il n'est donc pas question ici d'influence. Cette section ne traitant pas d'analyse de réseau social, mais d'analyse de réseau sémantique; il n'est donc plus question de

mesurer les degrés d'influence au sein du réseau, mais plutôt de comprendre la structure de sens au sein du réseau discursif. La méthode mise en place vise à explorer les composantes sémantiques du discours politique sur le développement durable et la question énergétique en les restreignant à leur contexte linguistique, soit le Sommet sur les ODD. L'analyse de réseau sémantique est une méthode de recherche qui décrit les relations entre les mots au sein du corpus. Elle met l'accent sur le contenu du message en analysant les relations entre les mots (Jang et Barnett, 1994 : 34). Il n'est donc pas question ici de faire une analyse des relations entre les acteurs, comme le fait l'analyse des réseaux sociaux, mais plutôt de procéder à une analyse de réseau sémantique qui articule le sens à la syntaxe. Comme exprimé par Carley (1993), deux textes peuvent contenir les mêmes concepts, mais représenter deux sens différents. Le sens se révèle alors à travers les relations entre les concepts au sein du réseau discursif et un retour constant aux discours par l'analyste. « *Under the semantic net view, meaning is inseparable from structure : The meaning of a concept is, at least in part, constituted by its connections to other concepts* » (Steyvers & Tenenbaum, 2005 : 43). Alors que l'analyse des réseaux sociaux s'intéresse aux relations entre les acteurs (nœuds), l'analyse sémantique mise en œuvre dans l'analyse du discours sur le développement durable s'intéresse aux relations de sens entre les concepts (nœuds).

Because the "semantic network" is the configuration of relationships among the nodes who are using same symbols and the strength of links between two nodes is the degree to which they have shared meanings, we are able to classify nodes' relative positions (structural equivalence) in a shared meaning network (Jang et Barnett, 1994 : 34).

Si l'on reprend la définition du discours de Laclau et Mouffe, que nous avons citée à la section 3.1.1 du présent chapitre (page 75), et ses trois composantes que sont l'élément, l'articulation et le moment, il est possible de les associer au vocable de l'analyse de réseau sémantique. En effet, lorsque Laclau et Mouffe se réfèrent au discours, il est associé, dans le cadre de l'analyse sémantique au réseau lui-même (Tableau 3.4). L'élément, tel qu'exposé chez Laclau et Mouffe, renvoie aux nœuds isolés au sein du réseau, alors que les moments, par le biais de l'articulation ou des

liens dans l'analyse de réseau, réfèrent aux nœuds interreliés prenant une part intégrante à la structure du réseau.

Tableau 3.4 Équivalences conceptuelles
de l'analyse discursive de Laclau et Mouffe et de l'analyse de réseau

<i>Analyse discursive de Laclau et Mouffe</i>	<i>Analyse de réseau</i>
Discours	Réseau
Élément	Nœud isolé
Articulation	Liens / arrêtes
Moment	Nœud

La présente analyse étant discursive, elle vise à donner du sens aux pratiques articulatoires et donc aux luttes que se livrent les acteurs pour leur identité. La mise en application de l'analyse sémantique, dans un cadre discursif et étroitement associé à l'approche mise de l'avant par Laclau et Mouffe, n'essaie pas de déterminer le rôle des individus au sein d'un réseau, mais plutôt d'exposer le caractère relationnel au sein des pratiques discursives des acteurs associés à la signification du développement durable. Bien que les ODD aient été votés à l'unanimité lors de l'Assemblée générale de l'ONU, il serait périlleux d'envisager ce discours comme étant homogène.

L'analyse de réseau sémantique combinée à l'analyse discursive poststructuraliste de Laclau et Mouffe permet de comprendre la signification attribuée au développement durable et au rôle qu'y joue l'énergie. En effet, l'analyse sémantique permet, grâce à l'extraction qualitative du langage, de cartographier ces liens entre les acteurs et le langage qu'ils utilisent. L'analyse discursive du développement durable a pour objectif, à travers l'étude du langage utilisé par les acteurs, de décrire le sens attribué au développement durable à partir de différentes articulations discursives. La méthode cherche à représenter l'intention de communication des acteurs. Les acteurs ne sont jamais clairement explicites dans leurs énoncés, alors la présente analyse vise à refléter la relation entre les concepts qui structurent le sens du discours.

L'utilisation de l'analyse de réseau sémantique ne cherche donc pas déterminer la position des acteurs les uns vis-à-vis des autres, mais plutôt à déterminer le sens partagé, ou non, des divers éléments qui composent le discours du développement durable. L'analyse de réseau sémantique tend à analyser l'homogénéité ou la diversité des discours par l'interprétation qu'en font les acteurs. En effet, l'analyse sémantique s'intéresse aux textes en fonction de leurs relations aux mots et de leur interprétation partagée (Doerfel, 1998 : 17). Le sens du réseau discursif du développement durable s'appuie sur les concepts (nœuds) qui sont énoncés par les acteurs, les nœuds du réseau sont donc les *éléments* qui sont liés par leurs réseaux de signification. La force des liens entre les nœuds constitue le degré par lequel les identités acquièrent un sens partagé. La position relative d'un élément dans le réseau discursif permet de classer le sens qui lui est attribué. Selon Jang et Barnett (1994), l'analyse sémantique des réseaux détient un avantage sur l'analyse de réseau traditionnelle puisque :

[...] it provides a precise description of the content of messages while at the same time allowing researchers to differentiate characteristics of actors based on what they communicate. (34-35)

L'ordonnancement du codage du discours du développement durable dépend de catégories mises de l'avant par le codeur et qui se basent sur l'ontologie et l'épistémologie de Laclau et Mouffe. L'analyse quantitative du discours s'inscrit dans les préceptes de l'analyse de réseau, mais plutôt que de mettre en lumière les relations de pouvoir entre les acteurs, elle repose sur l'analyse sémantique afin de faire émerger les relations entre les éléments du discours et, ainsi, permettre de mettre au jour les chaînes discursives.

3.3.2 L'analyse de réseau comme outil analytique

Associer l'analyse des réseaux sociaux à l'analyse discursive de Laclau et Mouffe implique une méthode mixte qui allie analyse quantitative et qualitative. La section 3.2 (page 88), traitant de l'analyse de contenu, a démontré les différentes étapes qui ont été mises de l'avant afin de déployer l'analyse de réseau sémantique.

La première étape vise à faire émerger, à partir d'une analyse de contenu lexicométrique, les termes les plus souvent évoqués au sein des discours sélectionnés à partir d'un logiciel de fréquence et de cooccurrence. Cette approche de l'analyse des textes combine une extraction automatique et manuelle qui permet d'identifier les concepts prédominants au sein du discours et d'établir un protocole de codage, s'appuyant sur l'ontologie et l'épistémologie de Laclau et Mouffe, qui peut par la suite être appliqué à l'ensemble des discours. L'objectif de cette approche mixte est d'obtenir des résultats pertinents sans les imposer à notre corpus (Venturini et al., 2014 : 1-2). Le résultat du codage est alors analysé à partir des logiciels UCInet et NetDraw afin de faire émerger les concepts de centralité liés à l'analyse de réseau sémantique. Cette analyse permet d'exposer les éléments centraux du discours qui ont en commun une certaine signification du développement durable. En dernier lieu, est exposée, par le biais d'une analyse centre-périphérie propre à l'analyse de réseau, l'existence de communautés structurées permettant d'identifier les regroupements sémantiques au sein du réseau, faisant ressortir les éléments qui le structurent. Ces étapes (centralité et centre-périphérie) sont importantes pour deux raisons : d'abord, pour établir la nature des nœuds et leurs interrelations qui permettent d'exposer le sens attribué à la version dominante du discours politique sur le développement durable et, ensuite, pour déterminer le rôle qu'y occupe l'énergie. En procédant de la sorte, il est aussi possible d'établir ce qui est hors du sens commun et s'il y a des structures importantes à explorer avec plus d'attention.

3.4 La centralité du discours

L'analyse des degrés de centralité peut démontrer que certains éléments du discours sont plus étroitement connectés entre eux qu'avec d'autres éléments au sein du réseau. Si un nœud du réseau est plus aisément relié à un groupe de nœuds, de telle sorte que les éléments sont étroitement connectés à l'intérieur de ce regroupement, on peut affirmer que ceux-ci appartiennent à une communauté structurée (Scott, 2013 : 78-82). Cette catégorie réfère aux phénomènes relationnels que l'on retrouve dans la sphère sociale et que l'on retrouve dans la psychologie sociale sous le terme

d'homophilie, soit cette tendance qu'ont les humains d'aimer des gens qui sont similaires à eux et qui partagent des attributs sociaux équivalents (Borgatti et al., 2013 : 5). Il est donc possible d'avoir des regroupements plus denses (homophiles) qui sont liés soit à d'autres regroupements denses du réseau, soit à des composantes plus distantes. La possibilité d'identifier des regroupements au sein d'un réseau peut fournir de riches informations sur la façon dont il se structure. Les nœuds se trouvant au centre du réseau sémantique occupent un rôle important puisqu'ils font circuler le sens à travers l'ensemble du réseau, un rôle qui peut acquérir davantage d'importance s'il est combiné à une forte mesure d'intermédiarité, car cela signifie qu'il existe un petit nombre de concepts centraux (Shim et al., 2015 : 59).

Des nœuds structurants qui occupent la même position, le même rôle au sein d'un réseau sont dits équivalents. Certaines équivalences sont dites structurelles, ce qui implique que certains nœuds sont forcément liés aux mêmes nœuds. Cela est restrictif, dans la mesure où des nœuds similaires n'impliquent pas, dans tous les cas, qu'ils soient liés exactement aux mêmes nœuds (Borgatti et al., 2013 : 206 et 220). Ce type d'équivalences est dit régulier.

Le modèle d'équivalence le plus commun dans l'analyse de réseau est celui de la structure centre-périphérie (Tableau 3.5) :

Une telle structure peut correspondre à une configuration du réseau de relations possédant un ou plusieurs centres, une semi-périphérie, pour ensuite aller jusqu'à une périphérie caractérisée par une faible densité des relations [d'équivalence]. (Higgins, Ribeiro, Botrel de Vasconcellos et Barbosa, 2014 : 46)





Ce type de structure permet d'identifier les regroupements comportant des équivalences. L'idée du centre et de périphérie se base sur une approche qui s'intéresse à deux types de nœuds, celui qui est cohérent (le centre) dans lequel les concepts sont densément liés les uns aux autres, et l'autre, la périphérie, qui se compose de nœuds épars nettement moins liés au centre (Borgatti et Everett, 2000 : 377).

Semantic network analysis offers a flexible and systematic tool to identify and compare frames in this context-sensitive way and can reveal nuanced and interesting interframe connection patterns (Yang et González-Bailón, 2017 : 333).

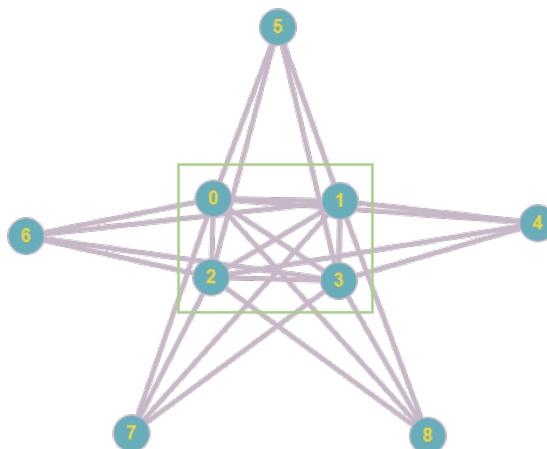
Ainsi, une structure centre-périphérie dans un réseau sémantique refléterait un ensemble de caractéristiques fortement associées (centre), mais aussi un ensemble de caractéristiques faiblement associées (périphérie). L'intérêt d'utiliser l'analyse centre-périphérie, c'est qu'elle permet d'évaluer la dominance du centre ou encore la flexibilité de la périphérie quant au sens octroyé au développement durable et au rôle de l'énergie, en plus d'offrir la possibilité d'explorer ce que ces caractéristiques structurelles peuvent évoquer selon la façon dont les concepts sont liés entre eux.

Tableau 3.5 Structure centre-périphérie

	0	1	2	3	4	5	6	7	8
0		1	1	1	0	0	0	1	0
1	1		1	1	0	0	0	0	0
2	1	1		1	0	1	0	0	0
3	1	1	1		1	0	1	0	0
4	0	0	0	1		0	0	0	0
5	0	0	1	0	0		0	0	0
6	0	0	0	1	0	0		0	0
7	1	0	0	0	0	0	0		0
8	0	0	0	0	0	0	0	0	

	Interaction centre-centre
	Interaction périphérie-périphérie
	Interactions centre-périphérie
	Interaction périphérie-centre

(Stephen P. Borgatti et al., 2013 : 225-226)



S'en tenir à une approche centre-périphérie classique dans le cadre de l'analyse discursive du développement durable serait trop simpliste et laisserait de côté un pan important de l'articulation du discours. Pour y remédier, la présente analyse s'appuiera sur une partition en trois temps, soit le centre, la semi-périphérie et la périphérie. Empruntée aux théoriciens du système monde, cette partition permet une meilleure

compréhension des relations entre les divers éléments du discours. Afin de mieux circonscrire le centre, la semi-périphérie et la périphérie, l'analyse des grappes a été privilégiée (Borgatti et Everett, 2000 : 375).

Une grappe est une agrégation d'éléments avec de denses interactions à l'intérieur de celle-ci et d'autres plus diffuses avec les éléments situés à l'extérieur. L'utilisation de l'analyse des grappes permet d'identifier les frontières qui structurent le centre du réseau (Scott, 2013 : 92) en plus de déterminer s'il est constitué d'un centre absolu, donc unique, ou s'il en possède plus d'un. L'analyse des grappes permet d'établir des regroupements d'éléments en se basant sur leurs similarités ou sur la distance qui les sépare. Les grappes hiérarchiques produisent :

series of successive partitions that are nested within each other in the sense that you can get from the partition with fewer (but larger) classes to the partition with more (smaller) classes by subdividing one or more of the larger classes (Borgatti et al., 2013 : 95).

Cette méthode débute avec une partition qui place chaque élément dans sa propre grappe et qui en joint deux autres, pour former la prochaine partition et ainsi de suite jusqu'à ce que chaque élément soit dans sa propre grappe. Deux nœuds sont dits équivalents s'ils partagent le même voisinage. Chaque lien (arête) se voit assigner un poids, de sorte que la hiérarchisation de la grappe procède du lien dont le poids est le plus important vers celui en ayant le moins. Les liens détenant le poids le plus important au sein du réseau sont donc centraux. La hiérarchisation des grappes du discours sur le développement durable est présentée sous la forme d'un dendrogramme qui a permis de recréer les relations qui sont représentées au sein du centre, de la semi-périphérie et de la périphérie.

3.4.1 Le centre et la périphérie dans l'analyse de réseau

Les réseaux servent à modéliser des systèmes dans lesquels des éléments représentés par des nœuds interagissent les uns avec les autres. La représentation d'un réseau sous forme d'un graphe établit des connexions qui sont représentées par

des liens que l'on nomme arêtes. L'un des avantages clés de l'analyse de réseau, c'est qu'elle synthétise un large réseau discursif et développe un cadre d'analyse permettant de comparer des structures complexes. L'analyse de réseau du discours sur le développement durable permettra de représenter les diverses articulations en cours, d'identifier si les relations entre les divers éléments du discours sont importantes ou diffuses, de déceler les éléments discursifs les plus souvent énoncés et, finalement, de mesurer la cohésion de la structure discursive. Une des principales fonctionnalités de l'analyse de réseau est de mesurer la relation d'un nœud avec un autre par le biais de l'analyse du degré de centralité (*degree centrality*), ce qui suppose de mesurer si un nœud est avantageusement positionné, ou pas, au sein de la structure du réseau (Figure 3.4).

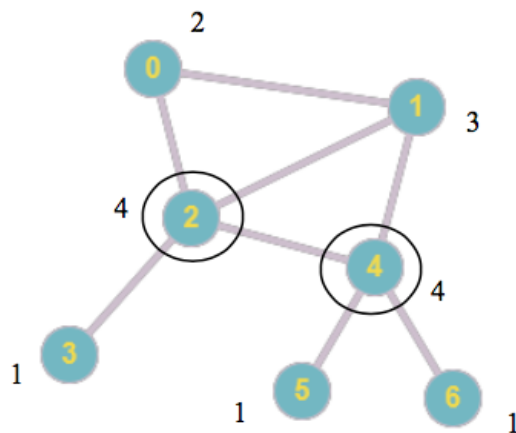


Figure 3.4 Degré de centralité

Le degré de densité représente le nombre de connexions que peut avoir un nœud, « *if we assume that things – such as information and infections – flow through ties, then degree centrality can be seen as an index of the exposure of a node in the network* » (Borgatti et al., 2013 : 166). Ainsi, en matière de centralité, un nœud ayant plusieurs liens avec d'autres nœuds est en position avantageuse pour propager l'information à travers le réseau. Ces nœuds sont beaucoup plus autonomes et nettement moins sujets à être influencés par les autres nœuds du réseau, ce qui leur octroie un certain pouvoir.

Alors que le degré du nœud mesure la vitesse à laquelle l'information circule entre les nœuds, la mesure d'intermédiarité (*betweenness centrality*), elle, se préoccupe du nombre de fois qu'un nœud donné se trouve dans le chemin le plus court entre deux autres nœuds (Figure 3.5). Si un nœud n'est jamais traversé par un lien entre d'autres nœuds, alors sa valeur d'intermédiarité est nulle et il a peu chance d'avoir en commun un sens avec d'autres nœuds du réseau. « *Betweenness reaches its maximum value when the node lies along every shortest path between every pair of other nodes.* » (Borgatti et al., 2013 : 174) Un nœud dans le graphe peut avoir un faible degré de centralité, mais jouer un rôle important d'intermédiaire et ainsi acquérir une fonction significative au sein du réseau (Scott, 2013 : 87). Ainsi, les nœuds avec un fort niveau d'intermédiarité jouent un rôle de passerelle, de pont, entre les autres nœuds du réseau (Shim et al., 2015 : 59). Ce rôle peut acquérir davantage d'importance lorsque le nœud détient aussi un important degré de centralité, ce qui impliquerait qu'il y a un nombre restreint de nœuds centraux. Chez Laclau et Mouffe (2019 : 172), l'on pourrait associer l'intermédiarité à la médiation, qui renvoie à « un système de transitions logiques dans lesquelles les relations entre objets sont conçues comme découlant d'une relation entre des concepts ».

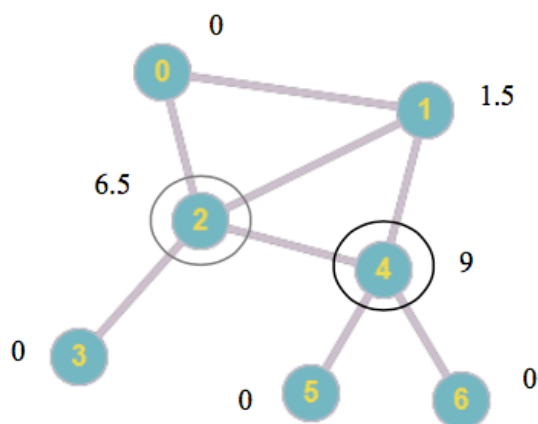


Figure 3.5 Mesure d'intermédiarité

Au cœur de l'analyse discursive de Laclau et Mouffe siège l'hégémonie, une théorie du pouvoir qui s'arrime à une conception différentielle de l'identité (Nabers, 2015 : 103). L'analyse de contenu déployée ici tient compte de ces deux composantes essentielles. Afin de déterminer si le développement durable constitue un signifiant vide ou flottant et quel rôle y occupe l'énergie, différentes étapes d'analyse de contenu, quantitative comme qualitative, seront mises en œuvre. Schématiquement, on peut distinguer quatre étapes (Tableau 3.6) : la première circonscrit l'objet de recherche et la sélection du corpus, la seconde correspond à l'opérationnalisation du sens attribué au corpus (extraction/fréquence, catégorisation et protocole de codage), la troisième représente le traitement et l'exploitation du matériel (codage du corpus et analyse de réseau sémantique) et la dernière interprète l'analyse de réseau sémantique par le biais de l'analyse discursive de Laclau et Mouffe.

Tableau 3.6 Les différentes étapes de l'analyse de contenu et discursive (adapté de Dany, 2016)

Objet de recherche et sélection du corpus	<ul style="list-style-type: none"> • Matériel étudié: Discours énoncé lors du Sommet des Objectifs du développement durable (ODD), ONU, 25 au 27 septembre 2015, New York. • Choix des techniques à appliquer au corpus: Extraction automatisée (fréquence-cooccurrence), catégorisation lexicale et codage.
Opérationnalisation du sens	<ul style="list-style-type: none"> • Échantillonnage pour tester les techniques à appliquer au corpus. • Familiarisation avec les données lecture « flottante » et relecture. • Mise au point des techniques appliquées au corpus (fréquence-cooccurrence, validation et catégorisation). • Élaboration du protocole de codage (épistémologie, ontologie de Laclau et Mouffe) et test sur l'échantillonnage du corpus. • Test et révision des catégories et du protocole codage.
Traitement et Exploitation du corpus	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilisation du protocole de codage. • Analyse du corpus selon le protocole de codage. • Création de la base de données (Excel) et réalisation d'analyse statistique ainsi que l'analyse de réseau sémantique.
Interprétation	<ul style="list-style-type: none"> • Interrogation de l'analyse de réseau sémantique par le biais de l'analyse discursive de Laclau et Mouffe. • Inférences, interprétations. • Confrontation à la question de recherche.

Source : (Dany, 2016 : 12)

Il est donc question d'appliquer une approche originale de l'analyse de contenu qui combine une extraction automatique (fréquence) et un tamisage manuel (catégorisation) des mots clés. Une telle approche vise à éviter les inconvénients de fonder l'extraction des termes uniquement sur des indicateurs quantitatifs ou sur le

jugement qualitatif du codeur. Itérant les interactions entre expertise et calcul automatique, tout en effectuant des allers-retours constants aux textes, le protocole de codage a émergé du corpus tout en s'appuyant sur l'ontologie et l'épistémologie de Laclau et Mouffe. L'analyse de réseau sémantique permet donc d'identifier la grammaire commune du discours, et le passage à l'analyse discursive de Laclau et Mouffe permet de voir émerger la chaîne d'équivalences, avec ses équivalences et différences, et ainsi d'évaluer si ces requêtes individuelles arrivent à se cristalliser dans le politique et acquérir un statut hégémonique.

CHAPITRE IV

L'ANALYSE DE RÉSEAU DU DISCOURS SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette étude a codé et analysé 231 discours ayant été énoncés lors du Sommet sur les objectifs du développement durable ayant eu lieu à New York du 25 au 27 septembre 2015. La section qui suit présente les résultats de ces étapes sous la lentille de l'analyse de réseau sémantique. Néanmoins, avant de présenter ces résultats, des statistiques descriptives seront présentées. Cette première partie du chapitre expose les grandes évidences qui ressortent du codage des discours. Nous verrons la présence négligeable qu'occupe la question énergétique, l'absence des questions de gouvernance des pays du G7 et du BRIC, et finalement l'omission des limites écologiques de la planète. Dans un deuxième temps sera présentée la structure centre-périphérie du discours sur le développement durable. Les logiques relationnelles qui en émergent démontrent deux éléments clés, d'abord que la composante centrale du discours est de nature politique, axée sur la gouvernance, et qu'il existe une semi-périphérie qui vient donner plus de profondeur à l'analyse de ce réseau dense. L'étude du centre et de la périphérie fait poindre les nœuds dominants qui tendent à vouloir donner le sens au développement durable, tout en permettant de mettre en lumière ceux laissés en retrait, ainsi que les intermédiaires qui s'inscrivent dans la semi-périphérie.

Alors que les deux premières sections de ce chapitre s'attardent à la composition du discours (231 énoncés) sous la lunette de l'analyse de réseau, les trois dernières sections reviennent vers les acteurs qui ont énoncé ces discours. En changeant notre centre d'attention du réseau dans son ensemble vers les acteurs, nous explorons en

premier lieu le caractère qualitatif de la densité du réseau. En effet, seuls 6 énoncés sur 231 contiennent les neuf éléments du centre discursif. À ce stade, notre attention ne se porte pas encore sur l'intérêt des acteurs, mais sur le sens que ceux-ci ont attribué au centre du discours, ainsi qu'au caractère intermédiaire qu'ils accordent aux nœuds Urgence⁷ économique, Accès à l'énergie afin de favoriser la croissance économique, Croissance rapide des énergies renouvelables, Action à entreprendre pour atteindre les cibles des ODD - Transformation et Limites biophysiques de la planète. Une fois l'approfondissement qualitatif de l'analyse de réseau terminé, surtout de sa dimension centre-périphérie, nous changeons d'optique afin d'étudier les discours du point de vue des acteurs.

L'analyse de réseau et sa structure centre, semi-périphérie et périphérie nous a amené à analyser le corpus sous l'angle de catégories géopolitiques bien établies au sein de la politique mondiale (Bozyk, 2018; Jing, Mendez et Zheng, 2020; Kauppi et Viotti, 2020; Kiely, 2016; Shiraishi et Sonobe, 2019). L'analyse des intérêts des acteurs s'appuie donc sur trois regroupements discursifs, soit les pays développés, les pays émergents et les pays en voie de développement (PEVD). Cette division permet d'analyser de façon plus pointue les chaînes d'équivalences qui diffèrent pour chaque regroupement discursif. Ils se distinguent quant à l'articulation qui structure les liens entre les nœuds du centre et de la périphérie. Évidemment, il y a de nombreux débats quant à cette façon de catégoriser les États, mais ces débats dépassent le cadre de cette thèse. À partir de ces regroupements, nous démontrons les contrastes qui émanent des discours. Les PEVD mettent l'accent sur l'importance de la Gouvernance nationale quant aux Changements sociaux et économiques à apporter, ainsi que sur l'Investissement public et la Coopération comme solution pour l'atteinte des ODD, alors que les pays émergents se soucient davantage des Changements économiques et de la Coopération tout en accordant de l'importance à l'Investissement public et à la Gouvernance nationale. Les pays développés, eux, avec un centre discursif beaucoup moins dense que les deux premiers groupes,

⁷ Majuscule initiale utilisée pour souligner les différentes catégories ayant servi au codage du corpus.

accordent de l'importance à l'Urgence sociale et à l'Investissement public et considèrent les gouvernements comme étant les Acteurs de pouvoir dans l'implantation des ODD. Qu'il s'agisse des regroupements discursifs ou du réseau dans son ensemble, une constante demeure, l'énergie ne se retrouve jamais au cœur du discours.

4.1 Truisme du développement durable

La présente section expose ce qui s'est présenté sans équivoque à la suite de la première analyse du codage des énoncés. La revue de la littérature a bien démontré le caractère naturel et stratégique de l'énergie, ainsi que sa faible évocation au sein du développement, ce qui laissait à penser qu'il en serait de même pour le développement durable. Le codage auquel nous avons procédé va en ce sens et la prochaine section fera la démonstration de la faible évocation de la question énergétique au sein des discours sur le développement durable. Une deuxième évidence expose la faiblesse des questions de gouvernance au sein du développement durable, et ce même si celui-ci est fortement institutionnalisé. La dernière évidence est celle de l'absence presque complète des limites physiques de la planète dans le discours sur le développement durable.

4.1.1 L'énergie : une présence marginale

Energy is the golden thread that connects economic growth, increased social equity, and an environment that allows the world to thrive.

Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU

Le chapitre II a révélé que plusieurs discours soutiennent que l'énergie détient un rôle incontournable dans le développement des économies. La présente section porte sur cette relation telle que représentée au sein des énoncés du Sommet sur les ODD. L'espace qu'occupe l'énergie dans nos sociétés modernes est à la fois naturel et stratégique et c'est donc ce qui expliquerait qu'elle soit si peu évoquée. Il est ainsi possible de se demander si cette ascendance et cet aveuglement se répercutent au

sein des sociétés et plus exactement au sein du discours sur le développement durable?

L'analyse des résultats du codage des discours sur le développement durable laisse présager cette faible évocation. En effet, seuls 19 % des énoncés mentionnent de près ou de loin la question de l'énergie. De prime abord, ce résultat peut s'avérer plutôt étonnant vu le rôle central joué par l'énergie dans la croissance économique et le développement social des États. La question énergétique est plus complexe qu'il n'y paraît et s'insère dans une logique sinueuse et variée recoupant à la fois les systèmes politique, social, et économique. L'objectivation de l'énergie, comme ressource et comme flux, a pour effet de la dissimuler derrière des enjeux pouvant paraître plus essentiels, telle la croissance économique, mais a aussi comme conséquence de rendre moins perceptibles des enjeux pouvant entraîner des conséquences bien réelles, comme les limites de la planète.

Sans être centrale au discours sur le développement durable, la question énergétique acquiert un intérêt lorsque l'on expose les discours contingents. L'articulation des différentes catégorisations des discours laisse émerger une disparité potentiellement source de rupture. L'analyse discursive qui nous intéresse ici accorde une attention particulière aux relations de pouvoir. En gardant cela en tête, il est intéressant de s'attarder au groupe d'acteurs énonçant l'énergie dans la proportion la plus importante, soit les pays membres du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) qui l'évoque dans 80 % des cas. Si l'on exclut l'Afrique du Sud pour ne conserver que le BRIC, c'est l'ensemble des pays qui évoquent la question énergétique. Si l'on poursuit dans la logique des relations de pouvoir, cela tomberait sous le sens d'opposer au BRIC le G7. Regroupant les plus grandes puissances économiques du moment, le G7 ne mentionne l'énergie que dans 57 % des cas. Considérant l'émergence économique des pays du BRIC, l'argument voulant que l'énergie représente une pierre d'achoppement dans la logique de la croissance économique et donc du bien-être social prend tout son sens. Néanmoins, la plus faible mention des questions énergétiques de la part des États membres du G7 ne signifie pas pour autant que

l'énergie n'est pas à la base de la réussite économique. En effet, il faut prendre en compte le fait que les acteurs énonçant un discours ne sont pas toujours clairement explicites quant à l'exhaustivité de celui-ci. Le caractère essentiel de l'énergie pour la poursuite de la croissance économique est énoncé beaucoup plus explicitement par les membres du BRIC de par le niveau de leur développement, alors que les États membres du G7 l'ont davantage objectivé au sein du processus de croissance économique, celle-ci étant plus stable, elle devient moins synonyme d'urgence.

Les États membres du BRIC sont plus équivoques que les membres du G7 lorsque vient le temps d'exposer les actions qu'ils entendent poursuivre en matière d'énergie puisqu'ils indiquent dans une proportion de 40 % que la croissance des énergies renouvelables doit se poursuivre et s'accélérer, alors que 20 % d'entre eux pensent que cette croissance se fera, mais lentement. Selon 20 % des membres du BRIC, l'exploitation des énergies fossiles doit se poursuivre et elle connaîtra une croissance rapide. La poursuite de l'exploitation des énergies renouvelables et fossiles s'accompagne pour 40 % des membres du BRIC par une utilisation efficace de l'énergie. Malgré l'importance accordée à la question énergétique comme élément pouvant permettre l'atteinte des ODD (40 %) et l'importance accordée aux changements économiques (80 %) devant être mis en place dans l'atteinte des mêmes objectifs, seulement 20 % des États membres du BRIC évoquent l'accès à l'énergie comme un secteur porteur de croissance économique.

Les membres du G7 sont, comme nous l'avons déjà énoncé, beaucoup moins équivoques quant à la question énergétique. Ils mentionnent dans une proportion de 57 % que des changements en matière d'énergie sont essentiels afin d'atteindre les ODD, mais sans expliciter, comme l'on fait les membres du BRIC, le type d'énergie (renouvelable ou fossile) devant entrer en ligne de compte dans cette mise en action. Les pays du G7 semblent davantage réfléchir aux bénéfices pouvant être obtenus par un meilleur accès à l'énergie. En effet, 29 % des membres du G7 estiment qu'un meilleur accès à un moindre coût aux ressources énergétiques est porteur de croissance économique, 14 % jugent que cet accès permettrait une réduction de la

pauvreté et dans une même proportion aurait un effet sur la santé des populations concernées.

Un dernier élément lié à la question énergétique est digne de mention. Lorsque l'on s'attarde aux résultats du codage regroupant les 10 derniers États en fonction de leur PIB *par personne*, aucun d'entre eux n'aborde jamais la question de l'énergie. Il sera intéressant d'analyser plus en profondeur le caractère qualitatif de ces discours afin d'évaluer si cette absence de l'énergie est due à une polysémie ou à l'absence de pouvoir de ces États au sein de l'appareil international.

4.1.2 La gouvernance environnementale sans gouvernail

La gouvernance est un concept passe-partout qui, comme le développement durable, acquiert selon celui qui s'en réclame une multitude de sens. Il s'avère ainsi nécessaire de spécifier sa signification dans le cadre de cette analyse discursive. La gouvernance participe à la formation et à la transformation de l'ordre international, soit en fonction des divers rapports de pouvoir au sein d'une société et des multiples pratiques d'arbitrages entre des acteurs de plus en plus nombreux détenant chacun un degré variable de pouvoir (Andréani, 2011; Rosenau et Czempiel, 1992). Le gouvernement n'est plus alors qu'un acteur parmi tant d'autres, puisqu'il ne domine pas la gouvernance mondiale (Rosenau et Czempiel, 1992 : 7). Cette définition permet de procéder à une analyse qui fera ressortir les relations de représentation hégémonique et les résultats antagonistes.

La gouvernance environnementale mondiale implique une variété d'acteurs étatiques et non étatiques ce qui a pour effet de faire émerger des intérêts différents les uns des autres et il en va de même pour la gouvernance de l'énergie à l'échelle mondiale. Néanmoins, dans l'analyse des discours relatifs aux ODD, la gouvernance nationale constitue le principal niveau d'action, 61 %, afin d'atteindre les cibles ambitieuses qui ont été fixées. La gouvernance internationale est évoquée dans 31 % des cas, alors que la gouvernance locale ne représente que dans 8 % des énoncés un niveau adéquat. À la lumière de l'importance qu'occupe la gouvernance nationale, il n'est pas

étonnant que l'ascendant moral, soit l'acteur ayant la plus forte autorité reconnue pour la mise en application des ODD, soit à 53 % par les États, suivis à 33 % par les organisations internationales, à 25 % par le secteur privé et finalement à 24 % par la société civile. L'investissement devant assurer l'atteinte des ODD est dans des proportions similaires assumé à 57 % par les gouvernements et à 23 % par le secteur privé.

Si l'atteinte des ODD passe prioritairement par le biais de la gouvernance mondiale et l'action des États, qu'en est-il de la gouvernance environnementale mondiale? Compte tenu des résultats obtenus, il est possible d'affirmer que pour un grand nombre d'acteurs (68 %), la gouvernance environnementale mondiale est effective par le biais de la Coopération interétatique (Voir section 3.2.3 et Tableau 3.1). Les acteurs ne sont malheureusement pas toujours très équivoques quant à la nature de la coopération, leur intervention ne permet pas de préciser s'il était question de coopération bilatérale ou multilatérale, sauf pour quelques exceptions comme l'Iran et le Bhoutan, qui en appelaient à une collaboration entre voisins, ou encore Saint Kitts et Nevis, ainsi que les pays du BRIC, qui demandaient une collaboration entre pays du Sud. Il est à noter que de l'ensemble des acteurs ayant pris la parole, seuls 13 % ont fait référence au principe des responsabilités communes mais différenciées. Lorsque l'on cherche à déterminer de façon plus précise quelles devraient être les parties prenantes de cette coopération, seuls 22 % des énoncés mentionnent une coopération qui associe le secteur public, privé et la société civile, alors que 8 % envisagent une coopération liant uniquement le secteur public et privé et 4 % une coopération entre le secteur public et la société civile. Il est important de rappeler que les acteurs ne sont pas toujours explicites quant à l'articulation de leur discours, laissant par le fait même une porte ouverte à l'interprétation ou à la négociation.

Les ODD constituent un aspect de la gouvernance environnementale mondiale et, pour en saisir la teneur, il paraissait essentiel de déterminer la façon dont les acteurs envisageaient ce passage à l'acte, ainsi que leur perception des ODD eux-mêmes (Tableau 4.1). Très peu d'acteurs se sont exprimés quant à la valeur qu'acquière les

ODD dans leur stratégie nationale, car, pour 16 % d'entre eux, les ODD ont la capacité de transformer le monde tel qu'on le connaît aujourd'hui, alors que, pour 4 % d'acteurs, les ODD constituent une transition vers un autre mode de vie et dans les mêmes proportions, ils évoquent que les ODD constituent ni plus ni moins que le *statu quo* (4 %). Les discours ne sont pas plus porteurs d'énoncés clairs quant à la façon dont ils envisagent la nature de l'action à prendre pour atteindre les cibles qu'ils se sont fixées.

Tableau 4.1 Gouvernance des ODD, % par regroupement

<i>Regroupement</i>	<i>Action Transition %</i>	<i>Action transformation %</i>	<i>Action adaptation %</i>	<i>ODD statu quo %</i>	<i>ODD transformation %</i>	<i>ODD transition %</i>
231 discours	8	15	5	4	16	4
PIB par personne	0	10	0	10	40	30
Top 10						
PIB par personne 10 derniers	0	10	0	0	40	0
Économies avancées	0	49	8	3	11	11
Marchés émergents	8	14	5	4	20	1
BRIC	0	0	0	0	0	0
G7	0	0	0	0	14	0

Note : Les nombres correspondent au pourcentage par regroupement (lignes) de discours énonçant chaque élément de codage (colonnes).

Seuls 15 % des acteurs envisagent une transformation de leur structure économique et sociale actuelle, alors que, dans 8 % des énoncés, il est question de transition et que, pour 5 % d'entre eux, il n'est question que d'adapter le système actuel afin qu'il soit plus durable.

Lorsqu'il est question de gouvernance mondiale, il est souvent question de lutte de pouvoir et, associée à la gouvernance environnementale, celle-ci se situe dans une fracture Nord-Sud. Fracture voulant que les pays du Nord aient à fournir les ressources financières, et les pays du Sud à s'adapter et donc à fournir le plus d'effort. La nature du discours étant établie sous la logique d'articulations diverses pouvant entrer en conflit et parfois même perturber le discours dominant, nous avons cherché

à déterminer comment ces acteurs structurent le sens attribué au modèle de gouvernance. Le questionnaire sous-jacent vise à mesurer sur quelles bases les pays du BRIC viennent défier ou ébranler la structure de la gouvernance environnementale mondiale, fièrement défendue par les pays du G7, ou se trouvent-ils plutôt englobés au sein de cette vision des pays les plus développés? Les pays du BRIC sont dépendants des structures institutionnelles existantes ce qui devrait faciliter leur intégration dans le cadre de la gouvernance actuelle, mais il est possible de se demander s'ils sont porteurs d'un discours qui diffère de celui des pays du G7 et s'il est susceptible de diviser le discours au sein de la gouvernance environnementale mondiale.

Les États membres du BRIC et du G7 accordent dans des proportions similaires à l'ensemble des énoncés une grande importance à la gouvernance nationale, soit respectivement 60 % et 57 % (Tableau 4.2). Les résultats divergent quant à l'importance que les pays du BRIC accordent à la gouvernance internationale, 60 % contrairement à 29 % pour le G7. La gouvernance locale n'étant pas du tout considérée par les membres du BRIC, le G7 ne l'envisage que dans 14 % des cas. C'est lorsque l'on analyse les acteurs porteurs de pouvoir en mesure de mettre en application les ODD que la ligne de fracture, ou l'ambiguïté, se creuse entre le BRIC et le G7. Les États du BRIC sont plutôt flous quant aux acteurs constituant des agents clés au sein des ODD. En effet, seuls les gouvernements sont évoqués dans une proportion de 20 % alors qu'il n'est nullement mentionné du poids pouvant être exercé par les organisations internationales, le secteur privé ou la société civile. Pour leur part, les membres du G7 accordent une importance similaire (57 %) à l'ensemble des énoncés sur les gouvernements comme acteur de poids pouvant jouer un rôle dans la mise en application des ODD. Le rapport est similaire à l'ensemble quant à l'importance des organisations internationales (29 %), alors que les acteurs privés sont moins évoqués (14 %), que la société civile est nettement plus présente, avec 57 %, contrairement à 24 % pour l'ensemble des énoncés. La Coopération interétatique comme solution dans la réussite des ODD est légèrement plus faible chez les membres du BRIC et du G7, soit 60 % et 57 % contre 68 % pour l'ensemble

des discours. Les membres du BRIC se réfèrent, dans une proportion de 80 %, au principe de responsabilités communes mais différenciées, alors que ceux du G7 n'en font aucunement mention.

Tableau 4.2 Niveau de gouvernance et acteurs de pouvoir du développement durable

Regroupement	Gouvernance (%)			Acteur de pouvoir (%)			
	Locale	Nationale	Internat.	Gouv.	OI	Privé	Société civile
231 discours	8	61	32	53	33	25	24
PIB par personne Top10	0	50	0	90	70	60	50
PIB par personne 10 derniers	10	60	30	20	10	0	10
Économies avancées	8	61	19	56	31	42	36
Marchés émergents	4	67	38	44	28	15	15
BRIC	0	60	60	20	0	0	0
G7	14	57	29	57	29	14	57

Note : Les nombres correspondent au pourcentage par regroupement (lignes) de discours énonçant chaque élément de codage (colonnes).

Une fracture sérieuse se crée lorsque l'on compare la perception du BRIC et du G7 à l'égard des ODD et que nous analysons la nature des actions qu'ils entendent mettre en place pour y arriver. Lorsque l'on analyse le codage des discours des pays du BRIC, aucun de ces membres n'évoque la nature des actions qu'ils entendent entreprendre, pas plus qu'ils n'évoquent ce que représentent pour leur pays les ODD. Les résultats du codage des discours des États du G7 sont similaires en ce qui a trait à la nature des actions qu'ils entendent entreprendre pour atteindre les ODD et en ce qui concerne leur conceptualisation des ODD, seule la France mentionne sa capacité à entraîner des transformations.

Le Tableau 4.3 démontre la distribution des types d'actions envisagées par le BRIC et le G7 afin d'atteindre les ODD en rapport à la représentation qu'ils se font des mécanismes de gestion communs associés aux ODD. Bien que la France mentionne le potentiel de transformation de la gouvernance mise de l'avant par les ODD, elle ne

fait aucune mention du type de plan d'action envisagé, ce qui explique que ce tableau croisé soit complètement vide.

Tableau 4.3 Contingence : gouvernance environnementale ODD, BRIC et G7

	<i>Type d'action envisagé pour l'atteinte des ODD</i>	<i>Les ODD sont représentatifs de :</i>		
		<i>Statu quo</i>	<i>Transformation</i>	<i>Transition</i>
G7	Transition	0	0	0
	Transformation	0	0	0
	Adaptation	0	0	0
BRIC	Transition	0	0	0
	Transformation	0	0	0
	Adaptation	0	0	0

L'absence complète des démarches à entreprendre pour atteindre les ODD concorde presque parfaitement à un manque de vision quant à l'effet que peut avoir le modèle de gouvernance véhiculé par les ODD, ce qui permet de soulever deux probabilités, à savoir que les membres du G7 et du BRIC n'ont pas cherché à expliciter leur vision de la gouvernance en lien avec le développement durable ou encore que l'avenue d'un développement durable ne constitue pas un moteur de transformation de l'ordre mondial. D'une façon ou d'une autre, ce croisement évoque une absence d'antagonisme quant à la vision rattachée aux ODD. Là où une dissonance se glisse, c'est lorsque l'on s'intéresse à la gouvernance et aux acteurs clés au sein des ODD. L'intérêt marqué pour une gouvernance internationale de la part des États du BRIC (60 %) contrairement à la majorité des autres discours analysés (32 %) laisse entrevoir un conflit quant au mode de gouvernance.

4.1.3 Les limites, quelles limites?

Comme nous l'avons présenté au chapitre II, depuis les années 1970, la thèse de Georgescu-Roegen selon laquelle la croissance économique matérielle sans fin est inenvisageable sur une terre aux ressources limitées est loin d'avoir investi le discours sur la croissance économique. Certains économistes, se concentrant sur le prix des ressources, estiment que, grâce au progrès technologique en matière d'exploration et

d'extraction, on ne connaîtra pas l'épuisement des ressources (Nordhaus, Stavins, et Weitzman, 1992). Malheureusement, ce qui inquiète les auteurs du rapport Meadows dans leur mise à jour publiée en anglais en 2004, c'est « davantage [les] coûts croissants de l'exploitation des sources et des exutoires de notre planète » (Meadows, Meadows et Randers, 2013 : 97).

Les ODD sont étroitement associés au rapport Brundtland. Ils découlent en quelque sorte des constats et propositions qui y ont été émis. En émettant l'impossibilité, en 1987, d'une généralisation du niveau de vie occidental à l'ensemble de la planète considérant ses limites, il allait de soi d'enchaîner à notre codage la question des limites. L'attention accordée à l'énergie dans le cadrage du discours politique du développement durable reflète d'autant plus la nécessité de mesurer la portée que peuvent avoir les énoncés évoquant la question des limites dues au caractère physique de l'énergie.

C'est un truisme que d'affirmer l'absence presque complète au sein des discours énoncés dans le cadre du Sommet de septembre 2015, ainsi que des énoncés portant sur le DD de questions relatives aux limites de la planète. Ainsi, seuls 6 % de l'ensemble des acteurs analysés soulèvent la nécessité de tenir compte des limites de la planète (Tableau 4.4). De ce nombre, il est intéressant de souligner que 40 % d'entre eux identifient des contradictions entre le modèle économique actuel et les ODD. La Hongrie, la Principauté de Monaco, le Sénégal, l'Équateur et le Ghana admettent la nécessité de reconnaître les limites de la planète et de réfléchir à la nature contradictoire entre le système économique actuel et les ODD.

Se debe construir alternativas AL desarrollo antes que alternativas DE desarrollo; pues debemos asumir que no son viables las formas de producción y consumo dominantes, que ignoran los límites eco-sistémicos y pretenden crecimiento y acumulación infinita. (D – Correa, 2015 : 3)⁸

⁸ Pour toutes références au corpus analysé (231 discours), veuillez vous référer à l'appendice E.

Les acteurs admettant les limites du système écologique affirment, dans des proportions similaires à l'ensemble des acteurs, la nécessité d'assurer un changement économique (53 % contre 58 %). Une différenciation s'établit entre l'ensemble des acteurs et ceux soulignant les limites de la planète quant aux changements à apporter à la question énergétique (47 % contre 19 %), notamment par le biais d'une croissance rapide des énergies renouvelables (33 %, contre 11 %). C'est sans surprise que les acteurs attribuant de l'importance aux limites de la planète évoquent, dans une proportion beaucoup plus importante, l'urgence climatique (73 % contre 47 %).

Là où la question des limites devient floue, c'est lorsque l'on analyse les acteurs ayant mentionné la question énergétique. En effet, il aurait été plausible que les acteurs préoccupés par l'énergie, qui entrevoient une croissance rapide des énergies renouvelables (44 %), s'intéressent davantage que dans 16 % des cas aux possibles limites des ressources. D'autant que 62 % de ces acteurs considèrent les questions climatiques comme urgentes, sans pour autant se pencher sur de possibles contradictions (11 %) entre le système économique et les enjeux environnementaux et sociaux associés aux ODD. Puisqu'une énergie abondante à moindres frais est fondamentale au développement des sociétés (Voir chapitre II, Section 2.1; Arto et al., 2016; Jackson, 2011; Kuzemko et al., 2016) et que les liens qui unissent la croissance économique, les ressources en énergies et les changements climatiques sont indéniables (Breyer, Heinonen et Ruotsalainen, 2017; Dunlop, 2011), il aurait été vraisemblable que les acteurs énonçant des enjeux liés à l'énergie portent une attention particulière soit à la rareté des ressources ou encore aux limites de la planète à encaisser l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Tableau 4.4 Évocation des limites physiques de la planète

<i>Regroupement</i>	<i>Limite %</i>	<i>Contradictions %</i>	<i>Urgence climat. %</i>	<i>Changements économiques %</i>	<i>Changements énergétiques %</i>	<i>Croissance rapide des EnR %</i>
231 discours	6	15	47	58	19	11
Mention énergie	16	11	62	84	82	44
Mention limite	100	40	73	53	47	33
PIB par personne Top 10	0	10	50	40	20	10
PIB par personne 10 derniers	0	10	40	50	0	0
Économies avancées	8	14	50	47	19	8
Marchés émergents	6	18	51	66	20	13
BRIC	0	0	20	80	40	40
G7	29	0	57	71	57	0

Note : Les nombres correspondent au pourcentage par regroupement (lignes) de discours énonçant chaque élément de codage (colonnes).

Il devient presque inconcevable de parler des limites planétaires lorsque l'on analyse les énoncés des États du BRIC. En effet, ces États ne mentionnent pas les limites écologiques de la terre et n'évoquent que dans 20% des cas des contradictions entre le système économique mondial et les ODD, ce qui constitue le plus faible taux de l'ensemble des regroupements analysé (Figure 4.4).

À la lumière de l'analyse préliminaire du codage des discours liés aux ODD, le tabou articulatoire relatif aux limites de la planète est plutôt clair. Bien que le rapport Brundtland duquel découlent les ODD ait clairement évoqué l'enjeu lié aux ressources écologiques limitées lors de sa publication en 1987, notamment en ce qui concerne les ressources énergétiques, très peu d'acteurs en font mention. Les acteurs préoccupés par les questions d'ordre énergétique sont pour leur part mitigés et un peu comme les États membres du G7, ils n'ont pas clairement explicité leur point de vue quant aux limites de la planète.

4.2 Des relations qui donnent du sens

La section qui suit présente la composition du réseau en trois sous-groupes : le centre, la semi-périphérie et la périphérie, compositions issues de l'analyse de réseau. Cette répartition s'est avérée nécessaire compte tenu de la densité du réseau discursif. L'analyse du centre du réseau permet d'amorcer une ébauche des nœuds qui s'y retrouvent, lesquels sont essentiellement de nature politique. Ensuite, nous exposons les raisons qui ont justifié l'inclusion d'une semi-périphérie dans notre analyse. En effet, cette perspective permet de mettre en lumière la complexité du réseau sur le développement durable en plus d'évaluer les niveaux de similarités entre les différents nœuds du réseau. Finalement, nous exposerons les faibles interconnexions entre les nœuds causant la perte de densité du réseau dans la périphérie.

En règle générale, on peut affirmer que l'analyse structurale des réseaux sociaux s'intéresse à la configuration des relations entre acteurs dans le but d'en dresser le portrait ou encore d'en expliquer la nature des liens. L'analyse structurale de réseau qui nous concerne diffère de l'emploi habituel que l'on en fait. Comme nous l'avons énoncé au sein du chapitre méthodologique (Chapitre III), la présente analyse structurale, soit celle des ODD, s'intéresse aux pratiques articulatoires des acteurs sociaux. À partir de l'analyse de réseau sémantique et de l'analyse discursive telle que conceptualisée par Laclau et Mouffe, il fut possible d'identifier et d'exposer les termes et identités hétérogènes qui s'articulent au sein du développement durable, là où l'énonciation se produit, où le sens se structure et devient « routinier » (Loiseau, 2015 : 7, voir section 3.2.1) en matière de gouvernance environnementale mondiale, soit au sein des Nations unies, et plus spécifiquement, le Sommet des Nations unies sur le développement durable. L'identification du « cœur de l'énonciation » a été rendue possible par l'analyse structurale du corpus, plus spécifiquement par le biais de l'analyse centre-périphérie. Celle-ci a démontré un centre très dense, composé de neuf nœuds que nous avons appelé le « cœur de l'énonciation » et d'une périphérie composée de 35 nœuds (Tableau 4.5). L'identification du centre du discours, par le biais de l'analyse quantitative produite par UCInet, permet d'exposer que ce qui

structure le discours sur le développement durable s'articule autour de quelques éléments centraux. Ces thèmes centraux, le « cœur de l'énonciation », ne sont pas autonomes ou isolés pour autant, ils sont liés à une série d'autres éléments qui constituent un cadre de vecteurs périphériques. Comme nous l'avons évoqué au chapitre III (voir section 3.4), l'analyse sémantique peut identifier et comparer des trames discursives, et peut aussi révéler les modèles de connexion au sein même d'un réseau, donc entre le centre et la périphérie, permettant d'apporter des nuances intéressantes (Yang et González-Bailón, 2017 : 333).

Tableau 4.5 Centre et périphérie du discours sur le développement durable

Centre	Changement économique, Changement politique, Changement social, Investissement public, Urgence climatique/environnementale, Urgence sociale, Gouvernance nationale, Solution – coopération, Acteur de pouvoir – gouvernement.
Périphérie	Croissance rapide des EnR, Croissance lente des EnR, Croissance rapide des énergies fossiles, Croissance lente des énergies fossiles, Changement énergétique, Action transition, Action transformation, Action adaptation, Investissement privé, Urgence économique, Résilience environnementale, Résilience économique, Résilience sociale, Coop. public-privé, Coop. public-privé-société civile, Coop. Public-Société civile, Gouvernance locale, Gouvernance internationale, Accès à l'énergie – croissance économique, Accès à l'énergie – réduction de la pauvreté, Accès à l'énergie – santé, Solution – Innovation technologique, Solution – Décentralisation de la production d'énergie, Solution – Sortie des énergies fossiles, Solution – Décroissance, ODD – Statu quo, ODD – Transformation, ODD – Transition, Acteur de pouvoir – Organisations internationales, Acteur de pouvoir – Privé, Acteur de pouvoir – Société civile, Limites, Contradictions, Utilisation de l'énergie – Efficace, Utilisation énergie – Suffisante.

En cherchant à donner du sens aux divers énoncés portant sur le développement durable et au rôle qu'y occupe l'énergie, il s'est avéré nécessaire de bien cerner la logique relationnelle qui tend, par le biais des interdépendances entre les éléments sémantiques ou les concepts énoncés par les acteurs, à donner le sens commun au sein de la structure discursive. En dressant une vision des relations sémantiques qui composent le développement durable, il est possible de voir émerger un réseau de signifiés qui tend à structurer le sens, le discours. L'utilisation du logiciel UCInet permet de représenter un système dans lequel les nœuds interagissent les uns avec

les autres. L'analyse des sens communs entre les différents nœuds gravitant autour du développement durable laisse donc émerger une structure de type centre-périphérie dans laquelle les nœuds centraux interagissent de préférence avec d'autres nœuds centraux, alors que ceux de la périphérie ont des interactions moindres avec ceux du centre. S'appuyant sur un modèle centre-périphérie de Borgatti et Everett (2000), il est possible d'affirmer que le sens commun au centre du réseau est de nature politique (Tableau 4.5).

L'analyse mise en œuvre afin de déterminer le sens attribué au développement durable s'appuie sur celle déployée par Laclau et Mouffe, il allait donc de soi de porter une attention très particulière au caractère relationnel entre les discours et les points de rupture pouvant provenir des discours potentiellement antagonistes. En se questionnant sur la façon dont s'articulent les énoncés, il s'avère essentiel de caractériser ce qui semble régenter le discours et tend à en fixer le sens, tout comme il est important de démontrer ce qui se trouve en périphérie du « cœur de l'énonciation ». Ainsi, une analyse centre-périphérie effectuée par le biais du logiciel UCInet a clairement démontré l'existence d'un centre discursif dominant (en jaune) qui viserait à structurer le sens à donner au développement durable, mais qui laisse transparaître à première vue une périphérie plutôt structurée (en bleu) (Tableau 4.6).

Le centre est composé de nœuds étroitement liés les uns aux autres. Ces nœuds, qu'ils soient du centre ou de la périphérie, correspondent, dans l'analyse discursive de Laclau et Mouffe, aux équivalences. Pour qu'il y ait équivalence, il doit cependant y avoir différence. Or, l'analyse de réseau ne permet pas d'exposer les différences. Il est donc nécessaire de procéder, pour ce faire, à un retour aux énoncés et ensuite à l'analyse discursive de Laclau et Mouffe. Ces différences seront exposées dans les sections suivantes par un retour aux énoncés des États et seront complétées au chapitre suivant en les inscrivant dans la logique d'équivalence et de différence au sein des chaînes d'équivalences. Alors que l'on pourrait s'attendre à une périphérie plus éparsée, le « modèle en bloc » présente une périphérie plutôt structurée, qui démontre la densité des liens des différents nœuds du réseau.

4.2.1 Le centre

En s'appuyant sur les nœuds constituant le centre, il est possible d'amorcer une esquisse de l'articulation du discours sur le développement durable. En effet, il s'agirait d'une réponse à des urgences d'ordre climatique et social. Les changements qui devraient être apportés à la structure du système actuel devraient se faire sur les plans politique, économique et social. Ces changements pourraient être possibles grâce à la coopération, les acteurs ayant le pouvoir de changer les choses seraient les gouvernements nationaux et ils seraient en plus chargés de la gouvernance mondiale à cet effet tout en y investissant les fonds publics pour y parvenir.

La visualisation de la dynamique centre-périphérie par l'entremise du logiciel NetDraw (Figure 4.1) a offert une perspective beaucoup plus nuancée que ne le permettait le modèle en bloc produit par UCInet (Tableau 4.6). En effet, le positionnement des nœuds généré par NetDraw rendait la logique centre-périphérie beaucoup moins nette que ne pouvait le laisser à penser le modèle en bloc. Au premier coup d'œil à la Figure 4.1, on constate que le réseau est plutôt dense. Rappelons, comme nous l'avons énoncé au chapitre III, que les nœuds sont les codages utilisés pour analyser les textes (section 3.2.3). Un lien entre deux nœuds implique que ces deux nœuds paraissent ensemble au moins une fois dans un texte. Les nœuds qui constituent le discours du développement durable laissent à penser qu'il est en soi bien structuré et ne comporte pas de rupture claire, si l'on exclut les nœuds relatifs à l'Utilisation suffisante de l'énergie et à la Croissance lente des énergies renouvelables qui ne sont à aucun moment énoncés. Par la suite, on remarque l'éparpillement des nœuds (en jaune) constituant le centre du discours. Bien qu'ils soient tous au centre du réseau, certains nœuds (Solution coopération, Urgence climatique/environnementale et Changement social) se retrouvent en bas à gauche, disposés entre différents nœuds appartenant à la périphérie (en bleu). L'obtention de cette répartition des nœuds soulève des questions. Qu'est-ce qui explique le caractère éclaté du centre? Pourquoi les nœuds Solution coopération, Changement social et Urgence climatique/environnementale, qui font partie du centre, se retrouvent-ils en bas à gauche du réseau? Plusieurs éléments de réponse peuvent être envisagés, mais la

première hypothèse retenue tend à démontrer l'interdépendance de ces nœuds et leur importance particulière dans la structure du réseau discursif.

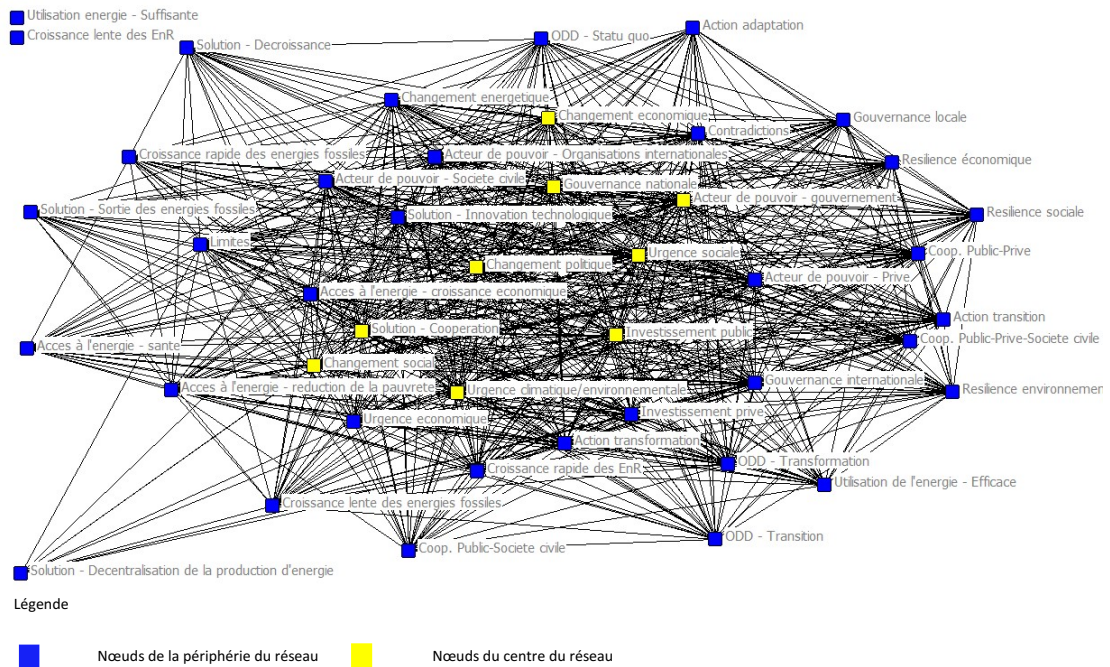


Figure 4.1 Centre-périérie, discours sur le développement durable

Préliminairement, il était possible d'avancer que la relation entre les nœuds Solution coopération, Changement social et Urgence climatique/environnementale pouvaient détenir une importance particulière dans la structuration du discours. Une analyse des grappes (*clusters*) s'est alors avérée nécessaire afin de déterminer les frontières structurant le réseau dans son ensemble, donc entre le centre et la périphérie, mais aussi pour délimiter celles au cœur même du centre. L'analyse des grappes s'avère être un outil important afin de décrire le sens attribué au développement durable.

L'analyse des grappes qui est représentée sous forme de dendrogramme (Figure 4.2) s'est avérée intéressante. L'analyse des clusters regroupe des nœuds ayant des points similaires et les hiérarchise en fonction de leurs proximités relationnelles. Le résultat de l'analyse des grappes a confirmé la présence d'un centre bien structuré,

d'une semi-périphérie moins dense, mais structurée, ainsi qu'une périphérie nettement plus éparsée (Figure 4.1).

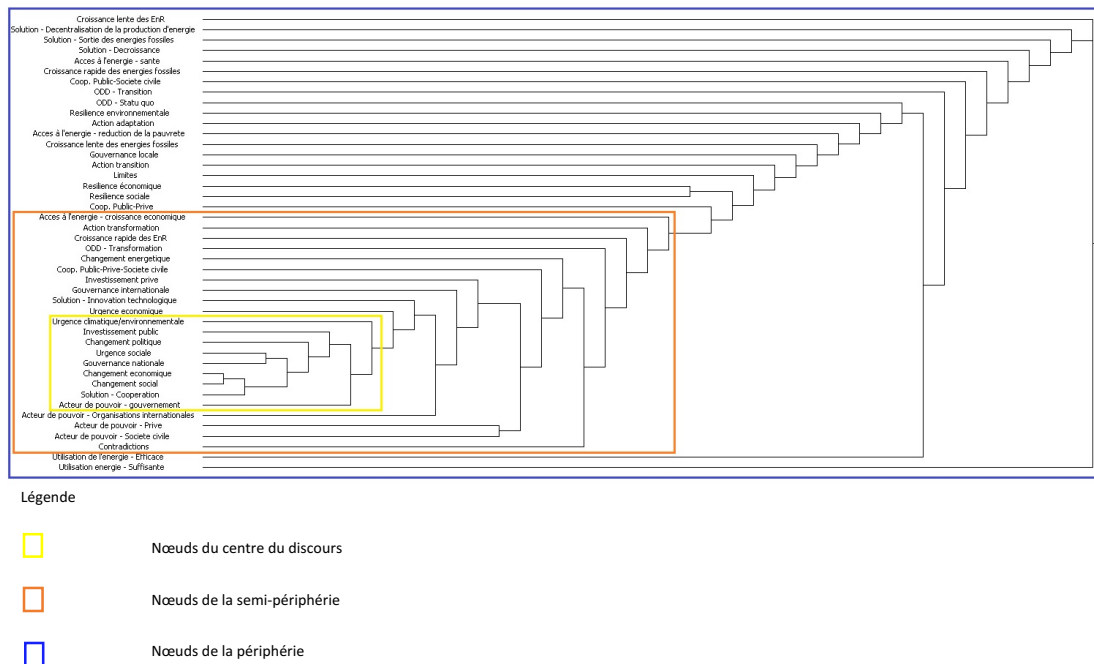


Figure 4.2 Grappes, discours sur le développement durable

En effet, l'analyse des grappes a permis de déterminer ce qui compose le centre du discours sur le développement durable, en plus d'exposer l'existence claire d'une semi-périphérie en plus d'une périphérie. La composante du centre est de nature politique. L'atteinte des ODD nécessite, du point de vue de la composante politique du discours, un changement prioritaire du cadre économique et social actuel. Pour ce faire, la coopération est nécessaire et par le fait même un changement politique. La gouvernance nationale du développement durable permettra de répondre à l'urgence sociale en cours, mais nécessitera des investissements publics qui justifient l'importance accordée aux États dans l'atteinte des objectifs. Il est à noter que l'Urgence climatique est le nœud qui ferme le centre du réseau discursif.

Ainsi, l'Urgence climatique prend part à la structuration du centre du réseau tout en étant étroitement articulé aux nœuds Urgence économique et Solution Innovation

technologique, qui eux font partie de la semi-périphérie. L'analyse des grappes reconnaît donc une relation structurelle entre l'Urgence climatique et l'Urgence économique, tous deux ayant comme Solution l'Innovation technologique. L'analyse des grappes ne s'est pas révélée suffisante pour expliquer pourquoi le logiciel NetDraw met en retrait les nœuds Solution coopération, Urgence climatique/environnementale et Changement social, alors qu'ils font pourtant partie de du centre du réseau discursif. Ces nœuds ont de fortes similarités et donc des propriétés relationnelles avec les autres nœuds du centre. Qu'est-ce qui peut bien expliquer qu'ils soient excentrés?

Tableau 4.7 Centralité du réseau, nœuds centraux

<i>Centre du discours</i>	<i>Degré du nœud</i>	<i>Mesure d'intermédiation</i>
Solution – Coopération	1420	8,899
Urgence sociale	1353	4,995
Gouvernance nationale	1302	4,995
Changement social	1292	8,899
Changement économique	1254	4,995
Investissement public	1232	4,995
Changement politique	1201	4,995
Acteur de pouvoir – gouvernement	1178	4,995
Urgence climatique/environnementale	1021	8,899

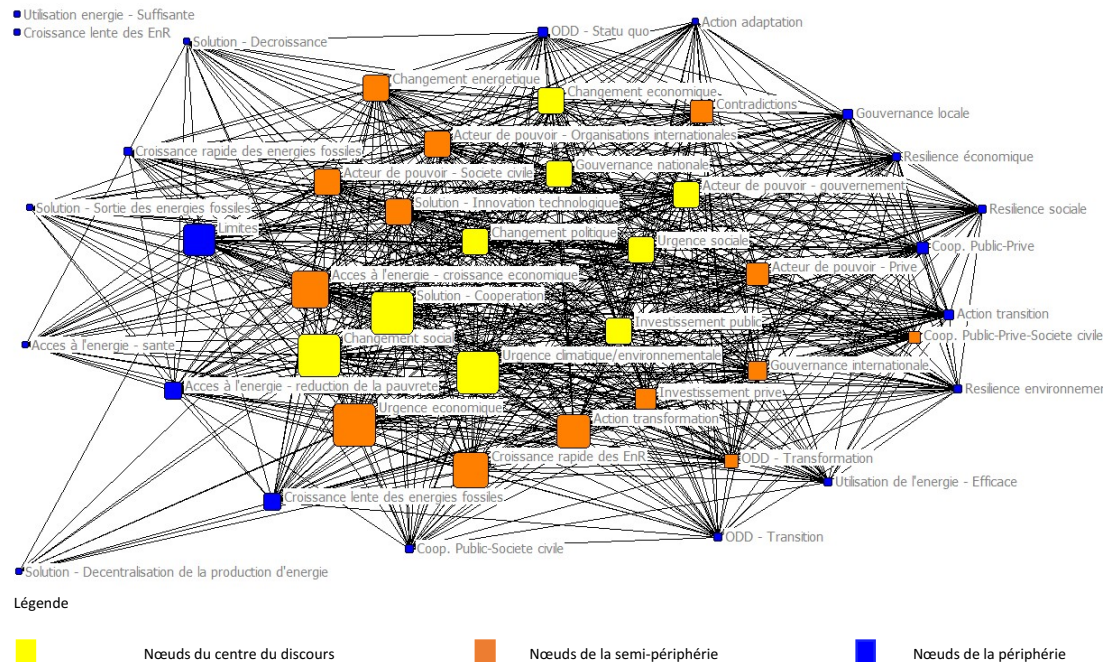
La centralité du réseau ne s'explique pas exclusivement par le biais d'une analyse centre-périphérie et d'une analyse des grappes. Il est aussi possible d'effectuer des analyses pour mesurer la centralité du réseau. Cela nous a permis de mesurer le degré de connectivité de chacun des nœuds et de confirmer la plus faible relation du nœud Urgence climatique, alors que le nœud Solution coopération est le plus populaire (Tableau 4.7).

Le degré de centralité du nœud, qui représente le nombre de liens (relations) que ce nœud a avec les autres nœuds du réseau, comme nous l'avons évoqué au chapitre III,

vient corroborer l'analyse des grappes, puisque les nœuds ayant le plus grand nombre de connexions aux autres nœuds du réseau occupent la position la plus centrale. Le nœud le plus central du réseau est Solution coopération, suivie par Urgence sociale, Gouvernance nationale, Changement social, Changement économique, Investissement public, Changement politique, Acteur de pouvoir, gouvernement, et un peu plus loin par Urgence climatique. Le degré du nœud, bien qu'il confirme la structure du centre du réseau, ne permet pas d'expliquer l'isolement des nœuds Solution coopération, Urgence climatique/environnementale et Changement social.

Comme nous l'avons exposé au chapitre III, la mesure d'intermédiarité permet d'indiquer quels nœuds sont les plus susceptibles de structurer le sens des communications entre les différents nœuds, soit de servir de pont, en plus de permettre d'expliquer l'isolement des nœuds Solution coopération, Urgence climatique/environnementale et Changement social (Figure 4.3). En effet, le niveau d'intermédiaire des trois nœuds excentrés est nettement plus fort (Tableau 4.6) que celui des autres nœuds du centre. En s'appuyant sur la typologie proposée par Shim, Park et Wilding, il est possible d'affirmer que les nœuds ayant un fort degré d'intermédiarité et de centralité constitueraient la plaque tournante du réseau, ils joueraient donc un rôle important dans le sens attribué au discours (2015 : 60). Ainsi, les nœuds Solution coopération, Urgence climatique/environnementale et Changement social, bien qu'excentrés, détiennent un fort degré de centralité et d'intermédiarité, ce qui en ferait des nœuds incontournables dans le sens attribué au développement durable. Au chapitre V, nous testerons l'affirmation de Shim, Park et Wilding en jumelant à notre analyse quantitative l'analyse discursive de Laclau et Mouffe.

Figure 4.3 Mesure d'intermédierité, discours développement durable



Plus un nœud « se trouve dans une position intermédiaire, c'est-à-dire plus il est dans une situation où des [nœuds] doivent passer par lui pour atteindre d'autres [nœuds], plus il aura la capacité de structurer le sens de l'information entre ces [nœuds]. » (Lemieux et Ouimet, 2004 : 24). Il est ainsi possible d'affirmer qu'en plus de l'important nombre de connexions du nœud Solution coopération, il dispose d'une position intermédiaire importante (Figure 4.3) dans le réseau et joue donc un rôle important sur la structuration du sens attribuée au discours sur le développement durable. Il en va de même pour les nœuds Changement social et Urgence climatique/environnementale. Les trois nœuds sont donc isolés parce qu'ils constituent une plaque tournante sur les autres nœuds dans la structuration de la signification centrale du discours sur le développement durable. L'Urgence économique présente un fort degré d'intermédierité, mais un degré de centralité moindre, de sorte qu'elle constitue un pont entre différentes significations de la périphérie et de la semi-périphérie avec le « cœur de l'énonciation » (Shim et al., 2015 : 64). Les nœuds qui sont excentrés détiennent une plus grande capacité à

structurer le sens du discours. Ces nœuds sont donc privilégiés par les autres nœuds pour établir des liens entre eux, ce qui leur accorde une position intermédiaire très favorable pour structurer le sens du discours.

Le centre du réseau discursif sur le développement durable est dominé par neuf nœuds dont les composantes sont essentiellement d'ordre politique. La composition du centre du discours est dominée par le nœud Solution coopération, dans la mesure où il est connecté à davantage de nœuds, ainsi, il détient une importance certaine en ce qui a trait à sa capacité à structurer le sens du discours, puisque le nombre de nœuds l'empruntant (intermédiarité) pour établir du sens est aussi important, bien que l'Urgence climatique ait un niveau d'intermédiarité plus élevé. En contrepartie, les autres nœuds du centre ont un degré de centralité élevé, mais d'intermédiarité moindre, de sorte que leur rôle de connexion se limite davantage aux nœuds du centre et que les nœuds de la semi-périphérie et de la périphérie dépendent moins de ceux-ci pour se structurer (Shim et al., 2015 : 59).

La densité du réseau combiné à une périphérie plutôt bien structurée (Tableau 4.6) nous a amenée à pousser plus loin l'investigation de cette périphérie. Lorsque l'on calcule le degré de centralité de l'ensemble des nœuds du réseau discursif, il est possible de distinguer une couche intermédiaire à la périphérie, que nous nommons la semi-périphérie (Figure 4.4). En effet, la mesure des nœuds de la semi-périphérie varie entre 808 pour le nœud Urgence économique, 802 pour le nœud Solution innovation technologique et 272 pour celui de l'Accès à l'énergie – croissance économique. Les nœuds de la périphérie pour leur part varient entre 208 pour le nœud Résilience économique et 9 pour le nœud lié à la Solution décentralisation de la production d'énergie. L'analyse des grappes (Figure 4.2) est venue corroborer cette structure centre, semi-périphérie et périphérie.

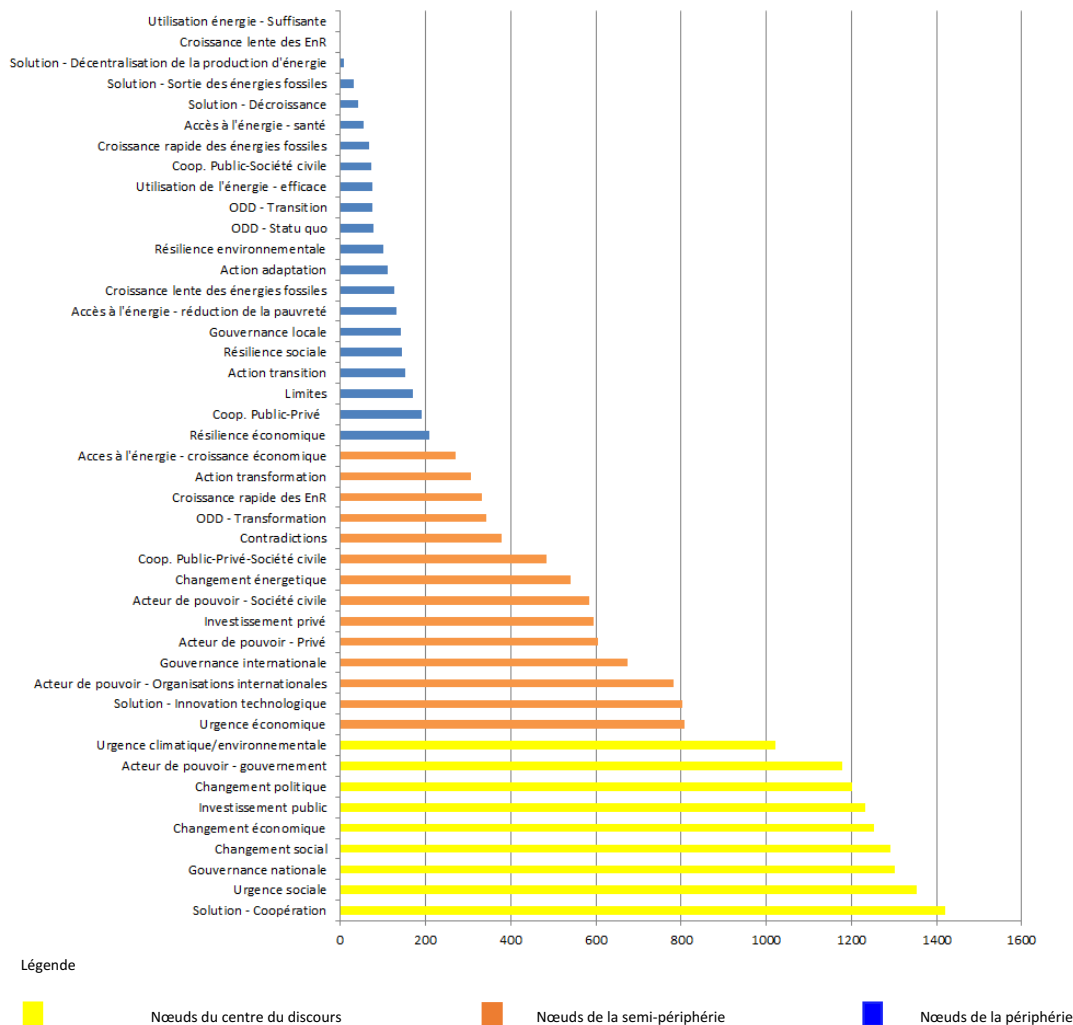


Figure 4.4 Degré du nœud, discours développement durable

Une fois la composition du centre discursif établie, un autre constat nécessite d'être soulevé : la question énergétique est absente du centre du discours. L'absence de l'énergie au sein du centre discursif n'est pas pour autant problématique, puisque dans l'énonciation d'un discours l'émetteur n'est pas toujours explicite sur le sens qu'il véhicule. La question énergétique se retrouve en semi-périphérie. Il sera nécessaire d'évaluer la portée des nœuds liés à la question énergétique afin de déterminer leur capacité ou non à structurer le sens attribué au discours. Au demeurant, le degré de centralité et d'intermédiarité des nœuds Croissance rapide des énergies renouvelables et Accès à l'énergie – croissance économique pourrait, si l'on s'appuie

sur la typologie de Shim, Park et Wilding, se positionner comme un pont entre la périphérie et le centre du réseau discursif et donc jouer un rôle dans la structure du sens attribué au développement durable (Shim et al., 2015 : 59).

4.2.2 La semi-périphérie

À la lumière de la densité du réseau discursif issu du Sommet sur le développement durable, il pourrait être hasardeux ou trop simpliste de se fier uniquement à une analyse centre-périphérie pour déterminer la nature complexe du développement durable. L'existence d'un simple modèle centre-périphérie apparaît de prime abord réductrice. La densité du réseau invite à la prudence. À partir de l'analyse des grappes préalablement exposée (Figure 4.2) ainsi que les mesures de centralité et d'intermédiarité propres à la semi-périphérie, nous exposerons ce qui compose celle-ci et ce qui la distingue du centre et de la périphérie.

L'analyse des grappes (Figure 4.2) laisse entrevoir l'existence d'une périphérie et d'une semi-périphérie claires. La semi-périphérie est composée de nœuds plus densément reliés au centre, leur octroyant par le fait même un important degré de centralité, sans pour autant être aussi forts que ceux du centre, mais certainement mieux connectés que ceux de la périphérie (Tableau 4.8).

La semi-périphérie revêt toute son importance par la densité du réseau. En compartimentant le réseau en trois parties, centre, semi-périphérie et périphérie, il est possible de saisir l'interaction entre les différents nœuds et niveaux qui composent le discours. En évaluant la force de la semi-périphérie, il sera possible d'évaluer la capacité des nœuds qui la composent à établir des relations, des ponts, entre le centre et la périphérie.

Tableau 4.8 Semi-périphérie du discours

<i>Semi-périphérie</i>	<i>Degré du nœud</i>	<i>Mesure d'intermédiarité</i>
Urgence économique	808	8,899
Solution – Innovation technologique	802	4,995
Acteur de pouvoir – Organisations internationales	783	4,995
Gouvernance internationale	674	3,165
Acteur de pouvoir – Privé	605	4,179
Investissement privé	594	3,478
Acteur de pouvoir – Société civile	585	4,995
Changement énergétique	542	4,995
Coop. Public-Privé-Société civile	483	1,463
Contradictions	378	4,179

L'analyse des grappes permet d'identifier l'Urgence économique comme premier nœud d'importance au sein de la semi-périphérie (Figure 4.2). Ce dernier est suivi de près par le nœud Solution innovation technologique, ensuite le nœud Acteur de pouvoir – organisations internationales auquel se rattache la Gouvernance internationale. Le nœud Investissement privé se rattache à la Gouvernance internationale, qui est liée à deux nœuds intimement associés soit les Acteurs de pouvoir – secteur privé et société civile, qui sont par la suite joints par le nœud Coopération – public, privé, société civile, ainsi que par le Changement énergétique et le nœud Contradictions que soulèvent le système actuel. Cette section se rattache ensuite aux ODD comme source de transformation, suivie par la Croissance rapide des énergies renouvelables. En marge de cette semi-périphérie, on retrouve les nœuds Action transformations et Accès à l'énergie comme source de croissance économique. L'analyse des grappes n'étant pas suffisante pour déterminer hors de tout doute l'existence d'une semi-périphérie, il demeure nécessaire d'examiner le degré de centralité des nœuds précédemment évoqués.

Le degré de centralité des nœuds vient corroborer l'analyse des grappes. En effet, le nœud Urgence économique, qui est à la frontière du centre, a plus de 808 connexions avec les autres nœuds du réseau et est suivi de près par Solution innovation technologique, qui détient 802 connexions et qui lui-même est suivi par le nœud Acteur de pouvoir – organisations internationales avec 783 connexions. Légèrement derrière, on retrouve le nœud Gouvernance internationale qui détient 674 connexions, alors que progressivement, à partir de ce nœud, la proximité avec le centre se fait de plus en plus distante, on retrouve l'Acteur de pouvoir – privé avec 605 connexions, qui est suivi de près par l'Investissement privé avec 594 connexions. Ensuite, avec 585 connexions, on retrouve le nœud Acteur de pouvoir – société civile, ainsi que le nœud Changement énergétique avec 542 connexions et la Coopération – public-privé-société civile avec 483 connexions. À la frontière de la semi-périphérie, on retrouve les nœuds Contradictions, ODD – transformation, la Croissance rapide des énergies renouvelables, Action transformation et Accès à l'énergie – croissance économique avec respectivement 378, 342, 333, 307 et 272 connexions.

La semi-périphérie peut être envisagée sous l'angle de la nature de la coopération entre les secteurs public (gouvernements et organisations internationales), privé (corporation et organisations internationales privées) et de la société civile, appuyée par une gouvernance internationale, préoccupée par l'Urgence économique et la Solution étant liée à l'Innovation technologique. Le changement est de nature énergétique, nécessitant une croissance rapide des énergies renouvelables, puisque l'Accès à l'énergie est source de croissance économique, et un investissement du secteur privé, soulevant néanmoins les contradictions entre le système économique et les ODD.

Une fois la semi-périphérie délimitée, il s'avère essentiel de déterminer quel rôle occupe celle-ci dans la structuration du discours; constitue-t-elle un pont entre le centre et la périphérie? La mesure d'intermédiarité permet de cibler le caractère structurant d'un nœud au sein du réseau. De sorte qu'un nœud avec un faible degré de centralité pourrait malgré tout détenir un rôle important, dans la mesure où il est

dans le chemin des communications pour atteindre les nœuds du centre. En se référant à la Figure 4.1 et au Tableau 4.8, il est possible de mesurer le haut niveau d'intermédiarité (8,899) du nœud Urgence économique et des nœuds Accès à l'énergie – croissance économique (7,734) et Croissance rapide des énergies renouvelables (6,989). Ces niveaux sont équivalents à plusieurs nœuds composant le centre du discours soit Urgence climatique, Solution coopération et Changement social. Cette importante mesure d'intermédiarité des nœuds de la semi-périphérie leur octroie un rôle de pont dans la structuration du sens au sein du réseau. En effet, ils sont dans une position qui leur permet de faire circuler l'information entre la périphérie et le centre du discours (Shim et al., 2015 : 59-60). L'important degré d'intermédiarité de ces trois nœuds signifie qu'un nombre important de nœuds de la semi-périphérie ou de la périphérie doivent inévitablement circuler à travers l'un ou plusieurs de ces nœuds pour atteindre les nœuds du centre. La position de ces trois nœuds leur confère un rôle de plaque tournante puisqu'ils constituent des points discursifs à partir desquels se construit la potentielle fixation temporaire du sens octroyé au développement durable. Or, ce pont n'est effectif que dans la mesure où ces nœuds ne peuvent être contournés. Il demeure que leur position centrale au sein du réseau (Figure 4.1) limite la possibilité de contournement.

Le quatrième nœud de la semi-périphérie détenant le plus haut niveau d'intermédiarité fut une surprise. L'Action envisagée afin d'atteindre les ODD, soit la Transformation (6,617) du système actuel, détient une position enviable au sein du flux d'informations circulant au sein du réseau. Bien que plusieurs nœuds empruntent le chemin du nœud Action – transformation, sa position au sein du réseau (Figure 4.1), bien que près du centre est à la limite du réseau et laisse à penser qu'il peut facilement être contourné par les autres nœuds en créant des liens alternatifs. Quatre autres nœuds de la semi-périphérie, Acteur de pouvoir – société civile, Solution innovation technologique, Changement énergétique et Acteur de pouvoir – organisations internationales, se retrouvent à des niveaux d'intermédiarité (4,995) similaire à six nœuds du centre, soit Changement politique, Gouvernance nationale, Changement économique, Investissement public, Urgence sociale et Acteur de pouvoir

gouvernement. Ces six nœuds, bien que faisant partie du centre du discours, détiennent un plus faible niveau d'intermédiarité. Les nœuds Acteur de pouvoir – privé, Acteur de pouvoir – privé, Contradictions, Investissement privé et Gouvernance internationale sont davantage périphériques dans la mesure où ils ont un faible degré de centralité et un niveau moyen d'intermédiarité.

Finalement, les deux derniers nœuds de la semi-périphérie, ODD – transformation et Coopération – public-privé, société civile, ont un niveau d'intermédiarité nettement inférieur aux autres nœuds de la semi-périphérie, soit 1,892 pour le premier et 1,463 pour le second. Ils ont alors une faible incidence sur le flux d'informations au sein du réseau et peuvent donc être facilement contournés. Leur position au sein du réseau (Figure 4.1) expose bien cette situation, puisque le nœud Coopération – public-privé, société civile se retrouve à l'extrême droite du réseau et le ODD – transformation se retrouve dans le bas sur la droite du réseau. Ils ne constituent donc pas des ponts privilégiés pour structurer le sens du réseau.

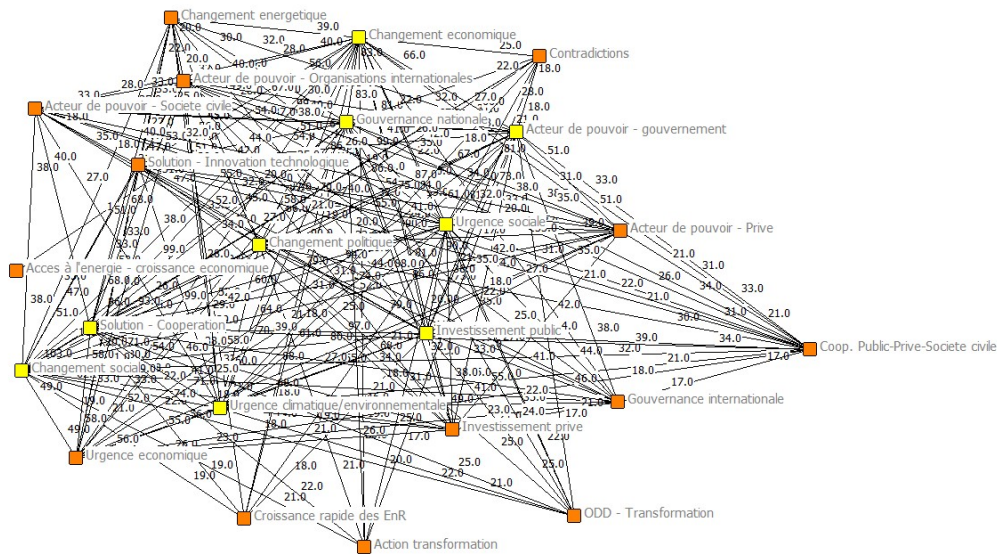
L'analyse des grappes et du degré de centralité du nœud a permis de clairement délimiter la semi-périphérie. Composée de 14 nœuds, la semi-périphérie permet de décomposer la complexité du réseau discursif sur le développement durable, mais surtout permet d'évaluer dans quelle mesure ces nœuds qui relient le centre et la périphérie jouent un rôle de pont dans la composition du discours. Le niveau d'intermédiarité de nombreux nœuds (8 sur 14) de la semi-périphérie partage de hauts niveaux d'intermédiarité avec les nœuds du centre, ce qui permet d'affirmer hors de tout doute l'ascendance de ceux-ci au sein de la construction discursive sur le développement durable. Malgré qu'ils soient moins connectés aux autres nœuds, ces nœuds de la semi-périphérie, surtout l'Urgence économique, l'Accès à l'énergie – croissance économique et la Croissance rapide des EnR détenant le niveau le plus élevé d'intermédiarité de la semi-périphérie, sont dans une certaine mesure un chemin obligé vers le centre et détiennent ainsi un rôle central au sein de la construction discursive.

4.2.3 La périphérie

Le caractère dense du réseau discursif sur le développement durable a nécessité l'édification de trois blocs, le centre, la semi-périphérie et la périphérie afin de mieux cerner les nœuds qui composent le discours que ce soit à partir de leur popularité, nombre de connexion (degré de centralité du nœud), ou de leur rôle d'intermédiaire (niveau d'intermédiarité) au sein du réseau. La périphérie pourrait aux premiers abords susciter moins d'intérêt, puisqu'en principe, elle est moins essentielle à l'élaboration du discours, mais le rôle et la position des nœuds de la périphérie pourraient détenir des éléments essentiels à la compréhension structurelle du discours. La densité du réseau discursif implique un approfondissement quant à la composition et au positionnement de la périphérie en plus de ses interactions avec le centre et la semi-périphérie.

La périphérie se distingue par sa structure en échelle (Figure 4.2) qui démontre à la fois la faiblesse des interconnexions de ses nœuds avec les autres nœuds du réseau et une légère perte de densité du réseau à ce niveau, à l'exception de l'interconnexion entre la Résilience sociale et la Résilience économique qui sont positionnés tout juste à la jonction entre la semi-périphérie et la périphérie. La frontière entre la périphérie et la semi-périphérie a été déterminée en fonction du degré de centralité qui varie de 208 pour le nœud Résilience économique à 31 pour le nœud Solution décentralisation de la production d'énergie, ainsi qu'à l'aide de l'importance des liens (arêtes) entre les nœuds qui varient de 16 à 1 lien entre les nœuds, alors que la semi-périphérie contient de 17 à 73 liens entre les nœuds et le centre détient de 74 à 106 liens entre ses nœuds (Figure 4.5). Les nœuds de la périphérie les plus rapprochés de la semi-périphérie sont ceux de la Coopération – public-privé, qui est intimement associé à ceux de la Résilience sociale et de la Résilience économique. Par la suite, la structure en échelle est régulière entre les 17 derniers nœuds de la périphérie allant des Limites biophysiques de la planète au nœud Solution décentralisation de la production d'énergie.

a)



b)

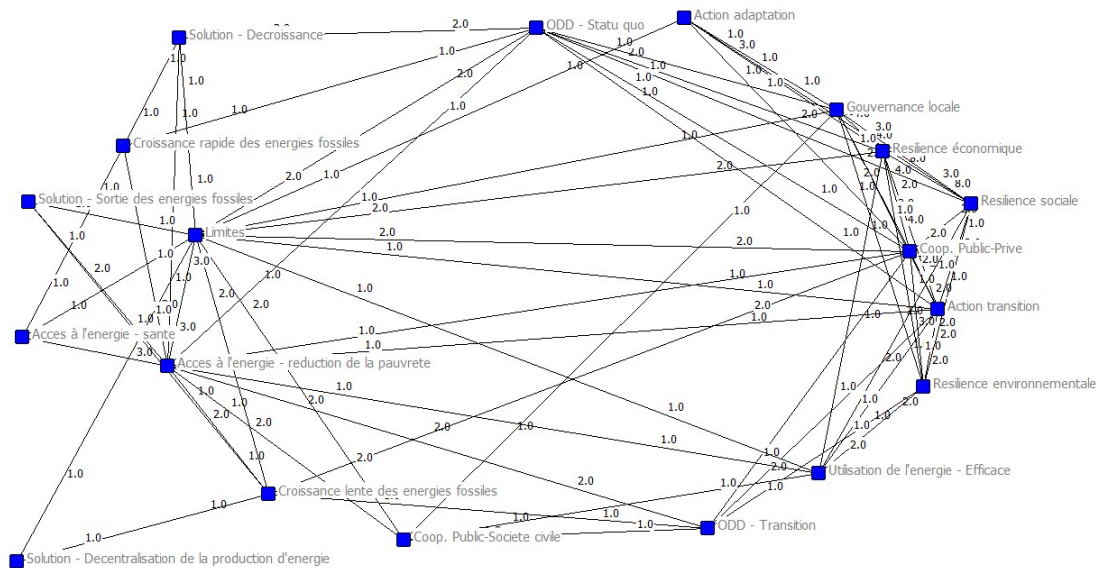


Figure 4.5 Nombre de connexions entre les nœuds a) du centre et de la semi-périphérie et b) de la périphérie

Les limites du réseau sont donc composées de 19 nœuds, dont le premier est la Coopération public-privé, puis la Résilience sociale, la Résilience économique, les Limites, suivies par la Gouvernance locale, la Croissance lente des énergies fossiles,

l'Accès à l'énergie – réduction pauvreté, l'Action – adaptation, l'Action – transition, la Résilience environnementale, l'ODD – Statu quo, l'Utilisation de l'énergie – efficace, l'ODD – transition, la Coopération public-société civile, la Croissance rapide des énergies fossiles, l'Accès à l'énergie – santé, la Solution décroissance, la Solution sortie des énergies fossiles et, finalement, celui qui ferme la marche à la marge du réseau la Solution décentralisation de la production d'énergie.

L'analyse du degré de centralité du nœud (Tableau 4.9) permet de déterminer que les nœuds les mieux structurés de la périphérie, soit ceux situés à la frontière de la semi-périphérie, sont au nombre de six. Le premier de ces six nœuds, concerne la façon dont les individus peuvent s'adapter aux changements qu'engendreront la mise en application des ODD, soit la Résilience économique, ayant un degré de centralité de 208, suivi par le type de Coopération pouvant être mise en place, soit celle entre le public et le privé (192), ensuite, l'on trouve les Limites (170), puis l'Action – transition (153), la Résilience sociale (145), et finalement le dernier nœud de ce regroupement est lié au type de gouvernance à déployer pour atteindre les ODD, soit la Gouvernance locale (142). Les nœuds les plus périphériques du réseau, donc ceux ayant le moins de liens avec l'ensemble des autres nœuds, sont au nombre de neuf. Deux nœuds liés à la perception de changement que pourrait engendrer les ODD, soit le Statu quo (78) et la Transition (75), se situent aux limites de la périphérie, suivis par l'Utilisation efficace de l'énergie (75), de la Coopération publique-société civile (72), de la Croissance rapide des énergies fossiles (67), de l'Accès à l'énergie afin d'améliorer les conditions de santé, de la Décroissance (42), de la Sortie des énergies fossiles (31) ou de la Décentralisation de la production d'énergie (9) comme solution pour atteindre les ODD.

Tableau 4.9 Périphérie du discours

<i>Périphérie</i>	<i>Degré du nœud</i>	<i>Mesure d'intermédiation</i>
Résilience économique	208	0,596
Coopération Public-Privé	192	1,148
Limites	170	6,447
Action transition	153	0,414
Résilience sociale	145	0,525
Gouvernance locale	142	0,731
Accès à l'énergie - réduction de la pauvreté	131	2,571
Croissance lente des énergies fossiles	127	2,709
Action adaptation	111	0,066
Résilience environnementale	102	0,346
ODD - Statu quo	78	0,968
ODD – Transition	75	0,414
Utilisation de l'énergie - efficace	75	0,452
Coopération Public-Société civile	72	0,301
Croissance rapide des énergies fossiles	67	0,508
Accès à l'énergie - santé	55	0,08
Solution – Décroissance	42	0,038
Solution – Sortie des énergies fossiles	31	0
Solution – Décentralisation de la production d'énergie	9	0

La mesure d'intermédiation, pour sa part, laisse entrevoir un élément surprenant. En effet, un nœud de la périphérie s'avère avoir un haut niveau d'intermédiation (Figure 4.3). Le nœud Limites détient un niveau de 6,447, ce qui est supérieur à six nœuds du centre (Changement politique, Gouvernance nationale, Changement économique, Investissement public, Urgence sociale et Acteur de pouvoir – gouvernement) qui détiennent tous un niveau d'intermédiation de 4,995. Le nœud Limites constitue donc un pont entre la périphérie et le centre du discours. Il demeure que son faible degré de centralité (170) fait en sorte qu'il pourrait être contourné et donc ne pas constituer un pont capital dans la structuration du sens attribué au développement durable. Il est à noter que les nœuds Croissance lente des énergies fossiles et Accès à l'énergie – réduction de la pauvreté ont pour leur part un niveau moyen d'intermédiation, soit de 2,709 et de 2,571, ce qui les place devant deux nœuds de la semi-périphérie, ODD –

transformation (1,892) et Coopération public-privé-société civile (1,463). Le niveau médian d'intermédiarité des nœuds Croissance lente des énergies fossiles et Accès à l'énergie – réduction de la pauvreté fait en sorte qu'ils peuvent aisément être contournés par d'autres nœuds. Leur position au sein du réseau (Figure 4.3), soit au bas complètement de celui-ci l'illustre bien. En ce sens, le nœud Limites est beaucoup plus difficile à contourner, son important degré de centralité en fait un pont. Le nœud Limites peut donc plus facilement faire circuler le sens de la périphérie vers la semi-périphérie et la périphérie. Les nœuds Croissance lente des énergies fossiles et Accès à l'énergie – réduction de la pauvreté n'ont pas cette capacité de faire circuler le sens au sein du réseau vu leur faible niveau d'intermédiarité.

L'usage de l'analyse structurelle des réseaux sociaux pour comprendre la structuration de l'articulation du discours sur le développement durable a permis, en utilisant diverses méthodes, de déterminer l'ordonnancement du discours. L'existence d'une semi-périphérie permet de préciser les frontières, à la fois avec le centre et la périphérie, et ainsi d'être plus précis quant à la structuration des nœuds intermédiaires. La forte mesure d'intermédiarité des nœuds Urgence économique, Accès à l'énergie – croissance économique, Croissance rapide des EnR et Action transformation permet de mieux comprendre leur rôle au sein de la construction discursive. La composition de la périphérie permet d'affirmer que le nœud Limites joue un faible rôle dans l'élaboration du discours sur le développement durable, puisque, malgré son haut niveau d'intermédiarité, son faible niveau de connexion (degré de centralité du nœud) le rend facilement contournable et donc moins essentiel quant au sens à attribuer au développement durable. L'absence des questions d'ordre énergétique au sein du centre du réseau n'est en soi pas très étonnante, mais sa faible présence au sein de la semi-périphérie l'était davantage. Le niveau d'intermédiarité des trois nœuds liés à l'énergie, sur les 14 qui composent la semi-périphérie, soit l'Accès à l'énergie – croissance économique, Croissance énergies renouvelables – rapide et Changement – énergie est élevé, ce qui fait de ces nœuds des ponts incontournables dans la transmission du sens attribué au développement durable entre la périphérie, la semi-périphérie et le centre du réseau discursif. Malgré l'absence de nœud lié à

l'énergie au sein du centre discursif, la force de ces mesures d'intermédiarité, issues de la semi-périphérie, qui sont similaires et parfois supérieures à des nœuds du centre, permet d'envisager le rôle qu'occupent les enjeux énergétiques dans la structuration du sens du centre du réseau.

Le rôle de l'énergie, sans être explicitement énoncé, semble être celui d'un pont, d'un transmetteur dans la structuration du sens du discours, de sorte qu'il vient teinter le sens des nœuds qui le traversent. Néanmoins, afin de saisir l'ampleur de ce rôle au sein du discours relatif au développement durable, l'analyse quantitative du discours n'est pas suffisante. Pour bien approfondir le caractère du discours, il s'avère nécessaire d'en faire une analyse qualitative. Cette analyse ne se penchera pas sur l'ensemble des 231 énoncés, mais se concentrera sur les acteurs ayant dans leur énoncé l'ensemble des nœuds présents au centre du réseau discursif tel qu'il a été exposé par le biais de l'analyse de réseau sémantique que nous venons de parcourir.

4.3 Les acteurs porteurs de sens

L'analyse quantitative des données discursives sur le développement durable a permis d'identifier, par le biais de l'analyse de réseau sémantique, les liens réunissant les divers nœuds entre eux, d'établir la structure des liens articulatoires, en plus de déterminer les nœuds composant le centre, la semi-périphérie et la périphérie du réseau discursif. Néanmoins, hors de leur contexte, ces données quantitatives se retrouvent vidées du sens que cherchait à leur accorder leur locuteur. Il s'avère alors nécessaire d'effectuer un retour vers une analyse plus qualitative des discours afin de contextualiser les énoncés. Puisque l'analyse quantitative requiert un usage concis d'une variété de données, il en découle forcément une perte quant à la nature descriptive de l'élément ayant été codé. Le codage des données vise à rendre leur interprétation plus aisée, mais entraîne inévitablement une perte quant à la complexité du sens qui pouvait lui être accordé par le locuteur. Une analyse discursive, qui s'avère être l'étude d'un phénomène d'interactions sociales, qui serait traitée uniquement sur une base quantitative serait grandement problématique. Au

demeurant, l'analyse quantitative a permis de mettre en lumière des cadres de référence qui sauront guider l'analyse qualitative des discours.

L'utilisation des données brutes combinée à l'analyse de réseau centre-périphérie permet de circonscrire six énoncés qui correspondent en tous points aux nœuds du centre discursif. Notre attention n'est donc plus tournée vers l'ensemble du réseau, mais vers les quelques acteurs dont le discours correspond, en totalité, à la composition du centre discursif. Le croisement des données brutes aux résultats de l'analyse de réseau sémantique permet de révéler, de façon quantitative, ces six énoncés d'acteurs porteurs du centre discursif. Les États qui ont dans leur énoncé l'ensemble des nœuds du centre du réseau discursif sont la République des Îles Fidji, le Liban, la Norvège, la République des Palaos, le Sénégal et les États-Unis.

Le premier ministre de la République des Îles Fidji, l'honorable Josaia Voreqe Bainimarama entame son énoncé sous une forme interrogative.

Our global community is at a fork in the road. Do we act wisely to preserve the resources of planet earth for generations to come, or do we continue to consume the earth's heritage as if there is no tomorrow? (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 1)

En effet, il s'interroge sur la volonté réelle de la communauté internationale à s'investir pleinement dans l'accomplissement des ODD. Il met en opposition la nécessité de préserver les ressources naturelles et la volonté supposée de tout un chacun de poursuivre une consommation boulimique des ressources de la planète comme s'il n'y avait pas de lendemain. Mettant en garde les chefs d'États et de gouvernements qu'ils sont à la croisée des chemins, il les appelle à assumer leur responsabilité et à prendre action. Les acteurs gouvernementaux, dans le cadre de cet énoncé, sont considérés comme les acteurs ayant le pouvoir d'engendrer la transformation qu'exigent les ODD.

These agreements to which we commit amount to our basic economic, political and social contracts with Mother Earth over the coming decades. They give us the chance to right the wrongs of the past. (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 2)

Sans amorcer son discours sur les bases d'un enthousiasme aveugle, il fait état d'un certain scepticisme quant aux intentions réelles de la communauté internationale à agir en matière de développement durable, tout en gardant espoir quant aux chances de réussites.

If we have political will and courage; and if we act with the leadership we were elected to show, together, we will reach our goals. (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 6)

Il vise à faire prendre en compte l'importance qu'occupent les chefs d'États et de gouvernements (Acteur de pouvoir – gouvernement) dans la réalisation des ODD. L'espoir qu'il affiche quant à l'atteinte des ODD s'appuie sur la Gouvernance nationale et le pouvoir des gouvernements à l'appliquer et à en faire bon usage.

We ALL (en majuscule dans l'original) need to assume responsibility for taking action to end poverty and hunger; to promote the wellbeing of all; to preserve the ocean and its precious resources; and to use our imagination to fuel innovations that will ultimately make our countries (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 2).

Le passage à l'action demandé par la République des Îles Fidji vise à répondre à des besoins urgents d'ordre social et économique (Urgence sociale et économique) visant à éradiquer la faim et la pauvreté. L'accent mis sur le bien-être de tous est intimement associé aux Urgences environnementales auxquelles font face la République des îles Fidji. La précarité des océans et de leurs ressources menace sans équivoque la survie sociale et économique de ces îles. Bien que l'innovation semble être un outil essentiel à la fois à la préservation des ressources naturelles et au bon développement des sociétés, la forme que celle-ci devrait prendre n'est pas explicitée dans l'énoncé du premier ministre.

The 17 goals and 169 targets represent the forward thinking and compassionate nature of human beings, the principles of fairness and equality as applied. To our global community. Regardless of whether you wake up in Suva or New York; Buenos Aires or Dhaka; Nairobi or Paris; London or Honiara; we are ALL (en majuscule dans l'original) in the same

boat. All brothers and sisters on this oasis in the universe called earth; and we must act collectively. (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 2)

Les défis que posent les ODD reposent, selon Josaia Voreqe Bainimarama, sur la compassion des êtres humains, les principes d'égalité et d'équité, et nécessitent la coopération de la communauté internationale (Solution coopération).

To accomplish these goals, we must take stock of the systemic issues that create the obstacles that are slowing us down. Many developing countries do not have the financial resources to do what is needed to fulfil the goals. Many countries have the ideas, the plans and the resolve to act; but do not have the financial backing they need. (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 3)

La coopération est à même de résoudre les problèmes et de transformer le monde tel qu'il est présentement, encore faut-il que la communauté internationale soit prête à remettre en question les problèmes systémiques qui sont pour l'instant des freins à la pleine réalisation des ODD. En ce sens, les pays en voie de développement n'ont pas les ressources financières nécessaires afin d'accomplir l'ensemble des 17 objectifs. Selon Josaia Voreqe Bainimarama, plusieurs pays ont des idées, mais auront besoin d'un appui financier abordable de la part des États développés pour les réaliser (Investissement – public).

Developing countries, in order to receive grants and loans, must prove themselves trustworthy. Governments must operate on the principle of transparency, and corruption must be stamped out and punished without exception. (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 4)

Conscient que l'attribution de prêts et de subventions pouvant être consentie par les pays développés nécessite de la transparence et une bonne gouvernance, le premier ministre de la République des Îles Fidji s'engage à être digne de confiance en mettant en place des politiques visant à assurer l'intégrité des institutions gouvernementales et à mettre fin à la corruption et à la punir sévèrement. Le Changement en plus d'être d'ordre politique prend racine sur le plan économique, à travers le cadre de la croissance verte (*Green Growth*) qui lie la croissance économique et la protection de l'environnement. Sans développer davantage sur ce qu'il entend par croissance verte,

il affirme « *our goal is to build an economy that nurtures the interests of all our citizens, and establishes strict environmental criteria for all development projects* » (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 4-5).

En rappelant l'importance de l'océan pour la République des Îles Fidji, le premier ministre rend cet enjeu personnel en affirmant :

[I] wonder if my grandchildren will ever see it the way I saw it. Fiji is especially keen on Sustainable Development Goal 14 on the conservation and sustainable management of oceans and seas. Fiji has established a partnership with the Government of Sweden to establish the Triennial UN Conferences on Oceans and Seas, which we believe can bring accountability to an effort that will require cooperation among every nation in the world as well as all other non-state actors. (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 5)

Il insiste sur la participation de tout un chacun, États ou pas, dans la réalisation des ODD. Il met l'accent sur le rôle central qu'occupent les États quant à la gouvernance internationale, tout en reconnaissant l'apport des acteurs non gouvernementaux, sans pour autant les évoquer directement ou encore déterminer leur rôle.

Il termine sur une note d'optimisme en affirmant qu'il a confiance que les ODD seront accomplis. Il réaffirme pour une troisième fois l'importance des gouvernements à mettre en application les 17 objectifs, en fonction de leur propre réalité et l'importance de l'éducation afin d'implanter un réel changement au sein des populations (Changement social).

This new global agenda will succeed step by step, community by community and country by country but it will require patience, persistence, .and single-minded commitment. It will require sure and steady programs of outreach and education to recruit the hearts and minds of every man, woman and child. It will require sure and steady programs of outreach and education to recruit the hearts and minds of every man, woman and child. It will require political and national action to secure the participation of our largest cities and our most isolated villages and communities. It will require genuine strategic partnerships with the private

sector, youth and women's groups, faith-based organizations, media, academia and civil society. (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 6)

L'énoncé du premier ministre de la République des Îles Fidji, bien qu'empreint d'espoir, insiste beaucoup sur l'importance d'un réel engagement des États et de la communauté internationale. Dans ce discours, il est clair que l'implantation et la réalisation des ODD doivent provenir des États et se diffuser vers les communautés et ne laisse pas à entendre qu'il pourrait en être autrement.

Le président de la République des Palaos, petit pays d'Océanie situé en Micronésie, entame son énoncé en faisant ressortir les milliers de personnes, organisations et États qui ont œuvré à la mise sur pied des ODD.

It is a privilege to thank the General Assembly for that signal achievement. It is fitting that we take this uniquely important moment to recognize the hard work and dedication of literally thousands of people from all nations that has allowed us to gather here today. By virtue of that work by so many, we now have a strong set of imperatives for the transformational change that our peoples and our countries need in order to safeguard our planet for the future of our children. (D – Esang Remengesau, 2015 : 15).

Il souligne aussi l'importance du discours du Pape François énoncé le jour précédent, ainsi que son encyclique sur les changements climatiques et effectue les mêmes constats que lui quant à la forte relation qui unit l'Urgence climatique et l'Urgence sociale.

That profoundly important document laments the careless use of our planet's resources leading to environmental degradation and global warming. That encyclical on climate change, which calls for swift and unified global action, is an inspiration to us all and is already beginning to change hearts and minds and to focus the world's attention on the most vulnerable among us and on our mother Earth. (D – Esang Remengesau, 2015 : 15).

En effet, selon le président Tommy Esang Remengesau, l'usage abusif des ressources de la planète a entraîné la dégradation environnementale et le réchauffement climatique avec pour résultats de frapper les plus vulnérables et

accroître par le fait même leur souffrance. Alors qu'il affirme que notre attention devrait être tournée en priorité vers ceux qui souffrent le plus de cette dégradation environnementale, il soutient qu'ils sont aussi ceux qui y contribuent le moins (D – Esang Remengesau, 2015 : 15). Ainsi, le plus gros défi auquel la communauté internationale doit faire face est celui des changements climatiques.

Human suffering, and the suffering of all creation, will deepen with each moment of delay. At the same time, all countries and all peoples have a role to play in building a more sustainable future. (D – Esang Remengesau, 2015 : 15)

Le président de la République des Palaos soulève clairement l'inégalité entre les pays développés et les pays en voie de développement et affirme l'importance d'agir sur les problèmes systémiques qui sont les causes premières de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement.

In Palau, we are working hard to do our part and to take those next steps that will define our future. We have committed to provide 20 per cent of our energy through renewable resources by 2020, and are already three quarters of the way there. We have also committed to become carbon-neutral by 2050. In that context, we have finalized a comprehensive climate change policy and will soon submit our intended, nationally determined contributions. (D – Esang Remengesau, 2015 : 15).

Il met l'accent sur la nécessité, pour chaque État, d'adresser ses propres urgences (Acteur de pouvoir – gouvernement). Ainsi, pour la République des Palaos, la gouvernance en matière de développement durable revient en premier lieu aux États (Gouvernance nationale) qui sont libres de l'adapter à leur réalité, à leurs urgences et d'implanter les Changements politique et économique nécessaires pour y faire face. En ce qui concerne la République des Palaos, c'est la protection des océans qui constitue la priorité. La montée des océans cumulée à l'augmentation des tempêtes, à l'acidification des océans, à la baisse des ressources alimentaires, à la dégradation des milieux de vie marins et à l'appauvrissement de la biodiversité met en péril les communautés et l'économie de son pays (D – Esang Remengesau, 2015 : 15).

While small nations like mine are taking many actions on our own to stem the tide of environmental collapse, it is only through a true global partnership for sustainable development, with the participation of all countries, all stakeholders and all peoples, that we can implement our new list of Sustainable Development Goals with the speed and scale necessary to respond to our urgent situation. To move forward, we will need funding and technical support to implement, monitor and strengthen our solutions. And we will need that support sooner rather than later. (D – Esang Remengesau, 2015 : 15)

L'urgence de la situation nécessite un Investissement public et privé, ainsi qu'une assistance technique pour l'implantation et l'amélioration de leurs solutions. Selon le Président Tommy Esang Remengesau, le seul espoir quant à l'atteinte des ODD est un partenariat mondial (Solution coopération) de l'ensemble des acteurs concernés.

The hard work lies ahead for the global community, rich and poor nations alike, to make those Goals real across the broad expanses of our planet and for all of our citizens. (D – Esang Remengesau, 2015 : 15)

Le Président de la République des Palaos en appelle au courage politique des acteurs de la communauté internationale afin de mettre en application les ODD (Changement politique). La Gouvernance internationale occupe essentiellement le champ financier et les acteurs susceptibles d'y exercer un certain pouvoir sont à la fois les États et le secteur privé (D – Esang Remengesau, 2015 : 16).

Le sentiment d'urgence véhiculé par le président Tommy Esang Remengesau est palpable. En établissant le lien entre la pauvreté et la dégradation environnementale, il vise à soulever l'importance du partenariat mondial nécessaire pour l'éradiquer (Changement social), mais surtout, il s'assure que les chefs d'État ne perdent pas de vue le rôle des populations concernées dans la mise en place de solutions pour l'atteinte des 17 objectifs. À plusieurs reprises, il souligne l'importance d'un partenariat mondial devant inclure l'ensemble des acteurs qu'ils soient publics, privés ou émanant de la société civile.

L'allocution du président du Sénégal est pour sa part teintée de pragmatisme. Faisant état des lacunes liées à la réalisation des objectifs du millénaire, il affirme néanmoins que les solutions à la réalisation des ODD existent et sont à portée de main. Le travail qui reste à faire selon Macky Sall, et qui s'avère urgent, est « l'élimination de la faim, la réduction de la mortalité maternelle et infantile, l'accès à l'énergie et à l'assainissement et la protection efficace de l'environnement » (D – Sall, 2015 : 2-3), qui constituent des freins au développement économique et à la protection de l'environnement (Urgence sociale et environnementale).

En lien avec la troisième Conférence sur le financement du développement à Addis-Abeba, il émet des réserves quant à la volonté des États à soutenir les politiques d'aide au développement.

En juillet dernier, à Addis Abeba, la 3^e Conférence sur le financement du développement a montré nos limites dans la mobilisation des ressources au soutien des politiques de développement. (D – Sall, 2015 : 5)

L'Investissement public constitue pourtant une condition essentielle, selon le président sénégalais, pour soutenir les efforts d'adaptation aux changements climatiques, ainsi qu'à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et aux transferts technologiques. Le président rappelle que les ressources allouées aux États en développement ne représentent pas une forme d'assistance, mais plutôt une indemnité pour la perte de compétitivité (D – Sall, 2015 : 7). La volonté des États à agir est essentielle tant pour le développement que pour freiner le « réchauffement climatique » (D – Sall, 2015 : 2-3), l'avenir du seul habitat que possède l'humanité en dépend. L'urgence d'agir quant à l'extrême dénuement des populations et à la dégradation de l'environnement est bien marquée dans l'énoncé du président sénégalais.

Les changements à apporter pour remédier à ces problèmes sont bien connus selon lui. Pour le Sénégal, ils sont, dans un premier temps, de nature économique (Changement économique) et énergétique. Grâce à un financement adéquat « du

Fonds vert pour le climat [FVC⁹], [il faut] soutenir les efforts d'adaptation aux changements climatiques et contribuer au transfert de technologies adaptées aux besoins des pays cibles » (D – Sall, 2015 : 6-7). Les États en développement pourront compenser leur perte de compétitivité et se dessaisir des énergies fossiles dont les États développés ont largement abusé (D – Sall, 2015 : 6-7). Le financement du FVC permettra d'assurer une croissance rapide des énergies renouvelables et un transfert technologique au sein des économies moins développées.

L'atteinte des ODD implique, selon Macky Sall, de lutter contre l'évasion fiscale, d'assurer le financement des infrastructures indispensables à un développement sur le long terme et une juste rémunération des contrats miniers et pétroliers afin d'assurer la justice sociale tout en responsabilisant les entreprises privées, permettant ainsi un développement solidaire et équitable (Changement politique et social) (D – Sall, 2015 : 9).

Il reste que la croissance, le développement et la prospérité relèvent avant tout d'une responsabilité nationale. C'est pour y répondre que nous avons mis en place le Plan Sénégal Émergent (PSE) pour une transformation structurelle de notre économie, le développement durable, solidaire et partagé, le renforcement de la bonne gouvernance et de la démocratie. (D – Sall, 2015 : 11)

Le président sénégalais évoque la nécessité de la coopération internationale (Solution coopération) et la nécessaire Gouvernance nationale pour réaliser les ODD, il reconnaît les efforts de renforcement d'une bonne gouvernance interne pour favoriser l'investissement.

L'intervention du président des États-Unis lors de l'Assemblée générale des Nations Unies le 27 septembre 2015 est considérablement plus longue que celle de ses homologues en général, mais il est un des locuteurs au cœur de la lutte discursive en particulier. En effet, l'ensemble des intervenants lors de l'Assemblée générale

⁹ Le Fonds vert pour le climat est un mécanisme financier de l'Organisation des Nations unies rattaché à la CCNUCC.

disposait en moyenne de 5 minutes pour s'adresser à l'audience, alors que le président américain, qui ouvrait la séance, s'est exprimé 27 minutes. Le président Obama amorce son allocution par l'Urgence sociale présente au sein de plusieurs pays, notamment ceux en développement.

In many of our nations, especially the developed countries, there is among our general population a genuine compassion towards those in need. There is a recognition of the grinding poverty that so many experience every day around the world. And yet sometimes it is said that our efforts to combat poverty and disease do not and cannot work, that there are some places beyond hope and that certain people and regions are condemned to an endless cycle of suffering. Here, today, we put those myths to rest. (D – Obama, 2015 : 1)

Il fait montre de compassion envers ceux qui sont dans le besoin et bien que cette volonté de partager les malheurs des moins nantis semble sincère, les mots choisis pour l'évoquer démontrent une certaine distance, comme si c'était extérieur à la réalité américaine.

Le président américain n'est pas pour autant pessimiste quant à la réussite des ODD, même si bien du travail est à faire. En effet, il montre beaucoup d'espoir et rejette le cynisme. Le mot « espoir » est évoqué à plus de six reprises dans son discours. La participation de tout un chacun est selon lui essentielle, notamment en matière d'aide au développement (Investissement public et privé).

Guided by the new consensus we reached in Addis Ababa, I am calling on others to join us. More Governments, more institutions, more businesses, more philanthropies, more non-governmental organizations, more faith communities, more citizens — all of us must step up with the will and resources and coordination we need to achieve our goals. (D – Obama, 2015 : 2-3).

Sans se faire d'illusion sur la taille du défi à accomplir, il garde espoir quant à la chance de réussite, tout en affirmant « *all of our nations have work to do* » (Gouvernance nationale) (E - Obama, 2015 : 2).

Il affirme que les États-Unis ont toujours soutenu le développement, puisque ce n'est pas de la charité, mais un investissement, et surtout que ça fonctionne, « *development works* » (D – Obama, 2015 : 1). Il attribue les insécurités sociales à la mauvaise gouvernance de certains États et soutient qu'il en va de la responsabilité et de la transparence de ces États pour assurer le succès des ODD (Acteur de pouvoir – gouvernement).

Today, we affirm what we know to be true from decades of experience: development and economic growth that are truly sustainable and inclusive depend on Governments and institutions that care about their people, that are accountable and respect human rights and deliver justice for everybody, not just for some. In the face of the corruption that siphons billions away from schools, hospitals and infrastructure into foreign bank accounts, Governments must embrace transparency, openness and the rule of law. (D – Obama, 2015 : 3)

Cette part de responsabilité quant aux situations d'insécurité dans le monde est suivie par un rappel que les États-Unis sont les plus grands contributeurs financiers quant à l'aide au développement. C'est en ce sens qu'il questionne l'assemblée sur la possibilité de faire mieux avec l'argent attribué à l'aide au développement. Il insiste de nouveau à propos de la réduction des inégalités dans le monde qui est le travail de tous. Le président Obama en appelle à des Changements politiques, économiques et sociaux.

The next chapter of development must also unleash economic growth, not just for a few at the top, but inclusive, sustainable growth that lifts up the fortunes of the many. We know the ingredients for creating jobs and opportunity. They are not a secret. Let us embrace reforms that attract trade and investment to areas that are in need of investment and trade. Let us trade and build more together, making it easier for developing countries to sell more of their goods around the world. Let us invest in our greatest resource, our people, and their education and skills. Let us invest in innovative entrepreneurs, the striving young people who embrace new technology and are starting businesses; they can ignite new industries that will change the world. (D – Obama, 2015 : 3)

L'accomplissement des ODD ne devrait pas, selon Barack Obama, tomber dans le piège qui oppose le Nord et le Sud. La réalisation des nombreux objectifs doit

inévitablement passer par la coopération (Solution Coopération), puisque l'atteinte de ceux-ci ne sera pas seulement attribuable aux dollars dépensés (D – Obama, 2015 : 1). Il termine son allocution en affirmant que le « *development is threatened by climate change* » (D – Obama, 2015 : 4). Il affirme qu'à la Conférence de Paris (COP21) approchant à grands pas, il s'avère nécessaire :

to establish the tools and financing to help developing nations embrace clean energy, adapt to climate change and protect themselves against the false choice between economic development and the best practices that can save our planet. We can take joint action and at the same time. The communities and lives of billions of people depend on the work that we do. (D – Obama, 2015 : 4)

La coopération internationale s'avère donc essentielle aux yeux du président des États-Unis afin d'atteindre les ODD (Solution coopération). Il termine son discours en rapportant la lettre d'une adolescente de 15 ans de la Tanzanie qui expose la situation de survivance dans laquelle se trouve sa famille et affirme :

Today, I say to Eva and the hundreds of millions, billions, like her: "We see you. We hear you." We have read their letters. We commit ourselves as nations, as one world, to the urgent work that must be done, to standing with families like Eva's as they work and strive for a better life. (D – Obama, 2015 : 4)

Le discours du président du Conseil des ministres du Liban, M. Tammam Salem, s'amorce en prenant appui sur le titre de la Conférence « *Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable development* » (D – Salam, 2015 : 25). Il insiste sur la nécessité de transformer notre monde, que « *[t]he Goals listed in the Agenda constitute an adequate canvas for any coherent national strategy for sustainable development* » (D – Salam, 2015 : 25). Les ODD s'inscrivent alors pour le Liban comme un enjeu de Gouvernance nationale. Pour le Liban, c'est dans la mise en application de ces objectifs que le problème se pose. La crise en Syrie et le flot massif de réfugiés engendrent une pression importante dont les impacts ont des conséquences dans la mise en application des objectifs du pays, « *especially when it comes to the integration of sustained economic growth, inclusive social development* »

and the protection of the environment » (D – Salam, 2015 : 25). Les Urgences auxquelles le Liban fait face sont à la fois d'ordre économique, social et environnemental.

My country today hosts more than 1.2 million registered Syrians, representing almost a third of its population. This has had a devastating impact on development, economic activity, social progress and the environment, overstretching the capacity of our national institutions in the areas of health care, education, energy, water, sanitation and security. (D – Salam, 2015 : 25)

Le Liban accueille donc positivement la reconnaissance au sein des ODD des effets pernicious du déplacement forcé de population, par les conflits, la violence, ou l'extrémisme, et reconnaît aussi la nécessité d'accroître la résilience des communautés d'accueil, essentiellement celles dans les pays en voie de développement. Cette capacité de Résilience sociale et économique *« is essentially articulated on the efforts of the private sector. One major component of this potential is the Lebanese diaspora, through remittances »* (D – Salam, 2015 : 25).

We invest a great deal in the education of our children, only to see them leave the country when they reach working age. This is seriously impacting our productivity, and the surest way to counter this trend is through sustainable and balanced development. Indeed, it is essential to avoid the pitfalls of favouring development poles, for it is only through promoting inclusive growth that we can avoid creating pockets of underdevelopment, even within urban centres, in which all kinds of fanatic ideologies can fester. (D – Salam, 2015 : 25)

Selon M. Salam, les Changements à apporter pour assurer un développement durable doivent être politiques, économiques et sociaux, et c'est le gouvernement qui en est l'acteur principal (Acteur de pouvoir – gouvernement).

Respect for human rights, gender equality and women's empowerment, democracy, promotion of good governance and the rule of law, and universal access to justice are all elements that favour development. Hence, reforms in those areas are indispensable for sustainable development. Development fuels them, and without them growth is bound

to falter. Without them no society can enjoy stability, security, fairness and equity. (D – Salam, 2015 : 25-26)

L'aide internationale (Investissement public) constitue pour le Liban et les pays moins développés et les pays à revenus intermédiaires une pierre angulaire pour la poursuite de leur développement (D – Salam, 2015 : 26). Monsieur Salam insiste sur la nécessité de revoir l'aide internationale attribuée aux pays à revenus intermédiaires, afin que ceux-ci puissent être en mesure de répondre aux exigences des ODD.

Accordingly, the approach to global aid should be revamped to take into account specificities, and, most importantly, it should include targeted contributions that can shore up development, ensuring that it is sustainable. (D – Salam, 2015 : 26)

Inévitablement, le respect des ODD nécessite un partenariat international (Solution coopération).

It is time that more advanced societies recognize that by helping less developed ones through the transfer of knowledge and technologies, they are also sustainably helping themselves. (D – Salam, 2015 : 26)

Il s'avère ainsi essentiel pour le président libanais que les pays développés aident les pays qui le sont moins à travers le transfert de connaissances et de technologies (D – Salam, 2015 : 26). Le respect de l'environnement, la réduction de la pollution et la remise en état de ce qui a été endommagé sont essentiels au progrès et constituent la voie vers la durabilité. Le progrès et le développement durable ne seront possibles pour le président du Liban, que si l'on reconnaît :

the primordial importance of putting an end to armed conflicts, terrorism, sectarian violence and hatred, so that we can ensure the security, stability and peace that constitute the indispensable conditions for development and the primary and the primary duty of leadership and Governments everywhere. (Gouvernance nationale; E - Salam, 2015 : 26)

La première ministre, Erna Solberg, de Norvège amorce son énoncé en déclarant que ce Sommet se déroule dans une période « *of great hope, but also grave crisis* » (D –

Solberg, 2015 : 1). Pour la première ministre norvégienne, cette Urgence est de nature environnementale et sociale.

Hope, when we look to the historic “2030 Agenda” we have agreed on today: To eradicate extreme poverty and hunger. To conserve oceans and ecosystems. To leave nobody behind. Hope, for the most vulnerable people. For the United Nations. And for our common future on this planet.
(D – Solberg, 2015 : 1).

Les crises humanitaires à l'échelle planétaire ont entraîné plus de 60 millions de réfugiés et de déplacés, « *[t]hey are fleeing conflict, poverty and poor governance* » (D – Solberg, 2015 : 1), et il revient aux États de mettre en application des principes de bonne gouvernance, ainsi que les règles de droit. « *“Business as usual” will not lead to real sustainable development* » (D – Solberg, 2015 : 2).

Afin d'atteindre les objectifs fixés, elle en appelle à l'aide internationale, « *[w]e call on all nations to be generous, so that we prevent a “lost generation”* » (D – Solberg, 2015 : 2). Cet appel à l'Investissement public vise à apporter des Changements à l'échelle sociale, politique et économique. L'investissement en éducation et en santé permettrait d'envoyer à l'école « *sixty million [of] children [that] are still not in primary school [and] another sixty million [who] do not attend secondary school* » (D – Solberg, 2015 : 2). L'égalité des genres et le respect des droits des femmes devraient être selon la Norvège « *a top priority for all* »; en effet, « *[w]hen girls attend secondary school, this brings huge health benefits, not just for the girls themselves, but for their children, families and local communities* » (D – Solberg, 2015 : 2). C'est notamment pour cette raison que la Norvège doublera son aide en éducation. Elle conclut sur ce point en affirmant que « *[e]ducation and health are the keys to inclusive growth and job creation* » (D – Solberg, 2015 : 2).

La protection des écosystèmes et la prévention des changements climatiques s'établissent, selon la Norvège, à travers une étroite coopération régionale et de nombreuses relations bilatérales.

[W]e have secured sustainable management of common fish stocks in the North. Now, we support developing countries in the important mapping of their marine resources. And we will continue to work with Brazil, Indonesia, Liberia, Colombia and Peru to protect forests and biodiversity. (D – Solberg, 2015 : 3)

Elle insiste néanmoins : « *National governments must take ownership* » (Gouvernance nationale) (D – Solberg, 2015 : 3). Les ODD étant universels, ils s'appliquent à l'ensemble des États et de leur population (Acteur de pouvoir – gouvernement). « *More than ever, the responsibility rests with all governments. To promote business investments and job creation. To create greener, more inclusive economic growth* » (D – Solberg, 2015 : 3). Elle conclut en affirmant : « *We can end extreme poverty – and save the planet. If we work together, in partnerships and through multilateral cooperation* » (Solution coopération) (D – Solberg, 2015 : 3).

L'analyse quantitative des données a permis de déterminer la composition du centre, de la semi-périphérie et de la périphérie. Les acteurs précédemment cités sont porteurs de l'ensemble des nœuds qui composent le centre discursif. L'analyse qualitative des énoncés de la République des Îles Fidji, du Liban, de la Norvège, de la République des Palaos, du Sénégal et des États-Unis, bien qu'elle illustre les nœuds centraux, donc équivalents, tel que l'analyse de réseau du discours l'a démontré, ne constitue pas pour autant une unité quant à la nature des enjeux et ce qu'ils impliquent, sinon, « il y aurait simple identité » (Laclau et Mouffe, 2019 : 224).

L'Urgence sociale, notamment, tourne essentiellement autour de l'extrême pauvreté, de la famine et de la mortalité infantile et maternelle. Elle est pour la République des Palaos, la République des Îles Fidji, le Sénégal et le Liban intimement associée à l'urgence climatique. En effet, l'Urgence sociale est importante pour chacun de ces États – « *[for] Lebanon, it is the humanitarian issues caused by the Syrian refugee crisis that constitute one of the greatest challenges to development* » (D – Salam, 2015 : 25), alors que la République des Îles Fidji met l'accent sur la préservation des océans et de ses ressources (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 2) et que le Sénégal cherche à réduire l'augmentation des gaz à effet de serre (D – Macky Sall, 2015 : 6)

–, mais elle s'inscrit différemment selon leur priorité nationale. En ce qui a trait aux États-Unis, ce lien entre Urgence sociale et climatique est aussi établi, mais il est beaucoup moins appuyé. En effet, l'association entre l'Urgence sociale et la question climatique est brièvement survolée lorsque le président Obama affirme : « *the world's poorest people will bear the heaviest burden — from rising seas and more intense droughts to shortages of water and food. We will be seeing climate-change refugees* » (D – Obama, 2015 : 4).

L'ensemble de ces six acteurs, qui sont porteurs de l'ensemble des éléments du centre discursif, ont des positions équivalentes quant à l'importance de la Gouvernance nationale pour la mise en application du développement durable, puisque chaque État doit veiller à considérer ses propres urgences. La Gouvernance nationale du développement durable s'inscrit différemment d'un État à un autre. En effet, au sein de la République des Palaos, elle s'inscrit par un engagement « *to provide 20 per cent of our energy through renewable resources by 2020, and are already three quarters of the way there* » (D – Remengesau, 2015 : 15) et à devenir carboneutre, alors que le Sénégal a mis en place un plan national afin d'assurer une réforme structurelle de son économie en plus de renforcer la bonne gouvernance et la démocratie, comme nous l'avons précédemment évoqué (voir page 162).

Ainsi, les acteurs ont un terme équivalent, la Gouvernance nationale, mais différent quant à ce qu'il comporte. Il en va de même quant aux types de changements à apporter. Bien qu'il y ait certaines différences, les acteurs conviennent que la bonne gouvernance et la transparence sont essentielles afin d'atteindre les ODD. Ils s'entendent aussi sur le Changement social qui doit survenir, mais différent quant au changement à implanter. La Norvège, par exemple, perçoit le changement social par le biais de son aide au développement :

Gender equality and women's rights must be a top priority for all. When girls attend secondary school, this brings huge health benefits, not just for the girls themselves, but for their children, families and local communities. This is why Norway will double its assistance to education. (D – Solberg, 2015 : 2)

Les États-Unis envisagent plutôt le Changement social, économique et politique par le prisme de la croissance économique « *not just for a few at the top, but inclusive, sustainable growth that lifts up the fortunes of the many* » (D – Obama, 2015 : 3), qui a un effet sur la création d'emploi, le commerce, l'investissement des États dans l'éducation, etc.

Bien que les six acteurs précédemment cités s'accordent sur la nécessité d'appliquer des Changements économiques, ceux-ci diffèrent quant au sens qu'ils y accordent. Alors que la République des Palaos, le Sénégal et la République des Îles Fidji font référence à la nécessité d'effectuer une transformation structurelle de l'économie qui, dans l'état actuel, nuit à leur développement, la nature du changement varie. En effet, le Sénégal vise à lutter contre l'évasion fiscale, alors que la République des Palaos mise sur une pêche durable, la République des Îles Fidji cherche à développer une « croissance verte », sans pour autant expliciter ce que cela implique. Comme nous venons tout juste de l'exposer, les États-Unis énoncent leur conviction quant à une croissance économique durable, dans la mesure où les riches veulent bien changer les choses, alors que le Liban expose la nécessité d'en arriver à une croissance inclusive.

L'ensemble des acteurs qui composent le centre discursif, mis de l'avant par l'analyse de réseau, s'accorde sur la nécessité de la collaboration internationale (Solution coopération) afin d'atteindre les ODD. Cinq d'entre eux, la République des îles Fidji, la République des Palaos, la Norvège, les États-Unis et le Liban associent étroitement la coopération à l'innovation technologique, spécifiquement en rapport au transfert de technologies et de connaissances. Le président de la République des Palaos inclut en outre à cette coopération internationale entre États « *the participation of [...] all stakeholders and all peoples* » (D – Remengesau, 2015 : 15), alors que la Norvège ne mentionne que le secteur privé comme partenaire de l'État. La nécessité de coopérer est aussi associée au rôle devant être joué par les institutions internationales que ce soit en matière de gouvernance ou d'influence. Le Sénégal, notamment, envisage le renforcement d'actions de coopération internationale entre les pays

africains et le G7 (Unité d'assistance CONNEX), mais aussi entre des organisations de pays développés et d'autres moins riches. La République des Îles Fidji s'appuie sur un partenariat avec la Suède :

to establish the Triennial UN Conferences on Oceans et Seas, which [they] believe can bring accountability to an effort that will require coopération among every nation in the world as well as all other non-state actors. (D – Voreqe Bainimarama, 2015 : 5)

La République des Palaos mise aussi sur la collaboration entre petits États insulaires en développement (PIED), en plus d'y associer la Coopération, la Gouvernance internationale et l'Investissement public. « *To move forward, we will need funding and technical support to implement, monitor and strengthen our solutions* » (D – Remengesau, 2015: 16). Pour assurer le développement économique des États moins développés, il s'avère nécessaire que les États les plus développés au sein de la communauté internationale investissent des fonds publics qui permettront d'atteindre les ODD. La République des Îles Fidji, le Sénégal, les États-Unis, la Norvège et le Liban s'accordent sur le fait qu'il s'agit d'un investissement, particulièrement en matière de transfert de connaissances et de technologies, dont les États en développement ont besoin, non pas de charité. La Norvège investit ses fonds publics auprès des enfants, notamment quant à leur nutrition et leur éducation grâce à de « *successful partnerships in global health. GAVI [Global Alliance for Vaccines and Immunization] and the Global Fund are excellent examples* » (D – Solberg, 2015 : 2). L'éducation et la santé sont, pour la Norvège, des éléments clés pour une croissance inclusive et la création d'emplois. Le président américain aborde la question de l'aide au développement comme moyen de limiter les conflits et leurs conséquences à travers le monde.

After all, it is the lack of development, when people have no education and no jobs and no hope, when they feel that their basic human dignity is being violated, that helps to fuel so much of the tension, the conflict and the instability in our world. (D – Obama, 2015 : 2)

La démonstration de la nature du centre discursif, rendue possible grâce à l'analyse centre-périphérie de l'analyse de réseau, à partir des acteurs les plus représentatifs de celui-ci, a permis de représenter indirectement, par une équivalence (centre discursif), ses moments différentiels (Laclau et Mouffe, 2019 : 224). L'inventaire du centre discursif offre une vision beaucoup plus variée que ne pouvait le laisser percevoir l'analyse structurelle (centre-périphérie) de réseau. En effet, l'analyse qualitative permet une investigation qui laisse entrevoir la complexité et les subtilités énoncées au sein des discours. Bien qu'il y ait un centre discursif, celui-ci n'est pas uniforme et laisse entrevoir des points contentieux, surtout en ce qui a trait à la nature de l'urgence, du moins ce qui l'a causée. On s'entend, dans une certaine mesure, sur la nécessité de collaborer afin d'assurer un transfert technologique vers les États en développement, mais sans élaborer davantage sur la marche à suivre ou la façon d'implanter cette volonté. Afin de pousser plus en profondeur l'analyse entamée à partir des discours des acteurs représentant le centre, un retour vers le cadre de référence que constitue l'analyse quantitative est nécessaire. Il est certain que les nœuds du centre ont une force que les autres n'ont pas, mais la mesure d'intermédiarité est aussi évocatrice du sens attribué au développement durable. Trois nœuds ont une mesure d'intermédiarité aussi forte que ceux du centre, soit la coopération comme Solution, l'Urgence climatique et le Changement social. Cet état de fait invite à examiner le sens qui leur est attribué par les acteurs, afin de pouvoir déterminer s'ils ont véritablement un rôle de plaque tournante du sens au sein du discours, comme l'affirme Shim, Park et Wilding.

4.4 Une mesure d'intermédiarité également porteuse de sens

Une certaine « unanimité » semble s'établir quant à l'Urgence environnementale que les États subissent. Qu'il s'agisse de préserver les océans et les écosystèmes, pour la Norvège, de la surcharge des capacités d'assainissement de l'eau attribuable à l'instabilité liée à la crise syrienne, pour le Liban, de l'assainissement de l'environnement, pour le Sénégal, ou de l'appauvrissement des ressources halieutiques, pour la République des Îles Fidji et la République des Palaos, les

conséquences économiques et sociales sont importantes. Ces contraintes, combinées à des problèmes tributaires de la structure économique mondiale engendrent une pression importante sur les États en développement. Même si la République des Îles Fidji et la République des Palaos affirment clairement qu'il est nécessaire de préserver les océans et leurs ressources « *[w]hile small nations like mine are taking many actions on our own to stem the tide of environmental collapse* », la coopération internationale (Solution coopération) est leur seul espoir d'atteindre les ODD (D – Esang Remengesau, 2015 : 16; Voreqe Bainimarama, 2015 : 4). Le président de la République des Palaos affirme sans détour qu'il est plus que temps que la communauté internationale s'attaque franchement aux racines profondes qui sont à la source de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement, sans pour autant les énoncer clairement.

Le président sénégalais affirme que pour « protéger notre planète, notre seul et unique habitat [...] nous savons sans équivoque ce qu'il faut faire avant qu'il ne soit trop tard » (D – Sall, 2015 : 5). Tout comme le Liban, le président sénégalais fait référence au principe de responsabilités communes, mais différenciées (Solution coopération) et appelle à ce que celles-ci soient pleinement assumées (D – Sall, 2015 : 6; Salam, 2015 : 26).

Le président américain appelle à une action conjointe (Solution coopération) afin qu'à Paris (COP21) l'ensemble des leaders du monde arrive à mettre en place :

the tools and financing to help developing nations embrace clean energy, adapt to climate change and protect themselves against the false choice between economic development and the best practices that can save our planet. (D – Obama, 2015 : 4)

Le président américain est conscient qu'un changement de perspective est nécessaire, que la réussite du développement durable doit inévitablement être soumise à une meilleure répartition des richesses, à un traitement équitable des femmes dans l'ensemble des sociétés (Changement social), à la paix, à une bonne gouvernance (Changement politique) et à un environnement sain (D – Obama, 2015 : 4). La

République des Îles Fidji, la République des Palaos ainsi que la Norvège s'accordent avec le président américain quant à la nécessité de traiter la question du développement durable d'un point de vue holistique. Les Urgences économiques, environnementales et sociales sont intimement liées et doivent impérativement être traitées conjointement, bien qu'il y ait ici équivalence, ces enjeux sont traités différemment par les divers États.

Chez les six acteurs énonçant l'ensemble des neuf nœuds du centre discursif, il s'avère important, comme nous l'avons exposé précédemment, d'implanter des Changements sociaux afin d'atteindre les ODD. Cette équivalence n'est néanmoins pas exempte de différences. En effet, pour le président des États-Unis, les Changements sociaux ne seront possibles que si le développement fonctionne pleinement. Il prend exemple sur ce qui a été réalisé grâce aux OMD.

Because the world came together in an unprecedented effort, the global hunger rate has already been slashed. Tens of millions more boys and girls are today in school. The prevention and treatment of measles, malaria and tuberculosis have saved nearly 60 million lives. HIV/ AIDS infections and deaths have plummeted. And more than 1 billion people have lifted themselves up from extreme poverty— 1 billion! (D – Obama, 2015 : 1)

Il réaffirme qu'en supportant le développement par le biais d'Investissements publics bien réfléchis, il est possible de sortir les gens de la pauvreté. Il précise toutefois que « *[t]he next chapter of development cannot just be about what Governments spend* » (D – Obama, 2015 : 2). Il en appelle à l'ensemble des acteurs (Coopération – public-privé-société civile) à agir en coordination afin que le développement soit fonctionnel pour tous. Le président Remengesau de la République des Palaos prend aussi exemple sur les résultats des OMD pour exposer les changements qui peuvent être apportés, lorsque la communauté internationale travaille ensemble (Solution coopération).

Like the Millennium Development Goals, the Sustainable Development Goals are but a blueprint for change and regeneration. The hard work lies ahead for the global community, rich and poor nations alike, to make those

Goals real across the broad expanses of our planet and for all of our citizens. (D – Remengesau, 2015 : 15)

À travers ses actions, notamment son engagement à devenir carboneutre et à augmenter de 20 % ses apports en énergies renouvelables (Changement – énergie), la République des Palaos vise à protéger l’océan qui est « *the foundation of [their] culture and the backbone of [their] livelihoods* » (D – Remengesau, 2015 : 15). La santé de l’océan et la collaboration internationale pour sa protection permettra « *the restoration of fish stocks and the elimination of illegal, unregulated and unreported fishing will* » (Changement politique, Changement économique) (E – Remengesau, 2015 : 16), assurant ainsi la survie du peuple de la République des Palaos et la mise en application des ODD « *to indeed transform the world* » (Odd – transformation) (E – Remengesau, 2015 : 16).

Le Liban, nous l’avons déjà exposé, accorde une grande importance à l’éducation de ses jeunes, mais s’inquiète que ceux-ci quittent le pays une fois leur diplôme obtenu. L’Urgence sociale et le Changement social sont donc intimement associés. Comme mentionné précédemment, selon Tammam Salem, les Changements d’ordre politique (respect des droits humains, démocratie et bonne gouvernance) sont indispensables afin d’assurer la sécurité, la stabilité et l’équité au sein de sa société. Cette sécurité sera rendue possible grâce, notamment, à l’aide internationale (Investissement public), qui nécessite néanmoins que les modalités soient revues afin d’aider le plus grand nombre de pays possible.

[[I]t is crucial to review the notion of middle-income countries, because that label can penalize many nations that lose their access to aid while they may be in more urgent need of aid than others not so classified. Accordingly, the approach to global aid should be revamped to take into account specificities, and, most importantly, it should include targeted contributions that can shore up development, ensuring that it is sustainable. (D – Salam, 2015 : 26)

La coopération internationale est donc, pour le Liban, essentielle dans la mise en œuvre des ODD. Il en va de même pour le Sénégal, qui réaffirme qu'il ne s'agit pas d'aide, mais qu'il s'agit plutôt :

de compenser la perte de compétitivité des pays éligibles auxquels on a demandé, pour la sauvegarde de notre environnement commun, de renoncer à des énergies moins coûteuses, mais plus polluantes, que les pays nantis ont utilisées sur des siècles pour assurer leur développement.
(D – Sall, 2015 : 7-8)

C'est sous ces conditions (Solution coopération et Investissement public), selon Sem Macky Sall, que les États moins développés comme le Sénégal seront en mesure d'effectuer les Changements économiques et sociaux à même d'assurer un mode de vie plus viable pour les générations futures.

La coopération comme solution apparaît importante au regard de la mesure d'intermédiation sur l'ensemble du réseau discursif. Néanmoins, les acteurs diffèrent quant à son importance et aux enjeux qu'elle devrait couvrir. Comme nous l'avons déjà démontré, la République des Palaos, la République des Îles Fidji et, dans une certaine mesure, la Norvège mettent l'accent sur la collaboration internationale quant à la protection des océans et à la réglementation des pratiques liées aux ressources halieutiques. La République des Palaos juge que le rôle occupé par l'ONU pour la protection des océans est vital pour les PIED, il permettra d'améliorer la santé des océans, d'assurer la liaison des divers systèmes d'aires marines protégées, de restaurer les stocks de poisson et de mettre fin aux pratiques illégales en matière de pêche (D – Esang Remengesau, 2015 : 15-16). La gouvernance internationale des océans s'avère un enjeu primordial de croissance économique et même de survie pour l'ensemble des PEVD.

L'accent mis dans les discours du Sénégal, de la République des Palaos, de la République des Îles Fidji et du Liban sur le financement des ODD, surtout du consensus d'Addis-Ababa (Investissement public), expose l'importance accordée à la Gouvernance internationale et à la coopération comme Solution pour atteindre les

ODD. Le Liban et le Sénégal sont pour leur part critiques quant à la façon dont cette coopération internationale s'inscrit au sein du modèle d'aide au développement actuel (Investissement public). Alors que, pour sa part, le président américain est critique quant à cette tension entre pays du Nord et du Sud. « *We start by understanding that the next chapter of development cannot fall victim to the old divides between developed nations and developing ones* » (D – Obama, 2015 : 2).

La recension des énoncés des six acteurs porteurs du cœur discursif a permis de mettre en lumière, dans un premier temps, les équivalences rattachées à leurs propos, mais surtout de constater ce qui compose véritablement les assises de leurs discours et donc ce qui diffère. Il est important de s'attarder aux équivalences au sein de leurs exposés, mais il est d'autant plus important d'explorer les divergences qui les composent.

C'est parce qu'une identité négative ne peut-être représentée directement – c'est-à-dire positivement – qu'elle ne peut-être représentée qu'indirectement, par une équivalence entre ses moments différentiels. (Laclau et Mouffe, 2019 : 224)

Le social n'étant jamais fixe, il demeure ouvert aux luttes. C'est ici que la confrontation des discours prend tout son sens. Afin d'avoir un portrait clair de la lutte discursive en cours, l'exposition des équivalences, qui revient à une simplification de l'espace politique, et des différences, qui représentent sa complexité croissante, est indispensable (Laclau et Mouffe, 2019 : 228). Ainsi, la coopération comme Solution constitue une équivalence entre les États, mais celle-ci est subvertie par le caractère différentiel que chacun des acteurs y attribue. Il est donc possible de voir émerger, au sein de la communauté internationale, des chaînes d'équivalences, puisque comme nous l'avons brièvement exposé, il existe un véritable système de différences quant au discours sur le développement durable.

4.5 Les regroupements discursifs

L'émergence des équivalences et les caractères différentiels qui les empêchent de pleinement se constituer se sont naturellement présentés dans le cadre de l'analyse des acteurs qui caractérisent le centre discursif. Les résultats qui découlent de ce regroupement permettent de déterminer le lieu où se situe la lutte discursive relative au développement durable. Pour identifier les luttes discursives en cours au sein du discours sur le développement durable, nous déplaçons notre attention, puisque si l'analyse s'est jusqu'à maintenant appuyée sur l'analyse du réseau discursif, spécifiquement sur sa dimension centre-périphérie, à partir de ce point, nous examinons les discours du point de vue des acteurs au sein du regroupement discursif reconnu en politique internationale, soit les pays en voie de développement (PEVD), les pays émergents et les pays développés (Alden, Morphet et Vieira, 2010; Lees, 2012). Le corpus a donc été divisé afin de correspondre à ces regroupements. Évidemment, il faut garder en tête que cette typologie est contestée, comme toute typologie (Zimmermann et Smith, 2011). Puisque nous allons maintenant présenter des schémas et des analyses plus qualitatives, bien qu'issues des résultats de l'analyse de réseau, il n'est pas possible de s'appuyer sur l'ensemble du corpus, il est plutôt question ici de sélectionner certains États au sein des regroupements discursifs.

Les pays en voie de développement (Appendice E), les pays développés (Appendice F) et les pays émergents (Appendice G) ont des formes discursives équivalentes, mais les conceptions qu'ils en font diffèrent. Nous avons procédé à l'analyse structurelle de chacun des regroupements discursifs, de sorte qu'à l'aide de UCInet, nous avons effectué une analyse centre-périphérie, une analyse de la centralité des nœuds ainsi qu'une analyse du niveau d'intermédiation. L'analyse centre-périphérie des trois regroupements démontre que ceux-ci ont en commun neuf nœuds centraux, soit l'Urgence sociale, l'Urgence environnementale, le Changement politique, le Changement économique, le Changement social, l'Investissement public, la Gouvernance nationale, la Solution coopération, et l'Acteur de pouvoir – gouvernement. Encore une fois, il s'agit du même signifiant, mais qui est conçu de

manière différente. Il y a néanmoins quelques distinctions entre les centres discursifs des différents regroupements. Alors que les PEVD ont comme nœuds centraux l'Urgence économique, pour les pays développés et les pays émergents, ce nœud se trouve dans la périphérie de leur réseau discursif. Les pays émergents et les pays développés ont pour leur part le nœud Solution innovation technologique, alors que pour les PEVD, ce nœud est dans la périphérie. Les pays développés ont deux nœuds que les PEVD et que les pays émergents n'ont pas au centre de leur réseau discursif, soit Acteur de pouvoir – privé et Acteur de pouvoir – société civile. Ces distinctions entre les centres discursifs des différents regroupements discursifs laissent entrevoir des luttes discursives potentielles quant au rôle de ces signifiants dans le sens attribué au développement durable.

Les PEVD ont un centre discursif beaucoup plus dense que celui des pays émergents ou développés, en ce sens qu'ils accordent tous une attention particulière aux mêmes éléments, ce qui fait en sorte qu'ils sont étroitement interreliés. Les Changements de nature sociale sont étroitement liés à la Gouvernance nationale et les nœuds Solution coopération et Acteur de pouvoir – gouvernement sont eux aussi intimement liés et se raccordent aux deux nœuds précédemment cités (Figure 4.5). Ces quatre nœuds sont ensuite reliés au nœud Changement économique, puis suivi par le nœud Changement politique. L'Urgence sociale et l'Investissement public sont liés ensemble et sont suivis par l'Urgence climatique et finalement par le nœud Urgence économique.

Nombreux sont les PEVD à mettre en synergie les changements de nature sociale et la Gouvernance nationale ainsi que le rôle de l'État comme Acteur de pouvoir et la coopération internationale comme Solution pour atteindre les ODD (Figure 4.6). Comme l'affirme le premier ministre du Pakistan, Muhammad Nawaz Sharif :

Development strategies remain, first and foremost, national undertakings. Eradication of poverty, hunger and disease, and provision of a better living are amongst our abiding commitments to our people. (D – Nawaz Sharif, 2015 : 2)

Bien que le Pakistan mette l'accent sur la transformation de son économie afin d'assurer une société juste et pacifique, le premier ministre souligne : « *Poverty eradication remains at its core* » (D – Nawaz Sharif, 2015 : 2). Le président de la République de la Zambie, Edgar Chagwa Lungu, va dans le même sens que le chef d'État du Pakistan lorsqu'il expose le plan de développement de son pays « *that gives [them] greater latitude to effectively domesticate the various provisions of the global initiatives* » (D – Chagwa Lungu, 2015 : 14). La réalisation des ODD est aussi pour la Zambie inscrite au sein de la Gouvernance nationale, et ce bien que le président souligne que son pays aura besoin de support (Solution coopération) pour « *the unfinished business of the MDGs [Millennium Development Goals], especially in the area of education, health, water and sanitation, gender equality, agriculture, and science and technology* » (D – Chagwa Lungu, 2015 : 14).

Zambia is [...] committed to institute strategies that will promote environmentally sustainable socioeconomic development aimed at proactively addressing employment-creation opportunities, particularly for youth and women, in order to reduce poverty. (D – Chagwa Lungu, 2015 : 14)

Vu l'importance de ces Changements sociaux, il reconnaît l'importance de « *mobilizing resources, both domestically and internationally* » (D – Chagwa Lungu, 2015 : 14). Le gouvernement demeure l'acteur principal de ce développement (Acteur de pouvoir – gouvernement), mais associe intimement ses capacités d'action à la coopération internationale (Solution coopération). Le Changement social, le Changement politique et le Changement économique sont ainsi étroitement associés à l'aide internationale (Investissement public).

Le gouvernement de la République de l'union du Myanmar « *has also given priority to rural development and poverty alleviation* » en mettant l'accent sur l'aide au développement de production agricole et halieutique de petite échelle, combinée à l'amélioration du microcrédit, qui permet le développement d'une économie sociale rurale viable pouvant mettre un frein à la faim et à la pauvreté (D – Maung Lwin, 2015 : 2). Le Changement social et le Changement économique sont, pour les dirigeants du

Pakistan, du Sud-Soudan, du Timor-Leste et de bien d'autres encore, intimement liés. Tel que le déclare le vice-président du Sud-Soudan :

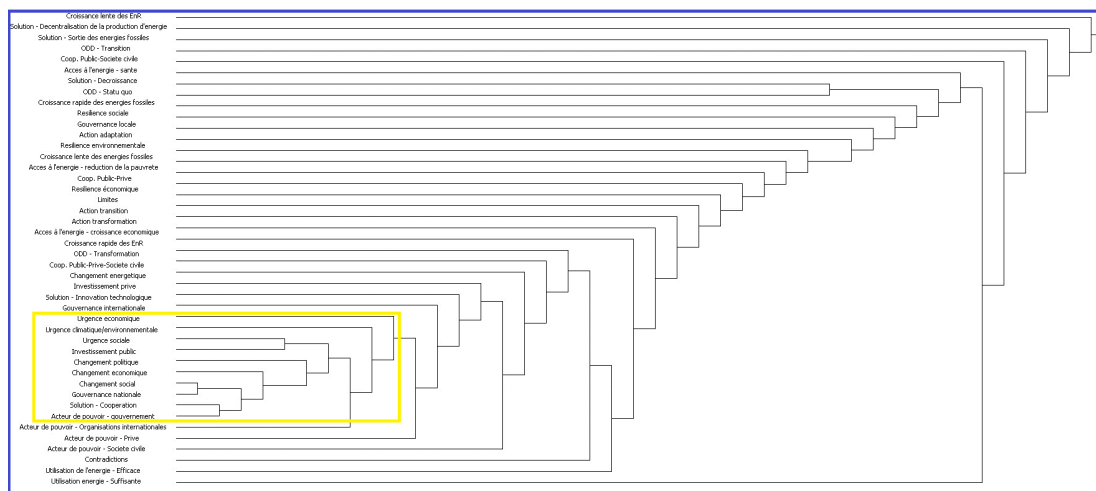
Our number one Goal is food security and agriculture; second is infrastructure, including roads; third are energy and hydropower; fourth is health; fifth is education; and sixth is economic growth, alongside full, productive employment. (D – Igga, 2015 : 20)

Alors que le Timor-Leste vise à passer d'un pays à faible revenu à un pays à revenu moyen, avec une population en santé, bien éduquée et en sécurité pour 2030, le premier ministre affirme :

We will only get there if we continue to focus on addressing the immediate needs of our people, while consolidating peace and stability, and building the institutions of State. With this foundation we can and will continue to grow our economy to create more decent jobs for our people. We can and will invest in essential infrastructure and improve our social services. (D – de Araujo, 2015 : 3)

D'autres États tels que le Mali, la Mongolie ou le Djibouti ne font que vaguement évoquer la nécessité d'effectuer des changements de nature sociale. Le Mali expose les enjeux de sécurité qui amenuisent ses capacités à instaurer les changements qu'impliquent les ODD : « Sur le cas particulier du Mali, j'ai toujours souligné qu'il ne saurait y avoir de développement durable sans paix et sans sécurité. Le Gouvernement, sous mon autorité, travaille quotidiennement pour relever ce défi » (D – Boubacar Keita, 2015 : 4). Pour sa part, le Chad juge la protection de son territoire « aux chocs extérieurs et climatiques » (Urgence climatique) comme étant essentielle à la pérennité de Changement social et de Changement économique qui seront implantés.

Cela passe [...] par la protection de nos patrimoines naturels, tel que le Lac-Tchad qui est en danger d'assèchement et se trouve être une source de survie, pour plus de 30 millions d'habitants, à travers l'agriculture, la pêche et les activités connexes. (D – Mahamat, 2015 : 3).



Légende



Nœuds du centre du discours



Nœuds de la périphérie

Figure 4.6 Dendrogramme, pays en voie de développement, discours développement durable

Les PEVD lient aussi étroitement le rôle des gouvernements (Acteur de pouvoir – gouvernement) à la coopération internationale (Solution coopération), ce qui semble une évidence, mais c'est dans le caractère différentiel de cette coopération que ce constat devient plus intéressant. La Mongolie insiste sur la nécessité d'une coopération internationale forte, ou encore d'une solidarité renforcée pour le Chad : « Nous devons remettre le développement mondial sur les rails et au service des peuples, grâce notamment à une solidarité internationale plus renforcée » (D – Faki Mahamat, 2015 : 1) Le Timor-Leste insiste plutôt sur la nécessité « *to transform our ambitions into reality* » (D – de Araujo, 2015 : 3) ; or, cela n'est possible que par un engagement fort de l'ensemble des États de la communauté internationale. Alors que plusieurs PEVD évoquent une coopération internationale, nombreux sont ceux qui exposent le renforcement de la coopération régionale comme l'Afghanistan, le Timor-Leste ou la Zambie, notamment en matière de lutte contre le terrorisme. « *In collaboration with regional and international partners, Zambia remains committed to ensuring that we curb that scourge* » (D – Chagwa Lungu, 2015 : 15). D'autres États mettent l'accent sur une coopération entre pays du Sud tels que la Guinée-Bissau.

The South-South and Triangular Cooperation are also essential for developing countries specially, for the LDCs due to the fact that it is easier for developing countries to understand the many constrains faced by the LDCs. At the same time we should emphasize that, in no way should it be taken as a substitute to North- South Cooperation which is pivotal for the sustainable development of our countries. (D – Soares Da Gama, 2015 : 3-4)

La République d'El Salvador abonde dans le sens de la Guinée-Bissau, mais l'associe à la nécessité de revoir le modèle de l'aide au développement (Investissement public).

We know that for the fulfillment of the Post-2015 Development Agenda and for the achievement of the Sustainable Development Goals, it is vital to construct a new model of international cooperation, broaden South-South Cooperation, and change the current structure of financing for development. (D – Sanchez Ceren, 2015 : 4)

Certains États comme le Myanmar et Sao Tomé-et-Principe évoquent la nécessité d'assurer une coopération à niveaux multiples : « *The strengthening of multidimensional regional and global cooperation is essential* » (D – Trovoda, 2015 : 22).

L'ensemble des regroupements discursifs accordent de l'importance à l'Urgence sociale, ce nœud est pour chacun des regroupements au centre de leur réseau discursif. Ce qui distingue les acteurs des PEVD par rapport aux autres, c'est le lien indissociable qui unit l'Urgence sociale à l'Investissement public (Figure 4.5). Nombre de PEVD évoque la nécessité de l'aide au développement afin de parvenir à faire face aux enjeux sociaux (Urgence sociale) au sein de leur État et ainsi atteindre les ODD.

Le président du Kenya, Uhuru Kenyatta, affirme que malgré les avancées réalisées grâce aux OMD, il y a encore beaucoup de disparités entre les États et au sein même des États qui ne sont pas comptabilisées par les indicateurs traditionnels. Il reconnaît que les ODD sont très ambitieux et qu'ils nécessitent donc :

an equally ambitious means of implementation. Without adequate resources, from diverse places and institutions, the agenda we adopt

today might never be realized. Of course, we recognize that the primary responsibility for development in our countries shall first and foremost lie with us. However, resources from our development partners will be critical. I urge them to substantially increase the resources that are availed to developing countries as ODA. (D – Kenyatta, 2015 : 3)

Le Sud-Soudan va dans le même sens lorsqu'il affirme qu'il croit fermement : « *in the positive spirit of the United Nations Conference on the Financing for Development, in its call for strong support for developing countries in achieving the Sustainable Development Goals* » (D – Igga, 2015 : 21). Plusieurs États se réfèrent à l'accord sur le financement conclu à Addis-Abeba en juillet 2015 pour mettre l'accent sur l'obligation d'un investissement de leurs partenaires combiné à leurs efforts financiers domestiques.

Une certaine inquiétude, pour ne pas dire méfiance, ressort des discours prononcés par certains chefs d'État des PEVD quant au respect de l'engagement de leurs partenaires à contribuer au financement de leurs objectifs nationaux pour le développement durable. Comme le président de la Guinée-Bissau l'évoque, sans ressources financières suffisantes, l'atteinte des ODD est impossible.

The developed countries, our partners should do their part and honor the commitments on which concern to ODA and other funds for development such as the implementation of the Outcome of Addis Ababa Conference on Financing for Development as well as all other major International Conferences on Economic, Social and Environmental fields. (D – Soares Da Gama, 2015 : 3).

Le Pakistan, le Djibouti, le Zimbabwe, la Guyane, la Zambie, le Timor-Leste et la Gambie somment les dirigeants des pays développés à respecter leur engagement et à contribuer à l'atteinte des ODD.

Les moyens financiers mobilisés aussi bien au niveau national qu'à travers la coopération internationale seront déterminants pour la mise en œuvre des [ODD]. L'aide publique au développement est cruciale pour les Pays les Moins Avancés et il est impératif que les engagements pris à leur égard, par les partenaires au développement, soient enfin honorés. (D – Guelleh, 2015 : 2)

Sans jamais l'énoncer clairement dans les discours, plusieurs, dont le Djibouti, font référence à la contribution de 0,7 % du PIB pour l'aide au développement. D'autres États comme le Salvador demandent un changement de la structure actuelle de financement : « *It is necessary that the revision of the system of financing for development be based on an integral and plural vision, with the goal of achieving the Sustainable Development Goals* » (D – Sánchez Cerén, 2015 : 3). Alors que la Namibie interpelle la communauté internationale sur l'importance d'identifier les obstacles actuels au financement, le Chad signale l'impératif d'accroître le financement, « [a]ussi appelons-nous à davantage d'investissements » (D – Faki Mahamat, 2015 : 2). L'Investissement public, en plus d'être étroitement associé à l'Urgence sociale, est lié à l'Urgence environnementale et à l'Urgence économique.

Les deux nœuds Urgence environnementale et Urgence économique détiennent un important niveau d'intermédiarité, ainsi qu'un important degré de centralité au sein du réseau discursif des PEVD. Ces deux nœuds sont essentiels au réseau discursif puisqu'ils contrôlent la circulation du sens au sein du réseau (Shim et al., 2015 : 59). Ainsi, la Guinée-Bissau demande comment un pays :

with population of 1.7 million and poverty rate of 69.3% can do it without proper support and assistance? How can we do it without proper ODA [Official Development Assistance] and Foreign Direct Investment inflows? How can we do it without proper infrastructure and the basic services such as energy so that we can fit in today's world of technology? How can we have food security without proper agricultural technology for better production and protect our land from degradation? (D – Soares Da Gama, 2015 : 4)

L'ambassadeur aux Nations unies de la Guinée-Bissau « utilise » donc le « pont » de l'Urgence économique pour structurer le sens attribué au développement durable par le biais des nœuds Accès à l'énergie – croissance économique et Innovation technologique comme solution à l'atteinte des ODD, qui sont deux nœuds de la périphérie. Le premier ministre de la Grenade évoque que la réponse au réchauffement climatique (Urgence environnementale) passe pour son pays par le verdissement de leur économie :

we have worked to create a new Electricity Supply Act with a view to going 100% renewables. This is in line with SDG [Sustainable Development Goal] #7 on Energy and SDG #13 on Climate. The United States selected Grenada as the pilot country for the transformation of the power sector in the Caribbean and we are grateful for their help. We also appreciate the support of China, Venezuela, Germany, New Zealand and others as we seek to manage our energy challenges and transform this sector. SDG #17 on Partnerships, is therefore deeply ingrained in our approach and we also wish to commend SIDS DOCK which is an international partnership for Renewable Energy in Small Island Developing States. (D – Mitchel, 2015 : 3)

Le nœud Croissance rapide des EnR, qui se trouve dans la périphérie, vient structurer le sens attribué au développement durable en passant par le « pont » Urgence environnementale, ainsi que le « pont » Solution coopération, qui a aussi une importante mesure d'intermédiation (Figure 4.5).

Plusieurs éléments du discours, sans constituer le centre, viennent structurer la teneur des discours des PEVD. En effet, plusieurs pays dont le Soudan du Sud et la Guinée-Bissau évoquent l'importance d'un accès fiable à l'énergie pour assurer le développement économique et social de leur pays. Une lacune quant au financement d'infrastructure énergétique en plus de rendre impossible l'atteinte des ODD est synonyme, pour le Soudan du Sud d'insécurité.

[W]e in the Third World must be helped in promoting the production of green energy for powering our imminent industrial growth, thereby preventing the negative socioeconomic implications of ecological damage. The need for energy and the parallel need for financial resources are competing priorities for countries emerging from protracted civil wars. (D – Igga, 2015 : 21)

La coopération internationale (Solution coopération) est donc essentielle afin d'appuyer les États dans la mise en application de leur stratégie nationale (Gouvernance nationale) afin d'atteindre les ODD. En outre, bien que les gouvernements pilotent (Acteur de pouvoir – gouvernement) l'élaboration et la mise en application des le Changement social, le Changement politique et le Changement économique, ils font appel à l'aide internationale (Investissement public) afin de

pouvoir répondre à l'Urgence environnementale, l'Urgence sociale et l'Urgence économique auxquelles ils font face. Évidemment, ce condensé des exposés des PEVD n'est qu'une représentation indirecte, par leurs équivalences, de leurs positions différentielles.

Les pays émergents représentent un regroupement discursif moins dense que celui des PEVD (Figure 4.7). Les pays émergents partagent sensiblement les mêmes nœuds centraux que ceux des PEVD bien que les liens entre eux diffèrent. Les pays émergents n'ont pas au centre de leur réseau discursif, comme les PEVD, le nœud Urgence économique, mais le nœud Solution innovation technologique. Bien entendu, ces nœuds sont une simplification du discours des États émergents et la réalité est beaucoup plus complexe. Ils envisagent en premier lieu l'importance d'un Changement économique de façon étroite avec le rôle de l'État comme Acteur de pouvoir qui est ensuite lié à la coopération comme Solution dans l'atteinte des ODD.

Chez les pays émergents, les Changements économiques doivent être assurés par les gouvernements (Acteur de pouvoir – gouvernement), ce qui semble une évidence, mais qui n'empêche pas que cette équivalence s'inscrive différemment d'un État à l'autre (Figure 4.7). L'Inde affirme avoir innové en créant un nouveau secteur, autre que le secteur public et privé, le secteur personnel « *of micro enterprises and micro finance, drawing also on the strength of digital and mobile applications* » (D – Modi, 2015 : 2), cette innovation ayant été rendue possible grâce à des programmes mis en place par le gouvernement. Pour Singapour, il s'agit de favoriser l'innovation (Solution innovation technologique) afin de pallier le manque de ressources naturelles de la cité État, alors que pour le Brésil, la croissance économique est fortement associée au secteur de l'énergie. En effet, que ce soit par l'investissement « *in low-carbon farming* » ou « *an increase of 10% in [their] electricity efficiency rate* » ou encore par l'augmentation « *of 16% of ethanol fuel and other sugarcane-derived biomass sources* », ces adaptations sont, selon la présidente Dilma Roussef, nécessaires pour assurer l'adaptation du Brésil « *without compromising [their] social and economic development* » (D – Roussef, 2015 : 2-3).

La Russie, la Chine et la République démocratique du Congo demeurent plutôt floues quant aux changements réels qu'ils veulent implanter, alors qu'il est possible d'affirmer que la Chine accorde une très grande importance à la question du développement économique puisque ce terme revient à plus de 60 reprises dans l'énoncé. « *Efforts must be made to realize a coordinated development of the economy, society and environment and achieve harmonious coexistence between man and society and between man and nature* » (D – Jinping, 2015 : 2-3). Le développement économique véhiculé par la Chine s'appuie sur une économie ouverte et multilatérale. La présidente du Chili, pour sa part, projette le changement économique par le biais de politiques publiques qui encouragent : « *el emprendimiento y desarrollo productivo a lo largo de todo el territorio, para que las oportunidades de trabajo y progreso no queden encapsuladas en algunos centros urbanos*¹⁰ » (D – Bachelet, 2015, 25 septembre : 2).

Le nœud Solution coopération détient une importante mesure d'intermédiarité au sein du réseau discursif des pays émergents. Ce nœud, qui détient aussi un fort degré de centralité, implique donc que son rôle est de faire circuler le sens à travers l'ensemble du réseau (Shim et al., 2015 : 59).

La collaboration (Solution coopération) acquiert une grande importance pour les pays émergents, comme pour l'ensemble des discours analysés dans le cadre des ODD (Figure 4.7). Comme le mentionne le Nigeria :

We have agreed to create viable partnerships and to adopt the means of implementation for the Goals and targets of a global Sustainable Development agenda in all its three dimensions: the economic, the social and the environmental. (D – Buhari, 2015 : 13)

Le Brésil souligne « *[t]he efforts to eradicate poverty and promote development must be collective and global* » (D – Roussef, 2015 : 4); le Chili, pour sa part, rappelle à

¹⁰ Traduction libre : « *And we encourage entrepreneurship and productive development throughout the territory, so that opportunities for work and progress are not encapsulated in some urban centers.* »

l'Assemblée « *[that] we have committed to an action plan to coordinate national, regional and global efforts* » (D – Bachelet, 2015, 27 septembre : 5) et le Vietnam souligne qu'il incombe à tous « *[to] strengthen cooperation among all countries on the basis of equality and mutual benefit* » (D – Tan Sang, 2015 : 2). La Chine expose une vision essentiellement économique et s'appuyant sur l'innovation de la collaboration, comme nous l'avons exposé précédemment, qui se veut multilatérale.

The post-2015 agenda adopted at this Summit (resolution 70/1) lays out a new blueprint for global development and provides fresh opportunities for international development cooperation. We should take the Agenda for Sustainable Development as a starting point to work out a new course of equitable, open, all-round and innovation-driven development in the interest of the common development of all countries. (D – Jinping, 2015 : 2)

L'Argentine, de son côté, parle d'une coopération entre pays du Sud appuyé par l'ONU.

[O]ver the last few years, Argentina, along with other countries of the South, has been increasing its South-South cooperation as a response of solidarity by the countries and the peoples of the South. That has come about as a result of our shared characteristics and experiences, guided by the principles that underpin our cooperation. Argentina's efforts at cooperation have been bound up with the United Nations from its inception, as illustrated by the Buenos Aires Plan of Action on technical cooperation among developing countries and the decision to set up an Argentine fund for South-South and triangular cooperation. (D – Timerman, 2015 : 9)

Plusieurs États mettent l'accent sur une collaboration régionale. L'Inde évoque spécifiquement ses partenaires et l'importance de respecter la Gouvernance nationale de chacun.

Today, India is fulfilling its responsibilities as development partners in Asia and Africa and with small island states from the Pacific to the Atlantic. Nations have a national responsibility for sustainable development. They also need policy space. (D – Modi, 2015 : 3)

L'Iran, pour sa part, ne fait que rappeler l'importance de la coopération dans l'atteinte des ODD. « *Without extensive cooperation at the national, regional and international*

levels, achieving the “Sustainable Development Goals” will be very difficult » (D – Rouhani, 2015 : 1).

La Russie établit un lien étroit entre la coopération internationale (Solution coopération) et la promotion du progrès socio-économique (Solution innovation technologique) : « *Addressing global challenges [...] will require additional financial, industrial and technological resources, backed by an environment of constructive cooperation and mutual assistance and understanding » (D – Lavrov, 2015 : 2).* Pour la Russie, cette coopération s’inscrit à de multiples niveaux, qu’elle soit régionale ou internationale au sein du BRIC et du G20.

We will increase our cooperation with our partners in useful formats such as the Group of 20 and the BRICS group of Brazil, Russia, India, China and South Africa, and we are open to dialogue within the framework of other informal structures, while, of course, respecting the central coordinating role of the United Nations. (D – Lavrov, 2015 : 4)

Cette volonté de coopération est, pour la Russie, fortement teintée d’une réforme de l’ordre économique mondial (Gouvernance mondiale, Changement économique).

We urge that more consistent efforts be made to reform organizational governance structures, particularly of the International Monetary Fund and the World Bank, in order to strengthen developing countries’ positions. We believe it essential that the interaction of the General Assembly and the Economic and Social Council with the Bretton Woods institutions and the World Trade Organization be made more effective, in the interests of harmonizing the governance of our global monetary, financial and trade systems. (D – Lavrov, 2015 : 4)

Les pays émergents comptent deux autres nœuds étroitement associés, soit ceux du Changement social et de la Gouvernance nationale. Les pays émergents semblent s’entendre sur la nécessité d’une Gouvernance nationale du développement durable, mais, évidemment, ils diffèrent et plusieurs restent flous quant aux réelles dispositions envisagées pour assurer l’atteinte des ODD.

Comme nous l'avons déjà présenté, la coopération (Solution coopération) entre pays du Sud ou auprès de leur région respective occupe une part importante des énoncés, mais la souveraineté (Gouvernance nationale) demeure, pour ces États, au cœur de l'implantation des ODD. Comme l'Inde le rappelle : « *Nations have a national responsibility for sustainable development* » (D – Modi, 2015 :3). L'Iran pour sa part met l'accent sur ses actions pour démontrer sa responsabilité nationale envers la réalisation des ODD.

The Islamic Republic of Iran has already contributed seriously and deeply to the realization of the millennium development goals. [...] Increasing environmental awareness across the board, introducing environmental education in school curriculums, revamping dam-building policies, reviving endangered wetlands and exerting round the clock efforts to preserve endangered lakes are all examples of only a small part of our commitment towards the sustainable development goals. (D – Rouhani, 2015 : 2)

L'Argentine reste plus vague quant aux actions qu'elle vise à mettre en application pour atteindre les ODD, mais associe étroitement l'action des gouvernements (Gouvernance nationale) aux Changements sociaux nécessaires pour y arriver.

We are sure the [SDGs] will provide new a new focal point for Government action, including with regard to eradicating poverty, improving health and promoting education and sustainable development with social inclusion for all our peoples. (D – Timerman, 2015 : 7)

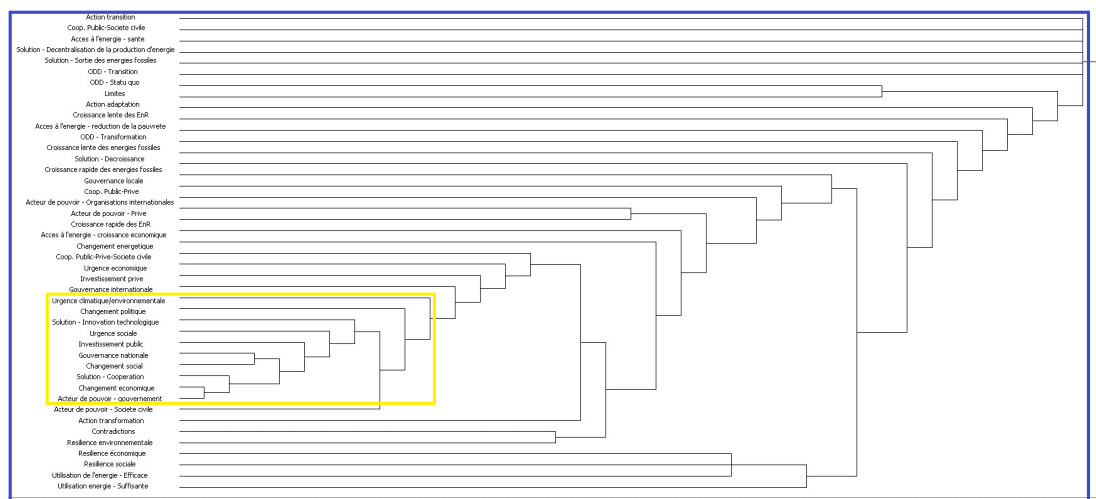
L'Indonésie, la République démocratique du Congo et la Chine soulignent la nécessité de prendre « *into account national circumstances and development priorities* » (D – Kalla, 2015 : 3) et leur capacité dans la mise en place de ces objectifs : « *Countries may differ in their capacity for and success in development, but they all have common yet differentiated responsibilities with shared objectives* » (D – Jinping, 2015 : 2). Le Brésil, quant à lui, expose que l'éradication de la pauvreté (Urgence sociale) doit impliquer des efforts collectifs :

We must underscore that the social and inclusive dimensions are an essential aspect of these efforts [South-South Cooperation]. Since 2003,

social policies and conditional cash transfer programs have helped lift over 36 million people out of extreme poverty. (D – Roussef, 2015 : 3-4)

La Russie, sans évoquer la nature de ses intentions sur le plan national, souligne à plusieurs reprises le rôle essentiel joué par l'État russe comme responsable du renforcement de la coopération internationale : « *Our country has been funding and implementing aid projects in the fields of health, energy, education, food security and infrastructure* » (D – Lavrov, 2015 : 2). La Russie a en outre liées ses succès (Gouvernance nationale) à l'aide internationale (Investissement – public) :

Russia intends to use the achievements in science and technology, especially in information and communication technologies, which are essential today for accelerating global development and for bridging the gap between developed and developing countries. (D – Lavrov, 2015 : 2)



Légende

□ Nœuds du centre du discours

□ Nœuds de la périphérie

Figure 4.7 Dendrogramme, pays émergents, discours développement durable

Les pays émergents sont donc préoccupés par les questions de financement et d'investissement public. Alors que certains se questionnent sur la valeur des engagements des pays industrialisés, d'autres soulèvent l'importance de la participation de chaque pays au mécanisme de financement et d'autres États

contestent le fonctionnement actuel des mécanismes de financement et évoquent l'importance de les réformer.

Les pays émergents soulèvent des préoccupations diverses quant aux capacités de financement (Investissement public) des ODD. L'Argentine se questionne quant aux exigences liées à l'implantation des ODD et les ressources financières qui seront disponibles en précisant que la part du lion en matière de financement revient aux pays développés.

Argentina is concerned about the process of implementing the Agenda because — based on what we agreed upon at the United Nations Conference on Sustainable Development — that is an indivisible package in terms of measures of implementation. However, when it comes to the means of implementation and financial resources, we see an imbalance between the Agenda's commitments in terms of those taken on by developing countries and those taken on by developed countries. Developed countries are all the more responsible to contribute more financially to meet their commitments. (D – Timerman, 2015 : 9)

L'Inde abonde dans le même sens que l'Argentine et espère « *that the Developed World will fulfil its financing commitments for development and climate change, without in any way putting both under the same head!* » (D – Modi, 2015 : 4) L'Indonésie précise que ces engagements doivent être respectés même si la croissance économique est médiocre.

It is critically important that international commitments be met, including the official development assistance target by developed countries and the action agenda as agreed at the 3rd International Conference on Financing for Development, despite a lacklustre global economic growth. (D – Kalla, 2015 : 4)

Le Chili précise que « *[w]e also know that each country can participate in the financing mechanisms that are required, in accordance with its abilities and particularities* » (D – Bachelet, 2015, 27 septembre : 5). La République du Congo affirme que bien que le financement doive aussi provenir des États nationaux, le financement international doit être adapté à la réalité des États en bénéficiant.

Pour ce faire, il me semble qu'il nous faudrait engager des réformes du système de gouvernance mondiale du financement; un système doté de nouvelles règles permettant aux États d'améliorer leur capacité de mobilisation des ressources pour le développement. (D – Gakosso, 2015 : 3)

La Russie précise qu'elle adapte l'aide qu'elle apporte en fonction des besoins du pays la recevant et « *[i]n [their] efforts, [they] neither lecture [their] partners on how they should build their lives nor try to impose political models or values* » (D – Lavrov, 2015 : 3). La Chine, pour sa part, évoque sa participation à divers mécanismes de financement.

I wish to announce that China will establish an assistance fund for South-South cooperation, with an initial pledge of \$2 billion in support of the implementation by developing countries of the post-2015 development agenda. It will continue to increase investment in the least developed countries, with the aim of bringing its total contribution to \$12 billion by 2030. China will forgive the debt of the outstanding intergovernmental interest-free loans that are due by the end of 2015 and are owed by specific least developed countries, including the landlocked developing countries and the small. (D – Jinping, 2015 : 4)

Plusieurs éléments viennent teinter le discours des pays émergents. Les nœuds Changement politique et Urgence climatique/environnementale du réseau discursif des pays émergents se positionnent à la frontière du centre du réseau (Figure 4.7). L'Urgence climatique est souvent traitée en fonction des conséquences socio-économiques qu'elle engendre, mais diffère en fonction du pays qui l'énonce. L'Indonésie, en prenant comme point de référence les résultats des ODM, cherche à démontrer les succès accomplis, mais aussi les défis (Urgence sociale, Urgence environnementale et Urgence économique) nouveaux ou restant à accomplir tout en y liant les enjeux de gouvernance (Gouvernance nationale) et d'aide au développement (Investissement public).

Globally, extreme poverty was reduced by half; 3.3 million deaths from malaria were averted; 2.3 billion people have gained access to improved drinking water and education. Nevertheless, inequality amongst and within countries as well as poverty remain as the main global challenges. Besides

that, new global challenges have also risen such as energy inequality, infrastructure gap, unsustainable consumption, limitation in production, and climate change. [...] The agenda thus remains unfinished. Based on lessons learned and best practices in achieving MDGs, we need to intensify our efforts and enhance shared responsibilities in accordance with national capabilities as a solid foundation (sic) for the new agenda. Here developed countries have to give the examples that others can follow. (D – Kalla, 2015 : 2-3)

Le Vietnam, pour sa part, énumère les divers enjeux (Urgence sociale, Urgence économique et Urgence environnementale) potentiellement menaçants pour la paix, la sécurité et le développement durable.

Hunger and poverty, epidemics, social injustice, depletion of natural resources, environmental degradation, climate change, conflicts and crises, escalating violence, instability and tension in many comers of the world are seriously threatening peace, security and sustainable development. (D – Tan Sang, 2015 : 1)

Selon le président Rhouani, en ne reconnaissant pas la responsabilité des États et leur part dans la création du *statu quo* environnemental mondial actuel, l'atteinte des ODD est impossible.

A common destiny requires a common goal. But this doesn't mean that the responsibilities of all are the same. It would be impossible to achieve the post-2015 sustainable development goals without considering the responsibilities of states and their share in creating the current environmental status quo and would result in fruitless argument. (D – Rouhani, 2015 : 1)

La Gouvernance internationale, sans être centrale (périphérie) au sein des discours des pays émergents, détient une importante mesure d'intermédiarité, de sorte qu'elle occupe un rôle de pont entre les nœuds du centre et de la périphérie, ce qui a pour effet de venir structurer le sens attribué au développement durable. Sur l'ensemble des pays émergents, 29 % des États mentionnent dans le cadre de leur énoncé le Principe des responsabilités communes mais différenciées (PRCD). Alors que le président sud-africain ne fait que définir le PRDC qui « *takes into account different national realities, capacities and levels of development and also respects national*

policies and priorities » (D – Zuma, 2015 : 4), d'autres États comme l'Inde en rappelle l'importance pour la réalisation des ODD : « *The principle of common but differentiated responsibilities is the bedrock of our collective enterprise* » (D – Modi, 2015 : 4). Cuba va plus loin en rappelant aux pays développés leurs responsabilités.

The industrial nations should accept their historic responsibility and apply the principle of "common but differentiated responsibilities." The lack of resources cannot be used as a pretext when annual military expenses amount to 1.7 trillion dollars; absent a reduction of such expenses neither development nor a stable and lasting peace will be possible. (D – Castro, 2015 : 2)

Les pays émergents accordent à l'ONU un important rôle de coordonnateur et de suivi, c'est notamment le cas du Vietnam : « *The United Nations can and should play the critical coordinating role* » (D – Tan Sang, 2015 : 2). Alors que le Brésil ne fait que souligner « *[t]he efforts to eradicate poverty and promote development must be a collective and global* » (D – Rousseff, 2015 : 4), la Chine et la Russie demandent une réforme de la gouvernance de l'économie mondiale et préviennent du danger de décisions unilatérales qui pourraient nuire aux chances de voir les ODD se réaliser. Afin que le développement soit possible pour tous les États, la Chine affirme :

Countries may differ in their capacity for and success in development, but they all have common yet differentiated responsibilities with shared objectives. It is important to improve global economic governance, increase the representation and voice of developing countries and give all countries the right to participate in international rule-making on an equal footing. (D – Jinping, 2015 : 2)

De son côté, la Russie soutient que :

The practice of taking unilateral coercive measures that violate the Charter of the United Nations runs directly counter to the achievement of the Sustainable Development Goals. (D – Lavrov, 2015 : 5)

Les pays industrialisés, ou dits développés, ont un centre discursif contenant davantage de nœuds que les pays émergents ou les PEVD, mais seuls deux sont intimement liés (Figure 4.8). Les éléments liés à l'Urgence sociale sont étroitement

associés au nœud Acteur de pouvoir – gouvernement, qui se trouve par la suite rattaché aux nœuds Acteur de pouvoir – privé et Investissement public. Les pays développés partagent avec les pays émergents le nœud Solution innovation technologique, mais ont deux nœuds que les autres regroupements discursifs non pas, l'Acteur de pouvoir – privé et Acteur de pouvoir – société civile.

Qu'il s'agisse de la France, de la Suède, des États-Unis ou de l'Espagne, les enjeux sociaux urgents sont divers, bien que peu articulés à leur réalité nationale. Le Roi d'Espagne souligne par exemple que : « *Wars as in Syria, natural disasters like the earthquake in Nepal or epidemics like Ebola can undo decades of progress achieved by developing countries and they demand our solidarity and sustained attention* » (D – Felipe VI, 2015 : 2). Le président français, pour sa part, expose les divers enjeux sociaux à l'échelle mondiale et leurs impacts en Europe.

What is at stake is the fight against inequalities on a global scale. In 2015, 1 billion human beings continue to live on less than \$1 a day. In the world, one in nine people suffer from hunger, and 250 million children — undoubtedly even more than that — do not know how to read or write. Entire regions are suffering not only from the effects of desertification but also from disease, which has led to an ever-increasing number of refugees, and that at a time when we are already talking a great deal about refugees, because of their great number coming from the Middle East or Africa and entering into Europe. (D – Hollande, 2015 : 7)

En effet, l'ensemble de ces États évoquent comme enjeux sociaux, la pauvreté, la famine, la malnutrition, les maladies ou les épidémies, l'analphabétisme, la guerre et les réfugiés. Le président belge, pour sa part, souligne que :

[I]es défis qui se posent sont nombreux et largement interdépendants. Par exemple, le climat et les migrations, la pauvreté et la faim, la paix et la sécurité ou encore la radicalisation. Les uns sont les causes ou les conséquences des autres. Les uns aggravent les autres. (D – Michel, 2015 : 1)

Il est à noter que ces enjeux sont évoqués par les acteurs d'une façon plutôt distante ou générique, sans jamais être rattachés à un pays, mis à part la guerre en Syrie, comme si ces enjeux ne les concernent pas directement.

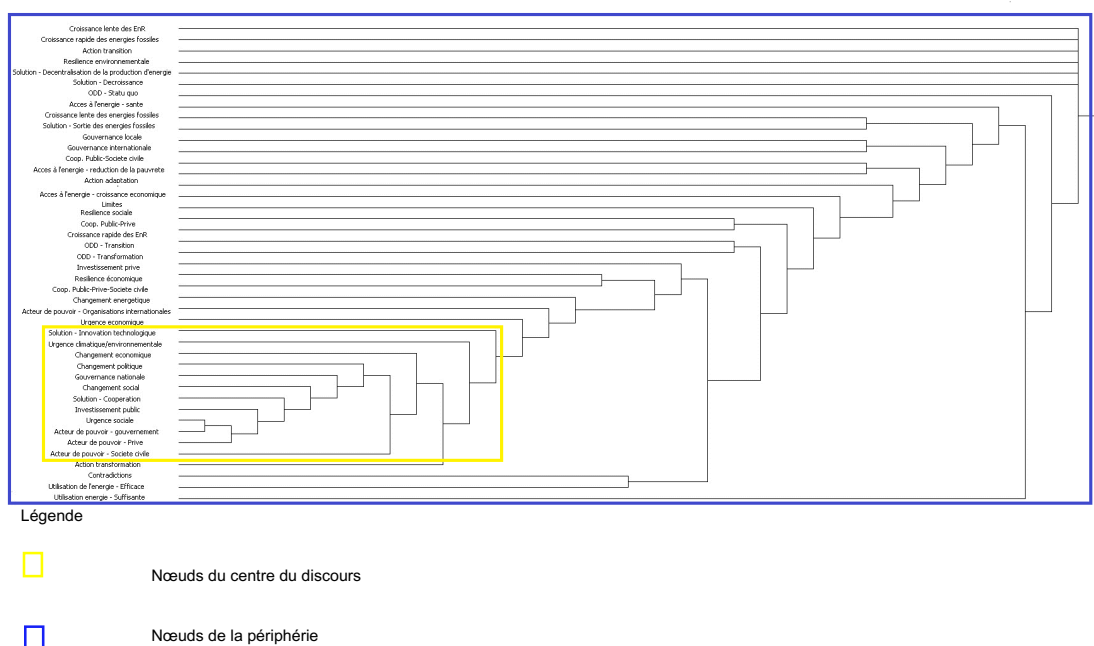


Figure 4.8 Dendrogramme, pays développés, discours développement durable

Par le discours des représentants des pays industrialisés, il est possible de percevoir que ceux-ci s'adressent presque exclusivement aux pays pouvant potentiellement bénéficier de cette aide au développement (Investissement public). L'Investissement public est le nœud ayant le plus fort degré de centralité et la plus importante mesure d'intermédiarité dans le réseau discursif des pays développés, ce qui en fait une plaque tournante et fait circuler son sens dans l'ensemble du réseau (Shim et al., 2015 : 59). La façon dont les pays développés évoquent l'Investissement public laisse percevoir que les enjeux traités par cette aide concernent davantage les pays émergents ou les PEVD que leur pays respectif. Le discours acquiert un caractère d'opposition entre le « eux » et le « nous », comme nous l'avons vu précédemment dans ce chapitre, malgré l'appel du président Obama à ne pas faire l'opposition classique du Nord contre le Sud (D – Obama, 2015 : 2). Ainsi, l'Investissement public

est souvent traité comme de l'aide au développement, et l'innovation comme un transfert technologique, alors que pour les pays en voie de développement, l'Investissement public est intimement associé à l'Urgence sociale et que l'Innovation technologique n'occupe même pas le centre de leur réseau discursif.

The Official Development Assistance is one of its pillars and we are committed, together with the European Union, with the objective to dedicate to the mentioned Assistance 0.7% of our GDP by the year 2030 and making an emphasis on the least developed countries. We cannot forget that an important share of poverty and exclusion is concentrated in middle income countries. Thus, we will continue to dedicate part of our attention and resources to them. It is essential to attain equitable development, genuine and effective enjoyment of rights and equal opportunity for all. Therefore it is necessary to generate opportunities, both in education (and hence the importance of knowledge, innovation and technology) and in the creation of employment, especially in youth employment, an area where Spain is particularly sensitive. (D – Felipe VI, 2015 : 3)

La Belgique met un accent sur l'apport de la technologie dans son aide au développement : « *La digitalisation peut être un potentiel de développement. Mon pays s'engage à ériger une composante digitale dans ses activités de coopération au développement. Le droit d'accès à l'internet s'inscrit parfaitement dans l'Agenda 2030* » (D – Michel, 2015 : 4). L'Investissement public consenti aux pays émergents ou aux PEVD vise à assurer le déploiement de l'innovation technologique, qui, intimement liée à l'éducation, devrait mener les États bénéficiaires sur le chemin de la croissance économique, sans commettre les mêmes erreurs que les pays développés, soit leur dépendance aux énergies fossiles.

Our development cooperation will help to break the link between development and fossil-fuel dependence. We remain the key donor to the Green Climate Fund. We stay true to the goal of 1 per cent of our gross national income for official development assistance. What we all need now is determination, and to start fulfilling our common Goals. In doing so, we will gain something more. We return to the true purpose of society: to grant all girls and boys the simple things that I was once granted, namely, a fair chance, an equal education, a decent job — and a life of freedom. (D – Löfven, 2015 : 3)

Certains États, comme le Canada, évoquent la nécessité d'inclure d'autres acteurs que les gouvernements afin de financer les ODD (Acteur de pouvoir – gouvernement, Acteur de pouvoir – privé, Acteur de pouvoir – société).

However, it is abundantly clear that ODA alone cannot finance the 2030 development agenda. Clearly, the international community must find new ways to blend financing from donors, foundations and the private sector. That is why Canada has been working with the World Economic Forum, the Organization for Economic Cooperation and Development and other partners in redesigning the development finance initiative. (D – Harper, 2015 : 34-35)

Le premier ministre des Pays-Bas va dans le même sens invoquant l'intérêt du secteur privé (Acteur de pouvoir – privé) à prendre part à cette collaboration internationale (Solution coopération, Coopération public-privé).

Within the framework of the SDGs and corporate social responsibility, many individual firms, large and small, are expressing a growing desire for more effective public-private partnerships. They believe that the “S” in SDGs offers opportunities for investment and innovation. It is up to Governments and the United Nations to make sure that the legal and economic frameworks are in good working order. I am confident that in doing so we can unleash far more trade and investment in poor countries, moving the needle further from charitable to profitable in the years ahead. (D – Rutte, 2015 : 6)

La question de l'Urgence économique, qui détient une importante mesure d'intermédiarité, mais un faible degré de centralité, fait de ce nœud un pont faisant circuler le sens entre le centre et la périphérie du réseau discursif. L'Urgence économique est traitée pas les pays développés sensiblement de la même façon que les enjeux d'ordre social, soit de façon très générique en soulevant le problème de l'inégalité. Les États-Unis élaborent davantage que la Belgique, la Suède ou la France, en précisant le problème d'inégalité entre les riches et les pauvres, mais aussi entre les hommes et les femmes. Le président des États-Unis souligne que la « *[p]overty and growing inequality exist in all of our nations, and all of our nations have work to do. That includes us here in the United States* » (D – Obama, 2015 : 2). Il évoque aussi le *statu quo* lorsque « *[t]he wealthiest and most powerful in our societies*

oftentimes like to keep things as they are, and they often have disproportionate political influence » (D – Obama, 2015 : 3), ils sont donc peu enclins à vouloir changer les choses et du même coup, les problèmes que cela engendre, dont notamment la finance illicite (D – Obama, 2015 : 3). En soulevant l'inégalité entre les hommes et les femmes partout dans le monde, il déclare que :

one of the best indicators of whether a country will succeed is how it treats its women. When women have an education and when women have jobs, their children are more likely to get an education and their families are healthier and more prosperous. Their communities and countries do better, as well. Every nation, all of our nations, must invest in the education, health and skills of our women and girls. (D – Obama, 2015 : 4)

La solution des pays industrialisés à l'Urgence économique est clairement associée à l'Innovation technologique (Figure 4.8). Le président des États-Unis insiste sur l'investissement auprès des jeunes entrepreneurs innovants, ainsi, « *not just giving people fish, but teaching them how to fish* », ils seront à même d'embrasser et de développer de nouvelles technologies (D – Obama, 2015 : 3). Pour le premier ministre belge, « [l]es échanges commerciaux, les transferts de technologies et le développement des compétences sont autant de catalyseurs de croissance économique » (D – Michel, 2015 : 6). L'énoncé du roi d'Espagne rejoint celui de la Belgique, les deux attribuant une part importante de l'aide au développement à l'éducation des jeunes.

[I]t is necessary to generate opportunities, both in education (and hence the importance of knowledge, innovation and technology) and in the creation of employment, especially in youth employment, an area where Spain is particularly sensitive. (D – Felipe VI, 2015 : 3)

Le déploiement de l'innovation technologique et l'employabilité permettront de faire croître les économies moins développées. La Suède abonde dans le même sens en affirmant que le développement de nouvelles solutions technologiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre aura pour effet de créer de l'emploi. « *When we develop new solutions to reduce emissions, we will stop climate change and in doing so create new jobs* » (D – Löfven, 2015 : 3). La Suède a pour ambition de devenir le

premier État moderne à se libérer des énergies fossiles et demande aux entreprises de développer des technologies intelligentes pour le climat afin d'appuyer les ambitions du pays. Il est à noter que le souhait de la Suède n'est pas chiffré et n'a pas d'échéancier. La France questionne l'Assemblée :

are we going to raise funding in order to allow some countries to skip a step, ensure their energy transition, adapt their technology and make a technological leap forward? That would help them achieve more growth at home and contribute fewer greenhouse gas emissions across the planet.
(D – Hollande, 2015 : 8)

Le nœud Changement énergétique, bien qu'il fasse partie de la périphérie, vient appuyer le centre discursif des pays développés (mesure d'intermédiarité, Figure 4.8). Sans constituer le centre, l'énergie semble vouloir venir soutenir l'argumentaire des pays industrialisés.

I would urge each country to exert as much pressure as possible, so that, in Paris, and at the annual meetings of the World Bank Group and the International Monetary Fund in Lima next month, we can achieve the target of \$100 billion to ensure energy transition and combat global warming. As we set that objective as a priority, it must, at the same time, be consistent and compatible with combatting poverty. The fight against hunger, disease and difficult access to water and natural resources is part of the same fight. The funding for energy transition and the financing that we mobilize during the Paris Conference will also enable us to combat poverty and take action to promote growth and development. (D – Hollande, 2015 : 8)

Comme énoncé précédemment, la Suède en souhaitant mettre un frein au lien de dépendance entre le développement et les énergies fossiles, vise à assurer un changement de paradigme du lien qui unit l'énergie et le développement (D – Löfven, 2015 : 3).

Malgré l'appel du président américain à ne pas tomber dans la dichotomie Nord-Sud, celle-ci est perceptible lorsque l'on oppose les discours des PEVD et des pays émergents à ceux des pays industrialisés. Lorsque les pays émergents et les PEVD évoquent la question des responsabilités communes, mais différenciées, il ne s'agit

pas uniquement d'aider les pays en « retard », mais, comme l'affirme le représentant du Sénégal, de compenser la perte de compétitivité que les pays rencontreront lors de leur transition socioécologique. Alors que plusieurs pays émergents et PEVD demandent des réformes du système mondial de gouvernance économique et politique, les pays développés n'y font pas écho et parlent plutôt d'injecter davantage de ressources financières ou, comme le président américain l'évoque, de faire davantage avec les mêmes fonds. Le même clivage est perceptible auprès des PEVD lorsqu'ils évoquent leur faible contribution au réchauffement climatique, mais à l'importance des conséquences climatiques auxquelles ils devront faire face. Cette question n'est pas abordée par les pays industrialisés, sinon que sous la forme du financement et de l'aide au renforcement des capacités des États bénéficiaires de l'aide au développement. Alors que pour les PEVD et les pays développés, la question de l'énergie semble vouloir teinter le changement économique et l'innovation technologique, cette question est vaguement évoquée par les pays émergents qui semblent davantage préoccupés par les questions liées à la gouvernance internationale.

Les PEVD cherchent à déployer des changements sociaux et économiques, tout en protégeant leur souveraineté, mais en cherchant à obtenir l'appui de la communauté internationale, notamment par le biais d'un Investissement public. Les pays émergents visent, à travers la coopération Sud-Sud, régionale ou internationale, à assurer un changement économique en préservant leur autonomie nationale et en l'exerçant sur la scène internationale sous forme de pression pour un remaniement de la structure de la gouvernance mondiale de l'économie. Les pays développés, pour leur part, cherchent à répondre à l'urgence économique et sociale mondiale par le biais de l'Investissement public et de l'Innovation technologique, sans pour autant remettre en question la gouvernance mondiale actuelle.

Les 231 énoncés codés et analysés par le biais de l'analyse de réseau sémantique permettent de voir une structure discursive dense, qui contient un centre, axé sur les enjeux politiques et de gouvernance, une semi-périphérie et une périphérie. Cette

analyse de réseau sémantique a permis d'identifier les neuf nœuds dominants du discours (Changement économique, Changement politique, Changement social, Investissement public, Urgence climatique/environnementale, Urgence sociale, Gouvernance nationale, Solution coopération, Acteur de pouvoir – gouvernement). Nous avons pu démontrer en divisant le discours selon les catégories géopolitiques classiques (pays développés, pays émergents et PEVD) que les trois regroupements discursifs partagent les neuf nœuds centraux, bien qu'il y ait de légères différences. En effet, les PEVD comptent le nœud Urgence économique en leur centre, les pays émergents comptent celui de l'Innovation technologique comme solution à l'atteinte des ODD, alors que les pays développés ont le plus important nombre de nœuds centraux soit trois de plus que les PEVD, Solution innovation technologique, Acteur de pouvoir – privé et Acteur de pouvoir – société civile. Les nœuds centraux influencent activement le sens attribué au discours et représentent des équivalences entre les acteurs quant au sens attribué au développement durable. À ce stade de l'analyse, uniquement en regardant les nœuds centraux des regroupements discursifs, il est possible d'identifier des équivalences quant au sens attribué au développement durable. Cependant, l'analyse de réseau n'est pas suffisante à elle seule pour établir si ces nœuds sont en mesure de passer d'une requête individuelle à une cristallisation collective. Le retour aux énoncés des acteurs, en fonction de leur regroupement discursif, a permis de révéler que, malgré ces équivalences, les différences subsistent entre les acteurs sur le sens attribué aux différents nœuds qui constituent leur centre respectif.

CHAPITRE V

UNE ANALYSE DISCURSIVE POSTSTRUCTURALISTE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notre analyse jusqu'ici nous a permis d'analyser les structures discursives du réseau. Néanmoins, selon Laclau et Mouffe, la question des différences est cruciale pour établir la nature du discours politique, et l'analyse de réseau ne nous a permis que d'identifier les équivalences. Nous nous tournons donc vers l'analyse de Laclau et Mouffe plus directement afin de combler cette lacune. En contraste avec le chapitre précédent, qui présente l'analyse de réseau et des structures et qui présente l'analyse de réseau et des structures comme étant presque statique,, voire « objective », on verra que le caractère du discours politique chez Laclau et Mouffe est toujours en pratique plus fluide et contesté.

Le sens attribué au développement durable est multiple, mais la lutte discursive pour sa fixation est inégale. Alors qu'un discours dominant arrive à absorber certains discours contestataires, d'autres sont tout simplement refoulés aux frontières de la signification. Ce chapitre démontrera, dans un premier temps, les diverses compositions discursives qui émergent, que ce soit au sein des pays en voie de développement, en émergence ou développés. La composition de ces discours varie en fonction de l'identité qui s'est temporairement sédimentée au sein des regroupements discursifs, entraînant entre ceux-ci une lutte de sens pour la fixation du développement durable. Le développement durable s'impose donc comme un signifiant vide en établissant la frontière entre ce qui constitue et ne constitue pas le développement durable. La seconde section de ce chapitre mettra de l'avant les

éléments centraux qui fixent temporairement le sens du développement durable, soit l'Investissement public comme aide au développement, la Coopération interétatique et l'Innovation technologique comme Solution pour le développement d'une croissance verte. Évoquée précédemment, l'énergie occupe une présence marginale au sein du discours sur le développement durable. Son hétérogénéité pourrait expliquer la présence épisodique de la question énergétique au sein des débats entourant le développement durable. Affirmer le sens en dispute du développement durable et les luttes contestataires qui s'y opposent implique, forcément, des laissés pour compte, des attributions de sens que le discours dominant cherche à marginaliser afin d'assurer la fermeture discursive la plus stable possible. Ce chapitre se conclura avec la présentation de ce qui compose le champ discursif.

Cette expression indique la forme de sa relation avec tout discours concret : elle détermine en même temps le caractère nécessairement discursif de tout objet, et l'impossibilité pour tout discours donné d'accomplir une clôture finale. (Laclau et Mouffe, 2019 : 197)

Étant dans l'impossibilité de fixer des significations ultimes, l'analyse du champ discursif pourrait avoir le potentiel d'établir une chaîne d'équivalences avec la question énergétique et, ainsi, de soulever de potentiels antagonismes et de renverser l'hégémonie du développement durable.

5.1 Les chaînes d'équivalences et leurs signifiants flottants

Les pays développés, en voie de développement et en émergence, n'accordent pas exactement le même sens, lorsqu'ils les évoquent, aux termes qui composent le développement durable. Ce chapitre expose la composition de la chaîne d'équivalences de chacun des regroupements discursifs. Il sera démontré, en rendant visible l'acte d'origine des identités « dans leur contingence spécifique » (Laclau et Mouffe, 2019 : 15), que le signifiant privilégié des pays développés gravite autour de l'Urgence sociale, alors que pour les pays émergents, c'est l'importance du Changement économique qui occupe le centre de la signification et que chez les

PEVD, c'est l'Investissement public qui se voit attribuer le sens le plus fort. La mise en lumière des actes d'origine des identités est nécessaire à toute formation hégémonique (Laclau et Mouffe, 2019 : 15).

De fait, Laclau insiste sur le fait que, si l'on veut qu'une articulation de la multitude soit envisageable, il faut qu'émerge une instance hégémonique par-dessus le seul plan d'immanence - une instance hégémonique susceptible de diriger le processus, et qui puisse représenter un centre d'identification de toutes les singularités. (Negri, 2015 : 2-3)

L'identification du point nodal de chacun des regroupements discursifs permet de déterminer les luttes en cours entre les pays développés, émergents et en développement. Alors que les points nodaux des regroupements discursifs viennent cristalliser leurs discours autour de signifiants privilégiés afin de fixer le sens des signes les plus importants, ces points nodaux constituent, sur l'ensemble du discours, des signifiants flottants qui sont toujours en lutte pour fixer le sens à attribuer au développement durable. Ces signifiants flottants permettent d'exposer la lutte en cours, ce qui aurait été impossible à exposer si nous avions établi la chaîne d'équivalences de l'ensemble du discours, car elle n'aurait permis de voir que l'équilibre temporaire de cette articulation, alors que ce qui nous intéresse ici, ce sont les luttes discursives. Ne pouvant déterminer à l'avance la nature du signifiant, nous voulions évaluer si le développement durable s'inscrivait en équivalence avec l'environnementalisme libéral tout en laissant poindre les relations contingentes. En opposant les divers sens attribués au développement durable, il devient possible de mettre en lumière le mécanisme par lequel le discours dominant porté par les pays développés absorbe certaines contestations par le déplacement de sa frontière, tout en en excluant d'autres, les laissant de ce fait à la marge du discours.

5.1.1 L'Urgence sociale des pays développés

Il serait présomptueux d'étudier l'identité des pays développés, occidentaux, sur une base monolithique. Il demeure néanmoins possible d'éclairer le moment de sédimentation du social, soit le moment où les décisions politiques, celui où les diverses identités antagonistes se sont momentanément effacées. L'exclusion de

certaines identités, dans le cas présent nationales, qui sont ignorées permet au discours de se structurer. Ainsi s'élabore progressivement une identité relationnelle qui, dès son énonciation, est représentée (mythe).

Sans refaire l'histoire de l'occident, l'on peut affirmer, suivant la thèse centrale de Gilbert Rist (2013 : 131-171), que l'essor des pays européens par le biais du colonialisme, puis l'invention du développement comme processus transitif entre le colonialisme et le sous-développement viennent discursivement repositionner l'opposition entre colonisateurs et colonisés et le situe plutôt entre pays développés et pays sous-développés. L'adjectif du sous-développement fait son apparition pour la première fois en janvier 1949, au point IV du discours énoncé par Truman. « À partir de là, on construira le substantif « sous-développement ». C'est cette *innovation terminologique* qui modifie le sens du mot « développement » en introduisant un rapport inédit entre « développement » et « sous-développement » (Rist, 2013 : 137). Cette innovation discursive, démontrée par Rist (2013), a pour effet de légitimer l'action d'un agent, dit développé, sur un autre au nom du développement. Comme l'explique l'auteur, il s'agit d'une distinction de niveau le long d'un *continuum* de développement qui transforme, ou reprend, une distinction raciale dans le processus de domination Nord-Sud, celui d'un impérialisme colonial à un impérialisme anticolonial, et celui de l'hégémonie européenne à l'hégémonie américaine.

Une fois de plus, la naturalisation de l'histoire évacue l'histoire. Les conditions historiques qui expliqueraient l'« avance » des uns et le « retard » des autres ne peuvent entrer dans le raisonnement, puisque les « lois du développement » sont censées être les mêmes pour tous et « s'imposent avec une nécessité de fer », ajouterait Marx. (Rist, 2013 : 140)

La vision systémique de l'économie est évacuée au profit de la métaphore du « *self-made-man* » (Rist, 2013 : 141). L'intervention est désormais construite de manière positive, même comme un impératif moral; et la norme qui est proposée place les États-Unis en tête du classement mondial (PIB), un critère fédérateur alors que la notion de civilisation opposait ces civilisations les unes aux autres. Il est alors question

d'une naturalisation et d'une supposée fixité de l'identité des pays développés à l'égard des pays dits en développement. L'articulation des positions d'identités des pays développés et les relations de signification que cela engendre soutiennent un discours hégémonique.

Cette représentation du groupe et cet espace de représentation sont énoncés, chez Laclau et Mouffe, comme étant un *mythe*. La position d'identité de l'occident, ou du pays dit développé, s'établit en rapport à ce qu'il considère comme étant à son opposé, soit le pays en voie de développement, à travers leur retard, ou comme l'énonce Rist (2013 : 140), la forme « embryonnaire » de leur développement. Cette opposition entre le « eux » et le « nous », entre « l'intérieur » et « l'extérieur », est la condition à toute pratique sociale, puisqu'elle met en lumière le rôle des identités et la lutte qu'elles se livrent. Le caractère incomplet de l'identité doit forcément s'inscrire dans un tout qui n'est jamais fixe, de sorte que l'identité est indissociablement intégrée à une dimension qui est à la fois universelle et particulière. L'identité « close » des pays développés requiert invariablement une extériorité : les pays en voie de développement, « l'autre » qui tente de rattraper son niveau de développement. La nature ouverte du social engendre des différences, de sorte que l'identité des pays en voie de développement, sans être monolithique, s'inscrit dans le contexte de l'invention du sous-développement au sein du discours universel dominant tel qu'énoncé par Truman en 1949 (Rist, 2013) et qui teinte, encore aujourd'hui, le discours.

Les résultats du dendrogramme des pays développés (Figure 4.8), présentés au chapitre précédent, combinés au degré de centralité du nœud de leur réseau discursif (Figure 5.1) ont permis de faire émerger la chaîne d'équivalences des discours. C'est en prenant appui sur le dendrogramme que sera présentée la structuration du sens accordé au développement durable par les pays développés. Le discours des pays développés relatif au développement durable est interdépendant du mythe que ces pays se sont forgé d'eux-mêmes en opposition aux pays du Sud. Ainsi, les éléments privilégiés de la chaîne d'équivalences des pays développés sont composés des

nœuds du centre du réseau discursif, soit les nœuds ayant le plus haut niveau de centralité, ainsi que les nœuds ayant une importante mesure d'intermédiarité (Tableau 5.1).

Tableau 5.1 Éléments privilégiés de la chaîne d'équivalences, pays développés

<i>Éléments privilégiés</i>	<i>Degré de centralité</i>	<i>Mesure d'intermédiarité</i>
Urgence sociale	216	15,529
Investissement public	196	15,529
Acteur de pouvoir - gouvernement	203	15,507
Urgence climatique/environnementale	151	15,361
Solution – coopération	196	13,000
Solution – innovation technologique	130	12,864

Dans le cas du discours sur le développement durable et de son lien avec la question énergétique, la surreprésentation des nœuds nécessaire afin d'évaluer le sens que lui accordent les acteurs n'a pas entraîné de distorsion de sens. En effet, les nœuds portant sur l'énergie occupent, pour l'ensemble des regroupements discursifs, une position périphérique, bien que l'on perçoive que quelques nœuds, sur cet enjeu, soient priorisés, exposant ainsi le sens octroyé à cette question dans le cadre du discours sur le développement durable. Ces signifiants retenant davantage l'attention, quant à la question énergétique, sont ceux du Changement énergétique, de la Croissance rapide des EnR et de l'Accès à l'énergie – croissance économique. Le nœud Changement énergétique détient pour sa part une importante mesure d'intermédiarité, il constitue ainsi un pont entre les éléments de la périphérie et ceux du centre; il participe donc activement à structurer temporairement le sens du discours sur le développement durable.

Les pays développés se retrouvent alors dans un processus dans lequel ils souhaitent que certaines possibilités d'identification soient promues de par leur équivalence, ce compromis instable de différences, tout en ignorant d'autres possibilités. Le sens attribué à l'énergie est multiple, il s'inscrit comme un *élément* dont la signification est

hétérogène et, comme nous venons tout juste de l'exposer, les éléments liés à la question énergétique n'ont qu'un faible degré de centralité (Figure 5.1). En effet, l'énergie est à la fois énoncée comme un produit de l'Innovation technologique, comme une façon de répondre à l'Urgence climatique en plus d'être un outil au développement économique « *when we develop new solutions to reduce emissions, we will stop climate change and in doing so create new jobs* » (D – Löfven, 2015 : 3). Pour d'autres, comme la France, l'Accès à l'énergie permettra de réduire la pauvreté.

The funding for energy transition and the financing that we mobilize during the Paris Conference will also enable us to combat poverty and take action to promote growth and development. (D – Hollande, 2015 : 8)

Pour des États insulaires comme la Nouvelle-Zélande, la solution pour atteindre les ODD est d'éliminer la dépendance aux énergies fossiles « *[by] shifting Pacific nations from a dependence on expensive diesel and providing access to renewable electricity, especially solar power, is a real game-changer in our region* » (D – McCully, 2015 : 3). L'Islande, pour sa part, favorise, dans son aide au développement (Investissement public), la Croissance des EnR « *in harnessing geothermal energy, to improve living standards and our climate at the same time* » (D – Gunnlaugsson, 2015 : 2). Bien que certains acteurs mentionnent spécifiquement les enjeux énergétiques, nombreux sont les énoncés à rester évasifs quant à la question énergétique et seuls 35 % des pays développés abordent l'énergie dans leur énoncé, ce qui démontre que cet élément n'a pas encore été défini, du moins dans le cadre des ODD, et qu'il subsiste de nombreuses différences au sujet du sens à lui attribuer. Une forte ambiguïté en résulte. L'énergie semble être impossible à *articuler* au sein du discours sur le développement durable.

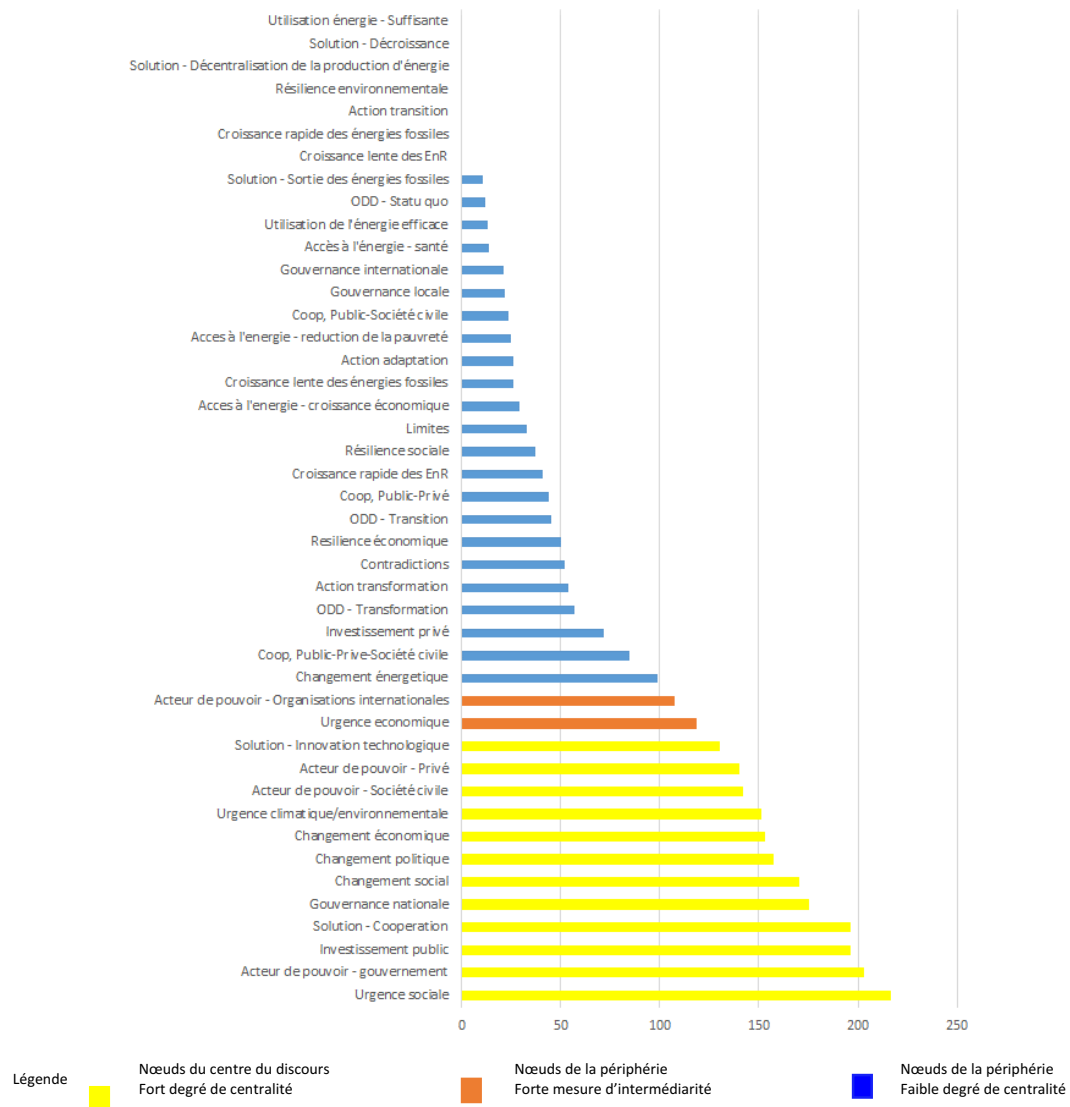


Figure 5.1 Mesures de centralité, pays développés, discours développement durable

L'Innovation technologique, pour sa part, s'inscrit explicitement au sein du discours des pays développés et constitue un signe privilégié de la chaîne d'équivalences, notamment de par sa relation étroite avec le nœud Urgence climatique, qui détient une forte mesure d'intermédialité (Figure 5.4). Bien que la position de l'Innovation technologique diffère d'un acteur à l'autre, que ce soit parce que celle-ci peut être un outil au service de la croissance économique des pays en voie de développement ou encore, parce qu'elle constitue un moyen pour les pays développés d'aider les pays

du Sud ou leur propre économie, elle se trouve clairement intégrée au sein de l'*articulation* du discours.

L'Innovation technologique est donc pour les pays développés une solution à l'Urgence climatique, économique et dans une certaine mesure, à l'Urgence sociale, comme le démontrent les fortes interactions au sein du dendrogramme des pays développés au chapitre IV (Figure 4.8, page 199). L'*articulation* de l'Innovation technologique au sein du discours sur le développement durable, même à travers ses relations de différences, a pour effet de réduire la polysémie et passe alors d'*élément* à *moment*.

Puisque tout discours est confronté à son extériorité, ses limites, il ne pourrait être question d'une parfaite fixité du discours relatif au développement durable au sein du regroupement discursif des pays industrialisés. Le discours des pays développés tend à vouloir dominer le champ discursif afin de mettre un terme aux différences qui pourraient être susceptibles de le déstabiliser et ainsi, de pouvoir maintenir un centre stable, ce que Laclau et Mouffe nomment le *point nodal*. Au sein des pays développés, le *point nodal* qui vient cristalliser les signifiants privilégiés qu'est l'importance de l'Investissement public, le rôle de la Gouvernance nationale et de l'Innovation technologique, le pouvoir des Acteurs des gouvernements nationaux et le caractère incontournable de la Coopération en matière de développement durable et l'Urgence climatique, c'est l'Urgence sociale.

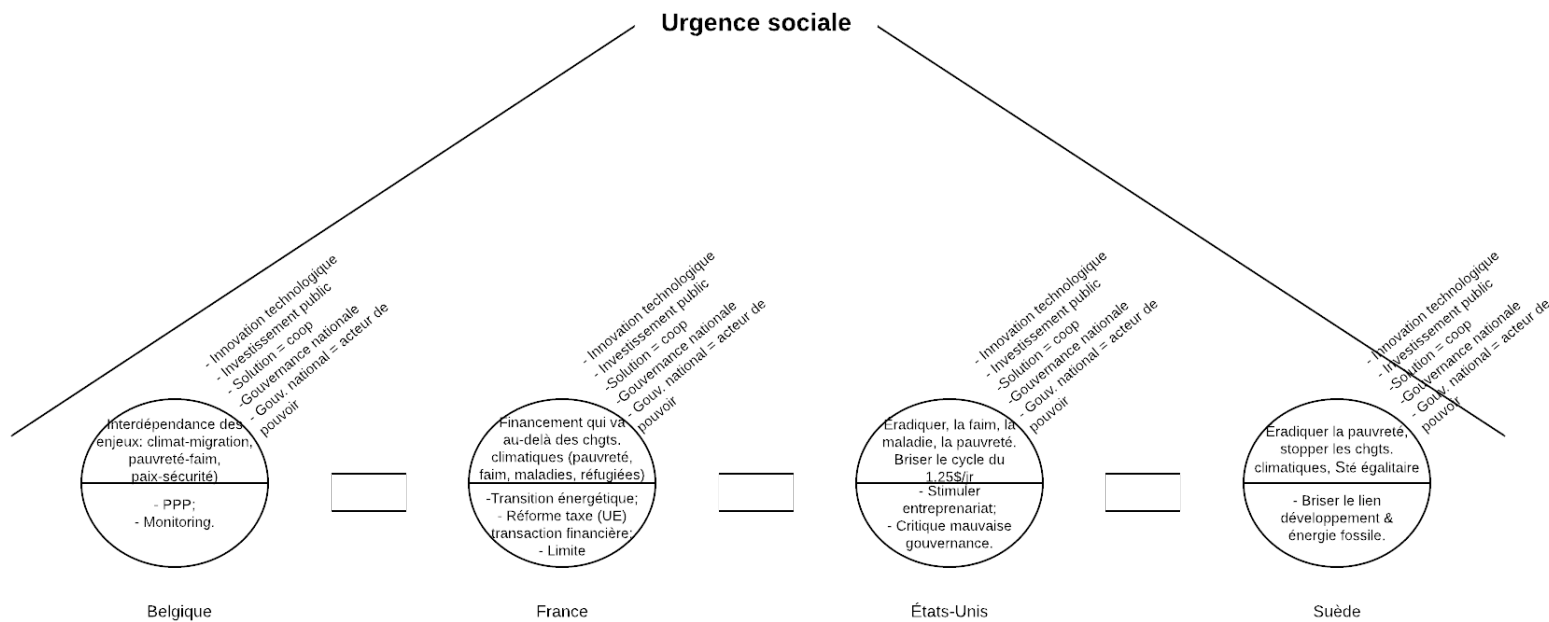


Figure 5.2 Chaîne d'équivalences, pays développés, discours développement durable

Le discours sur le développement durable des pays développés se construit autour de ces signifiants privilégiés et vient cristalliser leurs discours. La force du degré de centralité du nœud Urgence sociale (Tableau 5.1), de sa relation centrale au sein du dendrogramme de la page 199 (Figure 4.8), ainsi que l'importance de sa mesure d'intermédiarité a permis de mesurer et comprendre l'importance du rôle de ce signifiant au sein du système de représentation des pays développés. L'ascendance accordée à l'Urgence sociale (Figure 5.1)¹¹ démontre que les autres signifiants au sein de l'*articulation* se structurent en rapport à ce point nodal et que leur signification s'articule en relation avec celui-ci. Au sein de ce regroupement discursif, l'Urgence sociale acquiert un sens particulier uniquement lorsque d'autres signifiants y sont associés, tels que l'Investissement public, la Coopération comme solution, l'Urgence climatique, l'importance des gouvernements nationaux comme Acteurs de pouvoir et le rôle qui incombe à la Gouvernance nationale dans la mise en application du développement durable.

La Belgique, par la voix de son premier ministre Charles Michel, affirme que les défis auxquels s'adressent les ODD sont nombreux et interdépendants :

Par exemple, le climat et les migrations, la pauvreté et la faim, la paix et la sécurité ou encore la radicalisation. Les uns sont les causes ou les conséquences des autres. Les uns aggravent les autres. (D – Michel, 2015 : 20873belgium, 2)

L'engagement de la Belgique s'effectue « à travers son aide au développement » (Investissement public) et le pays « [a] plaidé pour que la moitié de l'aide [...] soit

¹¹ Pour lire les chaînes d'équivalences (Figure 5.2, Figure 5.4, Figure 5.6), nous avons mis en exergue, à la droite du demi-cercle du haut, les signes privilégiés qui s'inscrivent en équivalence entre leurs moments différentiels. À l'intérieur du demi-cercle du haut, nous avons inscrit ce qui constitue le signifiant de l'ensemble de la chaîne; par exemple, dans le cas de la Figure 5.2, il s'agit de l'Urgence sociale, mais en inscrivant ce qui correspond spécifiquement (la différence) à l'acteur qui énonce le discours. L'équivalence et la différence vont de pair, elles font partie d'un agencement de représentations découlant d'un compromis qui sera toujours instable. Le cercle du haut, pour sa part, correspond au point nodal qui vient cristalliser le sens du discours autour de signifiants privilégiés.

consacrée aux pays les moins avancés » (D – Michel, 2015 : 5). Le président français précise :

just because we are going to do more in the area of climate financing does not mean that we should do less for development financing. [...] Today, we will ask all those who accept the idea of the Sustainable Development Goals and the new Agenda to increase their development contributions.
(D – Hollande, 2015 : 8)

Le président Hollande précise que la France mènera le bal en ce sens, d'abord en tenant la Conférence des parties à Paris (COP21), mais aussi « *to earmark €4 billion more for official development assistance from 2020 onwards* » (F- Hollande, 2005 : 9). Le premier ministre de la Suède abonde dans le même sens en affirmant que « *no country can shirk its responsibility* » (D – Löfven, 2015 : 1), tout en précisant qu'il ne revient pas uniquement aux états d'agir : « *efforts are needed at all levels, across all sectors, and by all stakeholders* » (F – Löfven, 2015 : 1). Le président Américain précise en ce sens que le développement est menacé par une mauvaise gouvernance et affirme que :

we affirm what we know to be true from decades of experience: development and economic growth that are truly sustainable and inclusive depend on Governments and institutions that care about their people, that are accountable and respect human rights and deliver justice for everybody, not just for some. In the face of the corruption that siphons billions away from schools, hospitals and infrastructure into foreign bank accounts, Governments must embrace transparency, openness and the rule of law. (D – Obama, 2005 : 3)

Inévitablement, la composition de ces discours autour de signes privilégiés entraîne l'exclusion d'autres sens possibles, « une chose que la totalité expulse d'elle-même afin de se constituer » (Laclau, 2008 : 88). Cette dynamique d'exclusion vise à empêcher le glissement des signes privilégiés vers d'autres signifiants afin de préserver le centre du discours, l'Urgence sociale. Cette volonté de préserver l'altération du *point nodal*, du surplus de sens laissé à la périphérie du discours, donc au *champ discursif*, renvoie à la tension entre l'intériorité et l'extériorité, il y a donc équivalence entre les différences quant à leur refus commun de l'élément exclu

(Laclau, 2008 : 88). Cette frontière entre camps opposés s'inscrit dans la logique de la *chaîne d'équivalences* qui est présente au sein même d'un regroupement discursif.

Ces éléments exclus sont les nœuds détenant le plus faible degré de centralité et la plus faible mesure d'intermédiarité de la périphérie qui ne sont que faiblement reliés aux autres nœuds du réseau discursif. Ils n'arrivent donc pas à en structurer le sens. L'élément Gouvernance locale est un exemple de ces éléments exclus. Son faible degré de centralité (22) et sa faible mesure d'intermédiarité (1,099) le positionnent à la périphérie. En plus, l'élément Gouvernance locale est étroitement lié à la Coopération entre le secteur public et la société civile (24 centralité - 0,988 intermédiarité), élément prenant aussi part à la périphérie. Ces deux éléments ne sont énoncés que par deux acteurs du regroupement discursif, le Portugal et l'Allemagne. Le ministre des Affaires étrangères du Portugal affirme que son pays « *will [...] continue to work with and involve civil society and local authorities in implementing the commitments that we will be adopting during this Summit* » (D – Machete, 2015 : 3). De son côté, la chancelière allemande associe à cette Gouvernance locale la nécessité de rendre effective la Gouvernance internationale des ODD, autre élément détenant une faible mesure de centralité (21) et d'intermédiarité (0,233). « *In order to establish such a partnership, we first need effective structures at every level – national, regional and global* » (D – Merkel, 2015 : 16). L'incapacité des nœuds de la périphérie (faible mesure de centralité et d'intermédiarité) à atteindre ceux du centre, par le biais de nœuds ayant une importante mesure d'intermédiarité, les empêche de structurer le sens octroyé au développement durable au sein du regroupement discursif des pays développés. La faible évocation de ces éléments et l'incapacité qu'ils ont à accéder au centre du discours, et donc à en structurer le sens, constituent un refus commun de ces éléments, ce qui aide à la structuration du centre.

Alors que l'Urgence sociale vient cristalliser le discours autour de signifiants privilégiés, le même signe se présente également comme *signifiant flottant* lorsqu'on l'associe à l'ensemble du discours. L'Urgence sociale comme *signifiant flottant* doit être comprise au sein du discours des pays industrialisés sur le développement durable sous l'angle

de l'aide au développement. Ainsi, l'Urgence sociale, conceptualisée comme *signifiant flottant*, est toujours sujette aux luttes face aux discours des pays émergents et en développement pour fixer le sens de ce signe important. Les luttes en cours au sein du champ discursif issu du discours des pays développés, combinées à celles en cours au sein des autres formations discursives engendrent une surdétermination du sens attribué à l'Urgence sociale et entrave la fixation de ce signifiant au sein du discours international du développement durable.

Le *signifiant flottant* prend ici tout son sens, puisque comme nous l'avons vu au chapitre précédant, section 4.2.1 (page 135), l'importance accordée à l'Urgence sociale par les pays développés place le terme face à une surdétermination de sens, face aux luttes pour le sens attribué à ce signifiant. Lorsqu'il est replacé dans son contexte, soit celui d'une ère d'Urgence climatique à l'échelle internationale, la dimension flottante de « l'Urgence sociale » devient plus visible. Bien que la dimension flottante de l'Urgence sociale soit plus évidente en période de crise, elle n'implique pas *de facto* la faillite du social. La frontière au sein même du regroupement discursif des pays développés, ou entre celle-ci et celle des pays émergents ou en développement, n'étant pas aussi fixe que les frontières d'un territoire donné, il est normal qu'une société soit confrontée à ses limites puisqu'elle est ouverte, ou non fixe, ce qui la garde de s'établir en réalité objective. Les signifiants présents au sein des diverses identités collectives existent au sein d'un réseau de relations qui, chacune séparément et comme un tout, présentent des niveaux variables d'agencement. La section 5.1.4 du présent chapitre reviendra plus en détail sur le potentiel subversif des luttes discursives associées aux signifiants flottants énoncés par les diverses formations discursives.

Les relations entre les différents éléments discursifs véhiculés à la fois par les pays développés, les pays émergents et les pays en voie de développement à travers leurs différences et leurs équivalences permettent d'établir la chaîne de signification. Tout discours vise inévitablement à dominer le champ discursif en mettant un terme au flot de différences pour construire, temporairement, un centre.

5.1.2 L'importance d'un Changement économique pour les pays émergents

Prenant part à l'objectivité du social, l'identité n'arrive jamais à être pleinement protégée des extériorités discursives. L'identité est purement relationnelle, ce qui fait qu'elle n'est jamais pleinement constituée (Laclau et Mouffe, 2019 : 196-197). Selon Rist (2013), et d'autres auteurs postdéveloppementalistes, l'identité des pays en voie de développement a émergé à la suite du discours d'inauguration du président américain Truman en 1949, perspective que nous aborderons à la section suivante. On a commencé à entendre parler des nouveaux pays industrialisés (NPI) ou émergents, à la suite de la la crise pétrolière de 1973 et lors de la forte croissance des économies des Dragons asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour), puis celle des Tigres (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande). Cet intérêt se manifeste, selon Figuière et Guilhot (2015 : 8), lorsque « l'on enregistre un fort différentiel de croissance économique entre lesdits pays et les grands occidentaux ».

Toutefois, une autre crise, celle de 1997, a eu pour effet de dissiper l'usage de cette catégorie de représentation, soit celle des NPI (Figuière et Guilhot, 2015 : 8). La crise asiatique, qui s'étendra aussi à la Russie, à l'Argentine et au Brésil, ainsi qu'une autre crise, celle des *subprimes*, en 2007, consolidera l'appellation d'un groupe de représentation, celui des pays émergents. Comme cela a été énoncé précédemment, une crise n'implique pas pour autant une faillite du social, mais le place inéluctablement face à ses limites, de sorte que le passage d'une représentation de pays en voie de développement à une de pays émergent s'appuie sur le caractère transitoire de ces économies. Ayant connu une croissance rapide, qui emprunte une trajectoire qui les a fait converger vers celle des pays développés (extériorité), certains pays émergents, les géants du BRIC, s'appuient sur plusieurs forces, dont la taille de leurs populations, de leurs territoires et l'importance de leurs ressources énergétiques, le tout combiné à leur puissance militaire et leur influence politique (Chenaf-Nicet, 2015 : 1). Cela a engendré une recomposition de leur identité collective, morcelant de ce fait les identités à l'échelle internationale entre pays développés, pays en voie de

développement et pays émergents.¹² La relation que les pays émergents entretiennent avec les autres pays structure leur identité, puisqu'elle s'oppose à la fois à une identité occidentale et à une identité associée au « retard » qui ne la représente pas complètement. Elle se trouve alors inscrite dans une chaîne d'équivalences où « la différence continue à opérer à l'intérieur de l'équivalence, à la fois comme son fondement et dans une relation de tension avec elle » (Laclau, 2008 : 98).

« [À] eux seuls, les 5 BRICS [(Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud)] représentent 18 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat, 40 % de la population, 15 % du commerce et 40 % des réserves monétaires de la planète » (Chenaf-Nicet, 2015 : 1), de sorte que lorsque ces géants vacillent en temps de crise, les pays développés craignent l'importance de ces répercussions sur leurs propres économies, alors qu'en période clémente, les mêmes pays craignent de perdre du terrain face à ces géants. D'un autre côté, les PEVD, et les pays du BRIC auxquels il convient d'ajouter la Turquie, représentent « l'espoir » (Chenaf-Nicet, 2015 : 3), celui d'un « rattrapage » possible. L'espace de représentation des pays émergents expose très bien le caractère exogène de la construction du mythe et l'absence de relation de continuité avec l'objectivité structurelle dominante. Le mythe des pays émergents se construit de pair avec celui des pays industrialisés et des pays en voie de développement, et de leurs mythes. Ainsi, il est sujet à des luttes véhiculées par ces groupes identitaires. Les dimensions essentielles à la construction d'une identité chez les pays émergents, soit l'universel et le particulier, renvoient de façon nette à la nature incomplète de l'identité qui doit à chaque instant s'inscrire au sein des luttes qui les traversent. Le particularisme des pays émergents qui se situait autrefois dans une dynamique de « rattrapage » est devenu, à un certain moment, si dominant par la nature de la structure hégémonique extérieure qu'il a transformé les sociétés

¹² Les stratégies de catégorisation des pays dans un contexte de négociation juridique (CNUCCC/Kyoto/Paris, etc.) ne doivent pas être considérées en adéquation avec les regroupements des États dans des contextes plus géopolitiques où la question des obligations juridiques ne s'impose pas. Dans le contexte de Kyoto, la Chine se présentera comme un PEVD, dans un contexte de G20, comme un pays émergent, ou bien dans un contexte de pandémie (COVID-19), comme un leader à l'échelle mondiale. Bien sûr, il existe une contradiction entre ces deux formes identitaires, contradiction qui devient plus aigüe avec le temps.

concernées. La logique d'interpénétration de l'universel et de l'extériorité est devenue si dominante que cela a entraîné les pays émergents à accepter, comme la leur, la logique associée à la puissance économique et, ainsi, à se distancier des pays en voie de développement, occupant aujourd'hui une position intermédiaire entre le « eux » des pays développés et en développement, positionnant un « nous » particulier et intermédiaire. « L'acte hégémonique d'attribution d'équivalence est ainsi dissimulé » (Molina et al., 2006 : 43).

Le discours des pays émergents à l'égard du développement durable s'insère dans cet agencement d'antagonismes en rapport à l'exercice du pouvoir. Leur discours est ainsi indissociable de leur identité et du mythe que ces pays véhiculent. Afin d'identifier le sens qu'accordent les pays émergents au développement durable, nous avons procédé de la même façon que pour les pays développés, ce qui a demandé de joindre le dendrogramme des pays émergents (Figure 4.7) tel qu'exposé au chapitre précédent aux mesures de centralité et d'intermédiarité du réseau discursif des pays émergents (Figure 5.3). Cette action combinée permet, en s'appuyant sur les discours des acteurs, d'exposer les équivalences et les actes de subversion qui les accompagnent soulignant de ce fait leur caractère différentiel, ce qui a pour effet de faire émerger la chaîne d'équivalences qui structure leurs discours.

Tel qu'énoncé précédemment, le regroupement identitaire des pays émergents est beaucoup moins homogène que celui des pays industrialisés. Pour l'exprimer en des termes plus « laclauvien », il est sujet à des déplacements plus fréquents. L'identification des éléments privilégiés de la chaîne d'équivalences des pays émergents découle des relations des nœuds au sein du dendrogramme (Figure 4.7), de leur degré de centralité et de l'importance de leur mesure d'intermédiarité (Tableau 5.2).

Tableau 5.2 Éléments privilégiés de la chaîne d'équivalences, pays émergents

<i>Éléments privilégiés</i>	<i>Degré de centralité</i>	<i>Mesure d'intermédiation</i>
Solution coopération	244	18,242
Gouvernance nationale	217	16,036
Changement économique	210	15,278
Changement social	208	19,127
Urgence sociale	205	25,111
Investissement public	202	15,605
Solution – innovation technologique	167	12,270

Bien que l'Urgence sociale fasse partie du centre du discours des pays émergents, son degré de centralité n'est pas le plus élevé (Figure 5.3). Ce nœud a néanmoins une importante mesure d'intermédiation (Tableau 5.2), ce qui en fait un pont, une plaque tournante empruntée par les nœuds de la périphérie afin de participer à la structuration du sens du discours. Pour le premier ministre indien, l'élimination de la pauvreté (Urgence sociale) est une priorité de premier plan :

Addressing the needs of 1.3 billion poor people in the world is not merely a question of their survival and dignity or our moral responsibility. It is a vital necessity for ensuring peaceful, sustainable and just world. (D – Modi, 2015 : 22)

Alors que pour la Russie, l'éradication de la pauvreté (Urgence sociale) est intimement associée à une réforme du système économique (Changement économique) :

Addressing global challenges, such as eradicating extreme poverty, combating inequalities, ensuring food security and healthy lifestyles and shifting to more sustainable patterns of production and consumption, will require additional financial, industrial and technological resources, supported by an environment of constructive cooperation and mutual assistance. (D – Lavrov, 2015 : 2)

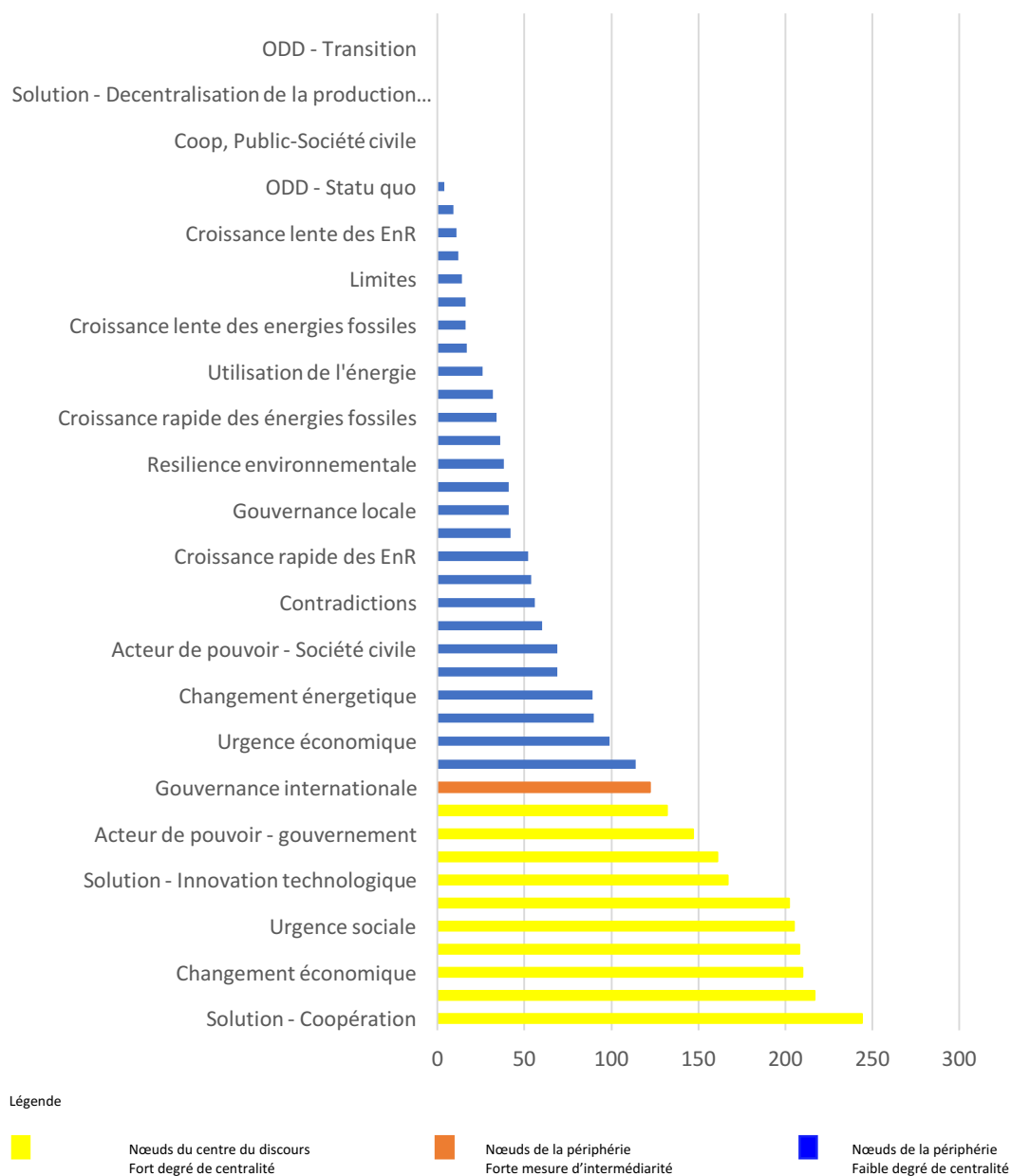


Figure 5.3 Mesures de centralité, pays émergents, discours sur le développement durable

Le premier ministre de la Turquie, pour sa part, ne fait qu'énoncer différents enjeux urgents et interreliés passant de la réduction de la pauvreté aux enjeux de sécurité en passant par les enjeux d'ordre climatique (Urgence sociale et Urgence politique).

Humanity faces complex and interlinked challenges. - Continuing poverty, - ever deepening inequalities, - climate change and other forms of environmental degradation, - global health threats, - spiraling conflict, - violent extremism, terrorism and consequent humanitarian crises including displacement of unprecedented numbers of people seeking refuge, threaten our well-being and our planet's future. (D – Davutoglu, 2015 : 1)

La Chine s'attarde peu aux enjeux d'ordre social dans son allocution, mais précise néanmoins que le développement économique aura pour effet d'éliminer la pauvreté. Le rôle de pont, d'intermédiaire, de l'Urgence sociale empêche son articulation au sein du discours des pays émergents sur le développement durable puisqu'il est traversé d'une multitude de sens. Il est important de rappeler, comme le font Laclau et Mouffe (2019 : 218), que les contradictions « n'impliquent [...] pas nécessairement une relation antagonique ».

L'Innovation technologique comme outil du développement connaît une articulation partielle au sein de la chaîne discursive. L'Innovation s'inscrit souvent chez les acteurs comme une façon de répondre à l'Urgence sociale, bien qu'ils diffèrent quant aux types de changement que cette innovation apportera. Pour la Chine, l'Innovation technologique (Figure 5.4) est un moteur du développement (Changement économique) : « *we need to ensure innovation-driven development to fully tap the development potential* » (D – Jinping, 2015 : 3). Pour la Russie, il s'agit d'un moyen, par le biais de la coopération (Solution coopération), de réduire les inégalités (Changement social) :

Russia intends to use the achievements in science and technology, in particular information and communication technologies that are essential to accelerate global development and bridge the gap between developed and developing countries. (D – Lavrov, 2015 : 2)

L'Inde précise que le transfert de l'Innovation technologique aux pays les plus pauvres doit pouvoir servir d'abord au bien public et non pas seulement au secteur privé. « *I also hope that the Technology Facilitation Mechanism will turn technology and innovation into an effective instrument for global public good, not just private returns* » (D – Modi, 2015 : 4).

Le sens, défini par sa position différentielle, attribué à l'Innovation technologique comme outil du développement durable s'insère dans la chaîne d'équivalences par le biais de son articulation avec l'Urgence sociale et l'Investissement public, ce qui permet la mise place de Changements politiques à même de répondre à l'Urgence climatique, comme peut le démontrer le dendrogramme (Figure 4.7) des pays émergents à la page 193. Il s'inscrit aussi en relation avec le Changement politique auquel font appel les pays émergents pour une réforme des modèles de Gouvernance mondiale en matière de développement et d'environnement.

La Coopération comme moyen pour mettre en œuvre le développement durable est pour sa part partiellement articulée au sein du discours des pays émergents. La Coopération telle qu'énoncée par les pays émergents s'établit prioritairement dans une relation Sud-Sud, bien qu'elle regroupe aussi les questions de Coopération internationale. Là où les positions divergent, c'est à propos de la nature de la Coopération Sud-Sud. Pour la Chine, cette « coopération » vise à assurer un développement égal pour tous, qui provient à la fois du secteur public et du secteur privé et qui respecte la façon dont les États souhaitent profiter de cette aide (Gouvernance nationale) :

We should take it as a new starting point to work out a course equitable, open, all-round and innovation-driven development in the interest of common development of all countries (D – Jinping, 2015 : 2)

La Turquie, de son côté, envisage la Coopération par le prisme de l'aide humanitaire, avant tout auprès des pays les moins développés essentiellement sous la forme de transfert technologique (Solution innovation technologique).

As the co-chair of the Group of Friends of LDCs, Turkey will continue its strong support to the Least Developed Countries. [...] Turkey has also offered to host the proposed Technology Bank and the Science, Technology and Innovation Supporting Mechanism dedicated to the LDCs. (D – Davutoglu, 2015 : 2)

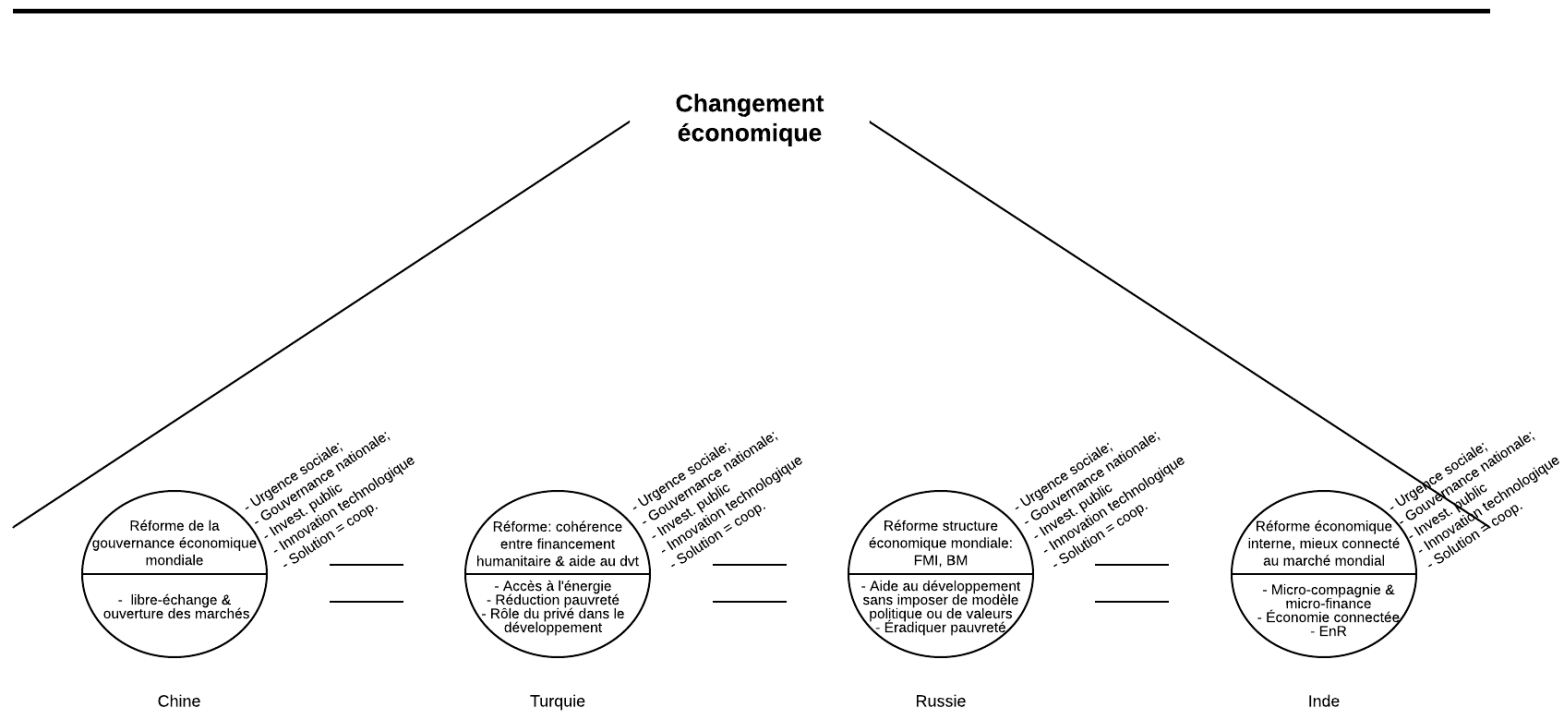


Figure 5.4 Chaîne d'équivalences, pays émergents, discours sur le développement durable

Pour sa part, l'Inde se contente d'affirmer que la « coopération » Sud-Sud est une responsabilité nationale (Gouvernance nationale) : « *India is fulfilling its responsibilities as development partners in Asia and Africa and with small island states from the Pacific to the Atlantic* » (D – Modi, 2015 : 3). Le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie précise que cette « coopération » nécessitera « *additional financial, industrial and technological resources, supported by an environment of constructive cooperation and mutual assistance* » (D – Lavrov, 2015 : 2). Malgré les différences associées à la nature de la « coopération », celle-ci est explicitement articulée au sein d'une relation Sud-Sud et permet, par le fait même, de réduire sa polysémie. Évidemment, chez Laclau et Mouffe, le discours n'est jamais complètement clos, mais l'*articulation* a pour effet d'organiser une relation entre les *éléments* faisant en sorte que le caractère de ces *éléments* se trouve altéré afin de pouvoir produire du sens et transformer l'*élément* en *moment*. La Coopération devient un moment à travers son articulation avec l'élément Changement économique qui détient une forte mesure de centralité et d'intermédiarité (Figure 5.3 et Tableau 5.2).

Chez Laclau et Mouffe, un discours est forcément éphémère puisqu'il s'inscrit dans un ensemble relationnel de significations qui s'appuient sur le social, qui est lui-même appelé à changer, à se transformer. Cette conjoncture dresse la table à la possibilité de luttes pour un sens à donner à un discours. Cette organisation conflictuelle de la société a pour effet de mettre en exergue les asymétries et les différences dans la façon de concevoir la structure du social. L'impossible fixité du discours implique indéniablement que celui-ci soit confronté aux diverses différences possibles. Se met alors en branle au sein du discours un mouvement pour freiner au maximum l'afflux de différences et venir cristalliser le sens. Le *point nodal*, le *signifiant* privilégié au sein des pays émergents qui vient structurer les autres *signifiants* autour de lui pour stopper la démultiplication des différences, est la nécessité d'un Changement économique pour assurer la matérialisation du développement durable. Ce point nodal met un terme au flot de différences en regroupant autour de lui plusieurs *signifiants*, dont l'Urgence sociale, la Gouvernance nationale, l'Investissement public, l'Innovation

technologique et, dans une relation beaucoup plus étroite que ce que l'on voit dans le discours des pays développés (Figure 4.8), la Coopération.

Le regroupement de *signifiants* privilégiés autour du point nodal qu'est le Changement économique — entendre ici la nécessité d'une réforme de la gouvernance économique mondiale — s'effectue nécessairement par l'exclusion de sens qu'il aurait pu se voir attribuer. Comme nous l'avons présenté au chapitre précédent (page 191), le ministre russe des Affaires étrangères en appelle à une réforme du FMI et de la Banque mondiale afin d'y renforcer la position des PEVD. Le président chinois abonde dans le même sens, tout en précisant la relation entre la coopération, la paix et le développement.

[L]et us improve the international environment for development. Peace and development go hand in hand. Countries should work together to maintain international peace, promoting development with peace and securing peace through development. A sound external institutional environment is required to sustain development. International financial institutions therefore need to step up their governance reform, and multilateral development agencies need to increase their supply of development resources. (D – Jinping, 2015 : 3)

La Turquie, tout en formulant une position équivalente à celle de la Russie et de la Chine, met particulièrement l'accent sur la relation entre l'aide humanitaire et le développement, notamment quant à la cohérence des programmes de financement.

That is why a stronger emphasis on the humanitarian-development nexus is strongly needed. And that is why the Turkish humanitarian diplomacy combines humanitarian and development assistance programs within a collective strategy particularly towards countries in sub-Saharan Africa. The World Humanitarian Summit will be held in Istanbul on 23-24 May 2016. It will provide an immense opportunity to assess the coherence between financing for humanitarian and for development assistance. (D – Davutoglu, 2015 : 2)

Le président Maduro du Vénézuéla pousse plus loin la nécessité de cette réforme et appelle à penser à une alternative économique au modèle actuel.

If we wish to move forward with the lofty goals and objectives we have set there is no doubt that we need to think of constructing an alternative economic model, an alternative social model, an alternative model for power relations in the world for the next 15 years. (D – Maduro, 2015 : 2)

Cette *fermeture* repousse aux frontières du discours des éléments ayant potentiellement la capacité de venir défier, voire déplacer, le centre du discours. Le *champ discursif* exclut temporairement toutes autres significations possibles afin de se constituer en totalité. De ces éléments exclus, on retrouve les Limites physiques de la planète, la croissance rapide des Énergies renouvelables, la Décroissance, la Gouvernance locale, l'Éfficacité énergétique ou le secteur privé comme Acteurs de pouvoir. Par exemple, les Émirats Arabes Unis mentionnent que « *[w]e have set a national goal to increase use of clean energy in our energy mix through deployment of solar energy and safe nuclear power* » (D – Bint Khalid Alqassimi, 2015 : 2), inscrivant donc la Croissance des EnR au sein de la Gouvernance nationale. La Chine est, pour sa part, plus équivoque, mais propose « *discussion on establishing a global energy Internet to facilitate efforts to meet the global power demand with clean and green alternatives* » (D – Jinping, 2015 : 5). Ainsi, sans évoquer le type d'énergie, le président Jinping inscrit cette initiative au sein de la Gouvernance internationale et de son aide au développement (Investissement public), alors que le président Modi positionne les actions spécifiques qu'entreprendra son gouvernement (Acteur de pouvoir – gouvernement) en matière d'énergie renouvelable comme réponse à l'Urgence climatique.

[N]ew capacity of 175 GW of renewable energy over the next seven years; energy efficiency; a tax on coal; a huge afforestation programme; reforming our transportation; and, cleaning up our cities and rivers. The energy intensity of our growth will continue to decline. (D – Modi, 2015 :3)

La Croissance rapide des EnR est un nœud ayant un faible degré de centralité (52) et une faible mesure d'intermédiarité (2,159), ce qui l'exclut du réseau de sens. L'incapacité de ce nœud et des autres nœuds exclus à fixer leur sens au sein du discours engendre une équivalence entre les acteurs quant à leur refus commun de l'inclure à la structure de sens à attribuer au développement durable.

Si ces signifiants, pour le moment exclu, se retrouvaient structurés autour du signifiant privilégié qu'est le Changement économique, le discours des pays émergents prendrait un tout autre sens. Le champ discursif ramène à l'avant-scène la nature temporaire du discours et la nécessaire tension à laquelle est soumise la logique d'équivalences.

Cette nécessaire tension entre la fixation du discours et le bouillonnement du champ discursif renvoie à la surdétermination ou à la sous-détermination du sens et donc, à la lutte pour la fixation du discours. Le Changement économique est, pour les pays émergents, un *signifiant* privilégié qui vient structurer leur discours, mais il demeure un *signifiant flottant* à l'échelle internationale du discours sur le développement durable.

La Turquie met beaucoup d'espoir dans l'intégration de l'économie des pays les moins développés au sein de l'économie mondiale, par le biais des ODD et de la coopération internationale en général :

We have worked hard to ensure close alignment between the G20 agenda and global sustainable development efforts to end poverty, hunger and inequality, to promote infrastructure investment, food security, access to energy, youth employment, gender equality and inclusive economic growth, while protecting our planet. (D – Davutoğlu, 2015 : 3)

Au sein des pays émergents, le Changement économique est un *élément* qui n'acquiert sa signification qu'à partir de son *articulation* du Changement social avec l'importance de l'Investissement public et la Gouvernance nationale pour appuyer les actions liées au développement durable. Le premier ministre chinois expose bien cette articulation :

We need to ensure open development to deliver its benefits to all parties. With economic globalization growing steadily, all countries should keep their doors open in development and allow factors of production to flow more freely and smoothly across the world. It is important for all countries to uphold the multilateral trading system, build an open economy and come to share its benefits through mutual consultation and joint

collaboration. We should respect each other's choice for development, draw on each other's experience therein and make our different paths cross at the point of success, thus bringing the rich fruits of development to our peoples. (D – Jinping, 2015 : 2)

Le premier ministre indien espère que, dans la poursuite et l'atteinte des ODD, « *the Developed World will fulfil its financing commitments for development and climate change, without in any way putting both under the same head* » (D – Modi, 2015 : 4). Narendra Modi espère aussi que le mécanisme de facilitation de la technologie « *will turn technology and innovation into an effective instrument for global public good, not just private returns* » (D – Modi, 2015 : 4). Selon Narendra Modi, les ODD ne pourront être atteints que si les Nations unies et le Conseil de sécurité subissent une réforme leur apportant une plus grande crédibilité et davantage de légitimité, acquérant ainsi plus de représentativité leur permettant d'atteindre les buts visés (Changement politique).

Il faut souligner la très faible mention de la question énergétique au sein des discours des pays émergents. En effet, les questions énergétiques se retrouvent à la périphérie du discours des pays émergents. Elles détiennent un faible degré de centralité (Figure 5.3) et ne sont que tardivement articulées aux autres éléments constituant le centre du discours (Figure 4.7), ce qui ne leur confère qu'une faible mesure d'intermédiarité. De ce fait, l'énergie demeure un élément qui n'est pas articulé au reste du discours.

L'articulation du Changement économique chez les Occidentaux n'est pas un signifiant privilégié. En effet, ce signifiant acquiert un sens grâce à sa relation avec le Changement politique et la Gouvernance nationale qui, eux-mêmes, s'articulent à la Coopération et à l'Innovation technologique comme solution au développement durable. Une brève évocation des équivalences du Changement économique au sein des différentes formations discursives permet de voir que les différences continuent malgré tout d'opérer et que ce signifiant d'un regroupement à un autre comporte des projets rivaux; il acquiert donc une dimension flottante. Sans pour autant mener à une crise, l'évocation des équivalences du changement économique au sein des différentes formations discursives permet de projeter le potentiel conflictuel de ce

signifiant lorsqu'il sera intégré au discours international sur le développement durable. Un discours, même lorsqu'il arrive à fixer son centre, est inévitablement appelé à glisser un sein d'une autre articulation.

5.1.3 La nécessité d'un Investissement public pour les pays en voie de développement

Le moyen le plus adéquat de considérer l'identité des pays en voie de développement sans refaire l'histoire de l'ensemble des pays issus de ce regroupement discursif est de revenir au moment où l'assise de leur « retard » s'est émancipée et, donc, d'inscrire le glissement de leur identité de « colonisé » au sein des pratiques discursives et, conséquemment, politiques. L'essence particulière de l'identité ne se constituant pas de manière autonome, elle s'inscrit immuablement dans un champ ouvert à la logique articulatoire. L'identité de PEVD n'échappe pas à cette logique, de sorte qu'elle s'est trouvée déformée par le discours d'inauguration du président américain Truman en 1949 (Rist, 2013). L'identité de « colonisé » s'est vue refoulée et investie d'un nouveau signifiant évoquant le « retard » des sociétés traditionnelles, très peu avancées sur le plan technique, par l'hégémonie occidentale qui, elle, se positionnait comme « moderne » et qui présentait son modèle de modernisation comme inévitable et enviable. La relation que les PEVD entretiennent avec les pays développés l'oppose à d'autres identités qui ne les représentent pas. Dans la chaîne d'équivalences, certaines possibilités d'identification sont promues vu leur pertinence, alors que d'autres sont ignorées, de sorte que l'identité des PEVD se structure par l'exclusion d'autres significations possibles. Ainsi, les PEVD ont abandonné leur état de sous-développement et ont progressé vers le développement par le biais de la croissance économique, ce qui, inévitablement, a fait glisser leur identité associée à une société traditionnelle hostile au progrès à une société moderne où le « décollage » (*take-off*) devrait mener à la maturité et à la société de consommation. En évoquant les PEVD, il n'est pas question d'exposer leur particularité, mais plutôt la pluralité des différents courants qui les traversent, effectuant ainsi « une opération performative » à même de constituer leur chaîne d'équivalences (Laclau, 2008 : 119). Il est donc nécessaire de replacer les PEVD au sein du produit discursif et politique par lequel l'identité est

débatte et assignée. Les expériences associées au développement sont diverses, comme le démontre le cas des pays émergents.

La formation de l'identité des PEVD s'est évidemment amorcée au moment où Truman les a évoqués, mais cette identité s'est renforcée en 1964 au moment où elle a été officiellement représentée par la création du G77. Cette représentation, voire cette appropriation de l'identité par les PEVD, est venue articuler le mythe des sociétés que ces États représentent au sein de l'arène internationale. C'est en s'opposant distinctivement aux pays industrialisés et au mythe qu'ils représentent que s'édifie leur identité. Le particularisme des PEVD affronte alors l'universalisme véhiculé par les pays développés, mais puisque le particularisme ne constitue pas en soi un tout, il est nécessaire qu'il se confronte à un étranger pour se signifier. Il est donc normal, dans l'analyse de Laclau et Mouffe, qu'une interpénétration des discours soit effectuée. L'élaboration du discours des PEVD s'inscrit inévitablement au sein du discours universel, soit un discours particulier qui est devenu dominant. La position des PEVD se trouve être antagoniste par rapport à celle des pays industrialisés, mais c'est ce qui rend possible l'existence de leur identité. Les discours et l'identité du « nous », pays en voie de développement, contre le « eux » des pays développés devient un moment politique puisqu'il implique l'*articulation* d'antagonismes à l'exercice du pouvoir.

L'élaboration de la chaîne discursive des PEVD est rendue possible par le croisement de leur dendrogramme (Figure 4.6), que l'on trouve au chapitre IV, à leurs mesures de centralité (Figure 5.5) et à leurs mesures d'intermédiarité permettant de lier entre eux les signifiants privilégiés autour d'un point nodal. Les signifiants privilégiés sont le Changement social et la Gouvernance nationale, la Solution coopération et l'Acteur de pouvoir – gouvernement, l'Investissement public et l'Urgence sociale, ainsi que le Changement économique (Tableau 5.3). Le discours sur le développement durable des pays en voie de développement est beaucoup plus structuré que celui des pays émergents, mais n'échappe pas à l'exercice du pouvoir et s'investit dans une articulation antagoniste face aux discours des pays développés. Une dislocation est

donc à l'œuvre, puisqu'elle remet en question l'identité close des pays développés. L'identité des PEVD s'en trouve socialement déformée par cette relation extérieure (Molina et al., 2006 : 43). Leur discours est ainsi profondément amarré à l'identité et au mythe qu'ils portent et qui se veut, momentanément, universel.

Tableau 5.3 Éléments privilégiés de la chaîne d'équivalences, pays en voie de développement

<i>Éléments privilégiés</i>	<i>Degré de centralité</i>	<i>Mesure d'intermédiation</i>
Solution coopération	788	12,573
Gouvernance nationale	769	9,901
Changement social	761	14,316
Changement économique	739	9,901
Investissement public	701	8,358
Urgence sociale	699	9,901
Acteur de pouvoir - gouvernement	618	7,97

Un élément important, qui n'a pas encore été clairement articulé au discours sur le développement durable, est la nature attendue du Changement social à apporter pour atteindre, selon les PEVD, un développement durable. Le sens attribué au Changement social, qui est étroitement lié à la Gouvernance nationale, est pluriel (Figure 5.6). Le Chad, notamment, insère le Changement social dans une boucle qui lie l'impact des changements climatiques et la survie des populations à la possibilité de déployer la croissance économique. Ainsi, pour le Chad, le développement durable s'inscrit, à travers l'action du gouvernement, dans :

la protection de [leurs] patrimoines naturels, [tels] que le Lac-Tchad qui est en danger d'assèchement et se trouve être une source de survie pour plus de 30 millions d'habitants, à travers l'agriculture, la pêche et les activités connexes. (D – Mahamat, 2015 : 3)

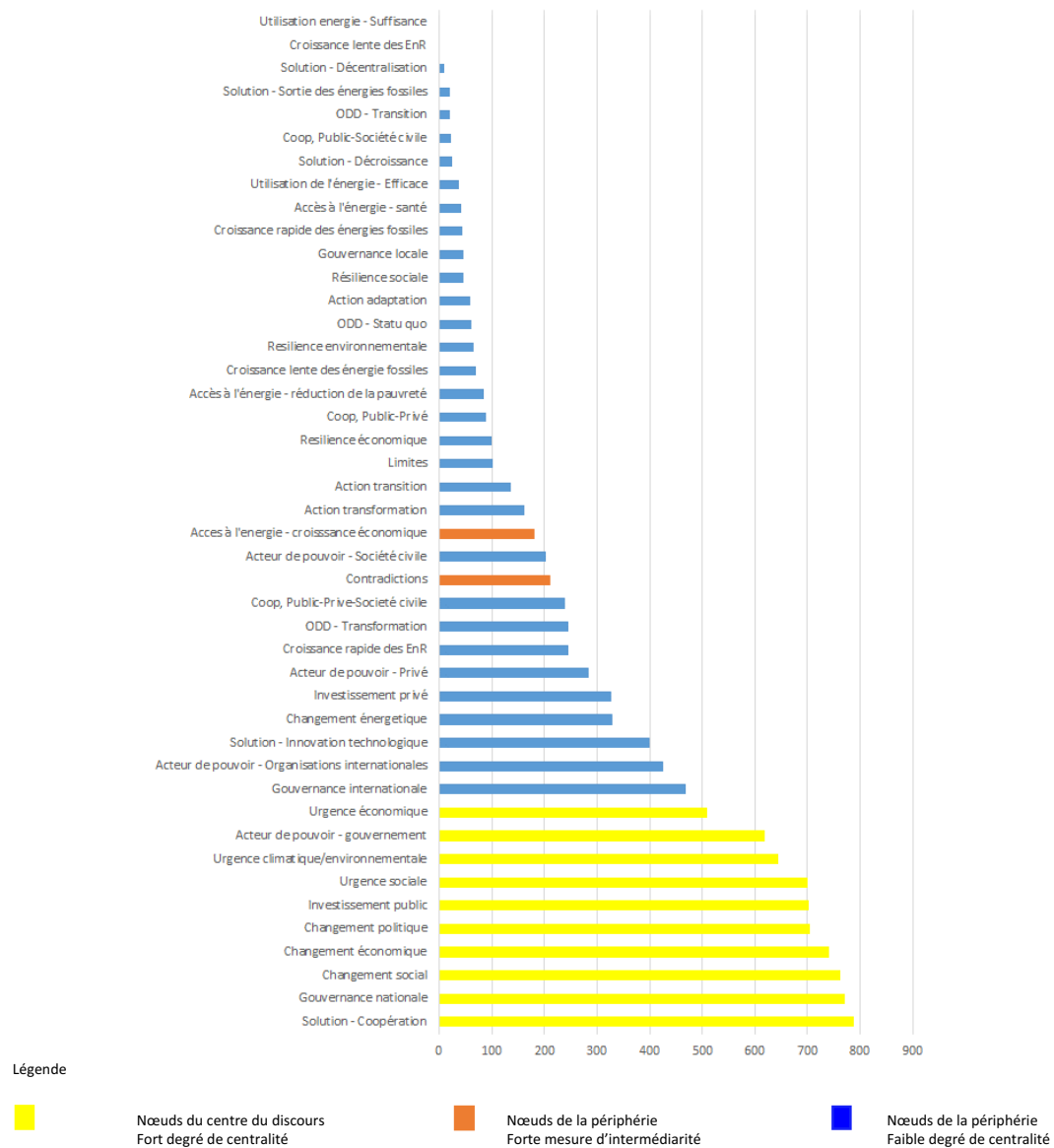


Figure 5.5 Mesures de centralité, pays en voie de développement, discours sur le développement durable

Le Burkina Faso, pour sa part, évoque la nécessité d'instaurer des Changements sociaux afin de répondre aux besoins de la jeunesse, qui est le « fer de lance [des] nations et la tranche la plus importante de nos populations » et insiste en affirmant que « nous ne ménagerons aucun effort pour la mise en œuvre de cet objectif (ODD

8¹³) en vue d'apporter une réponse à la hauteur des attentes de notre jeunesse » (D – Fofana, 2015 : 3). Le Zimbabwe en appelle à des Changements sociaux, car selon le président Mugabe, les Objectifs du millénaire pour le développement n'ont pas atteint leur cible et « *has widened inequalities and, in some cases, deepened poverty* » (D – Mugabe, 2015 : 2). La République d'El Salvador fait du Changement social sa priorité. Par le biais des politiques publiques, le président Sanchez Ceren (D – 2015 : 1) affirme que son pays « *decided to make social matters the main priority [...], implementing public policies aimed at improving social, economic and educational inclusion, citizen security, and environmental protection* ».

Bien qu'il y ait un sens équivalent accordé au Changement social, les différences continuent à opérer. Il demeure que le Changement social s'articule étroitement à la Gouvernance nationale et aux Changements économiques devant être apportés pour atteindre les ODD si l'on se réfère au dendrogramme à la page 183 (Figure 4.6). L'*articulation* du Changement économique demeure dans une logique différentielle bien qu'elle soit organisée au sein des relations d'équivalences entre *éléments*, ce qui a pour effet de produire du sens. Le Changement économique est donc un *moment* dont le sens se trouve partiellement fixé par le biais de l'*articulation*. L'articulation du Changement économique pour la réalisation des objectifs du développement durable se trouve plus formellement articulée au sein des énoncés des PEVD. Les PEVD considèrent que le Changement économique doit s'effectuer par le biais des actions de l'État (Gouvernance nationale) et de ses politiques publiques, mais y adjoint la nécessité d'effectuer une réforme des structures de financement de l'aide internationale pour mieux appuyer les actions des États (Investissement public). Le Zimbabwe affirme aussi l'importance de l'État dans la mise en place de réformes afin de ramener l'économie sur la bonne voie et ainsi, d'attirer les Investissements privés. Le président Mugabe réaffirme avec vigueur que tout Changement économique doit

¹³ L'objectif 8 des ODD vise à « promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » (Assemblée générale des Nations unies, 2015 : 15).

refléter la vision du gouvernement national et que la structure du financement international pour l'aide au développement doit être réformée en ce sens :

The reform of the Bretton Woods Institutions is long overdue. The issue of debt sustainability calls for urgent, clear-headed resolution. [...] They constitute a huge part of the baggage that we need to shed if the transformative new Agenda is to succeed. (D – Mugabe, 2015 : 6)

Le Burkina Faso affirme que seul l'État a l'obligation de mettre en œuvre des investissements qui auront un impact sur le plan social, comme l'éducation ou la santé. Le Chad, pour sa part, affirme que :

la mobilisation des ressources domestiques est importante pour l'appropriation des pays de leur propre développement. Toutefois, cela ne sera pas suffisant et la communauté internationale devra donc mobiliser les moyens financiers et non financiers adéquats. (D – Mahamat, 2015 : 4)

Le discours n'est pas fixé, mais l'*articulation* des éléments préalablement énoncés se trouve organisée, liée, transformant l'identité de ces *éléments*, leur octroyant un sens plus précis, ce qui fait du Changement économique un *moment*.

Puisqu'un discours s'inscrit dans la sphère sociale, il ne peut être que provisoire, l'ensemble de relations qui le compose, de par la multiplicité des acteurs, fait en sorte qu'il est soumis à des tensions qui amènent le discours à glisser dans une direction ou une autre. Ce potentiel transitoire prépare le terrain aux luttes à venir pour signifier le discours. Les PEVD représentent un nombre beaucoup plus important d'acteurs que les pays développés ou que les pays émergents. Le discours des PEVD est davantage structuré que celui des pays émergents ou développés, bien que les différences ne soient pas pour autant domestiquées (Figure 4.6). Le discours des PEVD n'est pas pour autant exempt de surplus de sens et donc de *champs discursifs*. Vu le caractère mouvant du centre discursif, celui-ci doit nécessairement s'établir en relation avec ce qui compose les limites de son discours, son extériorité, soit son *champ discursif*.

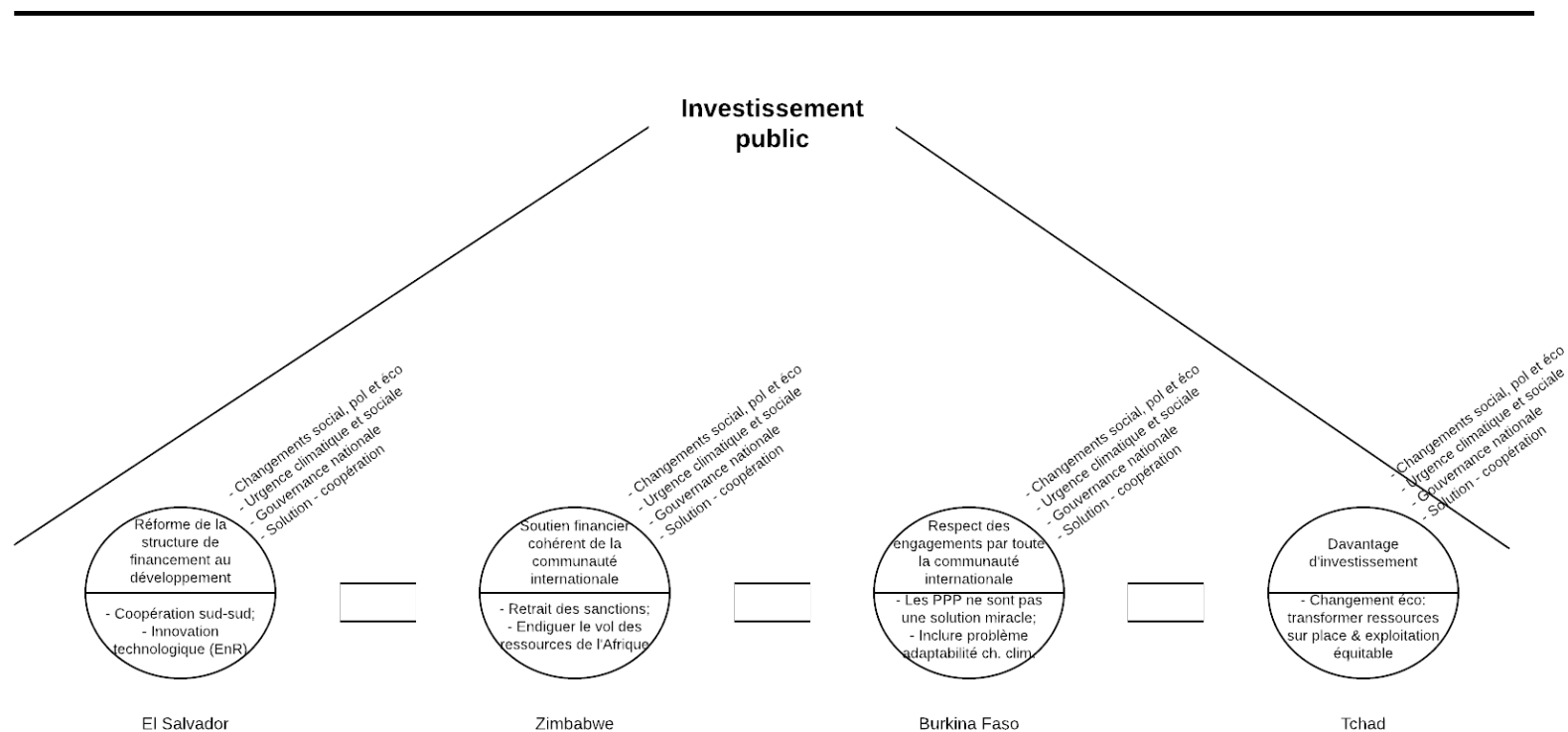


Figure 5.6 Chaîne d'équivalences, pays en voie de développement, discours sur le développement durable

Cette lutte, des pays en voie de développement afin de constituer le centre du discours a laissé à la marge la question de l'Innovation technologique, qui n'est que tardivement articulée avec les autres éléments du réseau (Figure 3.5) et ne possède pas non plus une forte mesure d'intermédiarité (398 / 6,689) (Figure 5.5). En effet, le Chad attend :

avec beaucoup d'intérêt, l'opérationnalisation du Mécanisme de facilitation et de transfert de technologie qui sera lancé durant nos assises. Il est nécessaire de l'accompagner, surtout pour les pays les moins avancés, d'un Fond de l'innovation, afin de poser les jalons d'une technologie adaptée au service du développement. (D – Mahamat, 2015 : 2)

Le Burkina Faso, pour sa part, souligne que l'Investissement privé de type partenariats public-privé (Coopération publique privée, 90 / 1,735) n'est pas la solution miracle aux problèmes liés au sous-développement, « quand on sait que les investissements sociaux qui ne génèrent pas de rente financière ne sont pas la priorité du secteur privé » (D – Fofana, 2015 : 3). Le Zimbabwe expose l'importance des organisations internationales comme Acteurs de pouvoir (424 / 6,292) dans la mise en application des objectifs du développement durable, particulièrement en ce qui concerne le fait d'endiguer « *the haemorrhaging of Africa's resources, through transfer pricing, tax evasion, and other criminal activities.* » (D – Mugabe, 2015 : 6). La République d'El Salvador met en lumière l'importance d'un meilleur Accès à l'énergie pour assurer la croissance économique (180 / 9,443) des PEVD et plus précisément, il en appelle à un déploiement rapide des Énergies renouvelables. La mise à l'écart de ces éléments permet au discours de pouvoir se structurer autour d'un *point nodal*. Par contre, malgré le faible degré de centralité de ce nœud, il détient une importante mesure d'intermédiarité, ce qui en fait un pont permettant de faire circuler le sens entre la périphérie et le centre du discours.

L'absence d'un *point nodal*, donc d'un signifiant privilégié, empêcherait la fixation temporaire du discours, laisserait ouvert le champ des possibles significations et maintiendrait la lutte pour arriver à le fixer. En cherchant à réduire les possibilités de signification et à limiter les possibles appauvrissements des signes entre eux, la lutte s'appuie sur les équivalences et fixe le centre du discours. C'est au *point nodal* que

revient le rôle de fixer le sens du discours. Les signifiants privilégiés du discours des pays en voie de développement sont le Changement social, le Changement économique, la Gouvernance nationale, l'Acteur de pouvoir – gouvernement et la Coopération et ils se structurent autour du *point nodal* qu'est l'Investissement public qui, lui, se charge de mettre un terme temporairement au flux de différences. Bien qu'il ne possède pas le plus fort degré de centralité (Figure 5.5), le signifiant Investissement public s'inscrit dans une relation très étroite avec l'Urgence sociale. Ce couple de nœuds vient se structurer à deux autres couples de nœuds, soit celui du Changement social et de la Gouvernance nationale et celui de la Solution coopération comme solution au développement durable et l'Acteur de pouvoir – gouvernement, qui veillent à mettre en œuvre le Changement économique et le Changement social articulés par les pays en voie de développement (Figure 4.6).

Lorsque l'Investissement public cristallise les signifiants privilégiés des PEVD, le discours se trouve en équilibre, en ce sens qu'il est arrivé à exclure certains éléments de significations. Les nœuds ayant une faible mesure de centralité et d'intermédiarité, comme ceux de la décroissance comme Solution (25 / 0,043) à l'atteinte des ODD et celui des ODD comme représentant le *statu quo* (62 / 1,512), se retrouvent à la périphérie du discours et, bien qu'ils soient intimement associés (Figure 4.6 et Figure 5.5), ils ne sont que trop tardivement énoncés pour pouvoir structurer le sens du discours. De plus, ces éléments ne sont énoncés que par deux acteurs, soit la Bolivie et l'Équateur. Le président Morales de la Bolivie souligne la Contradiction du système actuel et le danger que les ODD ne représentent qu'un *statu quo* si ce système n'est pas remis en question.

Lastly, I would like to say that, if we wish to end poverty by 2030 and achieve development for our people, we have to look at how we can put an end to the values of the capitalist system — selfishness, individualism and consumerism. All of us want to eradicate poverty. In order to do so, as elected officials in our countries, we have the obligation to put an end to the capitalist system. Thus we will be able to end poverty. (D – Morales, 2015 : 17)

Nous reviendrons sur la décroissance à la section 5.4 du présent chapitre.

Puisque ces signifiants exclus n'arrivent pas à s'articuler au sein de la chaîne d'équivalences, ils se trouvent exclus de la totalité afin que le système de sens puisse se structurer autour de l'Investissement public. Grâce à cet arrêt momentané du flux de différences, la lutte ayant été momentanément gagnée par les équivalences, le système des PEVD peut se signifier lui-même comme un tout. Clairement, la logique de différences et celle d'équivalences sont indissociables dans leur fonctionnement, mais elles sont basées sur le compromis. Le discours des PEVD est instable, il peut glisser à tout moment. Rappelons que si l'Investissement public est le point nodal du discours sur le développement durable des PEVD, il est aussi le signifiant flottant à l'échelle internationale et est toujours en lutte entre les discours des pays émergents et occidentaux pour maintenir en place les signes importants. L'Investissement public est, pour les pays développés, intimement associé à l'Urgence sociale, qui correspond à une forme d'aide humanitaire, ou d'aide au développement, mais il ne s'inscrit à aucun moment dans une volonté de Changement économique ou de Changement politique, entendre ici une volonté de réforme. Les Changements économiques et Changements politiques évoqués par les pays développés sont plus intimement associés au rôle de pouvoir des Acteurs de la société civile, entendre ici le rôle joué par les organisations à but non lucratif dans l'aide au développement et, dans une certaine mesure, le rôle de pouvoir joué par les Acteurs du secteur privé. Les pays émergents, pour leur part, associent l'Investissement public à la Gouvernance nationale, donc pour eux, il revient aux États d'investir dans leur pays pour répondre à l'Urgence sociale par des Changements sociaux. Ces Changements peuvent néanmoins s'amorcer à partir de Changements économiques, entendre ici des réformes de la structure financière internationale, par le biais de la Coopération.

Il est possible d'observer ici un certain rapprochement entre la conception du Changement économique véhiculé par les pays émergents et celle des pays en voie de développement, sans pour autant mettre un frein aux flots de différences. L'Investissement public demeure, à l'échelle internationale, un signifiant flottant où les

luttres pour dominer le champ discursif sont toujours actives. Les signifiants des PEVD s'inscrivent en relation avec ceux des pays émergents et des pays développés en exposant des degrés variables de structuration qui s'incorporent à la logique de différences et d'équivalences. En identifiant les points nodaux de chacune des formations discursives, il est possible, une fois qu'ils sont transposés à l'ensemble du discours, de les percevoir comme des signifiants flottants puisqu'ils prennent toujours part à des luttres afin de fixer le sens du discours sur le développement durable.

5.1.4 La frontière politique du développement durable

La Conférence de Stockholm en 1972 (Premier Sommet de la Terre), souvent identifiée comme étant le premier jalon de la gouvernance environnementale mondiale, s'est déroulée dans un contexte de tensions internationales liées, notamment, à la Guerre froide. Elle avait pour objectif d'attirer l'attention des gouvernements et des populations sur les enjeux environnementaux. Les PEVD étaient méfiants face à ce Sommet, car ils craignaient « que leur présence [...] serve à cautionner les décisions des pays industrialisés sur les moyens de juguler la croissance des pays en voie de développement potentiellement menaçante pour l'environnement » (Bartenstein, 2010 : 185). La logique articulatoire par laquelle l'identité des pays en voie de développement s'est constituée, soit celle du sous-développement, est inséparable des tensions qui ont émergé au moment des premières Conférences sur l'environnement. Sans être homogène, la position des PEVD, portée par leurs propres intérêts nationaux, est souvent vue comme une posture de résistance face aux politiques perçues comme servant surtout l'intérêt des pays développés (Hugon, 2005 : 117). La position de « retard » accolée aux PEVD a entraîné la marche de ces derniers vers une position de résistance commune qui imposa à la Conférence de Stockholm les thèmes qui, pour eux, étaient essentiels : « l'établissement humain » (habitat) et le rapport entre « environnement et développement ». La réception du Rapport Meadows, qui fut publié la même année et mal reçu par les pays développés, évoque les conséquences désastreuses à venir si la croissance ne ralentit pas. Les pays développés soutiennent que le rapport ne tiendrait pas compte des solutions technologiques. Les PEVD pour leur part s'indignent que ce rapport appelle à

l'abandon du développement économique. Il est donc possible d'affirmer à ce stade que les pays développés et en développement ont un sentiment équivalent à l'endroit de ce rapport, mais différent quant à leur façon d'y répondre. La formation et la représentation des groupes discursifs sont, à ce stade, clairement établies et l'opposition des deux mythes qui opposent PEVD et pays développés donne forme à la gouvernance environnementale mondiale. La position antagoniste des PEVD qui a émergé dans le cadre de la Conférence de Founex en 1971 est toujours, 47 ans plus tard, teintée par la peur de ces pays que l'environnement ne soit qu'un prétexte pour remettre en question les objectifs économiques du développement, l'aide au développement et l'augmentation des barrières tarifaires (Le Prestre, 2017 : 105). Depuis les années 70, les enjeux associés à la gouvernance environnementale mondiale ont évolué, mais les tensions entre l'occident et les pays en voie de développement persistent.

L'adoption en 1992, à Rio, de la Convention-cadre des Nations unies sur les Changements climatiques, notamment par le principe 7, insère une revendication que les PEVD soutiennent depuis les années 70, soit le principe de responsabilités communes mais différenciées (PRCD) « en faveur de l'instauration d'un nouvel ordre économique internationale » (Bartenstein, 2010; Maljean-Dubois et Moraga Sariago, 2014). Cette tension entre pays développés et pays « sous-développés » et émergents fait naître au sein du politique des antagonismes quant à l'exercice du pouvoir et influe sur le discours de la gouvernance environnementale mondiale. Depuis 1972, plusieurs changements fondamentaux sont survenus (Le Prestre, 2017: 106). L'ensemble des pays convient de la nécessité d'inclure l'environnement à l'agenda international, particulièrement à cause des impacts de la dégradation de l'environnement sur le développement économique et la sécurité humaine. La communauté internationale reconnaît la dimension globale et partagée des problèmes environnementaux (communs) et la nécessité d'adopter des mesures communes pour y faire face. Néanmoins, cette équivalence est fragile puisqu'elle n'est jamais fixe, elle est toujours soumise aux tensions entre les efforts de protection de l'environnement

et les efforts de développement économique des pays en voie de développement, l'équivalence est donc toujours soumise à une volonté de dominer le discours.

Les auteurs Macharia Kamau, Pamela Chasek et David O'Connor, dans leur ouvrage *Transforming Multilateral Diplomacy* (2018 : 262), affirment que la nature démocratique du processus de négociations des ODD par groupes de travail ouverts a permis à tous les pays développés, émergents ou en développement de s'exprimer, mettant ainsi un terme à l'éternelle fracture Nord-Sud en matière de gouvernance environnementale. Ce que démontre l'analyse discursive du développement durable, c'est que malgré un processus de négociation inclusif et transparent, des différences persistent quant au sens à donner au développement durable. Les pays émergents appuient les PEVD dans leur trajectoire de développement à travers une coopération entre pays du Sud, mais le caractère économique du changement attendu par les pays émergents les détourne de cette solidarité Sud-Sud au profit des enjeux d'ordre technologique, d'innovation et de croissance économique. Malgré la forme du processus de négociation, l'analyse de réseau présentée au chapitre IV a démontré la persistance des différences Nord-Sud, en plus de faire émerger une position intermédiaire, celle des pays émergents.

La lutte politique en cours pour structurer la société, par l'entremise du développement durable, expose les tensions entre les discours des pays développés et ceux des pays émergents et en développement. Le discours du développement durable des pays émergents et celui des PEVD constituent-ils un obstacle à la fixation du discours, donc à la sédimentation du social? Les antagonismes¹⁴ associés au signifiant qu'est le développement durable pourraient entraîner l'incapacité d'une pleine fixation du discours et mettre à mal cet effort de construire la société par le biais du développement durable.

¹⁴ Chez Laclau et Mouffe un antagonisme entraîne une multitude de sens et nuit à une pleine fixation. Pour une définition plus détaillée, veuillez vous référer au chapitre III, section 3.1.3 du présent ouvrage.

Les chaînes d'équivalences des discours des divers regroupements discursifs préalablement évoquées ont permis de déterminer la nature de leurs signifiants flottants. Alors que chez les PEVD, les signifiants privilégiés tels que le Changement économique et le Changement social se structurent autour de l'Investissement public (Figure 5.6); les pays émergents, eux, structurent autour du Changement économique par des signifiants tels que l'Investissement public, la Gouvernance nationale et l'Innovation technologique (Figure 5.4); alors que les pays développés mettent de l'avant leur discours en fonction de l'Urgence sociale avec les signifiants de l'Innovation technologique et de l'Investissement public (Figure 5.2). L'équivalence et la différence « se reflètent mutuellement », mais la logique d'équivalence ne peut qu'amenuiser les différences, elle ne peut pas les domestiquer (Laclau, 2008 : 97-98), de sorte que, malgré les équivalences au sein des différents regroupements discursifs, les tensions subsistent. Néanmoins, lorsque l'on analyse la chaîne discursive entre celles-ci, on voit que plus elle gagne en expansion, plus la nécessité d'une représentation générale équivalente de l'ensemble de la chaîne se fait sentir (Laclau, 2000a : 302). En repositionnant ces trois regroupements discursifs au sein d'une même chaîne d'équivalences, il est possible de déterminer la nature du développement durable (signifiant). Bien que l'identité de ces trois regroupements discursifs soit particulière, elles sont inexistantes sans leurs différences par rapport à la position universelle. Comme cela a été énoncé précédemment, la gouvernance environnementale mondiale étant sujette aux luttes entre pays développés et pays émergents et en développement, ce surplus de signification au sien, des pratiques articulatoires entraînent invariablement des différences, des asymétries.

La présente étude visait à déterminer le rôle de l'énergie dans la signification du développement durable. L'analyse discursive démontre le caractère multiple du sens attribué à l'énergie, et ce, pour les trois regroupements discursifs. En effet, les énoncés évasifs des dirigeants des pays développés quant à la question énergétique font naître une multitude de sens à la fois liés à l'Innovation technologique, au Changement des politiques publiques ou au déploiement des Énergies renouvelables. Les pays émergents évoquent l'énergie de façon moins évasive que les pays

développés en ce sens où le Changement de nature énergétique semble faire partie de la solution, entre autres par le biais d'une croissance rapide des Énergies renouvelables, sans pour autant s'articuler dans des relations de différences ou d'équivalences. Son sens reste alors ambigu, en suspens. Au sein du discours des PEVD, l'articulation de l'énergie se trouve tout aussi polysémique. Bien que le Changement énergétique semble privilégié par certains acteurs et que l'Accès à l'énergie soit considéré comme une façon de favoriser la croissance économique, ces points ne sont que très rarement articulés aux autres éléments des discours des représentants des États des PEVD. Nous y reviendrons plus en détail, à la section 5.3 du présent chapitre, afin d'exposer l'impact de la fragmentation de la question énergétique au sein du discours sur le développement durable.

La Gouvernance nationale semble constituer le lieu décisionnel privilégié par les formations discursives en ce qui a trait au développement durable, bien que les différences subsistent. Les PEVD envisagent la Gouvernance nationale en lien avec l'Investissement public et la Coopération, alors que les pays émergents la considèrent en lien avec l'Investissement public, mais aussi en rapport à l'Urgence et au Changement sociaux. Pour leur part, les pays développés traitent la Gouvernance nationale en fonction de l'importance des Acteurs gouvernementaux et du lien entre l'Urgence sociale et l'Investissement public. L'Urgence climatique s'inscrit explicitement dans le discours des regroupements discursifs, bien que leurs positions quant à la nature de l'urgence diffèrent. Les pays émergents envisagent l'innovation technologique (Solution innovation technologique) comme moyen pouvant contenir l'Urgence climatique et le gouvernement comme étant l'Acteur ayant le plus de pouvoir d'agir en ce sens. Les pays développés associent à l'Urgence climatique l'Urgence économique et la nécessité de trouver des Solutions technologiques pour résorber cette urgence. Quant aux PEVD, la réponse à l'Urgence climatique est intimement associée à l'Urgence sociale et économique, les Changements devant être apportés sont d'ordres politiques, économiques et sociaux, et doivent être pilotés par les Acteurs gouvernementaux. L'*articulation* partielle de ces *éléments* altère l'identité des

regroupements discursifs et a pour effet de muter ces *éléments* en *moments*, ainsi, bien que différentiels, ces positions prennent activement part au discours.

Le discours ne pouvant être parfaitement fixe, il est attendu que les différences persistent au sein des équivalences. En revanche, le discours cherche à mettre un terme au flux de différences et à fixer son sens, ce qui s'effectue autour d'un point nodal et, dans le cas du discours sur le développement durable, la Coopération comme solution est le point privilégié par l'ensemble des acteurs. Le signifiant privilégié qu'est la Coopération comme solution (Figure 5.8) est pour les trois formations discursives intimement associées à l'Investissement public et au rôle des gouvernements comme Acteur de pouvoir de cette coopération. Puisque le discours du développement durable s'élabore autour du signifiant privilégié qu'est la Coopération, cette opération a forcément pour effet d'exclure d'autres signifiants qui auraient pu donner un tout autre sens au discours. Le *point nodal* évoque aussi le *signifiant flottant*, là où la Coopération cristallise le discours tandis que le signifiant flottant, lui, reste ouvert aux luttes de signification. En mettant un terme au flux de différences par le biais de la Coopération comme solution, des intérêts politiques divers peuvent s'articuler sous un même objectif politique :

dans lequel leurs enjeux peuvent cependant être différents, néanmoins suffisamment importants pour cimenter l'action commune : voilà le sens que revêt l'« hégémonie », traduite en termes de pouvoir. (Iveković, 2009 : 127)

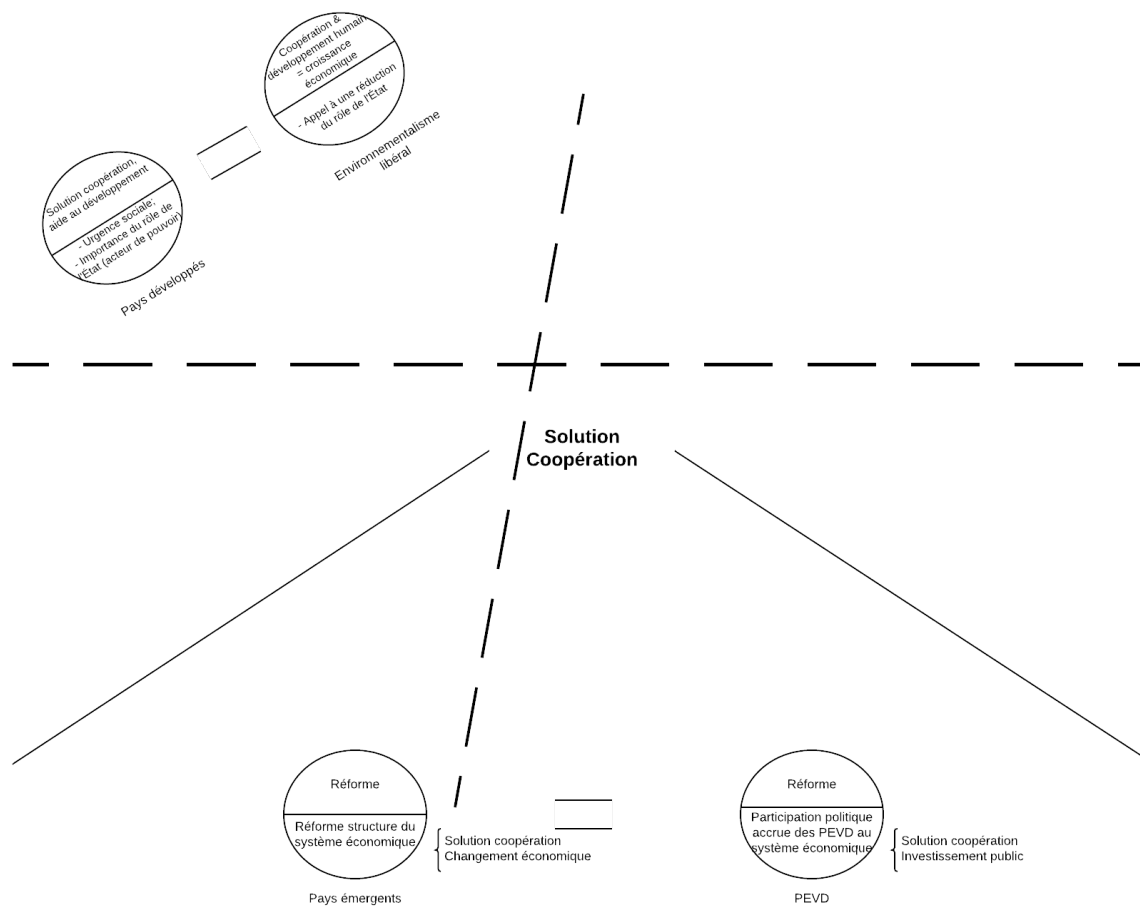


Figure 5.7 Chaîne alternative, discours sur le développement durable

Le moment, lorsque le discours des pays développés s'inscrit dans une chaîne d'équivalences avec l'environnementalisme libéral en privilégiant la Coopération comme signifiant, ce que Bernstein (2001 : 210-211) considère être un compromis, c'est dans le cadre de cette étude, conceptualisée comme une hégémonie. « Cette opération par laquelle une particularité prend une signification universelle incommensurable avec elle-même » (Laclau, 2008 : 89). Le discours hégémonique du développement durable est représenté par celui des pays développés, la forme politique que constituent les pays développés influe sur l'identité des autres identités politiques. Le sens attribué au développement durable par les pays développés s'inscrit en équivalence avec celui que Bernstein qualifie d'environnementalisme libéral et n'admet qu'une fixation contingente de sens, en excluant tous les autres sens possibles (Müller, 2010 : 13). Cette opération de signification universelle tend à vouloir reléguer à sa frontière tout autre ordre de signification, dont notamment celui véhiculé par les pays émergents et en voie de développement. Ainsi, si l'on se réfère à la Figure 5.7, le discours des pays développés sur le développement durable est en équivalence (demi-cercle du haut) avec celui de l'environnementalisme libéral et la frontière divise leur sens du développement durable de celui donné par les pays émergents et en développement. Le mouvement hégémonique occupé par l'équivalence entre le discours occidental du développement durable et l'environnementalisme libéral occupe la fonction de représentation universelle de pouvoir et, ainsi, structure temporairement la société.

L'hégémonie véhiculée par la logique d'équivalences émanant des pays développés et de leur discours sur le développement durable ne peut être complète sans la logique de différences. Un discours n'étant jamais fixe et toujours sujet aux transformations, l'idée d'évoquer une frontière statique entre le discours hégémonique et ses antagonismes serait une erreur. Le caractère transitif d'un discours implique qu'une frontière peut être estompée (*floue/blurred*) par une stratégie de transformation en tentant de briser la chaîne d'équivalences des discours qui contestent l'hégémonie. Ce qui constitue la chaîne d'équivalences entre les PEVD et les pays émergents

autour du point nodal qu'est la Coopération comme solution, c'est l'importance de l'Investissement public essentiellement ancré dans une Coopération Sud-Sud.

La contestation des pays émergents et des PEVD qui, de prime abord, semble constituer une équivalence peut malgré tout se voir perturber par une opération du discours hégémonique visant à absorber et transformer quelques demandes contestataires (Laclau, 2000a : 303). Cette manœuvre hégémonique qui vise à briser les relations d'équivalences entre les PEVD et les pays émergents a pour effet de déstabiliser la frontière qui jusqu'à maintenant, les opposait au discours hégémonique. Le discours des pays développés sur le développement durable tente ainsi d'interrompre la chaîne d'équivalences entre les pays émergents et en développement par une chaîne d'équivalences alternatives qui s'articulerait à des éléments différents (Laclau, 2005 : 131). Ce qui vient mettre un terme à la relation entre la demande particulière des pays émergents et sa relation d'équivalence avec celle des PEVD, c'est l'opération de subversion rendue possible par l'importance accordée par les pays développés et les pays émergents à la priorité de l'Innovation technologique comme solution pour le développement durable. Cette subversion s'articule par l'entremise de l'importance qu'accordent les pays émergents au Changement économique. La représentation de cette subversion est évoquée, à la Figure 5.7, par la volonté de réforme des pays émergents et en développement (dans le demi-cercle du haut) qui s'inscrit au sein de la Coopération. Mais leur équivalence se voit perturbée par l'importance qu'accordent les pays émergents au Changement économique. Effectivement, l'équivalence est subvertie par l'importance que ces derniers et les pays développés accordent à l'Innovation technologique, ce qui brise la relation d'équivalence avec les PEVD qui, eux, privilégient l'Investissement public.

Cette opération subversive réintègre les pays émergents dans le système de signification dominant, laissant les PEVD à la frontière du discours. L'opération transformiste du discours hégémonique a alors pour effet de particulariser les demandes des PEVD en neutralisant la chaîne d'équivalences qui était en application entre ceux-ci et les pays émergents. Cette opération de transformation prend appui

sur une volonté de briser la chaîne d'équivalences des demandes contestataires (Laclau, 2000a : 304). L'équivalence entre les pays émergents et ceux en voie de développement se cristallisait autour du point nodal de la Coopération, une coopération organisée essentiellement orientée entre pays du Sud et centrée sur une volonté de réforme du système de gouvernance internationale, une réforme économique chez les pays émergents et une politique chez les PEVD.

Les demandes dissidentes ne sont pas purement particulières, puisqu'elles entrent en interaction avec différents jeux d'équivalences, notamment ceux véhiculés par le discours dominant (Laclau, 2000a : 304). L'opération hégémonique vient brouiller la frontière qui se trouvait entre les demandes contestataires et les discours hégémoniques en adaptant ce dernier à certaines demandes particulières, le cas échéant en liant l'Innovation technologique et la Coopération à la volonté de Changement économique des pays émergents, ce qui a pour effet de reconstruire les frontières de la périphérie, intégrant ainsi le discours des pays émergents au discours dominant et laissant à la périphérie le discours des PEVD, qui est particulièrement associé à la Coopération comme solution au développement durable, elle-même intimement liée à une collaboration étroite entre pays du Sud et à la volonté de Changement sur le plan politique. Ces deux éléments sont intimement associés à la méfiance de ces derniers à l'égard des pays développés. Une fois le discours des pays émergents intégré au discours hégémonique, le signifiant flottant qu'est la Coopération demeure axé sur le développement dont la condition préalable est la croissance économique.

5.2 Le développement durable comme signifiant fixe

Le développement durable s'inscrit comme un signifiant vide qui joint bon nombre de pratiques variées et hétérogènes, parfois contradictoires, au sein d'un discours unifié qui empêche des changements sociaux fondamentaux. La section qui suit expose de quelle façon l'Investissement public, la Coopération et l'Innovation technologique

s'insèrent dans la stratégie discursive et font du développement durable un signifiant vide.

Les limites d'un système de signification ne peuvent se signifier elles-mêmes, il est impératif qu'elles se manifestent sous la forme d'une interruption ou d'un raté du processus de signification (Laclau, 2000b : 95). Précédemment, il a été démontré que la frontière du système de signification n'est pas neutre, puisqu'elle comporte des exclusions. L'évocation d'un système de différences n'implique pas l'existence de deux systèmes distincts, pas plus qu'il n'évoque les limites de ce système. Une totalité signifiante s'inscrit dans un système d'équivalences et de différences, mais les limites qui les séparent ne sont pas les limites du système. De sorte que les positions différentielles entre les pays émergents et les PEVD ne constituent pas la limite du système de signification. Toutefois, l'exclusion du discours des PEVD par l'opération hégémonique des pays développés à l'endroit du discours des pays émergents expose une véritable limite. La mise en application de ce qui se trouve au-delà des limites de l'exclusion, entendre ici le discours des PEVD, empêcherait la réalisation de ce qui se trouve en deçà des limites, soit le discours sur le développement durable tel qu'imposé par les pays développés. La logique des limites authentiques, ou exclusives, « entraîne inévitablement une série d'effets qui s'exercent en deçà comme au-delà des limites et conduisent directement à l'émergence de signifiants vides » (Laclau, 2000b : 95).

Le discours des pays en voie de développement se retrouvant à la frontière met un terme aux logiques différentielles et a pour effet de fixer le système de signification du développement durable. La constance dans le temps et la vigueur de la chaîne d'équivalences des PEVD est ce que le système cherche à diaboliser. Puisque la logique d'équivalences et de différences doit nécessairement opérer de concert, le système privilégie l'équivalence de façon à faire oublier son caractère différentiel. C'est de cette façon qu'il peut se signifier comme une totalité. Un signifiant vide est par nature inaccessible, il se trouve vidé de tout contenu précis en raison du glissement du signifié sous le signifiant (Torfing, 1999 : 301). Le développement

durable est un signifiant vide, puisqu'il est si fortement surdéterminé qu'il veut tout dire et ne rien dire à la fois.

Le signifiant vide est un compromis instable entre équivalence et différence. Cela n'est possible que « parce que tout système de signification est structuré autour d'un lieu vide résultant de l'impossibilité de produire un objet qui, néanmoins, est requis par le caractère systématique du système » (Laclau, 2000b : 98). Le signifiant est ainsi vidé pour assurer une fonction de représentation, qui sera par nature toujours inadéquate en plus d'être sujet à des transformations. Le caractère fixe du développement durable n'est que temporaire, puisque cette construction hégémonique n'est possible que du moment où la frontière est stable et prise pour acquise (Laclau, 2005 : 133).

L'absence d'une totalité, d'une signification unanime du développement durable, implique forcément un manque, donc certains éléments discursifs doivent être vidés de leur sens afin de fournir une unité au discours (Methmann, 2010 : 352), l'idée étant de dominer le champ discursif, de mettre un terme aux différences et de construire un centre. La société n'est jamais transparente avec elle-même. Elle est dans l'impossibilité d'accéder à la plénitude parce qu'incapable de se constituer elle-même en un champ objectif. Le social existe alors comme un effort partiel pour construire la société (Laclau et Mouffe, 2001 : 125-129). L'intégration différentielle de demandes, notamment celles des pays émergents, dont certaines, comme celles des PEVD, sont laissées en retrait de la chaîne d'équivalences dominante, transforme les demandes des PEVD en différences objectives au sein du système et les renvoie à la périphérie du social, attribuant pour une période indéfinie au développement durable une fonction universelle. Le caractère changeant du social s'incarne dans le caractère inégal du social : « les positions dans la société, les luttes ne sont pas toutes également capables de faire de leur propre contenu un *point nodal* qui devienne un *signifiant vide* » (Laclau, 2000b : 102). Le sens particulier qu'acquiert un signifiant, lié à l'absence d'une plénitude sociale, est la parfaite représentation d'une relation hégémonique. S'inscrivant dans un contexte politique de crise environnementale, marquée par l'absence d'une plénitude communautaire, l'hégémonie du

développement durable telle qu'énoncée par les pays développés est devenue le signifiant d'un manque : « Ce qui rend possible la politique, c'est que l'impossibilité constitutive de la société ne peut se représenter qu'à travers la production de signifiants vides » (Laclau, 2000b : 105).

Si le « développement durable » est le signifiant vide de la crise environnementale, c'est aussi le terrain sur lequel toutes les luttes liées aux enjeux environnementaux viendront s'inscrire. La représentation universelle qu'a acquise le développement durable par l'absorption d'éléments du discours des pays émergents a entraîné sa fixation autour de trois points nodaux : l'Investissement public, la Coopération et l'Innovation technologique. Ces trois points nodaux permettent au développement durable de s'inscrire comme un signifiant vide. Ainsi, ils permettent l'insertion du développement durable au sein de l'ordre hégémonique mondial sans changer la structure de l'économie mondiale.

5.2.1 L'Investissement public comme aide au développement

L'ex-président français François Hollande évoquait sans détour la nécessité que l'assemblée discute franchement de l'enjeu de l'investissement qu'appelle la réalisation des objectifs du développement durable. Le président des États-Unis, qui avait précédé le président Hollande dans l'énonciation de son discours, précisait que cette aide au développement « *is not charity, but is instead one of the smartest investments we can make in our own future* » (D – Obama, 2005 : 2). L'investissement des pays les plus développés et des pays émergents se concentre sur les pays les moins développés. Le caractère vertueux qui émane des discours est cousu de fil blanc, chacun exprimant tour à tour les montants accordés en matière d'aide au développement (Suède, un donneur clé du Fond vert pour le climat; États-Unis, le plus grand donneur en aide au développement; France, 4 G€ de plus d'ici 2020; Chine, 12 G\$; Turquie, 3,5 G\$; Russie, 875 M\$ et 20 G\$ en effacement de dettes). Pour la France, la Belgique et la Suède, il est impératif d'appuyer les PEVD afin qu'ils ne commettent pas les mêmes erreurs que les pays développés et qu'ils exploitent durablement leurs ressources naturelles. La Turquie, l'Inde et le Liban, entre autres,

évoquent l'importance de l'Investissement public comme bougie d'allumage de l'Investissement privé, permettant ainsi un meilleur ancrage du développement économique privé et rendant leur société plus résiliente.

Les discours des pays développés ont une caractéristique bien particulière qui vaut d'être mise en lumière. L'Investissement public comme moyen d'atteindre les Objectifs du développement durable acquiert un caractère apparemment étranger. L'essentiel de leur discours lié à l'Investissement public est destiné aux pays en voie de développement et dans une très rare proportion à leur propre population. Il en va de même pour certains pays émergents comme la Chine et la Russie, alors que le Brésil, la Turquie, l'Inde et le Liban accordent une part importante de leur discours à l'apport de leur Investissement public dans l'essor de leur économie et de leur population. Ainsi, bien que les trois regroupements discursifs aient des positions équivalentes quant au sens octroyé à l'Investissement, des différences perdurent et sont plus marquées du côté des PEVD. Cet espace de « tension permanente entre des dimensions mutuellement liées [fait en sorte qu'] une chaîne d'équivalences peut affaiblir le particularisme de ses maillons, mais elle ne peut s'en débarrasser totalement » (Laclau, 2008 : 144). La demande « particulière » des PEVD qui lie l'Investissement public au Changements politique et au Changement social se trouve insatisfaite, mais a le potentiel de créer une solidarité avec d'autres demandes insatisfaites, ce qui révèle que, sans cette « particularité insatisfaite », il n'y aurait pas de chaîne d'équivalences (Laclau, 2008 : 144).

Une tension émerge au sein de ce point nodal. Là où le président américain soulève l'importance de ne pas tomber dans une opposition Nord-Sud, la Russie insiste à deux reprises sur le caractère inconditionnel de son aide au développement qui s'adresse essentiellement aux pays du Sud : « *In these efforts we are neither trying to lecture our partners on how they should build their lives, nor imposing political models and values* » (D – Lavrov, 2015 : 3), ce qui constitue une critique à peine voilée à l'égard de la domination occidentale sur la gouvernance économique mondiale. Gouvernance économique mondiale que la Russie aimerait réformer et que « l'Occident ne peut plus

gouverner uniquement par sa seule puissance ou par l'exemple » (Held, Young et Maertens, 2012 : 184). La Chine appuie aussi son discours sur la question de l'aide entre pays du Sud, notamment par le biais de la Banque d'investissement du BRIC et de la Banque d'investissement asiatique des infrastructures, en plus de la nécessité d'effectuer une refonte de la gouvernance économique mondiale.

5.2.2 La coopération entre États

L'État nation et la Coopération internationale demeurent, à la lecture des discours énoncés lors du Sommet sur les objectifs du développement durable en septembre 2015, le principal mécanisme de gouvernance mondiale viable. Qu'il soit question des Objectifs du millénaire pour le développement ou de la Conférence sur le financement du développement d'Addis Abeba, de la Conférence sur les objectifs du développement durable, ou encore la Conférence des partis à Paris (COP21), les acteurs s'entendent sur la nécessité de collaborer au sein de ces instances et reconnaissent le *leadership* de l'ONU et de son secrétaire général afin de mener à bien les questions liées au développement durable. Le Brésil rappelle que c'est grâce à la coopération et à l'aide internationales qu'il a pu faire autant de progrès sur le plan social et économique.

« *The post-2015 development agenda adopted by this Summit draws up a new blueprint for global development and provides international development cooperation with fresh opportunities.* » (D – Jinping, 2015 : 2) Plusieurs États, comme la Belgique, la Chine et la Suède, interpellent l'ensemble des États à faire leur part afin d'atteindre les ODD. Pour plusieurs, dont le Burkina Faso, les objectifs du millénaire pour le développement ont permis « [d']obtenir des succès même si le bilan [les] interpelle aujourd'hui sur un certain nombre de défis qui restent à relever » (D – Fofana, 2015 : 2). Il est essentiel que les gouvernements nationaux exercent un *leadership* fort, afin de renforcer la coopération mondiale et assurer la réussite des ODD. La nécessité d'un effort collectif et mondial prend malgré tout diverses formes. En effet, plusieurs pays comme le Brésil, le Liban, la Chine, la Russie et l'Inde investissent leur énergie dans des partenariats qui s'effectuent entre pays du Sud. La Chine et la Russie

évoquent l'importance de déployer et d'accroître les partenariats au sein de groupes régionaux : « *Regional organizations should accelerate their integration process and build their overall competitiveness by mutual complementing intra-regional advantages.* » (D – Jinping, 2015 : 4) Plusieurs États, dont la Russie, les États-Unis et la Suède, soulignent la nécessité d'élargir cette coopération et de ne pas s'en tenir exclusivement au rôle des États, mais d'enrichir dans celle-ci l'apport que peuvent apporter les entreprises privées, les sphères de la recherche universitaire, les organisations sans but lucratif et la société civile : « *We have a new roadmap – it is universal. No country can shirk its responsibility. But governments efforts alone will not be enough. Efforts are needed at all levels, across all sectors, and by all stakeholders.* » (D – Löfven, 2015 : 1) Le président des États-Unis fait notamment le pont entre la Coopération, l'aide au développement et le rôle qu'y joue l'Innovation technologique :

At the same time, the next chapter of development must focus not simply on the dollars we spend, but on the results we achieve. That demands new technologies and approaches, accountability, data and behavioural science — an understanding that there are lessons that we have learned and best practices for how people actually live, so that we can dramatically improve outcomes. It means breaking cycles of dependence by helping people become more self-sufficient: not just giving people fish, but teaching them how to fish. That is the purpose of development. (D – Obama, 2005 : 3)

5.2.3 L'Innovation technologique, une solution pour le déploiement d'une croissance verte

La Coopération n'est qu'un pas vers l'atteinte des ODD. Lorsqu'adjoit à l'Innovation technologique, le développement durable permet l'atteinte d'une croissance que les acteurs qualifient de durable, verte ou soutenable. Le premier ministre suédois aborde très bien cette question : « *my goal is for Sweden to be among the first fossil-free welfare nations, and I want Swedish companies to develop the climate-smart innovations that the world is asking for* » (D – Löfven, 2015 : 2). Le président des États-Unis affirme que le développement économique nécessite de nouvelles technologies et la France et la Belgique abondent dans le même sens en précisant

l'importance d'adapter les technologies afin d'accompagner la croissance économique des États. Le Brésil et le Liban soulignent l'importance des mécanismes de transfert technologique (*Mechanisms for Technology Transfer*) :

Maybe one of the most important Goals is to enhance global partnership. It is time that more advanced societies recognize that by helping less developed ones through the transfer of knowledge and technologies, they are also sustainably helping themselves. (D – Salam, 2015 : 26)

L'Inde appuie cette affirmation, mais souligne l'importance de répartir les retombées de ces transferts technologiques entre le secteur public et privé. Bien qu'en accord avec l'affirmation voulant que le développement économique soit propulsé par l'Innovation technologique, la Chine, la Russie et la Turquie insistent sur la nécessité de revoir les mécanismes d'appui au transfert technologique pour appuyer les pays les moins développés, tout en attestant l'impératif d'une réforme de la gouvernance économique mondiale qui freine l'accès aux marchés.

En somme, l'aide au développement produite à travers le cercle vertueux de l'Investissement public n'est possible que grâce à la Coopération et l'outil indispensable afin de poursuivre sur la voie de la croissance économique doit inévitablement se faire par le biais de l'Innovation technologique. Ainsi, malgré les différences, telles que la Coopération Sud-Sud et l'appel à une réforme du système de gouvernance économique mondial des pays émergents, il n'y a pas de formation d'une véritable guerre de position. Les pays émergents n'introduisent pas d'ambiguïté draconienne au sein du social qui pourraient faire en sorte d'entraver la fixité du discours (Laclau et Mouffe, 2001 : 137). La seule « frontière » discursive est Nord-Sud, mais elle n'entraîne pas de véritable division du social. L'appel de la croissance économique étant plus fort que la coopération entre les pays du Sud et que la volonté de réforme économique, cela rend la frontière entre les positions des pays émergents et des pays développés poreuse à l'articulation hégémonique, empêchant le discours des pays émergents de pleinement s'émanciper de celui des pays développés. Le discours dominant est donc dans une excellente position pour absorber les contestations qui émanent des pays émergents et, ainsi, fixer le sens attribué au

développement durable. Le développement durable est donc un signifiant vide qui supporte le capitalisme dans sa logique actuelle, celle de la croissance économique.

5.3 L'énergie, une présence fragmentée

From everything said so far, it follows that the concept of hegemony supposes a theoretical field dominated by the category of articulation; and hence that articulated elements can be separately identified. (Laclau et Mouffe, 2001 : 93)

Qu'en est-il lorsque certains éléments apparaissent fragmentés? Il n'est possible d'évoquer la fragmentation ou la dispersion de certains éléments que lorsqu'un discours postule son unité (Laclau et Mouffe, 2001 : 43). On l'a vu précédemment, un élément est une différence qui n'a pas été discursivement articulée. Ce n'est qu'en relation avec le caractère vide du discours sur le développement durable qu'émerge le caractère fragmenté, ou hétérogène, des éléments associés à l'énergie.

Initialement, cette étude cherchait à comprendre le rôle qu'occupait l'énergie dans l'édification du discours sur le développement durable. L'analyse quantitative, sous la forme d'étude des graphes de réseaux sociaux au chapitre IV, a montré le caractère dispersé des éléments discursifs associés à l'énergie. L'apparente absence de la question énergétique ne prend de sens que lorsqu'elle est confrontée à l'opération de la logique hégémonique. La temporaire fixité du discours du développement durable s'appuie sur les signifiants que sont la Coopération et l'Innovation technologique comme moyens d'atteindre les objectifs établis par les ODD, et ce, grâce à l'investissement d'argent public. Cette opération hégémonique semble évacuer le rôle de la question énergétique dans l'élaboration du discours sur le développement durable. En effet, les résultats du codage des discours démontrent la nature hétérogène des éléments liés à la question énergétique. Seuls 24 % des 231 discours analysés abordent la question énergétique.

Parmi les quelques discours évoquant la question énergétique, certains s'appuient sur la croissance rapide des Énergies renouvelables, d'autres sur la croissance rapide ou lente des énergies fossiles, alors que d'autres exposent l'importance de l'Accès à l'énergie pour accroître la croissance économique, améliorer les conditions de santé des populations, ou encore réduire la pauvreté. D'autres acteurs exposent les enjeux associés à l'Efficacité énergétique et aucun n'évoque l'enjeu de la Suffisance énergétique. Le Costa Rica, notamment, évoque la fin prochaine de son utilisation des énergies fossiles en affirmant que le pays « *has generated electric power without burning any fossil fuels for the 214th consecutive day* » (D – Solís Rivera, 2015 : 2), en plus de s'engager dans la mise en place d'une matrice énergétique diversifiée, axée sur les énergies renouvelables. La Chine, pour sa part, vise à favoriser l'implantation à l'échelle mondiale d'un internet de l'énergie afin de combler la demande en énergie dans le monde par le biais d'alternatives propres et vertes. L'Islande expose sa volonté d'avoir une économie neutre en carbone essentiellement basée sur les énergies renouvelables ainsi que celle d'appuyer les PEVD « *in harnessing geothermal energy, to improve living standards and our climate at the same time* » (D – Davið Gunnlaugsson, 2015 : 2), car pour le premier ministre islandais, le manque d'Accès à l'énergie à un bon prix est un facteur qui contribue à l'accroissement de la pauvreté. Le Royaume de Tonga, petit pays d'Océanie, évoque brièvement sa forte dépendance à l'importation d'énergies fossiles et la nécessité qu'il a d'obtenir un meilleur Accès à des sources modernes d'énergie.

My country is highly dependent on imported fossil fuels to meet our energy requirements, and for this reason we responded with the Tonga Energy Road Map, to not only reduce our vulnerability to energy shocks, but to increase access to modern energy in an environmentally sustainable manner. (D – Alofa, 2015 : 2)

Le président de la République de Serbie met quant à lui en lumière la nécessité d'effectuer des réformes législatives, car selon lui, c'est la clé « *to reforming its economy, rebuilding its infrastructure and tapping into sustainable energy resources and solve problems affecting the environment* » (D – Nikolić, 2015 : 3).

Au vu de cet échantillon, qui précise la nécessité qu'accordent ces États à accroître la part des énergies renouvelables au sein de leur mix énergétique, force est de constater le degré variable de cet impératif. Alors que le Costa Rica décrit les actions réalisées, la Chine cherche à coordonner les actions en la matière à l'échelle mondiale. L'Islande expose ses ambitions sur le plan national, mais aussi en matière d'aide internationale, alors que le Tonga s'ouvre au sujet de sa dépendance aux énergies fossiles et la Serbie, sur la nécessité de faire des réformes pour intégrer les énergies renouvelables. L'intention de ces États d'accélérer l'apport des énergies renouvelables à leur matrice énergétique semble au premier niveau équivalent, mais le caractère dispersé, voir fragmenté de ces intentions, telles que les actions réalisées, la gouvernance mondiale, l'aide internationale, la réduction de la dépendance ou encore les réformes, empêche de déterminer l'existence véritable de différences.

Si les *éléments* liés à l'accélération de l'apport des énergies renouvelables apparaissent dispersés, il en va de même pour l'apport des énergies fossiles qui, pour certains, va continuer à prendre une part active à la matrice énergétique mondiale, alors que pour d'autres, elle doit décroître. Pour le président Morales, la poursuite de l'exploitation des énergies fossiles par la Bolivie est essentielle à la souveraineté de l'État et à la réduction de la pauvreté par la poursuite de la redistribution équitable de la richesse à travers le pays.

It is very important for us to regain ownership of our natural resources. We have nationalized our natural resources, and there is one important thing to keep in mind: before nationalization and modification of the hydrocarbons law, the oil revenue was just \$300 million a year. Last year we reached \$5.6 billion in oil revenues. Those present here can therefore imagine under a neoliberal model how much money they stole from us, how much money was taken by the international oil companies who were masters of our natural resource. (D – Morales, 2015 : 17)

Le premier ministre de la Géorgie souligne l'importance de l'Objectif 7, qui vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable, dans l'essor économique (Changement économique) de son État

tout en soulignant l'importance du développement du secteur énergétique quant à sa relation avec l'Union européenne (Changement politique).

Over the past decade, Georgia's electricity sector has undergone major changes with a view to creating an open, liberal and commercially viable energy sector that is resistant to market fluctuations. Due to our intensive reforms, our power sector has been a net electricity exporter since 2007. With its unique location, Georgia creates many opportunities for energy transit. I wish to highlight the Association Agreement signed with the European Union, which paves the way for Georgia to become a full-fledged member of the Energy Community. (D – Garibashvili, 2015 : 21)

Enfin, le dirigeant des îles Solomon explique que le déploiement de projets liés aux énergies renouvelables telles que l'hydroélectricité, la géothermie et l'éolien leur permettra de sortir de leur dépendance aux énergies fossiles, mais énonce qu'ils ont besoin de « *partners to invest in large-scale game changing energy projects in [their] rural areas; to open up opportunities for [their] population* » (D – Sogavare, 2015 : 1).

Bien qu'il semble y avoir équivalence, la question énergétique fait plutôt face à une dispersion de demandes fragmentées, comme pour la Bolivie et la Géorgie. Quant à l'apport des énergies fossiles pour propulser la croissance économique, la Bolivie met plutôt l'accent sur l'importance de ses ressources pour assurer sa souveraineté, alors que la Géorgie lie le développement des EnR à sa croissance économique et au développement de nouvelles relations politiques. Les îles Salomon appuient sur la nécessité d'en finir avec la dépendance aux énergies fossiles pour les pays importateurs, alors que le Sud-Soudan, tout en affirmant la nécessité de promouvoir les énergies vertes à des fins économique, politique et environnementale appelle la communauté internationale en appui « *to help us make the necessary trade-off in order to protect the ecology of the vital global resource in the southern part of my country* » (D – Igga, 2015 : 21). Les Îles Salomon insistent aussi fortement sur la nécessité d'obtenir de l'aide financière ou de développer des partenariats pour atteindre ses objectifs visant à mettre fin à sa dépendance aux énergies fossiles. Ici, l'on pourrait affirmer que nous faisons face à des équivalences et que les différences continuent d'opérer, en ce sens où certains évoquent la nécessité de poursuivre

l'exploitation des énergies fossiles et d'autres, la nécessaire sortie de la dépendance à celles-ci, mais il n'y a pas de véritable articulation de ces éléments qui viendrait partiellement fixer le sens qui leur est accordé. Alors que la Bolivie s'appuie sur la souveraineté de l'État (Gouvernance nationale) quant au déploiement de ses ressources énergétiques, le Sud-Soudan met l'accent sur l'apport des énergies fossiles au système énergétique (Croissance énergies fossiles – rapide) pour déployer la croissance économique tout en protégeant l'environnement. L'Islande, en faveur d'une réduction de ces énergies fossiles, expose l'avantage économique de la réduction de la dépendance à l'importation de cette forme d'énergie (Solution sortie des énergies fossiles). Finalement, les Îles Salomon mettent l'accent sur la nécessité d'une aide économique (Investissement public) afin de mettre un terme à sa dépendance, le sens attribué à l'énergie étant indéterminé. La fragmentation des sens (souveraineté, croissance économique, dépendance et aide au développement) attribués à la question de l'énergie empêche son articulation au sein du discours sur le développement durable.

L'Accès à l'énergie comme moteur de croissance économique pourrait, au premier abord, apparaître comme un *élément* ayant le potentiel d'être structuré au sein d'une *articulation* et pouvant mener à une fixation partielle (moment). Néanmoins, le surplus de sens qui en découle est plutôt étonnant. En effet, alors que l'Inde considère l'Accès à l'énergie comme le fondement de son développement économique, le premier ministre Narendra Modi énumère les actions bien concrètes de l'État indien, notamment « *new capacity of 175 GW of renewable energy over the next seven years; energy efficiency; a tax on coal; [...]; reforming our transportation; and, cleaning up our cities* » (D – Modi, 2015 : 3). Le Bhoutan, quant à lui, stipule que l'Accès à l'énergie est porteur de croissance économique, mais affirme surtout que leur « *economy, even though small, is largely clean, green and renewable* » (D – Tshering Tobgay, 2015 : 1). Le président américain évoque à son tour que la nécessité de l'Accès à l'électricité constitue un moteur vers de nouvelles opportunités d'affaires. Ainsi, alors que l'Inde expose l'importance de l'État dans le développement économique national par le biais d'investissements en matière d'Accès à l'énergie, le Bhoutan accorde une importance

primordiale à l'indice du bonheur national brut comme corolaire à l'Accès à l'énergie, alors que les États-Unis mettent l'accent sur l'aide internationale via le programme « *Power Africa* » pour souligner le lien entre l'Accès à l'énergie et la croissance économique. L'importance de la fragmentation des éléments associés à l'Accès à l'énergie comme moteur de la croissance économique rend invraisemblable son articulation vu la multitude de sens qui lui est attribué.

L'hétérogénéité du sens attribué à l'énergie, combinée à sa faible présence (24 %) au sein du discours du développement durable, pourrait laisser à penser que la question énergétique est reléguée à la frontière du discours, elle prendrait donc part au champ discursif. Il n'en est pourtant rien. Bien que les éléments associés à l'énergie ne se soient pas articulés et ne soient donc que partiellement fixés (moment) au sein du discours du développement durable et bien que l'élément « énergie » ne puisse être pleinement représenté au sein des groupes discursifs, cette hétérogénéité acquiert néanmoins un rôle constitutif. Dans le type de théorisation que cherchait à analyser Laclau et Mouffe (2001 : 93), « *the elements on which articulatory practices operate were originally specified as fragments of a lost structural or organic totality* », de sorte que les *éléments* fragmentés sont considérés comme ayant perdu leur unité. L'organisation des *éléments* sous une certaine unité implique qu'elle soit déterminée et donc opposée à la fragmentation, ou que l'organisation et les fragments soient les *moments* d'une totalité, ce qui les transcende (Laclau et Mouffe, 2001 : 94). Néanmoins, seul le premier type d'organisation peut être considéré comme une *articulation*, le second n'est alors qu'une médiation (Laclau et Mouffe, 2001 : 94). L'écart entre l'*articulation* et la médiation, que nous pourrions associer à la mesure d'intermédiarité telle que présentée dans l'analyse des graphes exposée au chapitre IV, soulève une ambiguïté qui s'exprime par la fixité engendrée par l'opération hégémonique et la fragmentation d'éléments présents dans le discours. Cette position de médiation expliquerait la force de la mesure d'intermédiarité des nœuds Accès à l'énergie – croissance économique, Croissance rapide des EnR et Changement énergie au sein du réseau discursif (voir Figure 4.3 et Tableau 4.7 au chapitre IV).

Laclau affirme que l'hétérogénéité des éléments est constitutive parce qu'elle ne peut être surpassée par aucun renversement dialectique. Il serait alors justifié de considérer la fragmentation des éléments comme prenant part au champ discursif. L'explication dialectique, empruntée à l'analyse de Laclau dans son livre *On Populist Reason* (2005 : 148-151) et dont l'argumentaire a été adapté pour analyser la question énergétique, rejette l'idée que s'il y a toujours des tensions entre les pays développés et les PEVD, on a tout ce qu'il faut à partir des concepts issus des pays développés pour que les PEVD puissent nier cette position : « *Without a determinate negation itself inscribed in a process of further positings and reversals, however, there would be no history but the absolute positing of a binary opposition.* » (Laclau, 2005 : 149) C'est alors que l'hétérogénéité prend tout son sens. Considérons l'antagonisme entre l'énergie et le capitalisme libéral dans lequel s'inscrit le discours du développement durable. Une véritable dialectique impliquerait, dans un premier temps, de déduire l'antagonisme avec la ressource première (l'énergie) et la logique même du capital et, dans un deuxième temps, la ressource première et le capitaliste devrait être réduit à des catégories économiques formelles. Néanmoins, sur le plan conceptuel, les ressources premières ne sont qu'un produit parmi tant d'autres, à cause de la commercialisation du sol, les matières premières sont subordonnées aux exigences du mécanisme de marché (Polanyi, 1983 : 238). Le marché constitue ici une structure sociale qui tire ses prémisses de décisions politiques qui s'appuient sur les pratiques sociales (Smelser et Swedberg, 2005 : 3-25). Cette prémisse empêche la présence d'antagonisme : considérer qu'il y a un antagonisme inhérent parce que le capitalisme libéral extrait les surplus du sol n'est pas en soi suffisant, car pour qu'il y ait antagonisme, il est essentiel qu'il y ait une résistance face à l'exploitation des matières premières. Chez Laclau et Mouffe, un marché bien établi, par exemple le marché du brut (pétrole), fait partie du social, la pratique est si fortement ancrée qu'elle devient naturelle sur une longue période (Stephan, 2012 : 625). L'antagonisme n'est pas inhérent à la commercialisation du sol, mais elle s'établit plutôt entre la relation de production et le sens attribué au sol, relations qui leur sont externes : « *Ergo, in social antagonism we are dealing with a heterogeneity which is not dialectically retrievable* » (Laclau, 2005: 149). Ainsi, sans hétérogénéité, l'antagonisme est

inexistant. La commercialisation (*commodification*) de la question énergétique s'est donc trouvée pacifiée par le biais d'une lutte discursive, de sorte que certaines perspectives contestataires se sont vu marginalisées au moment où le marché s'est structuré (Stephan, 2012: 625).

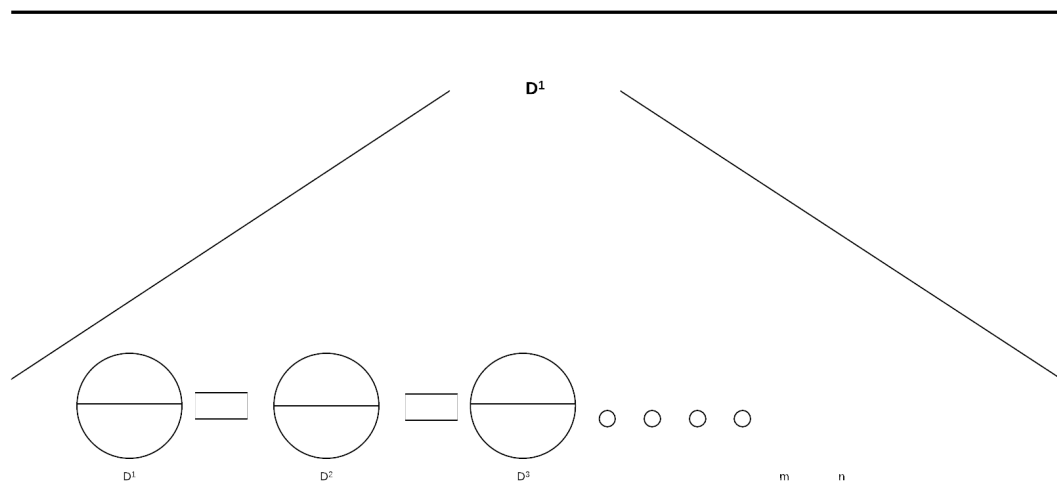


Figure 5.8 Fragmentation d'un élément du discours

L'antagonisme constitue la limite de toute objectivité et permet de mettre en exergue, comme incomplète et précaire, toute objectivation (Laclau et Mouffe, 2001 : 125). Ainsi, le point de résistance de cette force antagoniste lui sera toujours externe (Laclau, 2005 : 150). Puisque chez Laclau et Mouffe le politique est nettement marqué par les relations antagonistes entre acteurs cherchant à organiser le social en faisant du langage un système de différences, l'antagonisme est pour sa part l'échec de la différence puisqu'il se situe aux marges de celui-ci et ne peut donc exister qu'à titre de déstabilisateur du discours. Si l'on se réfère à la Figure 5.5, l'incapacité à identifier de véritables porteurs du discours (*m*, *n*) sur la question énergétique, donc l'absence de requête pouvant clamer son existence au sein du système, le cercle représentant

la demande face au discours hégémonique ne peut être subdivisé par une équivalence et une différence, puisqu'il s'écroule sous l'hétérogénéité de sens qui lui est attribué : « *There is no possible articulation here, because there is nothing to articulate.* » (Laclau, 2005 : 151) L'énergie est donc un élément qui se trouve à l'extérieur du système discursif de l'ONU sur les ODD. Il demeure que la présence de ces éléments hétérogènes est, pour Laclau, décisive dans l'établissement de la frontière antagoniste. Cette frontière reste néanmoins instable et sujette à être déplacée et c'est face à un nouveau discours contestant la logique hégémonique que le signifiant flottant prend tout son sens et peut entraîner le repositionnement de la frontière, engendrant une nouvelle représentation du social :

The social only exists as a partial effort for constructing society – that is, an objective and closed system of differences – antagonism, as a witness of the impossibility of a final suture, is the « experience » of the limit of the social. (Laclau et Mouffe, 2001 : 125)

Ce constat d'hétérogénéité de la question énergétique au sein du discours sur les ODD renvoie au constat établi au sein de la littérature voulant que l'énergie n'occupe qu'un espace marginal au sein des enjeux traités par l'Assemblée générale de l'ONU (Voir chapitre II pages 48-49 pour les aspects plus subtils de cette relation énergie-développement durable dans mon corpus) (Aalto et al., 2019; Karlsson-Vinkhuyzen, 2016; Vezzoli et al., 2018). Les débats ayant porté sur l'énergie, dans le cadre des ODD, ont été traités dans le cadre des OWG qui ont mené, malgré les tensions, à l'instauration d'un objectif dédié à l'énergie (Karlsson-Vinkhuyzen, 2016 : 131). Il demeure un vide, « *[a] link that is not made by the SDGs is between energy and industrialization* » (Le Blanc, 2015 : 185). L'hétérogénéité de l'enjeu énergétique pourrait expliquer cette fluctuation des requêtes visant à clamer l'existence de l'énergie au sein du système discursif des ODD.

5.4 À la marge du discours, le champ discursif

Un discours, par nature, cherche à réduire les possibilités de signification, il tente de mettre un frein à toute possibilité d'altération de son sens en relation avec les autres signes, de sorte à conserver un système de signification uniforme. Il demeure qu'un discours est continuellement en relation avec l'extérieur de celui-ci, ce qui a pour effet de menacer à tout instant son unité. Il peut donc à tout moment être perturbé par d'autres façons de fixer la signification du signe (Jorgensen et Phillips, 2002 : 27). Cet extérieur, ou encore la limite du discours, c'est ce que Laclau et Mouffe appellent le champ discursif. Le champ discursif représente ce qui est exclu de la logique hégémonique, donc ce qui est à sa frontière, mais représente également toutes autres possibilités de sens que pourrait avoir un discours. Cette extériorité et le sens qu'elle peut acquérir constituent une menace à la logique hégémonique, il est donc essentiel, pour protéger la fixité du discours, de supprimer la menace. À travers cette tentative de suppression, la menace doit inévitablement être énoncée, de sorte qu'elle se voit intégrée au sein du système de signification et que cela puisse avoir pour effet de recomposer les limites, de déplacer la frontière du discours : « C'est le site des frontières qui constitue l'emplacement du danger de la subversion pour la formation hégémonique et, pour cette raison, il sera l'enjeu d'une lutte pour le sens à travers une guerre de positions. » (Doran, 2016 : 52) Cette guerre de position souhaite assurer la diffusion et la promotion d'une vision du monde à travers une pratique hégémonique.

Les éléments qui se trouvent à la frontière du discours sont nombreux et très faiblement articulés entre eux. La question des limites biophysiques de la planète, bien que faiblement énoncée, s'inscrit en équivalence avec la décroissance. En effet, lors de son intervention à l'Assemblée générale des Nations unies le 27 septembre 2015, le président de l'Équateur, Rafael Correa Delgado, interpelle les autres chefs d'États à propos de la nécessité de construire DES (en majuscules dans le texte) alternatives au développement plutôt que des alternatives DE (en majuscules dans le texte) développement.

Se debe construir alternativas AL desarrollo antes que alternativas DE desarrollo; pues debemos asumir que no son viables las formas de producción y consumo dominantes, que ignoran los límites eco-sistémicos y pretenden crecimiento y acumulación infinita. (D – Correa Delgado, 2015 : 3)

La distinction et l'insistance mise par le président équatorien sont significatives. Il suggère qu'il est possible de faire autrement, qu'il n'existe pas un seul modèle. Il affirme que les formes actuelles de productions et de consommations dominantes ne sont pas viables, que l'on ne peut ignorer les limites du système écologique et qu'il serait erroné de prétendre à une croissance et une accumulation infinie. Selon l'Équateur, « *[n]ecesitamos que los países "centrales" dediquen menos tiempo a diagnosticar nuestro "subdesarrollo" y mas tiempo a cuestionar su propio modelo de "desarrollo" » (D – Correa Delgado, 2015 : 3).*

Le président Correa Delgado précise que sa nation mise sur le « *Buen Vivir*¹⁵ », qui est selon lui porteur d'un réel changement pour les individus. « *El Buen Vivir que promovemos implica tambien que las libertades, oportunidades y potencialidades reales de los individuos se amplien » (D – Correa Delgado, 2015 : 3).* Le *Buen Vivir*, le bien-vivre, représente un ensemble de perspectives sud-américaines partageant un questionnement radical sur le développement et d'autres composantes fondamentales de la modernité, tout en offrant des alternatives au développement (Chuji, Rengifo et Gudynas, 2019 : 111).

Raúl Castro, sans être le seul acteur à soulever les contradictions du système économique actuel affirme que « *[i]t would be necessary to build a new international financial architecture, remove monopoly on technology and knowledge, and change the present international economic order » (D – Castro, 2015 : 1).* Le premier ministre de la Thaïlande soulève les contradictions du système économique dominant et ce qui devrait être visé afin d'atteindre les ODD.

¹⁵ Le « *Buen Vivir* » et la « *suffisance* » ont été codés comme des éléments faisant partie du mouvement de la Décroissance.

We have transcended doubt that human activity has been the prime contributor to climate change, the greatest threat to ever face humankind. Knowing what we know now, we have a choice to make. We can continue on the path of rampant consumerism and maximize growth at all costs. Or we can choose to live sustainably, focusing on quality, moderation and balance in our lives. We can choose to respect nature, rather than viewing it as merely a commodity to be exploited. What I have just said derives from His Majesty the King's Sufficiency Economy Philosophy. This philosophy - with its emphasis on reason, moderation and building resilience - saw us through several crises, including the 1997 financial crisis and the 2004 tsunami. It also helped Thailand achieve nearly all the MDGs, and guides our 2015-2020 Vision and the forthcoming national economic and social development plan. (D – Chan-o-cha, 2015 : 2)

Les deux exemples ci-dessus démontrent une articulation claire entre les limites de la planète et la nécessité de transformer le modèle économique capitaliste d'accumulation des richesses et de tendre vers une décroissance. Il demeure que cette équivalence est très peu articulée au sein du discours, reléguant de ce fait le souci accordé aux limites biophysiques de la planète et ce « devoir » de décroissance à la frontière du discours.

Un autre élément du discours se trouve très peu énoncé au sein du discours sur le développement durable : le rôle de la Gouvernance locale dans la mise en œuvre des ODD. Tout en reconnaissant la part essentielle des gouvernements nationaux dans leurs choix en matière de développement durable et l'imputabilité des instances nationales, le président roumain Werner Iohannis affirme que la mise en place des ODD « *should be implemented by local institutions, responding directly to citizens' needs* » (D – Werner Iohannis, 2015 : 15). En liant les Gouvernances nationale et locale par le biais du développement durable, le président roumain souligne que cette stratégie est plus à même de répondre aux intérêts et aux préoccupations des citoyens. Le ministre des Affaires étrangères du Portugal abonde dans le même sens que le président roumain, tout en précisant que la mise en œuvre de l'agenda associé aux ODD « *will have to be pursued in true partnership* » (D – Machete, 2015 : 3), un « *partnership* » qui impliquera de façon continue la société civile et les autorités locales. L'International Forum of nonGovernmental Organizations Platforms in

Seychelles énonce, dans la même veine, l'importance et l'utilité de renforcer les efforts de synergie au sein des PEVD, des efforts qui s'amorcent au niveau local.

The Seychelles MDG Steering Committee proved useful in synergizing the efforts of the country's development actors from the local to the national levels. We recommend that such an inclusive and democratic mechanism, which includes Government, the private sector, civil society and other stakeholders' representatives, be established in all countries and adequately steered and resourced. We strongly believe that sustainable development, inclusion, peace and human rights can be achieved only if actors and strong and inclusive institutions at the local level are the backbone of the implementation of the SDGs. (D – Lalande, 2015 : 34)

Selon l'organisation, un partenariat solide entre les acteurs et les institutions locales constitue la colonne vertébrale de l'application des principes du développement durable. La Gouvernance locale est intimement associée, chez ces acteurs, à la Gouvernance nationale et à la Coopération entre les gouvernements à l'échelle internationale, le secteur privé et la société civile, mais ne demeure que très faiblement articulée au sein du discours, faisant en sorte de laisser à la périphérie du discours sur le développement durable les enjeux de Gouvernance locale.

Un élément dont on aurait pu s'attendre à le retrouver articulé au discours dominant, qui est au contraire faiblement énoncé et qui se retrouve aux limites du discours est celui de la Résilience économique. La dominance économique du discours sur le développement durable laissait à penser que les acteurs auraient été disposés à faire face au stress intense des soubresauts économiques pouvant être engendrés par les crises environnementales et qu'ils auraient été portés à vouloir s'y adapter, mais il n'en est rien. Le premier ministre de la Slovénie fait remarquer à l'Assemblée que de nombreux conflits sont motivés par la pauvreté, la faim et le manque d'espoir et que selon lui, pour éviter ces contrecoups sur les gains associés au développement, il est essentiel d'accroître la résilience aux chocs et aux catastrophes externes, ce qui nécessitera des stratégies de gestion des risques ainsi que des cadres solides de protection sociale.

We noted that reversals in development gains could be avoided by building resilience to shocks and disasters and will require appropriate risk-management plans and strategies, together with strong social-protection frameworks. (D – Grabar-Kitarović, 2015 : 27)

Le vice-président de l'Union européenne expose la question de la résilience en disant à l'Assemblée qu'il est temps de sortir de leur zone de confort et de transposer leur économie axée sur la croissance en des économies circulaires :

leaving behind our take-make-consume-and- dispose growth pattern and how we must mend our societies' social fabric and how we integrate newcomers, which is all the more important when they come as refugees fleeing war and persecution. (D – Timmermans, 2015 : 30)

Selon le vice-président de l'Union européenne, de telles choses sont possibles avec de l'air, de l'eau et des océans sains. C'est aussi possible avec des villes plus résilientes, des villes saines, inclusives et sécuritaires. La Slovénie, tout comme l'Union européenne, associe la Résilience économique et la Résilience sociale, alors que le Népal associe la Résilience économique et la Résilience sociale à l'important tremblement de terre ayant secoué le pays la même année à l'aide internationale (Investissement public).

Furthermore, even though undergoing reconstruction and rehabilitation work in the aftermath of the devastating earthquake that hit Nepal early this year, such international support must address, among other things, the need for capacity-building, disaster risk-reduction and national resilience-building. (D – Man Singh, 2015 : 16)

En plus d'être faiblement énoncé, l'élément de la Résilience économique n'arrive pas à s'articuler au sein du discours du développement durable et à s'établir en moment.

Il est vrai que la limite du discours est porteuse de dangers puisqu'elle est susceptible de subvertir la formation hégémonique, mais encore faut-il que cette limite soit porteuse d'affrontements, de conflits. Les éléments qui sont à la périphérie du discours sur le développement durable laissent entrevoir une division de l'espace social, mais qui ne s'inscrit pas à travers une guerre de position. L'impossible fixité du social

implique l'existence d'une frontière interne au social, il est donc impossible « *to subsume the social formation as an empirical referent under the intelligible form of a society* » (Laclau et Mouffe, 2001 : 136). Chaque société a ses formes de rationalités et sa façon de percevoir l'intelligence, ce qui a pour effet de créer des divisions tout en créant du sens. Ces diverses rationalités et intelligibilités sont mouvantes dans le temps, puisqu'elles ne sont pas fixes, ce qui a pour effet d'engendrer la transformation des structures politiques. Ces confrontations ont le potentiel d'engendrer des *guerres de position* qui auraient pour effet de diviser le social, formant alors deux camps, celui dominé par le discours hégémonique qui tend à fixer l'articulation du développement durable et celui qui, bien que situé à la limite du discours, tend à déplacer la frontière et à attribuer un tout autre sens au développement durable. Ce qui n'est pas le cas ici.

À première vue, il serait possible de croire qu'avec l'exclusion du discours véhiculé par les PEVD par l'absorption du discours des pays émergents au sein du discours hégémonique, l'on verrait émerger deux fronts, l'un au Nord et l'autre au Sud. L'analyse discursive qui précède démontre qu'il n'en est rien. En effet, si l'on s'attarde uniquement à cette opposition entre les pays développés, ce qui inclut les pays émergents qui ont fait leur le discours dominant, et les PEVD, il n'est pas possible d'entrevoir une émancipation franche du discours des pays du Sud de celui du Nord.

Pour sa part, l'antagonisme qui appelle à un changement de paradigme, notamment par l'articulation des éléments que sont la Décroissance, les Limites biophysiques de la planète et la Résilience économique, n'est que trop peu articulé par les États pour être un véritable porteur de subversion. Sans qu'il n'y ait guerre de position entre le Nord et le Sud, il est intéressant de souligner que les limites du discours sont constituées à la fois d'acteurs du Nord et du Sud. Que le Portugal comme la Roumanie en appellent à une part plus importante de la Gouvernance locale, ou que l'Union européenne et la Slovénie en appellent à davantage de Résilience économique, ou encore que la France et l'Équateur évoquent l'importance de respecter les Limites biophysiques de la planète, toutes ces associations pourraient être porteuses de menaces pour le discours hégémonique.

La logique de différences qui structure le social permet d'envisager la transformation du discours, mais il demeure impossible de prédire comment ou sous quelle forme cette subversion aura lieu. Malgré tout, le cadre conceptuel mis de l'avant par Laclau « permet d'établir la forme abstraite ou les conditions générales du surgissement d'antagonismes et de relations hégémoniques qui peuvent introduire ce changement » (Peñafiel, 2008 : 108). La remise en cause de la frontière et donc, la transformation du discours hégémonique sur le développement durable doivent nécessairement être engendrées par une extériorité, tout en procédant à une réarticulation des moments à travers une chaîne d'équivalences concurrentes. Sans pouvoir déterminer la nature du changement, il est possible d'envisager l'établissement d'une chaîne d'équivalences concurrentes unissant des acteurs du Nord et du Sud sur la base d'une réarticulation issue des limites du discours, ce qui impliquerait, entre autres, le respect des Limites de la planète, une Gouvernance locale et une plus grande Résilience économique. Cette chaîne équivalente concurrente qui remettrait en question le discours hégémonique actuel sur le développement durable engendrerait une division du social en deux camps adverses et constituerait une véritable force menaçante à l'égard du discours dominant.

Cette chaîne d'équivalences concurrentes pourrait s'appuyer sur un événement contingent qui, bien qu'incapable d'acquiescer de symbole et d'être représenté au sein du discours dominant et donc impossible à absorber par ce dernier, pourrait perturber et déstabiliser l'ordre de signification. Il est ici question des contradictions soulevées par plusieurs acteurs, entre autres l'Équateur, entre le modèle économique libéral et la volonté de protéger l'environnement. Bien que ce discours soit extérieur au discours hégémonique, il tend à insérer une rupture claire au sein de l'ordre hégémonique, ce qui a pour effet de réactiver des signifiants qui pouvaient sembler, à la base, sédimentés (Methmann, 2010 : 355). Les contradictions soulevées par plusieurs acteurs, particulièrement du Sud, pourraient engendrer une dislocation suffisamment franche pour que les antagonismes et la chaîne d'équivalences concurrentes qui en émergeraient puissent perturber le discours dominant tel qu'énoncé par les pays développés. Encore faut-il que cette réarticulation ne soit pas absorbée par le discours

dominant. Cette analyse ne peut malheureusement pas déterminer si la force antagoniste préalablement évoquée parviendra à faire converger ses positions différentielles autour de chaînes d'équivalences suffisamment fortes pour faire émerger un nouveau signifiant vide, un développement durable détenant un tout autre sens.

CHAPITRE VI

CONCLUSION

La polysémie du développement durable n'a plus à être démontrée (Latouche, 2003; Lélé, 1991; Sachs, 1996). De l'entreprise pétrolière Shell, en passant par le gouvernement canadien et Greenpeace, chacun a sa propre définition. Cette thèse s'intéressait donc, dans un premier temps, au caractère dominant du discours du développement durable, et ce malgré son caractère plurivoque. La première interrogation soulevée par cette thèse renvoyait au caractère vide ou flottant du signifiant développement durable; la seconde, au rôle structurant ou non de l'énergie dans le sens attribué au développement durable.

La relation étroite entre le développement économique, l'énergie et le développement durable a été présentée dans le cadre de la revue de la littérature. Celle-ci a permis d'exposer que l'implication épisodique des sciences sociales liée à la question énergétique a laissé l'espace à une conception technico-économique. L'ÉPI a longtemps ignoré les enjeux d'ordre énergétique (Kuzemko et al., 2019) et, lorsqu'elle s'y est intéressé, sa principale préoccupation était liée à la sécurité nationale (Di Muzio et Ovadia, 2016; Karlsson-Vinkhuyzen, 2016; Kuzemko et al., 2016; Lesage et al., 2016). La littérature qui lie l'énergie et le développement durable s'est inscrite dans cette logique et selon les détracteurs du développement durable, les tenants de la décroissance, cette imbrication au sein de la croissance industrielle et du modèle occidental sans véritable remise en question a été acceptée. Cet espace laissé vacant a permis au développement durable, au fil des négociations environnementales

internationales de s'instituer en normes, en consensus (Bernstein, 2001; Kamau et al., 2018).

Cette étude, par le biais d'une analyse discursive, ne s'intéressait pas à la façon dont s'est établi le consensus autour du développement durable, donc comment il serait devenu un signifiant dominant, mais cherchait plutôt à comprendre l'articulation hégémonique et les lieux de contestation qui en émanent. L'objet de cette thèse était de déterminer la nature du signifiant, fixe ou flottant, du développement durable, d'évaluer si l'énergie détenait un rôle structurant ou non dans son articulation et de mesurer la capacité du champ discursif à déstabiliser l'ordre de signification.

Une fois l'objet d'étude énoncé, il était nécessaire d'entraîner le lecteur au cœur de l'approche théorique et méthodologique mise en œuvre pour saisir la structure sociale qui a permis la production du sens attribuée au développement durable. Cette étape, bien que laborieuse, était nécessaire afin que le lecteur comprenne bien l'originale combinaison de l'analyse de réseau à l'analyse discursive de Laclau et Mouffe. L'analyse de réseau a permis d'établir les relations entre les énoncés des acteurs, et l'analyse discursive de Laclau et Mouffe a établi le sens de ces discours dans la composition du développement durable.

Plus précisément, le chapitre IV présente les résultats de l'analyse de réseau des 231 discours énoncés dans le cadre des ODD en septembre 2015 à l'ONU. Exposant à la fois les résultats quantitatifs et qualitatifs, ce chapitre a démontré les interactions des diverses composantes du discours sur le développement durable. Le réseau discursif présente une structure centre-périphérie, qui malgré sa densité, a permis d'établir les relations entre les divers nœuds, mais surtout de déterminer les nœuds dominants et ceux participant dans une moins grande mesure à la structuration du sens attribué au développement durable. L'analyse des grappes a fait émerger un centre essentiellement dominé par les questions de gouvernance et de politique, mais qui laisse poindre une forte relation entre l'urgence environnementale et l'urgence économique. Les relations entre les éléments du discours ont bien entendu fait

émerger les éléments dominants ainsi que ceux de la périphérie, mais ont fait émerger un entre-deux : la semi-périphérie. Cette dernière, par la valeur des mesures de centralité et d'intermédiarité a fait poindre trois éléments d'importance pouvant entraîner des transformations au sein du discours, soit l'Urgence climatique, la Coopération comme solution et le Changement social. Les relations entre les éléments du discours, en plus de faire émerger une structure centre-semi-périphérie, ont permis d'exposer des regroupements discursifs, chacun porteur d'un sens qui lui est propre, soit les pays développés, les pays émergents et les PEVD. Ces regroupements ont octroyé à l'analyse discursive une très intéressante assise pour exposer les tensions en cours quant au sens à donner au développement durable.

Comprendre le sens attribué au développement durable par l'entremise des regroupements discursifs a rendu possible le positionnement des chaînes d'équivalence de chacun. Le chapitre V a mis en lumière la chaîne d'équivalences des pays développés qui se structure autour du point nodal qu'est l'Urgence sociale, alors que les pays émergents se sont organisés autour du Changement économique, et les PEVD, eux, se sont ordonnés autour de l'Investissement public. Ces trois chaînes d'équivalences permettent de rendre visibles les tensions en cours pour le sens à octroyer au développement durable et le déplacement de la frontière dichotomique expose la capacité du développement durable, comme signifiant vide, de briser la chaîne d'équivalences entre les pays émergents et en développement, par une chaîne alternative. La capacité du signifiant vide qu'est le développement durable à briser la chaîne d'équivalences entre les pays émergents et les PEVD limite l'émergence d'une chaîne alternative qui pourrait confronter la signification hégémonique, reléguant les contestations à la limite du discours. Cette confrontation a fait émerger la Coopération comme solution à titre de signifiant flottant pour l'ensemble des acteurs. La cristallisation du discours autour de la Coopération a eu pour effet de déployer une équivalence entre les pays développés et l'environnement libéral et de subvertir l'équivalence entre les émergents et les PEVD par un déplacement de la frontière discursive, intégrant, de ce fait, les composantes contestataires du discours des pays

émergents au sein du discours hégémonique. Cette opération fait du développement durable un signifiant vide.

Notre hypothèse s'est déclinée en deux temps. Elle proposait que le développement durable constituait un signifiant vide et que la chaîne d'équivalences qui l'accompagnait entraînerait la naturalisation – ou l'objectivation dans le vocabulaire de Laclau et Mouffe – de son lien avec l'énergie. Nos résultats démontrent, contrairement à ce qu'avancent Tregidga, Zealand, Milne et Kearins (2011), que le développement durable est un signifiant fixe. Bien que cette fixité soit temporaire et qu'elle soit amenée à changer, le déplacement de la frontière dichotomique a relégué les éléments contestataires à la limite du discours, entraînant pour le moment un signifiant vidé de son sens, donc hégémonique.

Force est d'admettre que l'énergie occupe très peu d'espace au sein du discours et lorsqu'énoncée, la nature des éléments est très fragmentée, ce qui infirme la deuxième partie de notre hypothèse. Le caractère hétérogène qu'occupe la question énergétique au sein des énoncés politiques du Sommet des ODD, qui a été démontré grâce à la combinaison de l'analyse de réseau et de l'analyse discursive de Laclau et Mouffe, concorde avec la littérature en ÉPI qui s'intéresse à la gouvernance mondiale de l'énergie. Les chercheurs qui s'y intéressent affirment qu'elle est fragmentée (Arto et al., 2016; Goldthau et Sitter, 2018; Van de Graaf, 2013) et que l'ONU ne semble pas être le lieu privilégié des acteurs pour établir la légitimité de la gouvernance mondiale de l'énergie (Goldthau et Sitter, 2018; Karlsson-Vinkhuyzen, 2015).

Compte tenu de cette étude et de ses conclusions, ce dernier chapitre identifiera certaines des implications et des limites scientifiques du projet. Ce faisant, des pistes de recherche seront suggérées afin de pousser cet angle d'analyse. Finalement, le chapitre se conclura en repositionnant les résultats de cette recherche en contexte avec les bouillonnements sociaux politiques liés à l'urgence environnementale ayant court à travers le monde, au moment d'écrire ces dernières lignes.

6.1 Implication générale

En présentant les luttes en cours au sein du discours sur le développement durable, il était bien sûr question de faire face à sa polysémie, mais surtout d'exposer la nature de l'hégémonie discursive, soit ce qui compose le sens du développement durable. Cette thèse va plus loin que d'essayer d'expliquer le « consensus » qui s'est construit autour du développement durable en exposant les discours qui le contestent et surtout ce qui compose cette contestation.

Cette thèse s'inscrit au sein de la littérature critique du développement durable en démontrant, à partir d'une innovation méthodologique combinant l'analyse de réseau sémantique et l'analyse discursive poststructuraliste de Laclau et Mouffe, que le sens qui lui est attribué ne constitue que le *statu quo* de la croissance économique issue du modèle de développement de l'Occident. Si ce constat n'est pas en lui-même original, notre démonstration innove cependant en fournissant des données quantifiables et permettent d'appuyer les critiques associées au développement durable sur des bases tangibles. Puisque les études sur la décroissance sont un champ plutôt jeune, les éléments quantitatifs de la présente étude peuvent s'avérer un outil bénéfique. Le caractère fragmenté de l'énergie au sein du discours sur le développement durable peut présenter, comme nous l'exposerons plus loin dans ce chapitre, une avenue de recherche prometteuse pour les études et projets s'appuyant sur les principes de la décroissance. Le champ discursif, une fois lié à la question énergétique, est une direction à étudier pour contester et renverser l'hégémonie.

Nous l'avons énoncé précédemment, cette étude s'intéresse aux contestations au sein du discours plutôt qu'au « consensus ». La plupart des analyses discursives s'intéressent au processus ayant mené à l'adoption d'un consensus et cherchent à l'expliquer. Cette méthode a pour effet de laisser un large pan du discours de côté. Ce n'est pas parce que des discours ou certains éléments ont été laissés de côté, ou n'ont pas été insérés au sein du discours dominant, qu'ils ont cessé d'exister. L'analyse discursive de Laclau et Mouffe appliquée au discours du développement

durable met la lumière sur les lieux de contestations et sur les luttes qui ont mené au déploiement d'un signifiant vide, mais expose aussi les éléments discursifs qui se sont trouvés à l'écart du discours dominant. Ces éléments se retrouvant aux frontières du discours peuvent représenter une menace pour ce dernier. Considérer les antagonismes au sein du discours, même et surtout si celui-ci est hégémonique, permet d'envisager une transformation du discours. Laclau et Mouffe parlent de signifiant vide ou flottant, mais, puisque le social n'est jamais complètement fixe, le discours est forcément appelé à évoluer, à se transformer. L'avantage d'analyser le discours sur le développement durable à travers l'analyse poststructuraliste de Laclau et Mouffe, c'est qu'il faille toujours garder en tête qu'aux frontières du discours l'hégémonie est contestée et ce que certains appellent le consensus sera un jour ou l'autre remis en question ou renversé. L'analyse discursive de Laclau et Mouffe permet d'envisager l'établissement d'une autre hégémonie par la création de nouvelles frontières politiques et donc une configuration différente des relations de pouvoir. En somme, l'hégémonie du développement durable peut être défiée, si l'on n'oublie pas qu'il existe au sein de la contestation, des solutions de rechange. Bien que nous ayons démontré un certain niveau de cohérence générale dans le discours, les neuf nœuds (Acteur de pouvoir – gouvernement, Solution coopération, Gouvernance nationale, Changement économique, Changement politique, Changement social, Investissement public, Urgence sociale et Urgence climatique/environnementale) qui composent le noyau sont assez stables; il y a assez de variation quant aux articulations entre les nœuds et donc de lutte pour le sens des éléments au sein du noyau pour envisager la possible réarticulation des éléments pour poursuivre l'édification de chaînes alternatives. Après tout, le signifiant n'est que temporairement fixe et est appelé à changer. Puisque sans détenir un caractère confrontational important, le champ discursif « détermine en même temps le caractère nécessairement discursif de tout objet, et l'impossibilité pour tout discours donné d'accomplir une clôture finale » (Laclau et Mouffe, 2019 : 197), il laisse la porte ouverte à de possibles transformations.

Cette thèse positionne également la question énergétique au sein des sciences sociales, plus précisément au sein de l'économie politique internationale et de la gouvernance mondiale de l'énergie et de l'environnement, comme nous l'avons vu au chapitre II. En faisant de l'énergie la lunette par laquelle l'analyse discursive du développement durable est étudiée, elle vient positionner les sciences politiques au cœur de l'enjeu énergétique. En insistant sur l'apport essentiel de l'énergie au sein de la société, cette étude revendique le rôle incontournable qu'elle devrait occuper au sein de la gouvernance mondiale. L'énergie n'a pas été considérée, dans les pages qui précèdent, sur le plan technique ou économique, elle est considérée en fonction d'enjeux liés à la question du développement. En exposant l'espace qu'occupe l'énergie au sein de la structuration du sens du discours sur le développement durable, il est difficile de transposer clairement la relation énergie – développement à celle de l'énergie et du développement durable. Nos résultats – à savoir le cadrage politique du développement durable et le rôle qu'y joue l'énergie dans la structuration de son sens – laissent présager que l'objectif 7, ou l'énergie en général, n'a pas la capacité de structurer le sens du développement durable vu son hétérogénéité. Les nœuds liés à l'énergie, notamment les nœuds Accès à l'énergie – croissance économique, Croissance rapide des EnR et Changement énergétique, détiennent des rôles de pont (faible mesure de centralité du nœud et importante mesure d'intermédierité), mais ne constituent qu'un lieu de passage entre les nœuds de la périphérie et ceux du centre. L'hétérogénéité de l'énergie quant au sens qui lui est attribué l'empêche d'être un élément structurant le sens du développement durable. Notre thèse confirme donc les propos dénonçant le manque de liens entre les ODD et la question énergétique (Le Blanc, 2015; McCollum et al., 2018; Nilsson et al., 2018). Ce manque de lien souligne l'importance de l'objectif 7 associé à un accès abordable, fiable et moderne à l'énergie et qui prend une part importante dans l'atteinte de l'objectif 1 (éradiquer la pauvreté) (Kuzemko et al., 2016 : 124-147). Au sein du champ politique, les règles et les joueurs ne sont jamais pleinement explicites (Laclau et Mouffe, 2001 : 193) et le caractère hétérogène de l'énergie, au sein du discours sur le développement durable, laisse à penser que les acteurs ne souhaitent pas formuler explicitement l'enjeu énergétique dans le cadre du Sommet sur les ODD. Faut-il rappeler que le Groupe de

personnalités de haut niveau (*High-Level Panel of Eminent Persons*), lors des OWG, avait suggéré la mise en place d'un équivalent des ODD portant, uniquement sur l'énergie, et que cette proposition fut rejetée (Kamau et al., 2018; Karlsson-Vinkhuyzen, 2016; Kuzemko et al., 2016).

Cette thèse apporte également une contribution méthodologique. L'amalgame de l'analyse de réseau à l'analyse discursive de Laclau et Mouffe pour comprendre le sens d'un signifiant n'a jamais été fait. Un auteur, Allan Muller, dans un article, « *Using Discourse Network Analysis to Measure Discourse Coalitions: Towards a Formal Analysis of Political Discourse* » (2015), a utilisé cette combinaison d'approches, mais afin de mesurer des coalitions discursives. Comme nous l'avons évoqué au chapitre II, ces dernières s'inscrivent dans des pratiques contingentes qui ne tiennent pas en compte les éléments recalés à la frontière du discours.

Les avantages de l'analyse de réseau dans le cadre de l'étude du sens accordé au développement durable et au rôle qu'y occupe l'énergie, sont, dans un premier temps, d'ordre quantitatif. Cette méthode constitue, lorsque combinée à un protocole de codage rigoureux, un instrument de mesure qui peut être reproduit, standardisé. L'analyse de réseau met en lumière les éléments qui constituent le centre du discours, ceux qui jouent un rôle intermédiaire et ceux qui se retrouvent aux limites du discours. Ce constat de la position des discours a été possible à travers l'analyse centre-périphérie, qui a fait émerger trois regroupements discursifs qui se sont avérés essentiels dans la compréhension et la structuration de l'articulation du discours.

Historiquement, les questions géopolitiques des inégalités ont été dominées par une fracture Nord-Sud.

The North is the product of concerted efforts at integration under hegemonic leadership, whilst the diplomatic networks and shared identities loosely linking the global South are the result of conscious efforts at coalition-building by the states and social actors of the heterogeneous but similarly peripheral late-developing and post-colonial societies in Latin America, Africa and Asia. (Lees, 2012 : 212)

Plus récemment, la croissance des pays du BRIC a remis cela en cause. Ainsi, certains auteurs suggèrent que la fracture Nord-Sud n'explique plus les modèles d'inégalités.

When the Millennium Development Goals (MDGs) were first agreed, the world appeared evenly divided; there were countries that had to achieve the goals themselves and others that had to help them do so. Ten years later, the line between 'aid recipients' and 'donors' has become blurry. The impressive rise of China, India, Brazil and many other emerging economies has been accompanied by an equally impressive growth in the development co-operation they provide to other countries. (Zimmermann et Smith, 2011 : 722-723)

À la lumière de nos énoncés, nous voyons néanmoins une persistance de ces divisions se refléter. Nous n'avons qu'à penser à l'énoncé du président Obama lorsqu'il répète que « *[we] cannot fall victim to the old divides between developed nations and developing ones* » (D – Obama, 2015 : 2). Cela dit, la question des inégalités demeure importante, et nous avons voulu évaluer si celles-ci affectaient nos données. Nous avons choisi de séparer notre corpus en trois groupes géopolitiques (voir chapitre IV pour justification détaillée). Ce découpage nous a vraiment permis d'analyser avec plus de précision les chaînes d'équivalences qui différaient pour chaque regroupement discursif, via les différentes formes d'articulation entre les nœuds au centre et à la périphérie de chacun. Ainsi, les pays développés attribuent une plus grande importance à l'Investissement public (aide au développement) afin de répondre au plus urgent, l'Urgence sociale, alors que l'articulation des pays émergents gravitait autour du point nodal Changement économique, notamment dans un objectif de réforme de la structure financière mondiale. Pour leur part, les PEVD articulent leurs discours autour du signifiant Investissement public qui s'inscrit dans une volonté de réforme du système d'aide internationale.

Ces regroupements géopolitiques permettent à l'analyse des luttes discursives d'aller plus en profondeur et apportent une compréhension plus fine du rôle des pays émergents dans l'édification du sens attribué au développement durable. Il est

important de noter que certains éléments du champ discursif, comme les Limites biophysiques de la planète ou la Décroissance comme solution pour l'atteinte des ODD, sont portés à la fois par des pays du Sud et du Nord, laissant entrevoir un potentiel d'articulation.

À la fois quantitative, par l'analyse des réseaux sociaux, et qualitative, à partir de l'analyse poststructuraliste du discours de Laclau et Mouffe, la présente approche pourra suivre l'évolution du sens accordé au développement durable, tout comme elle pourra être appliquée à d'autres discours, comme celui sur la transition, et être comparée à celui du développement durable et évaluer si ceux-ci partagent le même sens ou différent.

6.2 Limitations

La faible énonciation de l'énergie de la part des acteurs s'est avérée, dans un premier temps, un frein à l'étude du rôle occupé par l'énergie quant au sens attribué au développement durable. Doit-on rappeler que le septième des 17 objectifs pour le développement durable porte spécifiquement sur la question énergétique, Énergie propre à un coût abordable (Objectif 7). On aurait pu penser que la naturalisation du lien entre l'énergie et le développement soit imbriquée au sein du développement durable sans être remise en question. Bien que cette faible énonciation et le caractère fragmenté de l'énergie se soient avérés comme un outil pour penser le possible renversement de paradigme, il demeure que la présente étude contribue très peu à la compréhension du sens attribué à l'énergie au sein du développement durable. Le fait que l'énergie soit plus souvent traitée par l'ÉPI comme un enjeu de sécurité nationale explique peut-être le caractère hétérogène de la question énergétique dans les énoncés des chefs d'État et leur refus de l'articuler pleinement au sein des ODD. Si notre étude ne peut démontrer le sens accordé à l'énergie au sein du développement durable, la combinaison méthodologique entre l'analyse de réseau sémantique et l'analyse discursive de Laclau et Mouffe permet néanmoins de confirmer les études en ÉPI se penchant sur la gouvernance mondiale de l'énergie, à savoir le caractère

hétérogène de la question énergétique à l'échelle mondiale. Ce résultat probant découlant de notre innovation méthodologique permet d'envisager une analyse similaire d'énoncés d'acteurs gouvernementaux, mais cette fois au sein des différents sites de la gouvernance mondiale de l'énergie et d'analyser le rôle qu'occupe ou non le développement durable dans la structuration du discours sur l'énergie.

Cette thèse a permis de comprendre le rôle de l'énergie au sein de la structure de sens du développement durable, ce qui a pour effet de restreindre les perspectives d'analyse à un seul enjeu, alors que les ODD comptent 17 objectifs et 169 cibles. Un chercheur qui se pencherait sur le rôle de l'éducation dans le sens octroyé au développement durable aurait probablement des résultats différents, sans pour autant être diamétralement opposés à ceux obtenus en évaluant le rôle de l'énergie. En se concentrant sur ce dernier dans la définition du développement durable, cela permettait de réduire le champ d'action de notre analyse discursive et rendait possible son opérationnalisation dans le cadre d'une thèse de doctorat.

Bien qu'à partir de l'analyse discursive de Laclau et Mouffe, il soit permis d'envisager des lieux de contestation possibles face au discours dominant, il n'est pas question de prédire où et comment aura lieu celle-ci. Elle permet néanmoins d'ouvrir des angles de recherche et des assises aux luttes visant à contester l'hégémonie du développement durable.

6.3 Le développement durable est mort, vive la transition

Au moment d'écrire les dernières lignes de cette thèse, les mouvements environnementaux sont en effervescence. La jeunesse s'est mobilisée à travers le monde, sous l'impulsion d'une jeune Suédoise, et fait la grève tous les vendredis. Ils font l'école buissonnière pour sauver la planète et réveiller les citoyens face à l'urgence environnementale criante à laquelle leur génération doit faire face. Au cours de la même période, la Nouvelle-Zélande se détourne du PIB et de la croissance pure comme indicateur de richesse. Avec son « budget bien-être », la Nouvelle-Zélande

place le bien-être de ses citoyens à l'avant-scène. La « santé mentale, [la] pauvreté des enfants, [l']aide aux populations indigènes et aux sans-abri, [la] violence domestique » (Farine, 2019) pour ne nommer que ces éléments primeront sur cette obsession de la croissance économique. Dans le même sillon, deux articles ont été publiés dans *The Guardian* (Button, 2019; Lockhart, Airs, Wrigley et Cushing, 2019) stipulant que nous devrions laisser tomber cette obsession envers la croissance et le PIB, et plutôt nous tourner, comme le Bhoutan, premier pays à avoir mis de l'avant dans les années 1970 le bonheur de ses citoyens avant la croissance du PIB et à avoir développé l'indice du « bonheur national brut », vers la notion de bien-être. Les activistes environnementaux, tel le mouvement citoyen Extinction-Rébellion, se multiplient à travers le monde et critiquent par le biais de la désobéissance civile et les coups d'éclat l'inaction des gouvernements en matière environnementale; ils remettent sérieusement en question la « culture matérialiste et consumériste sans limites basée sur des déséquilibres de pouvoir » (Oder, 2019). La contestation bouillonne à travers le monde à l'égard du paradigme dominant qu'est l'environnementalisme libéral ou, tout bonnement, comme nous l'avons démontré, son signifiant analogue : le développement durable.

Depuis 2015, le développement durable a perdu du terrain sur le plan discursif aux dépens de la « croissance verte », de la « transition » et tout récemment d'un nouveau « *new deal* » vert. Il serait alors justifié de remettre en question le sens attribué à ces signifiants. Est-ce que ces derniers partagent la même chaîne d'équivalences que celle du développement durable? Une analyse discursive de ces signifiants serait pertinente afin de déterminer s'il existe une véritable transformation au sein de la chaîne du discours ou s'il ne s'agit que d'un déplacement de la frontière discursive, soit une façon pour le discours dominant d'absorber les contestations et de renvoyer à ses limites la menace, cette extériorité qui pourrait subvertir la formation hégémonique.

La crise environnementale à laquelle fait face l'humanité rend le questionnement du rôle qu'occupe l'énergie au sein de nos sociétés modernes nécessaire. L'enjeu

énergétique pourrait constituer un angle qui permettrait de remettre en question la société de consommation qui s'appuie sur la croissance économique et un appétit de plus en plus vorace en matière de ressources naturelles et d'énergie. Malheureusement, nos résultats ne permettent pas d'évoquer cela puisque les acteurs sont restés évasifs sur la question énergétique, probablement puisqu'ils ne jugent pas les ODD comme étant une plateforme légitime pour traiter des enjeux énergétiques (Karlsson-Vinkhuyzen, 2015). Cet angle de recherche devrait être investi par des chercheurs issus des sciences sociales, afin de repositionner le social au sein de cette relation énergie-développement et de ne pas laisser tout le champ d'études ouvert aux seules questions techniques, technologiques, économiques ou sécuritaires de l'énergie. Les études postdéveloppementalistes, ou de la décroissance, auraient tout autant intérêt que les sciences sociales à investir la question énergétique au cœur de leur champ de pratique. Le lien entre l'énergie et le développement étant si naturel, une décroissance conviviale et planifiée doit tenir compte de cet enjeu afin de pouvoir s'implanter durablement.

Le discours étant en constante transformation, puisqu'il est sujet à des luttes pour le sens à lui octroyer, il serait intéressant de considérer l'aspect pratique qui pourrait être retiré de cette thèse. Puisque, comme l'affirme Laclau et Mouffe dans la préface de leur seconde édition de leur ouvrage *Hegemony and Socialist Strategy Toward a Radical Democratic Politics* :

Without a vision about what could be a different way of organizing social relations, one which restores the centrality of politics over the tyranny of market forces, those movements, [from the left] will remain of a defensive nature. If one is to build a chain of equivalences among democratic struggles, one needs to establish a frontier and define an adversary, but this is not enough. One also needs to know for what one is fighting, what kind of society one wants to establish. This requires from the Left an adequate grasp of the nature of power relations, and the dynamics of politics. What is at stake is the building of a new hegemony. So our motto is: "Back to the hegemonic struggle. (Laclau et Mouffe, 2001 : xiv)

Le mouvement de la décroissance, qu'il soit académique ou militant, et bien qu'il soit jeune, tend à investir les idées et à déployer des pratiques concrètes ayant prise dans

le quotidien des gens. Afin de s'implanter et potentiellement renverser le discours dominant axé sur la croissance, le mouvement de la décroissance doit être en mesure d'investir le discours. Une avenue pour y arriver et engendrer des applications concrètes peut passer par le biais des enjeux rattachés aux Limites biophysiques de la planète. Les limites de la planète, bien qu'il s'agisse d'un nœud ayant un faible degré de centralité, est le seul nœud de la périphérie à avoir une importante mesure d'intermédiarité, ce qui en fait un pont entre les nœuds de la périphérie comme l'Accès à l'énergie – réduction de la pauvreté, la Gouvernance locale ou encore la Coopération entre les secteurs publics et la société civile. Évidemment, à partir de nos résultats, nous ne sommes pas en mesure de déterminer si ces éléments pourront s'articuler pour éventuellement perturber le sens du développement durable. Il demeure que le rôle d'intermédiaire du nœud Limites donne une opportunité aux nœuds de la périphérie de s'articuler en chaîne d'équivalences, ces éléments de la périphérie qui sont souvent traités dans la littérature sur la décroissance et qui laisse une fenêtre ouverte à la contestation.

[N]ous avons commencé à voir l'émergence d'une série de résistances aux tentatives des firmes multinationales d'imposer leur pouvoir à toute la planète. Mais sans une vision de ce que pourrait être une manière différente d'organiser les rapports sociaux, vision qui rétablirait la centralité de la politique au détriment des forces du marché, ces mouvements resteront de nature défensive. Si l'on veut construire une chaîne d'équivalences entre les luttes démocratiques, il faut tracer une frontière et définir un adversaire, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi savoir pourquoi l'on se bat, quel genre de société l'on veut établir. Cela implique une compréhension adéquate par la gauche de la nature des relations de pouvoir, et des dynamiques politiques. Ce qui est en jeu est la création d'une nouvelle hégémonie. Notre devise est donc : « retour vers la lutte hégémonique ». (Laclau et Mouffe, 2019 : 26)

Une recherche-action qui traiterai des limites biophysiques de la planète dans une perspective décroissanciste et qui prendrait en compte les relations de pouvoir liées à l'énergie serait un terreau fertile pour le retour d'une lutte hégémonique.

APPENDICE A

GLOSSAIRE DES CONCEPTS CHEZ LACLAU ET MOUFFE

	<i>Concepts</i>	<i>Définition</i>
<p style="text-align: center;">Discours</p> <p>Un ensemble relationnel de pratiques significatives créant du sens et qui s'applique à l'ensemble de l'espace social, à la fois linguistique et non-linguistique.</p>	<i>Éléments</i>	Signifiant dont le sens est multiple et n'a pas encore été fixé au sein d'un discours.
	<i>Articulation</i>	Pratique à travers laquelle une fixation partielle du sens des <i>éléments</i> est accomplie.
	<i>Moments</i>	<i>Éléments</i> dont le sens a été partiellement fixé à travers l' <i>articulation</i> .
	<i>Fermeture</i>	Fixation du sens d'un signifiant au sein d'un discours.
	<i>Champ discursif</i>	Ce qui se retrouve en surplus à l'extérieur du discours. Un discours est toujours constitué en relations avec un <i>champ discursif</i> . Le <i>champ discursif</i> recèle le potentiel de contester un discours.
	<i>Point nodal</i>	Composé de signifiants privilégiés autour desquels un discours est structuré et où d'autres <i>moments</i> sont ordonnés en chaînes d'équivalences.
	<i>Signifiant flottant</i>	Parfois le signifiant est plutôt ambigu, les éléments sont alors particulièrement ouverts aux différentes attributions de sens et incapables d'être entièrement articulés à une chaîne discursive. Ce caractère flottant pénètre toutes les identités discursives et peut former un <i>point de cristallisation</i> dans différents discours. Il peut être surdéterminé ou indéterminé,

		ce qui l'empêche d'être complètement fixé, puisque les luttes discursives ont toujours cours.
	<i>Signifiant vide</i>	Il est investi de différents contenus par différentes <i>articulations</i> . C'est un <i>élément</i> qui, vidé de son sens spécifique, soutient une chaîne d'équivalences entre les différentes composantes discursives. L'émergence d'un <i>signifiant vide</i> équivaut à une <i>fermeture</i> discursive, soit une fixation plus ou moins stable de sens dans un <i>champ discursif</i> .
<p style="text-align: center;">Identité</p> <p>Articulation de la position du sujet au sein d'un discours qui est toujours incomplet.</p>	<i>Positions du sujet</i>	Différentes possibilités quant à la construction du sens d'un sujet dans différents discours.
	<i>Contingence</i>	Une identité donnée est possible, mais pas nécessaire. Il peut n'y avoir aucun discours unique qui structure exclusivement le social.
	<i>Sujet divisé</i>	Un sujet perpétuellement incomplet et constamment forcé à devenir un tout.
<p style="text-align: center;">Politique</p> <p>L'organisation, d'une façon particulière, de la société qui exclut tout autre arrangement possible.</p>	<i>Antagonisme</i>	Caractère discursif extérieur qui représente une force menaçante pour le discours hégémonique.
	<i>Hégémonie</i>	La fixation de signification sur un terrain antagoniste qui naturalise une articulation particulière.
	<i>Objectivation</i>	Discours qui devient apparemment naturel et incontesté par une intervention hégémonique.
	<i>Dislocation</i>	Un événement contingent qui ne peut pas acquérir de symbole pour être représenté au sein d'un discours et qui perturbe et déstabilise l'ordre de signification.

(Müller, 2010 : 11)

APPENDICE B

REGROUPEMENT DES COOCCURRENCES ET DES FRÉQUENCES

<i>Termes</i>	<i>Fréquence</i>
Earth Negotiations	428
Post-2015 agenda	153
Governance	128
Health	127
Intergovernmental negotiations	123
Indicator framework	94
Social protection	83
Employment	71
Interactive dialogues	62
SDGs and targets	53
Poverty and hunger	53
New agenda	48
Post-2015 process	47
Review mechanism	46
Gender equality and women	46
Economic growth	43
Sustainable transport	35
Inclusive societies	35
Technology facilitation mechanism	34
Rights-based approach	33
Energy efficiency	32
Global indicators	32
Sustainable cities	30
Rural areas	26
Fossil fuel subsidies	26
Informal consultations	26

<i>Termes</i>	<i>Fréquence</i>
Young people	25
Implementation of the agenda	24
Water resources	24
Environmental sustainability	23
Technology and innovation	21
Specific goals	19
Review of implementation	19
Chemicals and wastes	18
Energy access	18
Local communities	18
Conflict prevention	17
Environmental dimensions	16
Development of indicators	16
Accountability mechanisms	13
Role of the private sector	13
Land degradation and drought	13
Climate change	13
Macroeconomic policy questions	12
External debt sustainability	11
Post-2015 outcome document	11
Stand-alone goal on oceans	10
New development agenda	8
Promotion of durable peace	7
Review at the global level	6

APPENDICE C

PROTOCOLE DE CODAGE, DISCOURS SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ontologie

Le discours n'est pas un objet neutre puisqu'il s'établit à l'aide d'une chaîne de signifiants variés. L'édification d'un cadre rigide visant à codifier le discours politique liant le développement durable et l'énergie pourrait apparaître hasardeuse, il s'avère alors nécessaire de l'organiser en fonction des relations de représentations hégémoniques de sorte que la conception relationnelle attribuée au discours par Laclau et Mouffe puisse saillir. Le caractère relationnel du discours entraîne plusieurs points de rupture de telle manière que la structure sociale est imprévisible. La nature changeante de celle-ci nous oblige à accorder une attention spéciale à son articulation (Hansen et Sonnichsen, 2014: 259). Ce qui retient notre attention dans l'édification de ce codage, ce n'est pas tant ce qui compose le centre du discours, mais plutôt le résultat contingent des interventions articulatoires.

Épistémologie

La constance de ce codage s'appuiera sur un outil fondamental d'analyse, l'hégémonie. L'espace politique n'étant jamais un jeu à somme nulle, l'hégémonie prend tout son sens puisque les règles ne sont jamais clairement explicites ni les joueurs parfaitement connus (Laclau et Mouffe, 2001, p. 193). Le caractère ouvert du social, son ambiguïté, permettra de tracer une ligne de démarcation entre les différences et les équivalences qui composent la signification du développement durable en lien avec l'énergie.

Unité d'analyse

Le corpus qui sera analysé est composé de deux ensembles de discours. Le premier est constitué de la somme des allocutions tenues lors du Sommet du développement durable de l'ONU ayant eu lieu à New York du 25 au 27 septembre 2015. Cet ensemble est essentiellement constitué d'allocutions de chefs d'État, mais contient aussi certains discours d'organisations intergouvernementales et privées, ainsi que ceux de groupes de travail (*working group*) qui ont participé à l'élaboration des Objectifs du développement durable (ODD). Le second ensemble est composé d'énoncés d'acteurs impliqués dans l'articulation du lien entre l'énergie et le développement durable. Ils sont regroupés au sein de quatre groupes, soit celui des

organisations à but non lucratif, les organisations intergouvernementales, les organisations privées, ainsi que les penseurs de la décroissance. Cette subdivision vise à assurer la représentation de la contingence des articulations discursives.

Codage

A. Source : allocution/énoncé

1. Allocution
2. Énoncé

B. Acteurs

1. Chef d'État/gouvernements
2. Groupe de travail (*Working group*)
3. Organisation intergouvernementale
4. Organisations privées
5. OBNL
6. Penseurs de la décroissance

C. Nom de l'acteur (organisme/État qu'il représente)

D. Numéro de l'allocution/énoncé

E. Date de l'énoncé/allocution sous le format JJ/MM/AAAA

F. Titre de l'énoncé/allocution

G. - H Croissance des énergies renouvelables. Le caractère vertueux (éthique) bien que coûteux (technologie) des énergies renouvelables (EnR) le place dans une relation conflictuelle. Celles-ci sont prises en étau entre la poursuite de la croissance économique et la protection de l'environnement. Pour certains, la protection de l'environnement justifie une croissance rapide des énergies renouvelables, pour d'autres, la protection du développement économique justifie une progression lente.

G. La Croissance des énergies renouvelables est-elle rapide?

1. Oui
2. Non

H. La Croissance des énergies renouvelables est-elle lente?

1. Oui
2. Non

I. - J. Croissance des énergies fossiles. Le rôle des énergies fossiles est le pilier du développement des économies libérales, de sorte que pour certains, la poursuite de leur extraction est nécessaire à la bonne santé économique, alors que pour d'autres, elle est synonyme de dépendance et de vulnérabilité (santé, environnement, prix ...), ce qui démontre l'importance de sortir de cette dépendance aux énergies fossiles.

I. Doit-on poursuivre la croissance des énergies fossiles?

1. Oui
2. Non

J. Doit-on cesser la croissance (sortir) des énergies fossiles?

1. Oui
2. Non

K. -N. Nature du changement. Les Objectifs du développement durable (ODD) visent, à travers leurs 17 objectifs, à mettre un terme à toutes formes de pauvreté, à lutter contre les inégalités et à mener le combat contre les changements climatiques. Cet appel à l'action s'articule différemment selon l'acteur qui l'énonce, de sorte que les priorités varient, mais peuvent aussi s'additionner.

I. Changement, la nature du changement est-elle liée à l'énergie?

1. Oui
2. Non

L. Changement, la nature du changement est-elle économique?

1. Oui
2. Non

M. Changement, la nature du changement est-elle d'ordre politique?

1. Oui
2. Non

N. Changement, la nature du changement est-elle d'ordre social?

1. Oui
2. Non

O. – Q. État de l'action à prendre pour atteindre le développement durable. Puisque les ODD constituent un plan d'action pour « les peuples, la planète et la prospérité », il s'avère important de déterminer la façon dont les acteurs envisagent ce passage à l'acte. Pour certains, il n'est question que d'adapter le modèle économique actuel afin qu'il soit plus « durable »; pour d'autres, il s'agit d'assurer une transition vers un modèle plus viable, alors que pour d'autres encore, il faut carrément transformer la nature du système économique actuel.

O. L'action à prendre est-elle une transition (passer d'un état à un autre, stade intérimaire)?

1. Oui
2. Non

P. L'action à prendre est-elle une transformation (changer la nature d'une chose pour obtenir une autre chose) ?

1. Oui
2. Non

Q. L'action à prendre est-elle une adaptation (ajuster, modifier quelque chose pour qu'il puisse s'adapter à une autre chose) ?

1. Oui
2. Non

R. – S. Provenance de l'investissement. Le financement des ODD est une préoccupation centrale. Certains considèrent que les risques associés au développement durable doivent être partagés par tous, souvent sous la forme de partenariat public-privé (PPP). D'autres suggèrent que les gouvernements se portent garants du financement des ODD, souvent par méfiance à l'égard du secteur privé, mais pas exclusivement.

R. La provenance de l'investissement est-elle publique?

1. Oui
2. Non

S. Provenance de l'investissement est-elle privé?

1. Oui
2. Non

T. – V. Sentiment d'urgence. Les nombreuses interventions relatives au développement durable font mention de l'urgence d'agir, mais d'un acteur à l'autre, celle-ci varie. Parfois, elle concerne davantage le caractère économique, le réchauffement climatique ou plus largement, la dégradation de l'environnement, mais elle touche aussi des questions d'ordre social telles que la justice, l'égalité, les disparités, etc. Il arrive aussi que ces divers enjeux soient joints.

T. Sentiment d'urgence, est-il provoqué par le réchauffement climatique?

1. Oui
2. Non

U. Sentiment d'urgence, est-il provoqué par les difficultés économiques?

1. Oui
2. Non

V. Sentiment d'urgence, est-il provoqué par la crise sociale?

1. Oui
2. Non

W. – Y. Résilience. Souvent présentée comme la façon dont les individus peuvent s'adapter aux divers changements, qu'ils soient d'ordre environnemental,

économique ou social, la résilience est parfois critiquée par d'autres acteurs en raison du transfert de responsabilité du risque des pouvoirs publics vers les individus par une extension d'une rationalité de marché à l'ensemble de la vie sociale.

W. Résilience, devons-nous être résilients au choc environnemental?

1. Oui
2. Non

X. Résilience, devons-nous être résilients aux chocs économiques?

1. Oui
2. Non

Y. Résilience, devons-nous être résilients aux chocs sociaux?

1. Oui
2. Non

Z. – AB. COOPÉRATION. Dans la mise en place du plan d'action lié aux ODD, la solidarité constitue une pièce maîtresse. Le caractère universel des ODD justifie, pour plusieurs, un large partenariat regroupant chacun des intervenants, soit les instances publiques, privées ainsi que celles de la société civile. En fonction des acteurs, l'articulation de ce partenariat varie et certains acteurs prennent plus ou moins d'importance.

Z. Coopération, la coopération est-elle de nature public-privé.

1. Oui
2. Non

AA. Coopération, la coopération est-elle de nature public-privé-société civile.

1. Oui
2. Non

AB. Coopération, la coopération est-elle de nature publique-société civile.

1. Oui
2. Non

AC. – AE. Niveau de gouvernance. La complexité relative au concept de gouvernance est évocatrice, notamment en ce qui a trait au développement durable. La réalisation des objectifs organisationnels et sociétaux liés au développement durable, soit la façon de déterminer qui détient le pouvoir, qui prend les décisions et qui en est responsable varie d'un acteur à l'autre. Pour certains, cette gouvernance s'effectue à un seul niveau, alors que pour d'autres, les niveaux sont multiples.

AC. Le niveau de gouvernance en matière d'atteinte des objectifs du développement durable (ODD) devrait être **local**.

1. Oui
2. Non

AD. Le niveau de gouvernance en matière d'atteinte des objectifs du développement durable (ODD) devrait être **national**.

1. Oui
2. Non

AE. Le niveau de gouvernance en matière d'atteinte des objectifs du développement durable (ODD) devrait être **international**.

1. Oui
2. Non

AF. – AH. Accès à l'énergie. L'« accès à l'énergie » est qualifié par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) comme devant être « un accès fiable et peu cher ». Le caractère général de cette définition prend un sens différent en fonction du locuteur. Les pays développés font référence à la sécurité énergétique devant assurer la poursuite de la croissance économique. À l'opposé, les pays en voie de développement considèrent l'accès à l'énergie comme un moyen devant assurer la sécurité alimentaire, permettre la réduction de la pauvreté et des inégalités grâce au développement économique, tout en rendant possible un meilleur déploiement des services de santé.

AF. L'Accès à l'énergie est bénéfique pour la croissance économique.

1. Oui
2. Non

AG. L'Accès à l'énergie est bénéfique pour la réduction de la pauvreté et des inégalités.

1. Oui
2. Non

AH. L'Accès à l'énergie est bénéfique pour l'amélioration de la santé.

1. Oui
2. Non

AI. – AM. Solution. Les problèmes liés au développement durable sont multiples et il en va de même pour les solutions mises de l'avant par les différents locuteurs. Une majorité semble s'entendre sur l'importance de la coopération et l'apport des technologies pour y arriver. Peu nombreux sont ceux qui font référence à l'énergie et à l'extrémité des spectres de solution, il y a ceux qui en appellent à la décroissance.

AI. La solution au développement durable passe par l'innovation technologique.

1. Oui
2. Non

AJ. La solution au développement durable passe par la décentralisation de la production d'énergie.

1. Oui
2. Non

AK. La solution au développement durable passe par la sortie des énergies fossiles.

1. Oui
2. Non

AL. La solution au développement durable passe par la coopération.

1. Oui
2. Non

AM. La solution au développement durable passe par la décroissance.

1. Oui
2. Non

AN. – AP. Objectifs du développement durable

AN. Les **ODD** constituent le *statu quo*.

1. Oui
2. Non

AO. Les **ODD** constituent une transformation.

1. Oui
2. Non

AP. Les **ODD** constituent une transition.

1. Oui
2. Non

AQ. – AT. Acteurs ayant le plus de pouvoir. Il n'est pas question ici de gouvernance, mais plutôt de la capacité morale que détiennent les acteurs concernés par les ODD. Un acteur semble jouir d'une autorité reconnue, d'une certaine reconnaissance explicite ou tacite de la part des autres acteurs, ce qui lui confère un certain pouvoir. Explicitement, une majorité de locuteurs donnent préséance aux gouvernements nationaux comme acteur d'importance, alors que le rôle des autres acteurs est moins explicite.

AQ. Les gouvernements nationaux sont-ils les **acteurs ayant le plus de pouvoir** au sein de la gouvernance environnementale mondiale?

1. Oui
2. Non

AR. Les organisations internationales sont-elles les **acteurs ayant le plus de pouvoir** au sein de la gouvernance environnementale mondiale?

1. Oui
2. Non

AS. Le secteur privé est-il l'**acteur ayant le plus de pouvoir** au sein de la gouvernance environnementale mondiale?

1. Oui
2. Non

AT. La société civile est-elle l'**acteur ayant le plus de pouvoir** au sein de la gouvernance environnementale mondiale?

1. Oui
2. Non

AU. Limites de la planète. Est-il fait référence aux limites à ne pas dépasser?

1. Oui
2. Non
3. NA

AV. Contradiction. Est-il fait mention de contradictions entre le modèle économique actuel et les ODD?

1. Oui
2. Non

AW. - AX Utilisation de l'énergie. Lorsqu'il est question de la réduction en matière de consommation énergétique, une vaste majorité d'acteurs prônent l'efficacité énergétique, soit la réduction de l'énergie nécessaire pour la production de produits et services. D'autres, au contraire, font référence à la suffisance énergétique qui vise à revoir les structures sociales qui comportent les besoins en énergie.

AW. Doit-on faire un **usage** efficace (*efficiency*) de l'**énergie**?

1. Oui
2. Non

AX. Doit-on faire un **usage** suffisant (*sufficiency*) de l'**énergie**?

1. Oui
2. Non

APPENDICE D

DISCOURS,
SOMMET SUR LES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE,
25-27 SEPTEMBRE 2015, NEW YORK

<i>Nom, Prénom</i>	<i>Fonction</i>	<i>Pays</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Abdel Aziz, Mohamed Ould	President	Mauritania	2015-09-26	20678mauritana-eng
Abdullah, Abdullah	Chief Executive Officer	Afghanistan	2015-09-25	20281afghanistan
Abdyldayev, Erlan	Minister for Foreign Affairs	Kyrgyzstan	2015-09-25	20393kyrgyzstan_Traduction
Abe, Shinzo	Prime Minister	Japan	2015-09-27	20968japans
Áder, János	President	Hungary	2015-09-25	A/70/PV.5_18
'Akilisi Pōhiva, Samiuela	Prime Minister	Tonga	2015-09-26	20723tonga
Al Sisi, Abdel Fattah	President	Egypt	2015-09-25	20253egypt
Albert II of Monaco	Prince	Monaco	2015-09-26	20503monaco-eng-
Al-Jubeir, Adel	Minister for Foreign Affairs	Saudi Arabia	2015-09-25	21046saudiarabia_TRADUCTION
Allali, Badre Eddine	Under-Secretary- General for Social Affairs	League of Arab States	2015-09-25	20325league-of-arab-states_Traduction
Al-Qasimi, Sheikha	Minister of International Cooperation and Development	United Arab Emirates	2015-09-26	20748uae-eng-
Anastasiades, Nicos	President	Cyprus	2015-09-26	20508cyprus
Andrzej	Duda, President	Poland	2015-09-27	21038poland
Archbishop Gallagher	Secretary for Relations with States	Holy See	2015-09-26	20778holy-see-1-

<i>Nom, Prénom</i>	<i>Fonction</i>	<i>Pays</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
As Sy, Elhadj	Secretary General	International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies	2015-09-25	20441redcross
Atallah, Béatrice	Minister for Foreign Affairs	Madagascar	2015-09-26	20463madagascar
Bach, Thomas	President	International Olympic Committee (IOC)	2015-09-26	20477international-olympic-committee
Bachelet Jeria, Michelle	President	Chile	2015-09-27	A/70/PV.11_28_Dialogue V
Bachelet Jeria, Michelle	President	Chile	2015-09-25	20297chile
Badrising, Niermala	Minister for Foreign Affairs	Suriname	2015-09-25	20405suriname
Balakrishnan, Vivian	Minister for Environment and Water Resources	Singapore	2015-09-27	20918singapore
Balde, Abdoulaye	Minister of Environment and Sustainable Development	Senegal	2015-09-27	A/70/PV.11_29_Dialogue VI
Balisacan, Arsenio	Minister for Socioeconomic Planning	Philippines	2015-09-27	21008philippines
Ballestrazzi, France	President	Interpol	2015-09-26	A/70/PV.9_25
Bangali, Andrew	Director-General of the Ministry for Foreign Affairs and International Cooperation	Sierra Leone	2015-09-26	20753sierra-leone
Beagle, Jan	Deputy Executive Director	Joint United Nations Programme on HIV/AIDS	2015-09-25	A/70/PV.6_46
Beales, Sylvia	Representative	HelpAge International	2015-09-25	20445helpage-international
Bělobrádek, Pavel	Deputy Prime Minister	Czech Republic	2015-09-26	20738czech-republic
Berdimuhamedov, Gurbanguly	President	Turkmenistan	2015-09-25	20245turkmenistan
Bettel, Xavier	Prime Minister, Minister of State, Minister for Communications and the Media and Minister of Worship	Luxembourg	2015-09-27	20978luxembourg
bin Mohamed Al-Attiyah, Khalid	Minister for Foreign Affairs	Qatar	2015-09-27	20908qatar-eng-
bint Saeed Al Saleh, Faeqa	Minister of Social Development	Bahrain	2015-09-25	20389bahrain_Traduction
Bishop, Julie	Minister for Foreign Affairs	Australia	2015-09-27	21028australia
Bokhari, Abdul Moiz	Adviser to the Secretary General	Organization of the Islamic Cooperation	2015-09-26	20493organization-of-islamic-cooperation
Bongo Ondimba, Ali	President of	Gabon	2015-09-26	20663gabon
Boubacar Keita, Ibrahim	President	Mali	2015-09-26	20673mali
Boulama Kané, Aïchatou	Minister for Foreign Affairs	Niger	2015-09-25	20397niger
Browne, Gaston Alphonso	Prime Minister	Antigua and Barbuda	2015-09-25	20361antigua-and-barbuda
Buhari, Muhammadu	President	Nigeria	2015-09-25	A/70/PV.5_13
Butore, Joseph	Vice-President	Burundi	2015-09-26	20703burundi
Cameron, David	Prime Minister	United Kingdom	2015-09-27	A/70/PV.11_22

<i>Nom, Prénom</i>	<i>Fonction</i>	<i>Pays</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Cartes Jara, Horacio Manuel	President	Paraguay	2015-09-27	20933paraguay
Castro Ruz, Raúl	President of the Councils of State and Ministers of the Republic	Cuba	2015-09-26	20543cuba-eng
Cerar, Miro	Prime Minister	Slovenia	2015-09-25	20365slovenia
Cerar, Miro	Prime Minister	Slovenia	2015-09-27	A/70/PV.11_26_Dialogue I
Chagwa Lungu, Edgar	President	Zambia	2015-09-26	A/70/PV.8_13
Chan-o-cha, Prayut	Prime Minister	Thailand	2015-09-27	20973thailand
Chowdhury, Saber	President	Inter-Parliamentary Union	2015-09-25	A/70/PV.6_35
Clos, Joan	Under-Secretary-General and Executive Director	UN-Habitat	2015-09-26	A/70/PV.9_33
Coleiro Preca, Marie Louise	President	Malta	2015-09-27	20858malta
Correa, Rafael	Constitutional President	Ecuador	2015-09-27	20813ecuador
Čović, Dragan	Chairman of the Presidency	Bosnia and Herzegovina	2015-09-27	A/70/PV.10_4
Davið Gunnlaugsson, Sigmundur	Prime Minister	Iceland	2015-09-26	20578iceland
Davis Anthony, Kenny	Prime Minister and Minister for Finance, Economic Affairs and Social Security of	Saint Lucia	2015-09-26	20708saint-lucia
Davutoğlu, Ahmet	Prime Minister	Turkey	2015-09-27	20988turkey
de Araújo, Rui Maria	Prime Minister	Timor-Leste	2015-09-26	20598timor-leste
De Brum, Tony	Minister for Foreign Affairs	Marshall Islands	2015-09-26	20783marshall-island
de León, Eneida	Minister for Housing, Territorial Planning and Environment	Uruguay	2015-09-26	20613uruguay
Desalegn, Hailemariam	Prime Minister	Ethiopia	2015-09-25	20377ethiopia
Dhoinine, Ikillilou	President	Comoros	2015-09-26	20658comoros
Dion, Leo	Deputy Prime Minister and Minister for Inter-Government Relations	Papua New Guinea	2015-09-26	20733papa-new-guinea
Divavesi Waqa, Baron	President	Nauru	2015-09-26	20498nauru
Domingos Vicente, Manuel	Vice-President	Angola	2015-09-26	20608angola
Don Felipe VI	King	Spain	2015-09-25	20333spain
Dramani Mahama, John	President	Ghana	2015-09-27	20943ghana
Elrington, Wilfred	Attorney General and Minister for Foreign Affairs and Foreign Trade	Belize	2015-09-25	20413belize
Emery Trovoada, Patrice	Prime Minister	Sao Tome and Principe	2015-09-26	A/70/PV.8_21
Esang Remengesau, Tommy Jr.	President	Palau	2015-09-25	A/70/PV.5_15
Essid, Habib	Head of Government	Tunisia	2015-09-27	20888tunisia_TRADUCTION

<i>Nom, Prénom</i>	<i>Fonction</i>	<i>Pays</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Essozimna Gnassingbe, Faure	Prime Minister, Minister for Foreign Affairs and Trade and Minister for Education and Training	Togo	2015-09-25	20293togo
Fakhoury, Imad Najib	Minister for Planning and International Cooperation	Jordan	2015-09-26	A/70/PV.7_35
Fischer, Heinz	Federal President	Austria	2015-09-27	20803austria
Fofana, Mariame	Head of the delegation	Burkina Faso	2015-09-25	20425burkina-faso
Francis	Pope	Holy See	2015-09-25	20225pope-francis-eng-
Fuentes Soria, Juan Alfonso	Vice-President	Guatemala	2015-09-25	20353guatemala-eng-
Gakosso, Jean-Claude	Minister for Foreign Affairs and Cooperation	Republic of the Congo	2015-09-25	A/70/PV.6_23
Gakosso, Jean-Claude	Minister for Foreign Affairs and Cooperation	Republic of the Congo	2015-09-25	20401congo
Garibashvili, Irakli	Prime Minister	Georgia	2015-09-26	A/70/PV.7_21
Germain Joseph, Yves	Minister for Planning and External Cooperation	Haiti	2015-09-25	20417haiti
Geun-Hye, Park	President	Republic of Korea	2015-09-26	20533korea
Ghandour, Ibrahim Ahmed	Minister of Foreign Affairs	Sudan	2015-09-26	20618sudan-eng-
Gherman, Natalia	Deputy Prime Minister and Minister for Foreign Affairs and European Integration	Moldova	2015-09-26	20728moldova
Gladstone Christie, Perry	Prime Minister and Minister of Finance	Bahamas	2015-09-25	A/70/PV.4_14
Gonsalves, Ralph	Prime Minister, Minister for Finance, National Security, Grenadines and Legal Affairs	St. Vincent and the Grenadines	2015-09-25	20257st-vincent-and-the-grenadines
González, Arancha	Executive Director	International Trade Centre (ITC)	2015-09-26	20798trade-centre
Grabar-Kitarović, Kolinda	President	Croatia	2015-09-25	20237croatia
Grabar-Kitarović, Kolinda	President	Croatia	2015-09-27	A/70/PV.11_27_Dialogue II
Granger, David Arthur	President	Guyana	2015-09-25	20301guyana
Graziano da Silva, José	Director-General	Food and Agriculture Organization (FAO)	2015-09-25	20461fao
Gruevski, Nikola	President	The former Yugoslav Republic of Macedonia	2015-09-27	A/70/PV.11_17
Grybauskaitė, Dalia	President	Lithuania	2015-09-27	A/70/PV.11_13
Guelleh, Ismaël Omar	President and Head of Government	Djibouti	2015-09-27	20863djibouti
Harris, Timothy S.	Prime Minister, Minister for Sustainable Development, National Security, People Empowerment and Constituency Empowerment	Saint Kitts and Nevis	2015-09-26	20593st-kitts-and-nevis
Hasler, Adrian	Prime minister	Liechtenstein	2015-09-25	20357liechtenstein
Helke, Jill	Director of International Partnership and Cooperation	International Organization for Migration (IOM)	2015-09-26	20489iom
Hendrik Ilves, Toomas	President	Estonia	2015-09-26	20668estonia
Hernandez Alvarado, Juan Orlando	President	Honduras	2015-09-25	20341honduras

<i>Nom, Prénom</i>	<i>Fonction</i>	<i>Pays</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Hollande, François	President	France	2015-09-27	A/70/PV.11_7
Hopgood, Susan	President	Education International (Organization)	2015-09-25	A/70/PV.6_46.2
Humala Tasso, Ollanta	President	Peru	2015-09-26	20648peru
Humala Tasso, Ollanta	President	Peru	2015-09-27	A/70/PV.11_30_Dialogue IV
Ignatius Gomes, Patrick	Secretary General	African, Carribean, and Pacific Group of States	2015-09-26	20788acp
Ja'afari, Bashar	Head of Delegation	Syria	2015-09-26	20465syria
Jacinto Nyusi, Filipe	President	Mozambique	2015-09-26	20518mozambique-eng-
Jean, Michaëlle	Secretary General	Organisation Internationale de la Francophonie	2015-09-25	20449francophonie
Jinping, Xi	President	China	2015-09-26	20548china
Johnson-Sirleaf, Ellen	President	Liberia	2015-09-25	20309liberia
Jugnauth, Anerood	Prime Minister, Minister of Defence and Home Affairs, Minister of Rodrigues and National Development Unit	Mauritius	2015-09-27	20983mauritius
Jusuf Kalla, Muhammad	Vice-President	Indonesia	2015-09-26	20558indonesia
Kamilov, Abdulaziz	Minister for Foreign Affairs	Uzbekistan	2015-09-25	20409uzbekistan-eng-
Kazhoyan, Vahram	Representative	Armenia	2015-09-26	A/70/PV.9_35-37
Keabetswe Masisi, Mokgweetsi Eric	Vice-President	Botswana	2015-09-25	20349botswana
Kenny, Enda	Prime Minister	Ireland	2015-09-25	A/70/PV.4_18
Kenyatta, Uhuru	President and Commander - -in -Chief of the Defence Forces	Kenya	2015-09-25	20305kenya
Khan, Irene	Director-General	International Development Law Organization	2015-09-26	20481international-development-law- organization
Killen, Brenda	Deputy Director	Organization for Economic Cooperation for Development (OECD)	2015-09-25	20453oecd
Kim, Jim Yong	President	World Bank	2015-09-25	A/70/PV.4_24
Ki-moon, Ban	Secretary-General,	UN Secretary General	2015-09-25	A/70/PV.4_4
Kituyi, Mukhisa	Secretary-General	United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)	2015-09-25	A/70/PV.6_44
Koffi Diby, Charles	Minister for Foreign Affairs	Côte d'Ivoire	2015-09-25	20273cote-divoire-r1
Kreutner, matteo	Dean and Executive Secretary	International Anti- Corruption Academy	2015-09-25	20433iaca

<i>Nom, Prénom</i>	<i>Fonction</i>	<i>Pays</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Lagarde, Christine	Managing Director of	International Monetary Fund (IMF)	2015-09-25	A/70/PV.4_25
Lajčák, Miroslav	Deputy Prime Minister and Minister for Foreign Affairs	Slovakia	2015-09-27	21003slovakia
Lalande, Steve	Council Member	International Forum of National NGO Platforms	2015-09-26	A/70/PV.9_34
Lamamra, Ramtane	Minister for Foreign Affairs	Algeria	2015-09-27	21033algeria
Lavrov, Sergey	Minister for Foreign Affairs	Russian Federation	2015-09-27	20903russian-fed-eng-
Leterme, Yves	Secretary-General	International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA)	2015-09-26	20485idea-1-
Liu, Fang	Secretary General	International Civil Aviation Organization (ICAO)	2015-09-25	20457icao
Löfven, Stefan	Prime Minister	Sweden	2015-09-26	20588sweden-eng-
Lourencéy Fall, François	Minister of State and Minister of Foreign Affairs and of Guineans abroad	Guinea	2015-09-26	20603guinea
Lukashenka, Alyaksandr	President	Belarus	2015-09-27	20848belarus-eng-
Macdouall-Gaye, Neneh	Minister for Foreign Affairs	Gambia	2015-09-25	20421gambia
Machete, Rui	Minister for Foreign Affairs	Portugal	2015-09-27	21013portugal
Maduro Moros, Nicolás	President	Venezuela	2015-09-27	20818venezuela
Mahamat, Moussa Faki	Minister for Foreign Affairs and African Integration	Chad	2015-09-26	20623chad
Malki, Riad	Minister for Foreign Affairs	Palestine	2015-09-26	A/70/PV.9_1
Mammadyarov, , Elmar	Minister for Foreign Affairs	Azerbaijan	2015-09-26	A/70/PV.9_36-37
Mammadyarov, Elmar	Minister for Foreign Affairs	Azerbaijan	2015-09-26	20743azerbaijan
Man Singh, Prakash	Deputy Prime Minister	Nepal	2015-09-25	A/70/PV.6_16
Maumoon, Dunya	Minister for Foreign Affairs	Maldives	2015-09-27	20913maldives
Maung Lwin, Wunna	Minister for Foreign Affairs	Myanmar	2015-09-26	20638myanmar
McCully, Murray	Minister for Foreign Affairs	New Zealand	2015-09-26	20758new-zealand
Medina Sánchez, Danilo	President	Dominican Republic	2015-09-26	20693dominican-republic
Merkel, Angela	Chancellor	Germany	2015-09-25	A/70/PV.4_15
Michel, Charles	Prime Minister	Belgium	2015-09-27	A/70/PV.11_27.2_Dialogue III
Michel, Charles	Prime Minister	Belgium	2015-09-27	20873belgium
Mitchell, Keith	Prime Minister and Minister for Finance and Energy, Minister for National Security, Public Administration, Disaster Management, Home Affairs, Information and Implementation	Grenada	2015-09-27	20883grenada
Modi, Narendra	Prime Minister	India	2015-09-25	20265india
Morales Ayma, Evo	Constitutional President	Bolivia	2015-09-25	A/70/PV.5_16
Morgan, Joël	Minister for Foreign Affairs and Transport	Seychelles	2015-09-25	A/70/PV.6_18

<i>Nom, Prénom</i>	<i>Fonction</i>	<i>Pays</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Moses, Dennis	Minister for Foreign Affairs	Trinidad and Tobago	2015-09-25	20277trinidad-and-tobago
Mosisili, Pakalitha Bethuel	Prime Minister	Lesotho	2015-09-26	20573lesotho
Mothae Maruping, Anthony	Commissioner for Economic Affairs	African Union	2015-09-25	A/70/PV.6_33
Moukoko Mbonjo, Pierre	Minister for Foreign Affairs	Cameroon	2015-09-26	20628cameroon
Mrisho Kikwete, Jakaya	President	United Republic of Tanzania	2015-09-26	A/70/PV.8_19
Mswati III	King, Head of State	Swaziland	2015-09-26	20653swaziland
Mugabe, Robert	President	Zimbabwe	2015-09-25	20345zimbabwe
Mushikiwabo, Louise	Minister for Foreign Affairs and Cooperation	Rwanda	2015-09-26	A/70/PV.9_11
Mutharik, Arthur Peter	President	Malawi	2015-09-25	A/70/PV.5_5
Nandi-Ndaitwah, Netumbo	Deputy Prime Minister and Minister for International Relations and Cooperation	Namibia	2015-09-25	A/70/PV.6_17
Nawaz Sharif, Muhammad	Prime Minister	Pakistan	2015-09-27	20868pakistan
Nazarbayev, Nursultan	President	Kazakhstan	2015-09-27	20843kazakhstan_TRADUCTION
Nguema Obiang Mangué, Teodoro	Vice-President	Equatorial Guinea	2015-09-26	20698aquatorial-guinea
Nguleka, Evelyn	President	World Farmers' Organisation	2015-09-26	A/70/PV.9_34,2
Nicholson, Arnold J.	Minister for Foreign Affairs	Jamaica	2015-09-25	20269jamaica
Niinistö, Sauli	President	Finland	2015-09-25	20241finland
Nikolić, Tomislav	President	Serbia	2015-09-27	20823serbia
Obama, Barak	President	United States of America	2015-09-27	A/70/PV.11_1
Omer, Abdusalam H	.Minister for Foreign Affairs and Investment Promotion	Somalia	2015-09-26	20773somali
Pankin, Dmitry	Chair of the Board of Governors	Eurasian Development Bank	2015-09-25	A/70/PV.6_34
Paradis, Christian	Minister of International Development and Minister for la Francophonie	Canada	2015-09-26	A/70/PV.7_34
Peña Nieto, Enrique	President	Mexico	2015-09-27	20948mexico
Pereira Neves, José Maria	Prime Minister and Minister of Reform	Cabo Verde	2015-09-25	20261cabo-verde
Plevneliev, Rosen	President	Bulgaria	2015-09-27	20833bulgaria
Poroshenko, Petro	President	Ukraine	2015-09-27	20898ukraine
Rahmon, Emomali	President	Tajikistan	2015-09-27	20828tajikistan
Rama, Edi	Prime Minister	Albania	2015-09-25	A/70/PV.6_4
Razak, Najib	Prime Minister	Malaysia	2015-09-27	A/70/PV.10_26
Renzi, Matteo	President of the Council of Ministers of the Republic	Italy	2015-09-27	A/70/PV.10_27

<i>Nom, Prénom</i>	<i>Fonction</i>	<i>Pays</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Roudil, Marie-Paule	Director	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)	2015-09-25	20429unesco-eng-fr
Rouhani, Hassan	President	Iran	2015-09-26	20513iran
Rousseff, Dilma	President	Brazil	2015-09-27	20808brazil
Rubiales de Chamorro, Maria	Deputy Minister for Foreign Affairs and Head of the Delegation	Nicaragua	2015-09-26	A/70/PV.9_16
Rutte, Mark	Prime Minister and Minister for General Affairs	Netherlands	2015-09-26	20568netherlands
Sabah al-Ahmad al-Jabir al-Sabah	Amir	Kuwait	2015-09-26	A/70/PV.7_10
Saboya Suny, Gilbert	Minister for Foreign Affairs	Andorra	2015-09-27	21018andorra-sp-
Sailele Malielegaoi, Tuilaepa	Prime Minister and Minister for Foreign Affairs and Trade	Samoa	2015-09-26	A/70/PV.7_16
Salam, Tammam	President	Lebanon	2015-09-26	A/70/PV.7_25
Saleh Essa Gwaider, Agila	Acting Head of State	Libya	2015-09-26	20538libya
Saleh, Osman	Minister for Foreign Affairs	Eritrea	2015-09-26	20763eritrea_TRADUCTION
Sall, Macky	President	Senegal	2015-09-26	20553senegal
Samba-Panza, Catherine	Head of State of the Transition	Central African Republic	2015-09-26	20683central-african-republic
Sánchez Cerén, Salvador	President	El Salvador	2015-09-25	20289el-salvador
Santos Calderón, Juan Manuel	President	Colombia	2015-09-25	20249231colombia
Sayasone, Choummaly	President	Lao People's Democratic Republic	2015-09-26	20528lao
Sen, Hun	Prime Minister	Cambodia	2015-09-26	20583cambodia
Shalom, Silvan	Vice Prime Minister	Israel	2015-09-27	20928israel
Sheikh Abdullah	Acting Minister for Foreign Affairs	Yemen	2015-09-26	20768yeman_Traduction
Sheikh Hasina	Prime Minister	Bangladesh	2015-09-27	20878bangladesh
Shetty, Salil	Secretary-General	Amnesty International	2015-09-25	20233amnesty-international
Sirisena, Maithripala	President	Sri Lanka	2015-09-27	20853sri-lanka
Soares Da Gama, Joao	Head of Delegation	Guinea-Bissau	2015-09-26	20469guinea-bissau
Sogavare, Manasseh	Prime Minister	Solomon Islands	2015-09-27	20958solomon-islands
Solberg, Erna	Prime Minister	Norway	2015-09-25	20221norway
Solís Rivera, Luis Guillermo	President	Costa Rica	2015-09-27	20938costa-rica-eng-
Sommaruga, Simonetta	President	Switzerland	2015-09-25	20337swizerland-eng-
Sosene Sopoaga, Enele	Prime Minister	Tuvalu	2015-09-25	20369tuvalu
Stuart, Freundel	Prime Minister	Barbados	2015-09-25	20373barbados

<i>Nom, Prénom</i>	<i>Fonction</i>	<i>Pays</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Su Yong, Ri	Minister for Foreign Affairs	Democratic People's Republic of Korea	2015-09-27	21023dprk
Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah	Sultan	Brunei Darussalam	2015-09-26	20523brunei-darussalam
Tan Sang, Truong	President	Vietnam	2015-09-25	20321vietnam
Timerman, Hector	Minister for Foreign Affairs, International Trade and Worship	Argentina	2015-09-27	A/70/PV.12_7
Timmermans, Frans	First Vice-President	European Union	2015-09-27	A/70/PV.10_30
Tong, Anote	President, Head of Government and Minister for Foreign Affairs	Kiribati	2015-09-25	20313kiribati
Tsakhia, Elbegdorj	President	Mongolia	2015-09-25	20329mongolia
Tshering Tobgay, Lyonchoen	Prime Minister	Bhutan	2015-09-25	20381bhutan
Tsipras, Alexis	Prime Minister	Greece	2015-09-27	20893greece
Tukuitonga, Colin	Director General	Pacific Community	2015-09-26	20793pacific-community
Varela Rodríguez, Juan Carlos	President	Panama	2015-09-25	20317panama
Vējonis, Raimonds	President	Latvia	2015-09-25	20285latvia
Venturini, Roberto and Belluzzi, Andrea	Captains Regent	San Marino	2015-09-26	20688san-marino
Voreqe Bainimarama, Josaia	Prime Minister	Fiji	2015-09-26	20718fiji
Vujanović, Filip	President	Montenegro	2015-09-27	20953montenegro
Wani Igga, James	Vice-President	South Sudan	2015-09-27	A/70/PV.10_20
Werner Iohannis, Klaus	President	Romania	2015-09-27	A/70/PV.10_14
Wilson, Mark	Group Chief Executive Officer	Aviva (Firm)	2015-09-25	A/70/PV.4_23
Xinsheng, Zhang	President	International Union for Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN)	2015-09-25	A/70/PV.6_36
Yayi, Boni	President	Benin	2015-09-26	A/70/PV.8_7
Zannier, Lamberto	Secretary General	Organization for Security and Cooperation in Europe	2015-09-26	20497osce
Zuma, Jacob	President	South Africa	2015-09-27	20838south-africa

APPENDICE E

REGROUPEMENTS DISCURSIFS DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT,
SOMMET SUR LES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE,
25-27 SEPTEMBRE 2015, NEW YORK

<i>Acteur</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Afghanistan	2015-09-25	20281afghanistan
Andorra	2015-09-27	21018andorra-sp-
Angola	2015-09-26	20608angola
Antigua and Barbuda	2015-09-25	20361antigua-and-barbuda
Bahamas	2015-09-25	A/70/PV.4_14
Bahrain	2015-09-25	20389bahrain_Traduction
Bangladesh	2015-09-27	20878bangladesh
Barbados	2015-09-25	20373barbados
Benin	2015-09-26	A/70/PV.8_7
Bhutan	2015-09-25	20381bhutan
Bolivia	2015-09-25	A/70/PV.5_16
Bosnia and Herzegovina	2015-09-27	A/70/PV.10_4
Botswana	2015-09-25	20349botswana
Brunei Darussalam	2015-09-26	20523brunei-darussalam
Burkina Faso	2015-09-25	20425burkina-faso
Burundi	2015-09-26	20703burundi
Cabo Verde	2015-09-25	20261cabo-verde
Cambodia	2015-09-26	20583cambodia
Cameroon	2015-09-26	20628cameroon
Central African Republic	2015-09-26	20683central-african-republic
Chad	2015-09-26	20623chad
Colombia	2015-09-25	20231colombia
Comoros	2015-09-26	20658comoros
Congo	2015-09-25	A/70/PV.6_23

<i>Acteur</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Costa Rica	2015-09-27	20938costa-rica-eng-
Côte d'Ivoire	2015-09-25	20273cote-divoire-r1
Democratic People's Republic of Korea	2015-09-27	21023dprk
Djibouti	2015-09-27	20863djibouti
Dominican Republic	2015-09-26	20693dominican-republic
Dominican Republic	2015-09-26	20693dominican-republic
Ecuador	2015-09-27	20813ecuador
El Salvador	2015-09-25	20289el-salvador
Equatorial Guinea	2015-09-26	20698aquatorial-guinea
Eritrea	2015-09-26	20763eritrea_TRADUCTION
Ethiopia	2015-09-25	20377ethiopia
Fiji	2015-09-26	20718fiji
Gabon	2015-09-26	20663gabon
Gambia	2015-09-25	20421gambia
Ghana	2015-09-27	20943ghana
Grenada	2015-09-27	20883grenada
Guatemala	2015-09-25	20353guatemala-eng-
Guinea	2015-09-26	20603guinea
Guinea-Bissau	2015-09-26	20469guinea-bissau
Guyana	2015-09-25	20301guyana
Haiti	2015-09-25	20417haiti
Honduras	2015-09-25	20341honduras
Jamaica	2015-09-25	20269jamaica
Jordan	2015-09-26	A/70/PV.7_35
Kazakhstan	2015-09-27	20843kazakhstan_TRADUCTION
Kenya	2015-09-25	20305kenya
Kiribati	2015-09-25	20313kiribati
Kuwait	2015-09-26	A/70/PV.7_10
Kyrgyzstan	2015-09-25	20393kyrgyzstan_Traduction
Lao People's Democratic Republic	2015-09-26	20528lao
Latvia	2015-09-25	20285latvia
Lebanon	2015-09-26	A/70/PV.7_25
Lesotho	2015-09-26	20573lesotho
Liberia	2015-09-25	20309liberia
Libya	2015-09-26	20538libya
Madagascar	2015-09-26	20463madagascar
Malawi	2015-09-25	A/70/PV.5_5
Maldives	2015-09-27	20913maldives

<i>Acteur</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Mali	2015-09-26	20673mali
Marshall Islands	2015-09-26	20783marshall-island
Mauritania	2015-09-26	20678mauritana-eng
Mauritius	2015-09-27	20983mauritiu
Mongolia	2015-09-25	20329mongolia
Mozambique	2015-09-26	20518mozambique-eng-
Myanmar	2015-09-26	20638myanmar
Namibia	2015-09-25	A/70/PV.6_17
Nauru	2015-09-26	20498nauru
Nepal	2015-09-25	A/70/PV.6_16
Nicaragua	2015-09-26	A/70/PV.9_16
Niger	2015-09-25	20397niger
Pakistan	2015-09-27	20868pakistan
Palau	2015-09-25	A/70/PV.5_15
Palestine	2015-09-26	A/70/PV.9_1
Papua New Guinea	2015-09-26	20733papa-new-guinea
Paraguay	2015-09-27	20933paraguay
Peru	2015-09-26	20648peru
Peru	2015-09-27	A/70/PV.11_30_Dialogue IV
Philippines	2015-09-27	21008philippines
Qatar	2015-09-27	20908qatar-eng-
Rwanda	2015-09-26	A/70/PV.9_11
Saint Kitts and Nevis	2015-09-26	20593st-kitts-and-nevis
Saint Lucia	2015-09-26	20708saint-lucia
Samoa	2015-09-26	A/70/PV.7_16
San Marino	2015-09-26	20688san-marino
Sao Tome and Principe	2015-09-26	A/70/PV.8_21
Senegal	2015-09-26	20553senegal
Sierra Leone	2015-09-26	20753sierra-leone
Solomon Islands	2015-09-27	20958solomon-islands
Somalia	2015-09-26	20773somali
South Sudan	2015-09-27	A/70/PV.10_20
Sri Lanka	2015-09-27	20853sri-lanka
St. Vincent and the Grenadines	2015-09-25	20257st-vincent-and-the-grenadines
Sudan	2015-09-26	20618sudan-eng-
Suriname	2015-09-25	20405suriname
Swaziland	2015-09-26	20653swaziland
Syria	2015-09-26	20465syria

<i>Acteur</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Timor-Leste	2015-09-26	20598timor-leste
Togo	2015-09-25	20293togo
Tonga	2015-09-26	20723tonga
Trinidad and Tobago	2015-09-25	20277trinidad-and-tobago
Tuvalu	2015-09-25	20369tuvalu
United Arab Emirates	2015-09-26	20748uae-eng-
United Republic of Tanzania	2015-09-26	A/70/PV.8_19
Yemen	2015-09-26	20768yeman_Traduction
Zambia	2015-09-26	A/70/PV.8_13
Zimbabwe	2015-09-25	20345zimbabwe

APPENDICE F

REGROUPEMENTS DISCURSIFS DES PAYS ÉMERGENTS,
SOMMET SUR LES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE,
25-27 SEPTEMBRE 2015, NEW YORK

<i>Acteur</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Albania	2015-09-25	A/70/PV.6_4
Algeria	2015-09-27	21033algeria
Argentina	2015-09-27	A/70/PV.12_7
Armenia	2015-09-26	A/70/PV.9_35-37
Azerbaijan	2015-09-26	A/70/PV.9_36-37
Azerbaijan	2015-09-26	20743azerbaijan
Belarus	2015-09-27	20848belarus-eng-
Belize	2015-09-25	20413belize
Bosnia and Herzegovina	2015-09-27	A/70/PV.10_4
Brazil	2015-09-27	20808brazil
Bulgaria	2015-09-27	20833bulgaria
Chile	2015-09-25	20297chile
China	2015-09-26	20548china
Cuba	2015-09-26	20543cuba-eng
Egypt	2015-09-25	20253egypt
Georgia	2015-09-26	A/70/PV.7_21
India	2015-09-25	20265india
Indonesia	2015-09-26	20558indonesia
Iran	2015-09-26	20513iran
Israel	2015-09-27	20928israel
Kazakhstan	2015-09-27	20843kazakhstan_TRADUCTION
Kyrgyzstan	2015-09-25	20393kyrgyzstan_Traduction
Malaysia	2015-09-27	A/70/PV.10_26
Mexico	2015-09-27	20948mexico

<i>Acteur</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Moldova	2015-09-26	20728moldova
Montenegro	2015-09-27	20953montenegro
Nigeria	2015-09-25	A/70/PV.5_13
Panama	2015-09-25	20317panama
Republic of Korea	2015-09-26	20533korea
Republic of the Congo	2015-09-25	20401congo
Russian Federation	2015-09-27	20903russian-fed-eng-
Saudi Arabia	2015-09-25	21046saudiarabia_TRADUCTION
Serbia	2015-09-27	20823serbia
Seychelles	2015-09-25	A/70/PV.6_18
Singapore	2015-09-27	20918singapore
South Africa	2015-09-27	20838south-africa
Tajikistan	2015-09-27	20828tajikistan
Thailand	2015-09-27	20973thailand
The former Yugoslav Republic of Macedonia	2015-09-27	A/70/PV.11_17
Tunisia	2015-09-27	20888tunisia_TRADUCTION
Turkey	2015-09-27	20988turkey
Turkmenistan	2015-09-25	20245turmenistan
Ukraine	2015-09-27	20898ukraine
Uruguay	2015-09-26	20613uruguay
Uzbekistan	2015-09-25	20409uzbekistan-eng-
Venezuela	2015-09-27	20818venezuela
Vietnam	2015-09-25	20321vietnam

APPENDICE G

REGROUPEMENTS DISCURSIFS DES PAYS DÉVELOPPÉS,
SOMMET SUR LES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE,
25-27 SEPTEMBRE 2015, NEW YORK

<i>Acteur</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Australia	2015-09-27	21028australia
Austria	2015-09-27	20803austria
Belgium	2015-09-27	20873belgium
Bulgaria	2015-09-27	20833bulgaria
Canada	2015-09-26	A/70/PV.7_34
Croatia	2015-09-25	20237croatia
Cyprus	2015-09-26	20508cyprus
Czech Republic	2015-09-26	20738czech-republic
Estonia	2015-09-26	20668estonia
Finland	2015-09-25	20241finland
France	2015-09-27	A/70/PV.11_7
Germany	2015-09-25	A/70/PV.4_15
Greece	2015-09-27	20893greece
Hungary	2015-09-25	A/70/PV.5_18
Iceland	2015-09-26	20578iceland
Ireland	2015-09-25	A/70/PV.4_18
Italy	2015-09-27	A/70/PV.10_27
Japan	2015-09-27	20968japans
Liechtenstein	2015-09-25	20357liechtenstein
Lithuania	2015-09-27	A/70/PV.11_13
Luxembourg	2015-09-27	20978luxembourg
Malta	2015-09-27	20858malta

<i>Acteur</i>	<i>Date</i>	<i>Nom de fichier</i>
Monaco	2015-09-26	20503monaco-eng-
Netherlands	2015-09-26	20568netherlands
New Zealand	2015-09-26	20758new-zealand
Norway	2015-09-25	20221norway
Poland	2015-09-27	21038poland
Portugal	2015-09-27	21013portugal
Romania	2015-09-27	A/70/PV.10_14
Slovakia	2015-09-27	21003slovakia
Slovenia	2015-09-25	20365slovenia
Spain	2015-09-25	20333spain
Sweden	2015-09-26	20588sweden-eng-
Switzerland	2015-09-25	20337switzerland- eng-
United Kingdom	2015-09-27	A/70/PV.11_22
United States of America	2015-09-27	A/70/PV.11_1

BIBLIOGRAPHIE

- Aalto, P., Ruostetsaari, I., Talus, K. et Muth, C. J. (2019). Energy Policies in the Context of Sustainable Development. Dans W. Leal Filho, A. M. Azul, L. Brandli, P. G. Özuyar et T. Wall (dir.), *Affordable and Clean Energy* (p. 1-11). Cham, Suisse : Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-319-71057-0_10-1
- Aalto, P., Ruostetsaari, I., Talus, K., & Muth, C. J. (2019). Energy Policies in the Context of Sustainable Development. In W. Leal Filho, A. M. Azul, L. Brandli, P. G. Özuyar, & T. Wall (Eds.), *Affordable and Clean Energy* (pp. 1–11). https://doi.org/10.1007/978-3-319-71057-0_10-1
- Abraham, Y.-M., Marion, L., & Philippe, H. (2011). *Écosociété | Décroissance versus développement durable*. Écosociété.
- Alden, C., Morphet, S., & Vieira, M. A. (2010). *The South in World Politics*. Palgrave Macmillan.
- Alexander, R. J. (2009). *Framing Discourse on the Environment: A Critical Discourse Approach*. New York: Routledge.
- Andréani, G. (2011). Gouvernance globale : origines d' une idée. *Politique Étrangère*, 66(3), 549–568.
- Andrews, N., & Bawa, S. (2014). A Post-development Hoax? (Re)-examining the Past, Present and Future of Development Studies. *Third World Quarterly*, 35(6), 922–938. <https://doi.org/10.1080/01436597.2014.907704>
- Arrow, K., Dasgupta, P., Goulder, L., Daily, G., Ehrlich, P., Heal, G., ... Walker, B. (2004). Are we consuming too much? *Journal of Economic Perspectives*, 18(3), 147–172.
- Arto, I., Capellan-Perez, I., Lago, R., Bueno, G., & Bermejo, R. (2016). The Energy Requirements of a Developed World. *Energy for Sustainable Development*, 33, 1–13.
- Asafu-Adjaye, John Blomqvist, L., Brand, S., Brook, B., DeFries, R., Ellis, E., Foreman, Christopher Keith, D., ... Roy, Sagoff Mark, Shellenberger Michael, S. R. et T. P. (2015). Un manifeste écomoderniste. Retrieved from

<http://www.ecomodernism.org/francais>

- Asthana, V. (2009). *Water Policy Processes in India: Discourses of Power and resistance*. London: Routledge.
- Azizi, D., Biermann, F., & Kim, R. E. (2019). Policy Integration for Sustainable Development through Multilateral Environmental Agreements An Empirical Analysis, 2007–2016. *Global Governance*, 25, 445–475.
- Bachelet Jeria, M. (2015). 20297chile. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, (25 September). New York.
- Baillat, A. (2015). Pour une approche discursive des politiques publiques environnementales. In F. Gemenne (Ed.), *L'Enjeu mondial* (pp. 181–190). Presses de Sciences Po.
- Baker, S. (2006). *Sustainable Development*. London: Routledge.
- Bardière, Y. (2016). De la pragmatique à la compétence pragmatique. *Recherches En Didactique Des Langues et Des Cultures*, 13(1), 1–21.
- Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu* (Presses Universitaires de France, Ed.).
- Bartenstein, K. (2010). De Stockholm à Copenhague : genèse et évolution des responsabilités communes mais différenciées dans le droit international de l'environnement. *McGill Law Journal*, 56(1), 178–228.
- Bernstein, S. (2001). *The Compromise of Liberal Environmentalism*. New York: Columbia University Press.
- Biglieri, P., & Perelló, G. (2011). The names of the real in Laclau's theory: Antagonism, dislocation, and heterogeneity. *Filozofski Vestnik*, 32(2), 47–64.
- Borgatti, S P, & Everett, M. G. (2000). Models of core /periphery structures. *Social Networks*, 375–395. [https://doi.org/10.1016/S0378-8733\(99\)00019-2](https://doi.org/10.1016/S0378-8733(99)00019-2)
- Borgatti, Stephen P, G. Everett, M., & Jeffrey, C. J. (2013). *Analyzing Social Networks* (S. Publications, Ed.).
- Borowy, I., & Schmelzer, M. (2017). The end of economic growth in long-term perspective. In *History of the Future of Economic Growth* (pp. 1–26). <https://doi.org/10.4324/9781315543000>
- Boyer, D. (2020). Energopower : An Introduction. *Anthropological Quarterly*, 87(2), 309–333.
- Bozyk, P. (2018). *Globalization and the Transformation of Foreign Economic Policy*.

Routledge.

- Breyer, C., Heinonen, S., & Ruotsalainen, J. (2017). New consciousness: A societal and energetic vision for rebalancing humankind within the limits of planet Earth. *Technological Forecastings & Social Change*, 114, 7–15.
- Bruyninckx, H. (2006). Sustainable Development: the Institutionalization of a Contested Policy Concept. In *Palgrave Advances in International Environmental Politics* (pp. 265–298). https://doi.org/10.1057/9780230518391_10
- Bulkeley, H. (2000). Discourse Coalitions and the Australian Climate Change Policy Network. *Environment and Planning C: Politics and Space*, 18(6), 727–748.
- Butler, J., Laclau, E., & Žižek, S. (2000). Contingency, hegemony, universality: contemporary dialogues on the left. In *Phronesis*. <https://doi.org/10.1080/08907310008839372>
- Button, D. (2019, June 10). The UK should stop obsessing over GDP. Wellbeing is more telling. *The Guardian*. Retrieved from <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/jun/10/uk-obsessing-gdp-wellbeing-new-zealand>
- Caradonna, J. L. (2017). An incompatible couple: a critical history of economic growth and sustainable development. In *History of the Future of Economic Growth* (p. 201). New York: Routledge.
- Carbonnier, G., & Grinevald, J. (2011). Energie et développement. *Revue Annuelle de Politique de Développement*, 2, 9–28. <https://doi.org/10.4000/poldev.687>
- Carley, K. (1993). Coding Choices for Textual Analysis : A Comparison of Content Analysis and Map Analysis. *Sociological Methodology*, 23, 75–126.
- Chayes, A., & Chayes, A. H. (1995). *The New Sovereignty: Compliance with International Regulatory Agreements*. <https://doi.org/10.2307/2954221>
- Chenaf-Nicet, D. (2015). *Que sont les pays émergents ? Des pays en développement insérés dans les échanges mondiaux ou des pays en voie de développement ?*
- Chester, L. (2010). Conceptualising energy security and making explicit its polysemic nature. *Energy Policy*, 38, 887–895. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2009.10.039>
- Chuji, M., Rengifo, G., & Gudynas, E. (2019). Buen Vivir. In A. Kothari, A. Salleh, A. Escobar, F. Demaria, & A. Acosta (Eds.), *Pluriverse: A Post-Development Dictionary* (p. 340).
- Clark, B., & York, R. (2005). Carbon metabolism: Global capitalism, climate change, and the biospheric rift. *Theory and Society*, 34(4), 391–428.

<https://doi.org/10.1007/s11186-005-1993-4>

- Cointet, J. P., & Parasio, S. (2018). What Big data does to the sociological analysis of texts? A review of recent research. *Revue Française de Sociologie*, 59(3), 533–557. <https://doi.org/10.3917/rfs.593.0533>
- Corten, A., Girard-Lemay, J., & Molina, V. (2006). La clôture du politique. Comparaison Castoriadis/Laclau. In *Les frontières du politique en Amérique latine. Imaginaires et émancipation* (Hommes et). Paris: Karthala.
- Cottrell, F. (2009). *Energy & Society(Revised): The Relation Between Energy, Social Change, and Economic Development*.
- Coulmas, F. (1979). On the sociolinguistic relevance of routine formulae. *Journal of Pragmatics*, 3(4), 239–266.
- Council, H. R. (2015). A/70/PV.5. *Challenges*, 0506(August).
- Csereklyei, Z., Rubio-Varas, M. d. M., & Stern, D. I. (2016). Energy and Economic Growth: The Stylized Facts. *The Energy Journal*, 37(2), 223–255.
- D'Alisa, G., Demaria, F., & Kallis, G. (2015). Introduction: Décroissance. In Éditions le passager clandestin (Ed.), *Décroissance: Vocabulaire pour une nouvelle ère* (pp. 25–54).
- Dabashi, H. (2012). *The Arab Spring: The End of Postcolonialism*. Zed Books.
- Daly, H. (1977). *Steady-State Economics*. Island Press.
- Dany, L. (2016). Analyse qualitative du contenu des représentations sociales. In G. Lo Monaco, S. Delouvé, & P. Rateau (Eds.), *Les représentations sociales* (pp. 85–102). Bruxelles: de Boeck.
- Davutoglu, A. (2015). 20988turkey. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, (September 27), 4.
- Delina, L. L. (2018). *Transition(s) in Developing Countries: The Challenges of Climate Change and Sustainable Development*. New York: Routledge.
- Di Muzio, T., & Ovidia, J. S. (2016). *Energy, Capitalism and World Order*.
- Dijk, T. A. Van. (2011). Discourse and Politics. In *Discourse Studies: A Multidisciplinary Introduction* (pp. 303–330). London: SAGE.
- Doerfel, M. L. (1998). What Constitutes Semantic Network Analysis? A Comparison of Research and Methodologies. *Connections*, 21(2), 16–26.

- Doran, M.-C. (2016). *Le réveil démocratique du Chili: Une histoire politique de l'exigence de justice (1990-2016)* (Éditions K).
- Dryzek, J. S. (2012). *Foundations and Frontiers of Deliberative Governance*. Oxford University Press.
- Dryzek, J. S. (2013). *The Politics of the Earth* (Oxford).
- Dryzek, J. S., & Niemeyer, S. (2008). Discursive Representation. *American Political Science Review*, 102(4), 481–493. <https://doi.org/10.1017/s0003055408080325>
- Dunlop, I. T. (2011). Climate change: What it means in terms of energy. *Dissent*, (37), 6–13.
- Ekins, P. (1992). *A New World Order: Grassroots Movements for Global Change*. Routledge.
- Elgert, L. (2010). *Politicizing sustainable development: the co-production of globalized evidence-based policy*. 3(3–4), 375–390.
- Ellul, J. (1980). *The technological system*. New York: Continuum.
- Escobar, A. (1994). *Encountering Development: The making and unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.
- Escobar, A. (2015a). Critique du développement. In *Décroissance: Vocabulaire pour une nouvelle ère* (Éditions I, pp. 71–77).
- Escobar, A. (2015b). Degrowth, postdevelopment, and transitions: a preliminary conversation. *Sustainability Science*, 451–462. <https://doi.org/10.1007/s11625-015-0297-5>
- Esteva, G. (1992). Development. In W. Sachs (Ed.), *The Development Dictionary: A Guide to Knowledge as Power* (pp. 1–23). London: Zed Books.
- Evans, T. (2011). *Human Rights in the Global Political Economy: Critical Processes*. Lynne Rienner Publishers.
- Faki Mahamat, M. M. (2015). 20623chad.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 4.
- Farine, M. (2019, June 10). La croissance ne fait pas forcément le bonheur. *Le Temps*. Retrieved from <https://www.letemps.ch/economie/croissance-ne-forcement-bonheur>
- Fawcett, T., & Darby, S. (2019). *Energy sufficiency in policy and practice: the question of needs and wants* (Vol. 2–226). Retrieved from

<http://www.oxfordlearnersdictionaries.com/definition/english/sufficiency>

- Feindt, P. H., & Oels, A. (2005). Introduction - Does Discourse Matter? Discourse Analysis in Environmental Policy Making. *Journal of Environmental Policy & Planning*, 7(3), 161–173. Retrieved from <http://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/15239080500339638?needAccess=true>
- Ferguson, J. (2006). Decomposing Modernity: History and Hierarchy after Development. In *Global Shadow: Africa in the Neoliberal World Order* (pp. 166–181).
- Figuière, C., & Guilhot, L. (2015). Des nouveaux pays industrialisés aux pays émergents majeurs : la récurrence du focus asiatique. *Mondes En Développement*, 1(169), 7–12. <https://doi.org/10.3917/med.169.0007>
- Finnemore, M., & Sikkink, K. (1998). International Norm Dynamics and Political Change. *International Organization*, 52(4), 887–917. <https://doi.org/10.1017/S0020818300028460>
- Fioramonti, L. (2017). Gross domestic problem How the politics of GDP shaped society and the world. In *History of the Future of Economic Growth* (pp. 91–109). Routledge.
- Fisher, D. R., Leifeld, P., & Iwaki, Y. (2013). Mapping the ideological networks of American climate politics. *Climatic Change*, 116(3–4), 523–545. <https://doi.org/10.1007/s10584-012-0512-7>
- Fofana, M. (2015). 20425burkina-faso.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, (25 September), 4. New York.
- Foster, J. B. (2002). Capitalism and Ecology: The Nature of the Contradiction. *Monthly Review*, 54(4), 6–17.
- Foucault, M. (1969). *L'archéologie du savoir* (Gallimard, Ed.). Paris.
- Foucault, M. (1994). *Dits et écrits (1954-1988), Tome III: (1976-1979)*. Paris: Gallimard.
- Foucault, M., Defert, D., Ewald, F., & Lagrange, M. (2001). *Dits et écrits(1954-1988), Tome II: 1970-1975* (Gallimard, Ed.). Paris.
- Gallagher, L., Dalton, J., Bréthaut, C., Allan, T., Bellfield, H., Crilly, D., ... Vuille, F. (2016). The critical role of risk in setting directions for water, food and energy policy and research. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 23(September), 12–16. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2016.10.002>

- Geertz, C. (1963). *Agricultural involution : the process of ecological change in Indonesia*. University California Press.
- Gendron, C. (2006). *Le développement durable comme compromis: La modernisation écologique de l'économie à l'ère de la mondialisation*. Presses de l'Université du Québec.
- Gendron, C. (2011). Penser l'économie du futur: de la croissance aux pratiques écologiques. In Y.-M. Abraham, L. Marion, & H. Philippe (Eds.), *Décroissance versus développement durable* (pp. 133–138). Montréal: Écosociété.
- General, A. (2015). A/70/PV.9. *Challenges*, (September).
- General Assembly. (2005). A/70/PV.10. 47098.
- General Assembly. (2015a). A/70/PV.11. 47098.
- General Assembly. (2015b). A/70/PV.12. *Challenges*, 0506(August).
- General Assembly. (2015c). A/70/PV.7. 47098.
- Georgescu-Roegen, N. (1979). *La décroissance Entropie – Écologie -Économie* (1995th ed.; Éditions Sang de la Terre, Ed.). Paris.
- Glynos, J., & Howarth, D. (2007). *Logics of Critical Explanation in Social and Political Theory*. New York: Routledge.
- Gobin, C., & Deroubaix, J.-C. (2009). Mots, fréquence et réseaux dans le discours politique : analyse lexicométrique, méthode et illustration dans deux corpus de textes européens. *Sociolinguistic Studies*, 3(2), 203–227. <https://doi.org/10.18860/ling.v5i1.609>
- Goldemberg, J. (2007). Energy Choices Toward a Sustainable Future. *Environment: Science and Policy for Sustainable Development*, 49(10), 7–17.
- Goldthau, A., & Sitter, N. (2018). Conceptualizing the energy nexus of global public policy and international political economy. In A. Goldthau, M. Keating, C. Kuzemko, & N. Sitter (Eds.), *Handbook of the International Political Economy of Energy and Natural Resources* (pp. 23–32). <https://doi.org/10.4337/9781783475636.00009>
- Grove, R. (2002). Climatic Fears: Colonialism and the History of Environmentalism. *Harvard International Review*, 23(4), 50–55.
- Grove, R. H. (1992). Origins of Western Environmentalism. *Scientific American*, 267(1), 42–47.

- Gunnlaugsson, S. D. (2015). 20578iceland.pdf. *United*, 3.
- Gupta, J. (2002). Global Sustainable Development Governance: Institutional Challenges from a Theoretical Perspective. *International Environmental Agreements*, 2(4), 361–388. <https://doi.org/10.1023/A:1021387308065>
- Hadden, J., & Seybert, L. (2014a). Norm Definition and Dynamism: Explaining the Evolution of Sustainable Development. *International Studies Association Annual Convention*, 1–40.
- Hadden, J., & Seybert, L. (2014b). What's in a Norm? Mapping the Norm Definition Process in the Debate on Sustainable Development. *Igarss 2014*, (1), 1–5. <https://doi.org/10.1007/s13398-014-0173-7.2>
- Hajer, M. A. (1993). Discourse Coalitions and the Institutionalization of Practice : The Case of Acid Rain in Britain. In *The Argumentative Turn in Policy Analysis and Planning* (pp. 43–67).
- Hajer, M. A. (1995). The Politics of Environmental Discourse. In *New York*.
- Hajer, M. A. (1996). Ecological Modernisation as a Cultural politics. In W. B. Lash S., Szerszynski B. (Ed.), *Risk, Environment and Modernity: Toward a New Ecology* (pp. 246–268).
- Hajer, M. A., & Versteeg, W. (2005). A decade of discourse analysis of environmental politics. *Journal of Environmental Policy and Planning*, 7(3), 175–184. <https://doi.org/10.1080/15239080500339646>
- Halsnaes, K., & Garg, A. (2011). Assessing the Role of Energy in Development and Climate Policies - Conceptual Approach and Key Indicators. *World Development*, 39(6), 987–1001.
- Hansen, A. D., & Sonnichsen, A. (2014). Discourse, the Political and the Ontological Dimension: an Interview with Ernesto Laclau. *Distinktion: Scandinavian Journal of Social Theory*, 15(3), 255–262. <https://doi.org/10.1080/1600910X.2014.941889>
- Hargreaves, T., & Middlemiss, L. (2020). The importance of social relations in shaping energy demand. *Nature Energy*, In Press.
- Harribey, J. (2007). Les théories de la décroissance : enjeux et limites. *Cahiers Français "Développement et Environnement"*, 337, 20–26.
- Hayden, A. (2014). Enough of that already: Sufficiency-based challenges to high-carbon consumption in Canada. *Environmental Politics*, 23(1), 97–114. <https://doi.org/10.1080/09644016.2013.818301>

- Held, D., Young, K. L., & Maertens, J. (2012). Conceptualiser les faiblesses de la gouvernance mondiale : au-delà de la crise financière. *Sociologie Du Cosmopolitanisme*, 44(1), 167–192.
- Higgins, S. S., Ribeiro, A., Vasconcellos, M. B. De, & Barbosa, J. E. (2014). *L'émergence d'une structure cœur-périphérie dans un réseau brésilien de copublications en sciences comptables*.
- Hirsh, R. F., & Jones, C. F. (2014). History's contributions to energy research and policy. *Energy Research and Social Science*, 1, 106–111. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2014.02.010>
- Howarth, D., & Stavrakakis, Y. (2009). Discourse theory and political analysis: Identities, hegemonies and social change. In *Discourse theory and political analysis: Identities, hegemonies and social change*. Manchester: Manchester University Press.
- Hugon, P. (2005). Environnement et développement économique : les enjeux posés par le développement durable. *Revue Internationale et Stratégique*, 4(60), 113–126.
- Humphrey, C. R., Lewis, T. L., & Buttel, F. H. (2002). *Environment, energy, and society: a new synthesis - University of Ottawa*. Belmont.
- Illich, I. (1974). *Energy and Equity*. London: Calder & Boyars.
- International Institute for Sustainable development (IISD). (2002). Summary of the world summit on sustainable development: 31 august - 1 September 2002. *Earth Negotiation Bulletin*, 22(48), 4.
- Ivanova, M. (2013). The Contested Legacy of Rio + 20. *Global Environmental Politics*, 13(4), 1–11.
- Ivekovic, R. (2009). Populisme et politique. *Cultures & Conflits*, 73(Printemps), 125–133. <https://doi.org/10.2307/3770601>
- Jackson, T. (2011). *Properity without Growth: Economics for a Finite Planet*. London: Earthscan.
- Jang, H., & Barnett, G. A. (1994). Cultural Differences in Organizational Communication: A Semantic Network Analysis. *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 44, 31–59.
- Jasanoff, S., & Kim, S.-H. (2013). Sociotechnical Imaginaries and National Energy Policies. *Science as Culture*, 22, 189–196.
- Jepperson, R. L., Wendt, A., & Katzenstein, P. J. (1996). *The culture of national*

security : norms and identity in world politics. New York: Columbia University Press.

- Jing, Y., Mendez, A., & Zheng, Y. (2020). *New Development Assistance: Emerging Economies and the New Landscape of Development Assistance*. Singapore: Palgrave Macmillan.
- Jinping, X. (2015). 20548china.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 5.
- Jorgensen, M., & Phillips, L. J. (2002). *Discourse Analysis as Theory and Method*. London: SAGE Publications Ltd.
- Jung, H. (2019). The Evolution of Social Constructivism in Political Science: Past to Present. *SAGE Open*, 9(1), 2158244019832703.
<https://doi.org/10.1177/2158244019832703>
- Kamau, M., Chasek, P., & O'Connor, D. (2018). *Transforming Multilateral Diplomacy: The Inside Story of the Sustainable Development Goals*. Taylor & Francis.
- Kanie, N., & Biermann, F. (Eds.). (2017). *Governing through Goals*.
<https://doi.org/10.2307/j.ctt1pwt5xr>
- Karlsson-Vinkhuyzen, S. I. (2015). The Legitimation of Global Energy Governance: A Normative Exploration. In F. Mancebo & I. Sachs (Eds.), *Transitions to Sustainability* (pp. 119–130). Springer Netherlands.
- Karlsson-Vinkhuyzen, S. I. (2016). The UN, Energy and the Sustainable Development Goals. In T. Van de Graaf, B. K. Sovacool, A. Ghosh, F. Kern, & M. T. Klare (Eds.), *The Palgrave Handbook of the International Political Economy of Energy* (pp. 115–138). Palgrave.
- Karlsson, R. (2018). The high-energy planet. *Global Change, Peace and Security*, 30(1), 77–84. <https://doi.org/10.1080/14781158.2018.1428946>
- Karlsson, R., & Symons, J. (2015). Making Climate Leadership Meaningful: Energy Research as a Key to Global Decarbonisation. *Global Policy*, 6(2), 107–117.
<https://doi.org/10.1111/1758-5899.12192>
- Kauppi, M. V., & Viotti, Paul, R. (2020). *International relations theory*. New York: Rowman & Littlefield.
- Kiely, R. (2016). The “Rise of the South” and International Relations and Development Theory.” In *The Rise and Fall of Emerging Powers: Globalisation, US Power and the Global North-South Divide* (pp. 9–42).
https://doi.org/10.1007/978-3-319-34012-8_2

- Koskinen, J. (2008). Introduction to Social Network Analysis. In *Models for Social Networks With Statistical Applications* (pp. 1–30). SAGE Publications Ltd.
- Kothari, A., Salleh, A., Escobar, A., Demaria, F., & Acosta, A. (2019). *Pluriverse: A Post-Development Dictionnary* (A. Kothari, A. Salleh, A. Escobar, F. Demaria, & A. Acosta, Eds.). Tulika Books.
- Kuzemko, C., Keating, M. F., & Goldthau, A. (2016). *The Global Energy Challenge: Environment, Development and Security*. Palgrave Macmillan.
- Kuzemko, C., Lawrence, A., & Watson, M. (2019). New directions in the international political economy of energy. *Review of International Political Economy*, 26(1), 1–24.
- Laclau, E. (1990). *New Reflections on The Revolution of Our Time*.
- Laclau, E. (1993). Power and Representation. In *Politics, Theory and Contemporary Culture* (pp. 277–296). New York: Columbia University Press.
- Laclau, E. (2000). *La Guerre des Identités* (La Découverte, Ed.). Paris.
- Laclau, E. (2005). *On Populist Reason*.
- Laclau, E. (2008). *La raison populiste*. Le Seuil.
- Laclau, E., & Mouffe, C. (2001). *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics* (Second; Verso, Ed.). London.
- Laclau, E., & Mouffe, C. (2019). *Hégémonie et stratégie socialiste : Vers une radicalisation de la démocratie* (Coll. "Plu). Paris: Fayard.
- Lane, R. (2014). Ressources for the future, ressources for growth: The making of the 1975 growth ban. In B. Stepan & R. Lane (Eds.), *The politics of carbon markets* (pp. 27–50). New York: Routledge.
- Latouche, S. (1993). *In the Wake of the Affluent Society: An Exploration of Post-Development*. London: Zed Books.
- Latouche, S. (2003). *À bas le développement durable! Vive la décroissance conviviale!* (4), 23.
- Latouche, S. (2005). *Décoloniser l'imaginaire: La pensée créative contre l'économie de l'absurde* (Paragon/Vs). Lyon.
- Latouche, S. (2007). *L'occidentalisation du monde : essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*.

- Lavrov, S. V. (2015). 20903russian-fed-eng-.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 6.
- Le Blanc, D. (2015). Towards Integration at Last? The Sustainable Development Goals as a Network of Targets. *Sustainable Development*, 23, 176–187.
- Le Prestre, P. (2017). *Global Ecopolitics Revisited: Towards a complex governance of global problems*. Routledge.
- Lees, N. (2012). The dimensions of the divide: vertical differentiation, international inequality and North–South stratification in international relations theory. *Cambridge Review of International Affairs*, 25(2), 209–230.
- Legault, A. (2007). *Pétrole gaz et les autres énergies: Le petit traité*. Paris: Éditions TECHNIP.
- Lélé, S. M. (1991). Sustainable development: A critical review. *Green Planet Blues: Critical Perspectives on Global Environmental Politics*, 19(6), 607–621. <https://doi.org/10.4324/9780429493744>
- Lemieux, V., & Ouimet, M. (2004). *L'analyse structurale des réseaux sociaux*. <https://doi.org/10.7202/013660ar>
- Lesage, D., Van de Graaf, T., & Westphal, K. (2016). *Global Energy Governance in a Multipolar World*.
- Lightfoot, S., & Burchell, J. (2004). Green hope or greenwash? The actions of the European Union at the World Summit on sustainable development. *Global Environmental Change*, 14(4), 337–344. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2004.07.002>
- Litfin, K. (1994). *Ozone Discourses: Science and Politics in Global Environmental Cooperation*. New York: Columbia University Press.
- Lloyd, P. J. (2017). The role of energy in development. *Journal of Energy in Southern Africa*, 28(1), 54–62.
- Lockhart, L., Airs, J., Wrigley, P., & Cushing, J. (2019, June 13). Moving away from GDP as a measure of success. *The Guardian*. Retrieved from <https://www.theguardian.com/business/2019/jun/13/moving-away-from-gdp-as-a-measure-of-success>
- Löfven, S. (2015). 20588sweden-eng-.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 3.
- Loiseau, S. (2015). Les différentes formes de la fréquence textuelle: proposition d'inventaire. *Langages*, 1(197), 5–21.

- Love, T., & Isenhour, C. (2016). Energy and economy: Recognizing high-energy modernity as a historical period. *Economic Anthropology*, 3(1), 6–16. <https://doi.org/10.1002/sea2.12040>
- Lutzenhiser, L., & Shove, E. (1999). Contracting knowledge: The organizational limits to interdisciplinary energy efficiency research and development in the US and the UK. *Energy Policy*, 27(4), 217–227.
- Lwin, W. M. (2015). 20638myanmar.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 4.
- Machete, R. (2015). 21013portugal.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 3.
- Macky Sall, S. (2015). 20553senegal.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 11.
- Macleod, A. (2004). Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique. *Culture et Conflits*, 54, 13–51.
- Maingueneau, D. (1996). *Les termes clés de l'analyse du discours*.
- Mak, K.-N., & Soltau, F. (2005). Policy Options. In A. J. Bradbrook, R. Lyster, & R. L. Ottinger (Eds.), *The Law of Energy for Sustainable Development* (pp. 202–221). Cambridge: Cambridge University Press.
- Maljean-Dubois, S., & Moraga Sariago, P. (2014). Le principe des responsabilités communes mais différenciées dans le régime international du climat. *Les Cahiers de Droit*, 55(1), 83–112.
- Malm, A. (2016). *Fossil Capital: The Rise of Steam Power and the Roots of Global Warming*. London: Verso.
- Marchart, O. (2014). Institution and dislocation: Philosophical roots of Laclau's discourse theory of space and antagonism. *Distinktion*, 15(3), 271–282. <https://doi.org/10.1080/1600910X.2014.966272>
- Martin Müller. (2010). L' Espace Politique Doing discourse analysis in Critical Geopolitics. *Revue En Ligne de Géographie Politique et de Géopolitique*, (3), 1–21. <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.1743>
- Martínez-Alier, J., Pascual, U., Vivien, F. D., & Zaccai, E. (2010). Sustainable de-growth: Mapping the context, criticisms and future prospects of an emergent paradigm. *Ecological Economics*, 69(9), 1741–1747.
- Matthews, S. (2004). Post-development theory and the question of alternatives: a view from Africa. *Third World Quarterly*, 25(2), 373–384.

<https://doi.org/10.1080/0143659042000174860>

- Matthews, S. (2010). Postdevelopment Theory. In *The International Studies Encyclopedia* (Robert A., pp. 1–8).
- Mazur, A., & Rosa, E. A. (1974). Energy and life style. *Science*, 186(4164), 607–610.
- McCollum, D., Echeverri, L. G., Busch, S., Pachauri, S., Parkinson, S., Rogelj, J., ... Riahi, K. (2018). Connecting the sustainable development goals by their energy inter-linkages. *Environmental Research Letters*, 13(3).
<https://doi.org/10.1088/1748-9326/aaafe3>
- McKinnon, a. M. (2010). Energy and society: Herbert Spencer's "energetic sociology" of social evolution and beyond. *Journal of Classical Sociology*, 10(4), 439–455. <https://doi.org/10.1177/1468795X10385184>
- Meadowcroft, J. (2005). Environmental political economy, technological transitions and the state. *New Political Economy*, 10(4), 479–498.
<https://doi.org/10.1080/13563460500344419>
- Meadowcroft, J., Banister, D., Holden, E., Langhelle, O., Linnerud, K., Gilpin, G., & Langhelle, O. (2019). Politics and technology: deploying the state to accelerate socio-technical transitions for sustainability. In *What Next for Sustainable Development?* (pp. 239–259). <https://doi.org/10.4337/9781788975209.00024>
- Meadows, D., Meadows, D., & Randers, J. (2014). *Les limites à la croissance* (Écosociété).
- Methmann, C. P. (2010). "Climate protection" as empty signifier: A discourse theoretical perspective on climate mainstreaming in world politics. *Millennium: Journal of International Studies*, 39(2), 345–372.
<https://doi.org/10.1177/0305829810383606>
- Michel, C. (2015). 20873belgium.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 10.
- Modi, N. (2015). 20265india. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, (25 September), 4. New York.
- Mohapatra, N. K. (2017). Energy security paradigm, structure of geopolitics and international relations theory: from global south perspectives. *GeoJournal*, 82, 683–700. <https://doi.org/10.1007/s10708-016-9709-z>
- Mosisili, P. B. (2015). 20573lessotho.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 3.
- Mugabe, R. G. (2015). 20345zimbabwe.pdf. *United Nations Sustainable*

Development Summit 2015, (25 September), 8. New York.

- Muller, A. (2015). Using Discourse Network Analysis to Measure Discourse Coalitions: Towards a Formal Analysis of Political Discourse. *World Political Science*, 11(2), 377–404. <https://doi.org/10.1515/wps-2015-0009>
- Müller, M. (2010). Doing discourse analysis in Critical Geopolitics. *L'Espace Politique*, 12(3), 1–21.
- Nabers, D. (2015). *A Poststructuralist Discourse Theory of Global Politics* (PALGRAVE STUDIES IN INTERNATIONAL RELATIONS, Ed.).
- Nabers, D. (2017). Crisis as dislocation in global politics. *Politics*, 37(4), 418–431. <https://doi.org/10.1177/0263395716661341>
- Najam, A., & Cleveland, C. J. (2003). Energy and sustainable development at global environmental summits: An evolving agenda. *Environment, Development and Sustainability*, 5, 117–138. https://doi.org/10.1007/1-4020-3653-1_5
- Nederveen Pieterse, J. (2000). After post-development. *Third World Quarterly*, 21(2), 175–191.
- Nederveen Pieterse, J. (2010). *Development Theory* (Second). Los Angeles: SAGE.
- Negri, T. (2015). Hégémonie ? Gramsci, Togliatti, Laclau. *Hégémonie, Populisme, Émancipation. Perspectives Sur La Philosophie d'Ernesto Laclau (1935-2014)*, 10.
- Nikolic, T. (2015). 20823serbia.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 4.
- Nilsson, M., Chisholm, E., Griggs, D., Howden-Chapman, P., McCollum, D., Messerli, P., ... Stafford-Smith, M. (2018). Mapping interactions between the sustainable development goals: lessons learned and ways forward. *Sustainability Science*, 13(6), 1489–1503. <https://doi.org/10.1007/s11625-018-0604-z>
- Nordhaus, W. D., Stavins, R. N., & Weitzman, M. L. (1992). Lethal Model 2: The Limits to Growth Revisited. *Brookings Papers on Economic Activity*, 1992(2), 1–59.
- Novikau, A. (2016). The evolution of the concept of environmental discourses: is environmental ideologies a useful concept? *Western Political Science Association 2016 Annual Meeting*, 1–27. Retrieved from <https://ssrn.com/abstract=2754835>
- Nulty, P. (2017). *Semantic Network Analysis of Contested Political Concepts*. 10.

- Nustad, K. G. (2001). Development: the devil we know? *Third World Quarterly*, 22(4), 479–489. <https://doi.org/10.1080/01436590120071731>
- Nustad, K., & Sending, O. (2000). The instrumentalization of development knowledge. In *Banking on Knowledge: The Genesis of the Global Development Network* (pp. 44–62). London: Routledge.
- Nye, J. (1999). *Consuming Power | A Social History of American Energies* (MIT, Ed.). Retrieved from <http://mitpress.mit.edu/books/consuming-power>
- O'Connor, J. (1986). Capitalism, nature, socialism a theoretical introduction*. *Capitalism Nature Socialism*, 1(1), 11–38. <https://doi.org/10.1080/10455758809358356>
- Oder, J. (2019, June 23). Extinction Rebellion Québec s'implante durablement. *GaïaPresse*. Retrieved from <https://www.gaiapresse.ca/2019/06/extinction-rebellion-quebec-simplante-durablement/>
- Osorio, L. A. R. (2005). Debates on Sustainable Development: Towards a Holistic View of Reality. *Environment, Development and Sustainability*, 7(4), 501–518.
- Pallemaerts, M. (2003). Is Multilateralism the Future ? Sustainable Development or Globalisation as ' A ... *Environment, Development and SustainabilityDevelopment*, 5, 275–295.
- Peñafiel, R. (2008). Le rôle politique des imaginaires sociaux. *Politique et Sociétés*, 27(1), 99. <https://doi.org/10.7202/018049ar>
- Pezzoli, K. (1997). Sustainable Development: A Transdisciplinary Overview of the Literature. *Journal of Environmental Planning and Management*, 40(5), 549–574. <https://doi.org/10.1080/09640569711949>
- Pfister, C. (2010). The “1950s Syndrome” and the Transition from a Slow-going to a Rapid Loss of Global Sustainability. In F. Uekoetter (Ed.), *In The Turning Points of Environmental History* (pp. 90–118). Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.
- Polanyi, K. (1983). *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard.
- Princen, T. (2003). *Principles for Sustainability : From Cooperation and Efficiency to Sufficiency*. (February), 33–51.
- Raustiala, K. (2000). Compliance and effectiveness in international regulatory cooperation. *Case Western Reserve Journal of International Law*, 32, 387–440.
- READ. (2002). Manifeste du réseau européen pour l'après-développement. *Revue*

- Du MAUSS*, 20(2), 90. <https://doi.org/10.3917/rdm.020.0090>
- Redclift, M. (2005). Sustainable Development (1987-2005): An Oxymoron Comes of Age. *Sustainable Development*, 13, 212–227.
- Rey-Debove, J. (1971). *Étude linguistique et sémiotique des dictionnaires français contemporains*. The Hague: Mouton.
- Rist, G. (2013). *Le Développement, Histoire d'une croyance occidentale*.
- Rodhain, F., & Llana, C. (2006). Le mythe du développement durable. *Préventique Sécurité*, 85, 41–47.
- Rosa, E. a, Machlis, G. E., & Keating, K. M. (1988). Energy and Society. *Review Literature And Arts Of The Americas*, 14(1988), 149–172.
- Rosenau, J. N. (1992). Governance, order and change in world politics. In *Governance without Government* (pp. 1–41).
- Rosenau, J. N., & Czempiel, E.-O. (1992). *Governance without Government: order and change in world politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rouhani, H. (2015). 20513iran.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 2.
- Sachs, J. D. (2012). From millennium development goals to sustainable development goals. *The Lancet*, 379(9832), 2206–2211. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(12\)60685-0](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(12)60685-0)
- Sachs, W. (1989). *On the archaeology of the development idea unpublished paper*.
- Sachs, W. (1996). L'anatomie politique du "développement durable." *Interculture*, XXIX(1, cahier no. 130), 15–37.
- Sachs, W. (2010). *The Development Dictionary. A Guide to Knowledge as Power* (Second; Z. Books, Ed.). London.
- Sanchez Ceren, S. (2015). 20289el-salvador. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, (25 September), 5. New York.
- Saussure, F. (1972). *Cours de linguistique générale*. Paris: Payot : Rivages.
- Schechter, M. G. (2005). *United Nations Global Conferences*. London: Routledge.
- Schnaiberg, A., Pellow, D. N., & Weinberg, A. (2015). The treadmill of production and the environmental state Article information : *The Environmental State Under Pressure*, 10, 15–32.

- Schneider, F, Martinez-Alier, J., & Kallis, G. (2011). D.R&D_3_Sustainable Degrowth. *Journal of Industrial Ecology*, 15(5), 654–656.
<https://doi.org/10.1111/j.1530-9290.2011.00385.x>
- Schneider, François, Kallis, G., & Martinez-Alier, J. (2010). Crisis or opportunity? Economic degrowth for social equity and ecological sustainability. Introduction to this special issue. *Journal of Cleaner Production*, 18(6), 511–518.
<https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2010.01.014>
- Scott, J. (2013). *Social Network Analysis*. SAGE Publications Ltd.
- Sharp, L., & Richardson, T. (2001). Reflections on foucauldian discourse analysis in planning and environmental policy research. *Journal of Environmental Policy and Planning*, 3(3), 193–209. <https://doi.org/10.1002/jep.88>
- Shim, J., Park, C., & Wilding, M. (2015). Identifying policy frames through semantic network analysis: an examination of nuclear energy policy across six countries. *Policy Sci*, 48, 51–83.
- Shiraishi, T., & Sonobe, T. (2019). Emerging States and Economies Their Origins, Drivers, and Challenges Ahead. In *Emerging States and Economies Their Origins, Drivers, and Challenges Ahead* (1st ed. 20). Singapore: Springer Singapore.
- Shove, E., & Walker, G. (2014a). What Is Energy For? Social Practice and Energy Demand. *Theory, Culture & Society*, 31(5), 41–58.
<https://doi.org/10.1177/0263276414536746>
- Shove, E., & Walker, G. (2014b). What Is Energy For? Social Practice and Energy Demand. *Theory, Culture & Society*, 31(5), 41–58.
<https://doi.org/10.1177/0263276414536746>
- Smelser, N. J., & Swedberg, R. (2005). *The handbook of economic sociology*. Princeton University Press.
- Smil, V. (2008). *Energy in Nature and Society : General Energetics of Complex Systems*.
- Smil, V. (2017). *Energy and Civilization*.
<https://doi.org/10.1080/03906701.2012.753780>
- Smith, A. M. (2003). *Laclau and Mouffe: The Radical Democratic Imaginary*. New York: Routledge.
- Soares Da Gama, J. (2015). 20469guinea-bissau.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 6.

- Sogavare, M. (2015). 20958solomon-islands. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, (September), 3.
- Solis Rivera, L. G. (2015). 20938costa-rica-eng-.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 4.
- Sovacool, B. K. (2014). What are we doing here? Analyzing fifteen years of energy scholarship and proposing a social science research agenda. *Energy Research and Social Science*, 1, 1–29. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2014.02.003>
- Sovacool, B. K., & Geels, F. W. (2016). Further reflections on the temporality of energy transitions: A response to critics. *Energy Research and Social Science*, 22, 232–237. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2016.08.013>
- Spengler, L. (2016). Two types of 'enough': sufficiency as minimum and maximum. *Environmental Politics*, 25(5), 921–940. <https://doi.org/10.1080/09644016.2016.1164355>
- Spreng, D. (2012). What About Social Science and Interdisciplinarity? A 10-Year Content Analysis of Energy Policy. In *Tackling Long-Term Global Energy Problems: The Contribution of Social Science* (p. 336). Springer.
- Spreng, D. (2014). Transdisciplinary energy research - Reflecting the context. *Energy Research and Social Science*, 1(1), 65–73. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2014.02.005>
- Spreng, D., Flüeler, T., & Goldblatt, D. (2012). Global, Tackling Long-term Problems, Energy. In J. Minsch (Ed.), *Environement & Policy*.
- Stammers, N. (2009). *Human Rights and Social Movements* (Pluto Press, Ed.).
- Steiner, A., Wälde, T., Bradbrook, A., & Schutyser, F. (2006). International Institutional Arrangements in Support of Renewable Energy. In *Renewable Energy: A Global Review of Technologies, Policies and Markets* (pp. 152–165). London: Routledge.
- Stephan, B. (2012). Bringing discourse to the market: The commodification of avoided deforestation. *Environmental Politics*, 21(4), 621–639. <https://doi.org/10.1080/09644016.2012.688357>
- Stern, D. I. (2011). The role of energy in economic growth. *Annals of the New York Academy of Sciences*, 1219, 26–51. <https://doi.org/10.1111/j.1749-6632.2010.05921.x>
- Stern, D. I. (2020). Energy and economic growth. In U. Soytaş & R. Sari (Eds.), *Routledge Handbook of Energy Economics* (pp. 28–46). New York: Routledge.

- Steyvers, M., & Tenenbaum, J. B. (2005). The large-scale structure of semantic networks: Statistical analyses and a model of semantic growth. *Cognitive Science*, 29(1), 41–78. https://doi.org/10.1207/s15516709cog2901_3
- Teubert, W. (2005). My version of corpus linguistics. *International Journal of Corpus Linguistics*, 10(1), 1–13. <https://doi.org/10.1075/ijcl.10.1.01teu>
- Theys, J. (2014). Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous exploité ou dépassé? *Développement Durable et Territoires*, 5,(1)(février), 1–25. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10196> Éditeur
- Thomas, C. (2000). *Global Governance, Development and Human Security* (Pluto). Londres.
- Thomas, K. (1983). *Man and the Natural World: A History of the Modern Sensibility*. New York: Pantheon Books.
- Tobgay, T. (2015). 20381bhutan. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, (25 September), 2. New York.
- Torring, J. (1999). *New Theories of Discourse: Laclau, Mouffe, and Zizek* (p. 325). p. 325. Oxford: Blackwell Publishers Ltd.
- Tosun, J., & Leininger, J. (2017). Governing the Interlinkages between the Sustainable Development Goals: Approaches to Attain Policy Integration. *Global Challenges*, 1, 1–12.
- Toulouse, E., Gorge, H., Le Dû, M., & Semal, L. (2017). Stimulating energy sufficiency: barriers and opportunities. In *ECEEE Summer Study Proceedings* (pp. 59–68). Stockholm: European Council for an Energy Efficient Economy.
- Tregidga, H., Zealand, N., Milne, M., & Kearins, K. (2011). Sustainable Development as a Floating Signifier : Recognising Space for Resistance. *The 10th Australasian Conference on Social and Environmental Accounting Research*, 28. Launceston, Australia.
- UN General Assembly. *The future we want.* , (2012).
- United Nations. (2002). *Report of the world Summit on Sustainable Development*. New York.
- United Nations General Assembly. (1978). *Resolution adopted by the General Assembly. 33/148 United Nations Conference on New and Renewable Sources of Energy*.
- United Nations General Assembly. (1979). *Resolution adopted by the General Assembly. 34/190 United Nations Conference on New and Renewable Sources*

of Energy.

- United Nations General Assembly. (1992). *Resolution adopted by the General Assembly. 44/228 United Nations Conference on Environment and Development.*
- United Nations General Assembly. *Resolution Adopted by the General Assembly, 67/151: Promotion of New and Renewable Sources of Energy.* , (2011).
- United Nations General Assembly. (2013). *Resolution adopted by the General Assembly. 67/215. Promotion of new and renewable sources of energy.* New York.
- Urry, J. (2014). The Problem of Energy. *Theory, Culture & Society*, 31(5), 3–20.
<https://doi.org/10.1177/0263276414536747>
- Van Atteveldt, W. (2008). *Semantic Network Analysis: Techniques for Extracting, Representing, and Querying Media Content (dissertation).*
- van Benthem, A. A. (2015). Energy Leapfrogging. *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists*, 2(1), 93–132.
<https://doi.org/10.1086/680317>
- Van de Graaf, T. (2013). Fragmentation in Global Energy Governance: Explaining the Cration of IRENA. *Global Environmental Politics*, 13(3), 14–33.
<https://doi.org/10.1162/GLEP>
- Van de Graaf, T., Sovacool, B. K., Ghosh, A., Kern, F., & Klare, M. T. (2016). *The Palgrave Handbook of the International Political Economy of Energy.* Palgrave.
- Venturini, T., Baya Laffite, N., Cointet, J.-P., Gray, I., Zabban, V., & De Pryck, K. (2014). Three maps and three misunderstandings: A digital mapping of climate diplomacy. *Big Data & Society*, 1(2), 1–19.
<https://doi.org/10.1177/2053951714543804>
- Veyret, Y. (2004). Environnement et développement durable. *Conférence Introductive Du Stage de Formation de Formateurs "Education à l'environnement Pour Un Développement Durable,"* 1–8.
- Vezzoli, C., Ceschin, F., Osanjo, L., M'Rithaa, M. K., Moalosi, R., Nakazibwe, V., & Diehl, J. C. (2018). *Designing Sustainable Energy for All* (Springer, Ed.).
<https://doi.org/10.1007/978-3-319-70223-0>
- Von Moltke, K. (2002). Governments and International Civil Society in Sustainable Development: A Framework. *International Environmental Agreements*, 2(4), 339–357. <https://doi.org/10.1023/A:1021335323995>

- Voreqe Bainimarama, J. (2015). 20718fiji.pdf. *United Nations Sustainable Development Summit 2015*, 6.
- Walton, S., & Boon, B. (2014). Engaging with a Laclau & Mouffe informed discourse analysis: a proposed framework. *Qualitative Research in Organizations and Management: An International Journal*, 9(4), 351–370. <https://doi.org/10.1108/QROM-10-2012-1106>
- Wendt, A. (1992). Anarchy is What States Make of it: The Social Construction of Power Politics. *International Organization*, 46(2), 391–425.
- White, L. A. (1943). Energy and the Evolution of Culture. *Anthropology News*, 45(3), 335–356. <https://doi.org/10.1111/an.1998.39.9.24>
- Will, S., Crutzen, P., & McNeill, J. (2007). The Anthropocene: Are Humans now Overwhelming the Great Forces of Nature? *Ambio: A Journal of the Human Environment*, 36(8), 614–621.
- Wolff, R. D., & Barsamian, D. (2012). *Occupy the Economy: Challenging Capitalism* (City Lights Books, Ed.).
- World Commission on Environment and, & Development (WCED). (1987). Our Common Future. In *United Nations*. New York.
- Yang, S., & Gonzalez-Bailon, S. (2017). Semantic Networks and Applications in Public Opinion Research. In J. N. Victor, A. H. Montgomery, & M. Lubell (Eds.), *The Oxford Handbook of Political Networks* (Oxford, pp. 328–354). Oxford University Press.
- Ziai, A. (2007). *Exploring Post-development. Theory and practice, problems and perspective* (Routledge, Ed.). <https://doi.org/10.4324/9780203962091>
- Ziai, A. (2015). Development Discourse and Global History. In *Development Discourse and Global History*. <https://doi.org/10.4324/9781315753782>
- Zimmermann, F., & Smith, K. (2011). More actors, more money, more ideas for international development co-operation. *Journal of International Development*, 23, 722–738.
- Ziai, A. (2015). *Development Discourse and Global History: From colonialism to the sustainable development goals*. Londres : Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315753782>
- Zimmermann, F. et Smith, K. (2011). More actors, more money, more ideas for international development co-operation. *Journal of International Development*, 23(5), 722-738.